

sreda, 8. julij 2015

DOBESEDNI ZAPISI RAZPRAV 8. JULIJA 2015

(2023/C 124/03)

Vsebina	Stran
1. Otvoritev seje	558
2. Program dejavnosti luksemburškega predsedstva (razprava)	558
3. Sklepi Evropskega sveta (25. in 26. junij 2015) in vrha držav euroobmočja (7. julij 2015) ter sedanje razmere v Grčiji (razprava)	572
4. Čas glasovanja	615
4.1. Pogajanja o čezatlantskem partnerstvu na področju trgovine in naložb (TTIP) (A8-0175/2015 - Bernd Lange) (glasovanje)	616
4.2. Stabilizacijsko-pridružitveni sporazum z Nekdanjo jugoslovansko republiko Makedonijo (protokol zaradi upoštevanja pristopa Hrvaške) (A8-0188/2015 - Ivo Vajgl) (glasovanje)	618
4.3. Stabilizacijsko-pridružitveni sporazum s Srbijo (protokol zaradi upoštevanja pristopa Hrvaške) (A8-0189/2015 - David McAllister) (glasovanje)	618
4.4. Znanstveno in tehnološko sodelovanje z Indijo: podaljšanje Sporazuma (A8-0179/2015 - Jerzy Buzek) (glasovanje)	618
4.5. Znanstveno in tehnološko sodelovanje s Ferskimi otoki: Obzorje 2020 (A8-0180/2015 - Jerzy Buzek) (glasovanje)	618
4.6. Dolgoročno sodelovanje delničarjev in izjave o upravljanju podjetij (A8-0158/2015 - Sergio Gaetano Cofferati) (glasovanje)	618
4.7. Rezerva za stabilnost trga za sistem Unije za trgovanje z emisijami toplogrednih plinov (A8-0029/2015 - Ivo Belet) (glasovanje)	619
4.8. Pomorščaki (A8-0127/2015 - Elisabeth Morin-Chartier) (glasovanje)	619
4.9. Znanstveno in tehnološko sodelovanje s Švico: Obzorje 2020 in dejavnosti ITER (A8-0181/2015 - Jerzy Buzek) (glasovanje)	619
4.10. Smernice za politike zaposlovanja držav članic (A8-0205/2015 - Laura Agea) (glasovanje)	619
4.11. Uporaba sredstev Evropskega sklada za prilagoditev globalizaciji: vloga EGF/2015/001 FI/Broadcom (A8-0210/2015 - Petri Sarvamaa) (glasovanje)	619
4.12. Proračun za leto 2016 — pooblastilo za dialog (A8-0217/2015 - José Manuel Fernandes) (glasovanje)	619
4.13. Pobuda za zeleno zaposlovanje (A8-0204/2015 - Jean Lambert) (glasovanje)	619
4.14. Davčne utaje in izogibanje davkom kot izzivi v državah v razvoju (A8-0184/2015 - Elly Schlein) (glasovanje)	619
5. Obrazložitev glasovanja	620
6. Popravki in namere glasovanja: glej zapisnik	620

sreda, 8. julij 2015

Vsebina	Stran
7. Sprejetje zapisnika predhodne seje: gl. zapisnik	620
8. Delegirani akti (člen 105(6) Poslovnika): gl. zapisnik	620
9. Nedavni teroristični napadi (razprava)	620
10. Podpora EU za Tunizijo (razprava)	638
11. Prihodnji odnosi med EU in Kubo (razprava)	647
12. Razmere v Jemnu (razprava)	660
13. Letno poročilo o človekovih prvaicah v svetu za 2014 (razprava)	668
14. Vloga EU v bližnjevzhodnem mirovnem procesu (razprava)	675
15. Varnostni izzivi v regiji Bližnjega vzhoda in severne Afrike ter obeti za politično stabilnost (razprava)	676
16. Pregled evropske sosedске politike (razprava)	693
17. Prerazporeditev sredstev: glej zapisnik	708
18. Dnevni red naslednje seje: gl. zapisnik	708
19. Zaključek seje	708

sreda, 8. julij 2015

DOBESEDNI ZAPISI RAZPRAV 8. JULIJA 2015

VORSITZ: MARTIN SCHULZ

Präsident

1. Otvoritev seje

(Die Sitzung wird um 8.40 Uhr eröffnet.)

2. Program dejavnosti luksemburškega predsedstva (razprava)

Der Präsident. – Als nächster Punkt der Tagesordnung folgt die Aussprache über die Erklärungen des Rates und der Kommission zum Tätigkeitsprogramm des luxemburgischen Ratsvorsitzes (2015/2718(RSP)).

Sehr geehrte Damen und Herren! Ich weise gleich zu Beginn dieser Sitzung darauf hin, dass es zu diesem Punkt kein *Catch-the-eye*-Verfahren gibt und dass auch keine blauen Karten zugelassen sind. Um das klarzumachen: Das ist ein Beschluss der Konferenz der Präsidenten.

Das Wort hat für die luxemburgische Präsidentschaft, verbunden mit einem herzlichen Willkommensgruß, Herr Ministerpräsident Xavier Bettel.

Xavier Bettel, *président en exercice du Conseil*. – Monsieur le Président, Monsieur le Président de la Commission, Mesdames et Messieurs les Députés, le 1^{er} juillet, le Luxembourg a pris les rênes du Conseil de l'Union européenne pour la douzième fois. Nous espérons que les mois prochains nous permettront de faire la preuve de notre attachement au projet d'intégration européenne.

Cette présidence ne sera pas une présidence de routine pour le Luxembourg. Avec les années qui séparent désormais les présidences de chaque État membre, le bénéfice de l'expérience s'estompe. Le traité de Lisbonne et la redistribution de la donne institutionnelle font que, pour nous aussi, c'est une première. Enfin, ou plutôt hélas, les circonstances ne sont pas les plus favorables.

Nous assurons en effet la présidence à un moment critique pour l'Union. Les défis auxquels nous sommes confrontés sont sérieux. La croissance n'est pas au rendez-vous dans tous les États membres. Le chômage, et avant tout le chômage des jeunes, reste un véritable fléau. Le désespoir de centaines de milliers de migrants qui cherchent à rejoindre l'Europe nous oblige, politiquement et moralement, à mettre en place une nouvelle politique de migration. Je pense aussi aux défis en matière de sécurité ou dans le domaine du développement durable.

Nous ferons tout pour mettre en place une coopération sincère et efficace avec le Parlement européen, basée sur le pragmatisme et le bon sens.

Monsieur le Président, la présidence luxembourgeoise veillera aussi à ce que l'intérêt réel et direct des citoyens soit mieux pris en compte dans toutes les politiques de l'Union. Nous comptons sur l'engagement et la détermination du Parlement européen car, sans le Parlement, l'Union ne peut pas avancer. En ces temps de grands défis qui mettent à l'épreuve les populations, c'est à nous, responsables politiques et représentants des citoyens européens, de démontrer que l'Europe peut apporter des solutions.

sreda, 8. julij 2015

Ensemble, nous devons agir de manière unie et déterminée.

Le nouvel accord interinstitutionnel relatif à l'amélioration de la réglementation se place dans ce contexte. La présidence luxembourgeoise s'efforcera d'aboutir avant la fin de l'année. Elle se réjouit d'entamer les pourparlers avec le Parlement et la Commission dans un esprit constructif et pragmatique et en gardant avant tout à l'esprit l'intérêt européen ainsi que son efficacité.

Permettez-moi de vous communiquer mes réflexions sur la situation en Grèce. En effet, le peuple grec s'est exprimé dimanche. Nous avons pris acte de sa décision et nous devons la respecter.

Je dois cependant vous faire part de la déception de la plupart des dirigeants européens réunis hier à Bruxelles de ne pas avoir eu de propositions concrètes de la part du Premier ministre grec. C'est pour cette raison qu'il s'est engagé à faire des propositions concrètes d'ici demain.

Je dois vous dire que ces propositions, qui ne sont pas des propositions unilatérales, devront aussi être acceptées par les dix-huit autres membres de l'Eurogroupe. J'espère que nous trouverons une solution dans l'intérêt de tous. En tout cas, la présidence luxembourgeoise ne prône pas le Grexit comme priorité et espère que nous trouverons une solution dans l'intérêt de tous, surtout en voyant la situation économique de nombreux Grecs ainsi que celle des entreprises.

Dans la ligne de l'agenda stratégique du Conseil européen de 2014 et en tenant compte des orientations politiques et du programme de la Commission, la présidence luxembourgeoise a défini sept objectifs qui couvrent les grands chantiers de l'Union européenne.

Le défi le plus pressant et la première de nos priorités doivent être de libérer l'investissement pour la croissance et pour l'emploi.

Nous souhaitons une mise en œuvre robuste et rapide du plan d'investissement pour l'Europe. Des mesures visant à faciliter l'accès aux investissements, surtout pour les PME, devront compléter l'effort afin de démultiplier les effets du plan d'investissement. La présidence luxembourgeoise encouragera les initiatives prises par la Commission européenne à cet effet.

La mise en place d'une véritable union des marchés des capitaux sert le même objectif. L'Union européenne doit faciliter à nos entreprises un accès sans entraves aux marchés de capitaux européens. Le nouveau cadre réglementaire devra aussi servir à encourager l'investissement au-delà des marchés de capitaux. Nous voulons compléter la réglementation des services financiers en faisant avancer les négociations dans plusieurs dossiers, en particulier celui de la réforme structurelle bancaire et des fonds monétaires.

Monsieur le Président, la présidence luxembourgeoise poursuivra aussi les efforts de l'Union visant à mettre en œuvre une véritable politique industrielle européenne, y compris, par exemple, dans le secteur sidérurgique et le secteur spatial, en intégrant systématiquement l'impératif de compétitivité dans tous les domaines d'action de l'Union.

Le développement de l'espace européen de la recherche permettra d'exploiter pleinement les potentialités du marché unique des chercheurs et des connaissances sur notre continent, souvent pris en étau entre les États-Unis et l'Asie.

Deuxièmement, Monsieur le Président, la cohésion sociale est le pilier de la construction européenne le plus touché par la crise économique et financière. Approfondir la dimension sociale européenne constituera une priorité de notre présidence.

Notre présidence soutiendra avec détermination l'idée lancée par le président de la Commission européenne de vouloir garder ce triple A social. Pour faire avancer ce projet ambitieux, notre présidence collaborera étroitement avec les partenaires sociaux et les institutions. L'accent sera mis sur l'investissement social, notamment dans les domaines de compétences, avec une attention particulière aux compétences numériques. J'y veillerai en tant que Premier ministre et aussi en tant que ministre des communications et des médias dans mon propre pays.

sreda, 8. julij 2015

Les gouvernements doivent continuer à améliorer l'efficacité de leurs marchés du travail. Concrètement, il s'agit d'améliorer la transition entre le monde de l'éducation et le monde du travail et de favoriser l'accès à l'emploi des groupes plus éloignés du marché du travail, tels que les chômeurs de longue durée. Il s'agit aussi de faciliter l'insertion des jeunes à l'aide de la «Garantie jeunesse».

J'ai reçu des messages d'un grand nombre de personnes, et surtout des organisations de jeunesse, qui saluent cette initiative européenne. Néanmoins, ce programme ne peut pas être la seule mesure pour lutter contre le chômage des jeunes. Il doit être accompagné d'autres mesures, telles que l'investissement dans l'éducation et dans la formation.

La dimension sociale de la gouvernance de l'Union économique et monétaire et de la zone euro doit davantage être prise en compte.

La présidence luxembourgeoise accordera une importance particulière à l'égalité des chances et mettra l'accent sur l'augmentation du taux d'emploi féminin et sur une représentation équilibrée entre femmes et hommes dans la prise de décision politique et économique en tant que facteurs de compétitivité.

Une autre priorité d'une actualité pressante, c'est de gérer l'immigration, d'allier liberté, justice et sécurité de nos citoyens.

Les tragiques pertes de vies humaines en Méditerranée appellent à une action résolue et continue dans le domaine de la migration. La présidence donnera un caractère d'urgence à toute une série de mesures internes à l'Union et d'actions en partenariat avec des pays tiers pour mettre en place les prémices d'une politique d'immigration équitable, efficace et crédible.

La Commission a présenté un agenda sur la migration. Il incombe désormais au Conseil d'adopter un paquet de mesures équilibré pour sauver des vies, lutter contre les réseaux criminels et accueillir dignement les migrants. Il s'agit aussi de leur garantir les protections requises et de promouvoir le retour et la réadmission des migrants irréguliers dans leur pays d'origine.

Lors du Conseil européen de fin juin, nous avons pu constater à quel point ces questions sont délicates. Je suis convaincu que nous parviendrons ensemble à rassembler les États membres, les institutions et nos citoyens, pour promouvoir une gestion saine et solidaire des migrations. Mais je sais aussi que cela demandera des efforts de tous.

L'Année européenne pour le développement sera aussi l'occasion de se pencher sur le lien entre le développement et les phénomènes migratoires. En effet, l'approfondissement de la coopération avec les pays tiers d'origine, de transit et d'accueil occupera une place centrale dans les travaux de la présidence.

Monsieur le Président, les attentats terroristes ont démontré que six mois après les attaques meurtrières de Paris et celles qui ont suivi, le risque de telles attaques reste réel. La présidence poursuivra avec vigueur et détermination la mise en œuvre des mesures et actions décidées par les chefs d'État et de gouvernement le 12 février 2015.

Les flux importants de résidents et de citoyens partis rejoindre des groupes terroristes en Syrie et en Irak, et leur retour potentiel en Europe constituent un défi majeur. L'Union devra pleinement exploiter les outils existants, développer de nouveaux instruments si cela s'avère nécessaire et veiller à parfaire la coordination des actions menées. Ces mesures, cela va sans dire, devront être prises et mises en œuvre dans le plein respect des droits de l'homme et de l'état de droit.

En ce qui concerne les nouveaux outils de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, la mise en place du système européen pour la collecte des données des passagers (PNR) s'avère indispensable pour la sécurité de nos citoyens.

En même temps, la finalisation de la réforme de la protection des données personnelles est aussi indispensable. Le succès du marché intérieur numérique dépendra grandement de la confiance accordée par les citoyens et les entreprises aux flux de données en ligne. La présidence luxembourgeoise vise à clore les négociations sur ce paquet de réformes d'ici la fin de l'année.

sreda, 8. julij 2015

Pour ce qui est de l'espace judiciaire européen, Monsieur le Président, la création d'un Parquet européen chargé des enquêtes et des poursuites en matière de fraude au budget de l'Union européenne est le projet phare. La présidence s'attellera à faire avancer les négociations de façon à ce que l'Union dispose au plus vite d'un Parquet européen indépendant et efficace.

La présidence luxembourgeoise considère également que l'Union doit être déterminée à consolider et à promouvoir les valeurs fondamentales sur lesquelles elle se fonde. Le respect de l'état de droit en fait partie.

En quatrième lieu, nous voulons rendre sa dynamique au marché intérieur, notamment en misant sur le numérique. Ce dernier demeure sous-exploité. La présidence s'engage à donner une priorité transversale au numérique et à le placer au cœur de sa politique pour le marché intérieur. Nous allons œuvrer au démantèlement des barrières qui continuent à fragmenter le marché intérieur numérique en vingt-huit mini-marchés nationaux.

La présidence luxembourgeoise encouragera le recours aux instruments réglementaires et non réglementaires les plus efficaces, à savoir l'harmonisation et la reconnaissance mutuelle. L'examen du futur «Paquet marché intérieur des biens et des services» constituera une priorité pour notre présidence.

L'union de l'énergie, Monsieur le Président, doit nous permettre de renforcer la sécurité d'approvisionnement et de favoriser la transition énergétique via les secteurs des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, moteurs essentiels de la croissance verte et durable, créatrice de richesse et d'emplois.

Dans le domaine du transport, la présidence luxembourgeoise contribuera à la réalisation des objectifs de la politique européenne des transports, qui visent la promotion d'une mobilité efficace, sûre, fiable, accessible et socialement responsable.

Le cinquième chantier de la présidence sera l'appui à la compétitivité européenne, dans un cadre global et transparent.

Dans la foulée de la présentation du rapport des cinq présidents sur l'achèvement de l'Union économique et monétaire, nous entendons mener les travaux pour avancer sur les quatre piliers de la construction de l'UEM. Il importe de favoriser un retour à la croissance et à l'emploi dans un cadre de solidarité et de discipline budgétaire, mais aussi d'une Europe plus sociale. Nous restons attachés au triptyque fondé sur la consolidation budgétaire, la relance de la croissance par l'investissement et les réformes structurelles qui ont des retombées positives sur la croissance durable et équilibrée. Cet exercice prend, bien entendu, une autre dimension dans le contexte actuel de la situation en Grèce et de l'accélération nécessaire de l'approfondissement de l'UEM.

Qui dit croissance durable et équilibrée dit lutte contre la fraude et l'évasion fiscales! Il s'agit d'une priorité que le Luxembourg entend situer dans un cadre global afin d'assurer que toute concurrence soit loyale. L'Union européenne devra inscrire son action dans la foulée des décisions prises et à venir du G20 et de l'OCDE. La mise en place de conditions équitables au niveau mondial est un prérequis à l'efficacité de cette lutte. La présidence est déterminée à faire avancer les dossiers dans le domaine de la fiscalité dans un esprit d'ouverture et de transparence totale.

Tout en veillant au respect de l'acquis du marché intérieur, en particulier en matière de libre circulation des capitaux et de droit d'établissement, la présidence a comme objectif de mener à bien la proposition relative à la transparence et à l'échange d'informations sur les rescrits fiscaux.

Les avancées attendues dans le contexte des travaux de l'OCDE sur les BEPS inspireront l'approche de l'Union européenne au second semestre 2015.

Le plan d'action pour une fiscalité équitable et efficace des entreprises, que la Commission a publié en juin, servira de point de départ pour les travaux de la présidence en matière de fiscalité. La présidence luxembourgeoise espère faire avancer les travaux concernant les éléments internationaux de la proposition de directive relative à l'assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés et concernant la proposition de directive sur les intérêts et redevances.

sreda, 8. julij 2015

Die gemeinsame europäische Handelspolitik ist ein weiterer bedeutender Aspekt auf dem Weg zu mehr Wachstum in Europa. Wir brauchen eine Handelspolitik, die Gelegenheiten liefert und uns dient, aktuellen Herausforderung gerecht zu werden, eine Handelspolitik, die Arbeitsplätze schafft, die inklusiv und kohärent ist.

Wir werden alles daransetzen, gemeinsam mit Ihnen hier im Parlament und der Europäischen Kommission genau eine solche Politik zu betreiben, sei es im Rahmen der Welthandelsorganisation oder bei bilateralen Verhandlungen.

Der luxemburgische Ratsvorsitz wird deswegen auch die Verhandlungen über die transatlantische Handels- und Investitionspartnerschaft voranbringen. Diese sollten aller Voraussicht nach im Laufe des zweiten Semesters an Intensität gewinnen. Ferner werden wir Handelsabkommen mit weiteren Schlüsselpartnern der EU in Asien fördern. Ich denke hierbei vor allem an Japan sowie unsere Partner in der ASEAN-Region.

Wir werden uns jedoch stets für ein Maximum an Transparenz einsetzen und ermutigen alle implizierten Akteure, einen konstruktiven Dialog einzuhalten. Aus diesem Grund habe ich mich auch dazu entschlossen, gemeinsam mit dem Europäischen Parlament und der Europäischen Kommission eine Konferenz zur TTIP abzuhalten.

Zu dieser sollten vor allem Vertreter der Sozialpartner aus den 28 Mitgliedstaaten eingeladen werden. Die Konferenz soll am 17. November dieses Jahres in Brüssel stattfinden und einen konstruktiven Austausch über Chancen und Herausforderungen der TTIP erlauben. Schließlich möchte ich mich beim Europäischen Parlament ausdrücklich für das Engagement rund um die Debatten zur TTIP bedanken.

La sixième priorité de la présidence s'inscrira dans une démarche de développement durable. On parle très souvent de *dumping* fiscal et social, mais il existe aussi aujourd'hui un véritable *dumping* environnemental international.

Une croissance économique durable et au service du citoyen va de pair avec la plus haute ambition environnementale. La présidence s'efforcera d'accélérer la transition vers une économie verte à faibles émissions de gaz à effet de serre en créant les dynamiques nécessaires à l'émergence d'une société sûre et durable. Elle promouvra également une économie innovante, circulaire et compétitive, sobre en énergie, qui préserve la biodiversité et les ressources naturelles, qui évite le gaspillage et favorise le recyclage au meilleur coût. Cette ambition indispensable guidera la présidence dans les dossiers législatifs en cours, tels que ceux relatifs à la qualité de l'air ou à la réduction des émissions de CO₂.

L'exigence de durabilité sera également au centre de l'action de la présidence en vue des diverses échéances internationales qui domineront l'agenda global, qu'il s'agisse du sommet à New York ou de la COP 21 à Paris. La présidence luxembourgeoise travaille de manière intensive avec la présidence française de la COP 21. Lors de la conférence de Paris, les négociations internationales devront aboutir à l'adoption d'un nouveau traité ambitieux et contraignant à participation globale. Nous mettrons un accent particulier sur la question du financement climatique.

Enfin, le septième objectif sera de renforcer la présence de l'Union européenne dans le monde. La présidence appuiera sans faille la vice-présidente, M^{me} Mogherini. La présidence estime que la perspective d'adhésion reste un puissant moteur pour les réformes aux frontières européennes, au bénéfice de la stabilité et de la prospérité du continent tout entier.

La présidence continuera les négociations avec la Turquie, le Monténégro et la Serbie dès que les conditions seront remplies, et contribuera à la poursuite du chemin vers l'Europe de l'ancienne République yougoslave de Macédoine et de l'Albanie. La signature et la conclusion de l'accord de stabilisation et d'association avec le Kosovo et la mise en œuvre de l'accord de stabilisation et d'association avec la Bosnie-Herzégovine, entré en vigueur récemment, sont d'autres dossiers qui seront encouragés par la présidence pour autant que les préalables soient réunis.

Par ailleurs, Monsieur le Président, sur la base d'une communication de la Commission relative à la politique européenne de voisinage, la présidence contribuera aux travaux afin d'actualiser cette politique en vue de l'adoption de conclusions au Conseil européen avant la fin 2015.

sreda, 8. julij 2015

La crédibilité de l'Union européenne dans le monde est renforcée par une action décidée en matière de coopération au développement et d'action humanitaire. L'année 2015, dénommée Année européenne pour le développement, sera, de ce point de vue et en raison des grands rendez-vous internationaux, une année charnière pour le développement. Nous attachons, en particulier, la plus grande importance à l'adoption des objectifs pour le développement durable. L'amélioration de la cohérence des politiques pour le développement fait partie intégrante de ce nouvel agenda, y compris en matière de migration.

Le 9 décembre, la présidence luxembourgeoise aura l'honneur et le plaisir d'organiser à Luxembourg, la clôture de l'Année européenne pour le développement, mais elle veillera à ce que cette solidarité renforcée perdure au-delà de cette année.

Finally, allow me to say a word about the referendum that Prime Minister David Cameron is planning to hold. We will listen carefully to the British Government's proposals, and I am convinced that we will find common ground for solutions – but the *acquis communautaire* cannot be jeopardised. I have no doubt that the United Kingdom will stay in the European Union. The Luxembourg Presidency is ready, for its part, to contribute to that objective.

I am confident. I cannot imagine the United Kingdom without a European Union, or the European Union without a United Kingdom.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les Députés, voilà les quelques grands chantiers que la présidence luxembourgeoise devra lancer, poursuivre ou achever.

Nous le ferons avec enthousiasme et convaincus que le projet européen demeure l'instrument par excellence pour affronter les défis de notre temps.

Jean-Claude Juncker, *président de la Commission*. – Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, Monsieur le Ministre, Mesdames et Messieurs, je suis content de voir aujourd'hui le premier ministre du pays que je connais le mieux à une place que je connais bien. J'ai présidé le Conseil européen à deux reprises, le Conseil des ministres à quatre reprises, je connais donc les contraintes qui seront, cher Xavier et cher Nicolas, les vôtres. Vous pouvez compter sur la Commission, que j'ai l'honneur de présider, pour vous être utile à chaque endroit, à chaque instant et pendant toute la présidence et au-delà.

Je voudrais remercier la présidence lettone pour avoir fait en sorte que le plan d'investissement qui a été proposé par la Commission puisse démarrer ses activités et je voudrais encourager la présidence luxembourgeoise à accélérer tous les travaux, notamment en ce qui concerne le troisième volet du plan d'investissement, qui consiste à améliorer le contexte général dans lequel doivent évoluer nos entreprises et, notamment, les petites et moyennes entreprises, qui constituent plus de 90 % de l'activité économique de l'Union européenne.

Je voudrais encourager la présidence luxembourgeoise à mettre en route l'union de l'énergie, l'union des marchés de capitaux et l'union européenne numérique. Le numérique revêt une importance particulière pour l'Europe puisque, lorsque nous parlons de l'union numérique, nous parlons en fait d'une valeur ajoutée supplémentaire de 415 milliards pour la croissance européenne et de 2 à 3 millions d'emplois. Je voudrais donc encourager la présidence luxembourgeoise à tout mettre en œuvre pour accélérer les travaux de la mise en application des idées présentées par la Commission.

Il est évident que tous les sujets qui gravitent autour de l'immigration ont une importance particulière. La présidence luxembourgeoise a la tâche de faire en sorte que les objectifs que nous nous sommes fixés en matière de relocalisation et de réinstallation soient atteints. Le Conseil des ministres devra le faire sur une base volontaire. J'aurais préféré que nous ayons recours à la méthode communautaire, mais le Conseil européen, dans sa quasi-sagesse, en a décidé autrement, puisqu'il a opté pour la méthode intergouvernementale. Mais je suis convaincu dans le fait que la présidence luxembourgeoise réussira à atteindre les objectifs que nous nous sommes assignés.

Je voudrais, dans le même esprit, encourager la présidence luxembourgeoise à redoubler d'efforts pour que la conférence climatique de Paris, à la fin de l'année, soit un succès. Le rôle de la présidence est essentiel et fondamental et je suis certain qu'elle fera de la conférence de Paris un véritable succès qui durera.

sreda, 8. julij 2015

Je ne vois pas de très grandes différences entre le programme de la présidence luxembourgeoise et le programme de la Commission. C'est en fait la même chose et nous collaborerons de la meilleure façon possible.

Yes, the Luxembourgish Presidency will have to take action towards finding a fair deal with Britain. We will find a fair deal with Britain, and Mr Farage will of course be helpful. He did everything possible to stay in this House and now, as he is here, he will be the best ally of the Luxembourgish Presidency.

(Applause)

Also, Kollegen, fänkt un! Ech sinn iwwerzeegt, Dir maacht dat gutt.

Frank Engel, *au nom du groupe PPE*. – Monsieur le Président, Monsieur le Président de la Commission, ce furent de joyeuses retrouvailles luxembourgeoises au Parlement européen ce matin. Nous aurions pu nous en réjouir si cela avait eu lieu en des circonstances plus agréables pour le continent. Mais les temps sont difficiles et les défis nombreux.

Je pourrais essayer de brosser un tableau de la législation que la présidence luxembourgeoise devrait mener à bon port, mais il m'est extrêmement difficile de le faire pendant les minutes qui me sont imparties. Je pourrais parler de la nécessité d'une réforme de la législation en matière de protection des données, on pourrait parler de PNR – comme on dit en bon français –, des négociations climatiques, que le président de la Commission vient de mentionner, tout comme le Premier ministre, ou alors de l'accord que nous aurons, le moment venu, avec les États-Unis en matière de libre-échange, et qui inquiète nos citoyens. Dans ce contexte, nous devons trouver une voie européenne pour mener à terme une entreprise qui, actuellement, pourrait bien être en train de nous éloigner de bon nombre d'électeurs. Cela ne concerne pas uniquement le monde germanophone, mais c'est particulièrement sensible dans cette partie de l'électorat européen.

Je pourrais, Monsieur le Premier ministre, souhaiter que ce soit précisément le Luxembourg qui, au cours des six prochains mois, parvienne à des avancées européennes significatives en matière de justice fiscale. C'est étrange que des Luxembourgeois se lancent mutuellement de pareilles admonestations. Je me souviens, il y a plusieurs années déjà, que le Premier ministre Juncker avait réussi, en 1997, à inscrire à l'agenda européen une base d'imposition commune pour les sociétés commerciales. Elle n'a jamais vu le jour, parce qu'elle a été contestée, non pas par le Luxembourg, mais par d'autres. Je souhaiterais que nous remettions de la dynamique dans ce domaine.

Finalement, il y a des enjeux qui sont encore bien plus grands. Il faut faire en sorte que le Fonds européen pour les investissements stratégiques obtienne le succès qu'il mérite, parce que ce continent manque cruellement d'investissements productifs, non seulement sur le pourtour méditerranéen, mais aussi partout sur notre continent. Ce fonds est destiné à remédier à cette situation.

Ensuite, dans le contexte de la Grèce, notamment, le Luxembourg a une grande tradition de modération et de rapprochement des attitudes et le continent est arrivé à un point où les mouvances centrifuges sont nombreuses, fréquentes et intenses. Nous souhaiterions, mon groupe et moi-même, que ce soit la présidence luxembourgeoise qui essaye d'imprimer une dynamique plus centripète à notre continent. Bon nombre de personnes veulent s'en aller, d'autres ne veulent pas s'en aller. Il faut surtout faire en sorte que ceux qui restent et qui ont toujours été là retrouvent une dynamique unifiante et non dissonante.

Gianni Pittella, *a nome del gruppo S&D*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, la Presidenza lussemburghese ha davanti a sé un compito immane. Come è stato ricordato la crisi greca è di fronte a noi, tutto va fatto per trovare un accordo. Lo ripeto: noi non vogliamo nemmeno pensare all'idea che non si trovi un'intesa, perché questo avrebbe delle conseguenze catastrofiche per l'Unione europea e modificherebbe anche il suo programma per certi aspetti. Troppi Consigli europei hanno deluso i nostri cittadini negli ultimi mesi, mentre i cittadini aspettano risposte forti all'Europa.

Ho parlato della Grecia, ma non c'è solo questo, penso anche all'immigrazione. La Commissione ha presentato un piano coraggioso, che prevede per la prima volta un meccanismo di condivisione dei rifugiati a livello europeo. Il Consiglio ha frenato. Tocca ora a lei, Presidente Bettel, riprendere questo tema. Noi vogliamo un meccanismo obbligatorio di solidarietà tra gli Stati membri.

sreda, 8. julij 2015

Solidarietà per noi vuol dire anche riprendere in mano l'agenda sociale. Lei ha ricordato la tripla A del programma del Presidente Juncker, in particolare il tema della mobilità dei lavoratori. Bisogna fare di tutto per fermare il *dumping* sociale. Solidarietà vuol dire implementare il piano di investimenti per la crescita e il lavoro. Solidarietà vuol dire lavorare con l'Alto rappresentante Federica Mogherini per un ruolo decisivo dell'Europa nel mondo. Solidarietà vuol dire, inoltre, fare un grande sforzo a sostegno dell'economia sociale; di fronte a noi c'è la grande questione del nostro modello di sviluppo: va fatto ogni sforzo per accelerare la transizione verso un'economia verde e circolare.

La Conferenza di Parigi costituirà forse l'ultima occasione per trovare un accordo sul cambiamento climatico. Noi chiediamo a questa Presidenza di impegnarsi con la Commissione per raggiungere un'intesa ambiziosa, ovviamente con il Parlamento.

Gentile Presidente Bettel, lei è anche un caro amico da molti anni e noi conosciamo bene la qualità, la competenza e l'impegno che il suo governo ha già ampiamente mostrato. Siamo quindi convinti che saprà fronteggiare sfide così impegnative e avrà sicuramente il sostegno dei socialisti e dei democratici al Parlamento europeo.

Mark Demesmaeker, *namens de ECR-Fractie*. — Ik wil namens de ECR-Fractie in de eerste plaats eerste minister Bettel vandaag van harte welkom heten in dit halfroond. Hij heeft voor het Luxemburgse voorzitterschap een ambitieus programma met zeven grote aandachtspunten geschetst. Ik vrees dat u niet echt aan een grote zomervakantie zult toekomen met de aanhoudende crisissen waarmee we geconfronteerd worden. Ik denk aan de Griekse crisis, die straks uitgebreid zal worden besproken, maar ook aan de migratiecrisis, misschien wel de grootste uitdaging waarmee wij geconfronteerd worden en zullen worden de volgende jaren. Daarvoor zult u over de nodige onderhandelings talenten en vaardigheden moeten beschikken om daadwerkelijk tot akkoorden te komen en de uitdaging aan te pakken.

Voor mijn regering en mijn fractie is het sluiten van een effectieve PNR-overeenkomst ook van cruciaal belang, zodanig dat we een gemeenschappelijk kader hebben om de gegevens van mensen effectief te beschermen en de strijd tegen het terrorisme te kunnen voeren en winnen.

Mijnheer de eerste minister, een andere crisis loert aan onze oostgrenzen. Wat dat betreft zijn wij heel duidelijk. Er is in Europa geen plaats voor het soort agressie dat we vandaag zien in het oosten van Oekraïne. Mijnheer de eerste minister, we zullen met plezier met u samenwerken rond een aantal belangrijke beleidsinitiatieven, zoals de agenda voor betere regelgeving, de onderhandelingen over een handelsovereenkomst tussen de EU en de VS, de energie-unie, de digitale interne markt en het streven naar een wereldwijde overeenkomst tijdens de grote klimaatconferentie in Parijs. U vindt in ons een bondgenoot waar u hervormingen wilt doorzetten, maar een constructieve tegenstander waar u dat niet doet.

I will switch to English because I would like to say something about language.

I take the opportunity to address you, Mr President: I know you meet a lot of people and have a lot of meetings every day, and you do not always remember everything. Let me just remind you of a promise you made back in 2012, as newly elected President of this Chamber. You said you would allow Catalan MEPs to speak the Catalan language here in the plenary. It is the thirteenth most widely-spoken language in the EU, with more than 10 million speakers. Well, their MEPs are still not allowed to speak Catalan in this House, which is supposed to be open and democratic. That, Mr Schulz, is a shame and a democratic deficit. I urge you to think it over again and fulfil your promise.

Charles Goerens, *au nom du groupe ALDE*. – Monsieur le Président, Monsieur le Président de la Commission, Monsieur le Président du Conseil de l'Union, nous venons de prendre connaissance des priorités de la présidence luxembourgeoise.

Je ne vous cache pas notre satisfaction d'y retrouver aussi les nôtres, celles de mon groupe, dont la promotion de la croissance, l'ouverture des marchés de l'avenir, la mise en œuvre du marché unique numérique, sans oublier l'obligation de réussite en matière de lutte contre le changement climatique et la conférence d'Addis-Abeba sur le financement du développement. Des sujets récurrents, certes, mais cette fois-ci, c'est différent.

sreda, 8. julij 2015

L'actuelle présidence du Conseil de l'Union ne sera pas exclusivement jugée sur le nombre de lois qu'elle fera adopter, ni sur la façon dont elle assumera ses obligations protocolaires. Non, cette fois-ci, c'est différent. L'heure n'est plus aux phrases creuses, ni à l'optimisme de circonstance, encore moins aux «il n'y a qu'à..., il faut que ...»

Nous sommes devenus moins nombreux à défendre le projet de l'Europe. Ici, dans cette enceinte même, un nombre impressionnant de collègues ne cachent pas, ou plus, leur plaisir de voir la construction européenne secouée dans ses fondements. Nous avons besoin, en ce début d'été 2015, d'une volonté inébranlable de préserver l'essentiel: le lien entre nos nations, entre les citoyens qui vivent dans nos nations.

Ayons le courage et la détermination de défendre nos libertés. Soyons prêts à accueillir les réfugiés. Si ceux-ci ont réussi à échapper à l'enfer de Syrie – souvent au péril de leur vie – ce n'est certainement pas pour aller se noyer au large des côtes italiennes.

C'est sur l'irréductibilité de la dignité humaine que repose le projet européen et non sur les approches malthusiennes qui font croire aux citoyens que les limites sont déjà atteintes, alors que nous n'avons même pas encore commencé à explorer de nouvelles possibilités de coopération.

C'est dans cet esprit, je l'espère, que nous resterons encore assez nombreux à garder le cap, à mobiliser les ressources nécessaires au maintien de la monnaie unique, qui est bien plus qu'une affaire d'argent.

Au regard de la tâche historique qui est devant nous, renoncer à consacrer 0,1 ou 0,2 % du PIB à court terme au sauvetage de nos acquis risquerait de nous coûter un multiple de ces montants à l'avenir avec à la clef une Europe en lambeaux.

Nous comptons sur votre présidence comme sur celles qui vont suivre. Ne laissons pas notre Europe offerte au moins-disant fédéral, ni aux nationalistes.

En résumé, ce qui est devant nous, c'est l'organisation de la solidarité, de la répartition des charges et de la responsabilité.

Vill Chance Iech an Ärer Equipe an der nächster Presidence!

Νεοκλής Συλικιώτης, εξ ονόματος της ομάδας GUE/NGL. – Κύριε Πρόεδρε, κύριε Πρωθυπουργέ, η Προεδρία του Λουξεμβούργου θα κληθεί να διαχειριστεί πολλά προβλήματα που ταλανίζουν σήμερα τους λαούς της Ευρώπης. Αυτό όμως που έχει περισσότερο ανάγκη η Ευρώπη σήμερα είναι η αλληλεγγύη και η προώθηση μιας στρατηγικής προοδευτικής πολιτικής και κοινωνικής ανάπτυξης στην κατεύθυνση μιας Ευρώπης της δημοκρατίας και της κοινωνικής δικαιοσύνης.

Η Προεδρία του Λουξεμβούργου πρέπει να λειτουργήσει ως θεματοφύλακας της ισοτιμίας των κρατών μελών και της κυριαρχίας των κρατών. Δεν πρέπει να γίνουν ξανά παρεμβάσεις όπως αυτές που έγιναν με αφορμή το δημοψήφισμα στην Ελλάδα από τον Πρόεδρο της Επιτροπής και τον Πρόεδρο του Ευρωκοινοβουλίου. Γιατί είναι άλλο πράγμα να έχεις διαφορετική άποψη κι άλλο να επεμβαίνεις στα εσωτερικά ενός κράτους μέλους με στόχο να επιβάλεις τη θέση σου σε έναν κυρίαρχο λαό. Βέβαια ο ελληνικός λαός έδωσε την αρμόζουσα απάντηση με θάρρος και αποφασιστικότητα με το συντριπτικό όχι την Κυριακή. Αναμένουμε λοιπόν από τη νέα Προεδρία να προωθήσει πολιτικές κοινωνικής ανάπτυξης που θα δώσουν ώθηση στην πραγματική οικονομία. Δεν μπορεί να συνεχιστεί η προώθηση νεοφιλελεύθερων πολιτικών της σκληρής λιτότητας, που συντηρούν την ύφεση, που διογκώνουν το δημόσιο χρέος, που οδηγούν στην ανεργία και τη φτωχοποίηση των λαών. Και τέλος, κύριε πρωθυπουργέ, σε ό,τι αφορά τη μεταναστευτική πολιτική αναμένουμε να προωθηθούν μέτρα που θα στηρίζονται στο διεθνές δίκαιο, την αλληλεγγύη και τα ανθρώπινα δικαιώματα. Να ενισχυθούν πρώτιστα οι μηχανισμοί διάσωσης των ανθρώπων και να στηριχτούν βεβαίως τα κράτη με μέτρα για να υπάρξει ισότιμη κατανομή των βαρών μεταξύ των μελών, σύμφωνα με το ΑΕΠ τους και τον πληθυσμό τους.

sreda, 8. julij 2015

PRESIDENZA DELL'ON. ANTONIO TAJANI*Vicepresidente*

Claude Turmes, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion*. – Herr Präsident, lieber Herr Premierminister, lieber Herr Kommissionspräsident! Luxemburg übernimmt die EU-Präsidentschaft in einem äußerst wichtigen Moment für Europa.

Brücken bauen und vermitteln ist nötig, und es gehört seit jeher zum Selbstverständnis der Luxemburger in Europa. Ich sehe vier Prioritäten: Klima, Flüchtlinge, gerechte Steuerpolitik, Griechenland.

Klima: Mit der Natur gibt es nichts zu verhandeln. Entweder wir respektieren die Grenzen der Natur – beim Klima sind das zwei Grad oder weniger – oder die Natur gerät aus den Fugen, wie es die Hitzewellen in Indien, Pakistan und jetzt auch in Europa zeigen. Paris muss ein Erfolg werden!

Flüchtlinge: Aufnahme von Flüchtlingen aus Syrien. Eine Million im Libanon, eine Million in Jordanien, zwei Millionen in der Türkei. Was für ein internationales Armutszeugnis für Europa, wenn wir uns als EU-28 in den nächsten Wochen nicht einmal auf die geregelte Aufnahme von 60 000 Menschen in Not einigen können.

(Beifall)

Gerechte Steuerpolitik: Sozialer Ausgleich und Investitionsfähigkeit sind nur möglich, wenn es eine gerechte Steuerpolitik gibt. Gerade wir als Luxemburger sind da gefordert.

Griechenland: Über all dem steht die Grexit-Frage. Ein Grexit wäre nicht nur eine Katastrophe für die Menschen in Griechenland. Müssen die USA uns daran erinnern, dass ein unstabiles Griechenland in dem Viereck zwischen Balkan, Türkei, Russland und Nahem Osten *a bad, a very bad move* wäre? Grexit könnte aber auch der Anfang vom Ende vom Euro und sogar des europäischen Einigungs- und Friedensprozesses sein.

Natürlich muss Herr Tsipras seine Hausaufgaben machen. Aber wir brauchen auch Bewegung auf der anderen Seite: von Frau Merkel, Herrn Schäuble, Herrn Gabriel, Herrn Schulz, den Herren aus der bayerischen Provinz und auch den weggeduckten Grünen in Berlin. Konrad Adenauer, Helmut Kohl, Willy Brandt, Helmut Schmidt, Joschka Fischer und vielleicht sogar Franz-Josef Strauß wüssten, was sie diese Woche zu tun hätten.

Fabio Massimo Castaldo, *a nome del gruppo EFDD*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, davanti a noi oggi siedono il passato e il presente del Lussemburgo. Leggendo il programma di questa Presidenza, ho provato un prevedibile senso di disgusto. Qualche misera riga sull'evasione fiscale. Sui *tax ruling*, vergognosi accordi che hanno permesso per decenni a centinaia di grandi imprese di pagare tasse irrisorie nel Granducato, a fronte di lauti guadagni negli altri paesi UE: niente! Per noi un danno da centinaia di miliardi di euro; da voi solo l'ennesimo assordante silenzio, anche oggi.

Presidente Juncker, lei è stato a capo dell'Eurogruppo nel pieno della crisi economica.

Lei è uno dei massimi artefici dell'austerità e del rigore. Oggi pontifica, come altri, sul futuro della Grecia. Ma non ha trovato neanche un briciolo di coraggio per eliminare la vergognosa ingegneria fiscale che per noi è un inferno sociale. Se questo è il vostro senso di comunità ci conferma che gli antieuropeisti siete voi!

Quando è solo nel suo ufficio la sera e pensa alla macelleria sociale di questi anni che immagine vede la sua coscienza riflessa nel fondo del bicchiere? Cosa sussurra all'orecchio dei suoi nipotini quando parla loro di Europa? Ha il coraggio di dirgli che la ricchezza del Lussemburgo, del vostro Paese, l'avete costruita sulla protezione degli elusori fiscali, sui nostri malati buttati come spazzatura nei corridoi degli ospedali fatiscenti, sui suicidi dei pensionati e degli imprenditori onesti, sulle famiglie senza acqua e senza luce, sul futuro negato alle generazioni del Mediterraneo?

sreda, 8. julij 2015

Questa Presidenza, il rigore dovrebbe applicarlo nel restituirci queste risorse per permetterci di realizzare un *social compact* a sostegno dei più deboli e delle piccole imprese. Se non avete questa dignità, allora prendete anche altri trenta denari, i trenta denari per aver tradito il sogno europeo.

Vergognatevi!!

Marine Le Pen, *au nom du groupe ENF*. – Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, vous avez l'air heureux! Vous badinez avec M. Juncker, et l'on ressent cette légèreté un peu comme de la désinvolture.

La présidence luxembourgeoise s'ouvre dans une atmosphère très particulière. Un capiteux parfum d'échec flotte dans l'atmosphère. L'Union européenne semble en état de mort clinique, les problèmes insolubles, les tensions, les contradictions s'accumulent. L'Europe de la paix est devenue l'Europe de la guerre des dettes, de la guerre économique, où le président du Parlement européen appelle à renverser des gouvernements démocratiques pour les remplacer par des gouvernements de technocrates, l'Europe des menaces, du chantage permanent, du chômage, bien sûr, et de la pauvreté.

La crise de l'euro repart et prend une tournure politique, avec des peuples qui commencent à dire non à vos politiques d'hyperaustérité sans espoir. Face à la colère des peuples, aucune digue ne pourra tenir, vous devez le savoir, votre pire cauchemar se réalise. Les peuples, que vous aviez zappés, se rebellent.

La crise des immigrants clandestins prend une ampleur inégalée. Vous ne trouvez aucune autre solution que de nous expliquer que c'est une bonne chose. C'est tout à fait logique, puisque cette crise est le fruit de votre idéologie. Les pompes aspirantes de l'immigration, que sont l'accueil quasi systématique des immigrants clandestins et les aides sociales qu'on leur octroie tournent à plat régime. Ce mirage tente et tentera toujours plus de personnes rêvant d'un avenir économique meilleur, toujours plus de clandestins pris en charge par des économies déjà exsangues, toujours plus de morts au large de nos côtes, attirés par ce mirage.

Ne parlons pas de votre politique d'ingérence quasi permanente dans les pays du Moyen-Orient, qui cause la destruction des États et permet le développement et le renforcement de l'État islamique. Vous êtes donc devenus les facilitateurs, par votre action, des pires violations des droits de l'homme, ces mêmes droits de l'homme que vous combattez – oh, uniquement avec des mots, bien entendu – dans les instances européennes.

Le logiciel de l'Union européenne ne fonctionne plus. Il est grand temps d'abandonner cette idéologie, pour le bien de nos peuples, pour résoudre enfin ces problèmes majeurs. Remettez-vous en cause, remettez-vous en cause radicalement, c'est cela que les peuples attendent de vous!

Krisztina Morvai (NI). – Mr President, the European Union is based on three pillars: multinational companies and banks order, those in political power deliver and the media sells it to the people. It is a complete concentration of power, and of course the most important European value is completely absent from it: separation of powers, checks and balances.

Because of this, a new Presidency is always a new hope. It is only individuals with their hearts and their brains in the right place who can challenge this system. Maybe in an office of the Luxembourg Government, or maybe in this room, there is a young lawyer – a young person with heart and brain in the right place – who is going to end up being the European Edward Snowden. I wish her well. God bless her.

Jean-Claude Juncker, *président de la Commission*. – Monsieur le Président, le débat fut parfait, je n'ai rien à ajouter.

Xavier Bettel, *président en exercice du Conseil*. – Monsieur le Président, je tiens à remercier le large soutien de la plupart des rangs, ici, dans cette assemblée, qui sont conscients que la tâche n'est pas la plus facile, que l'actualité dominera aussi notre agenda.

On me reproche d'être souriant. Je dois vous dire que je suis fier de pouvoir m'exprimer au sein d'une assemblée où un projet de paix, qui a été construit en 1957, est toujours au cœur des priorités et des ambitions des députés européens. Oui, je fais partie de ces jeunes qui ont eu la chance de pouvoir, grâce à l'Europe, étudier en Grèce, travailler et étudier en France, être d'un autre pays, apprendre à connaître les uns et les autres et, surtout, de savoir que c'est par la diversité qu'on est fort.

sreda, 8. julij 2015

Monsieur le Président, nous avons beaucoup parlé de migration. Non, la tâche n'est pas facile et c'est à nous, actuellement, d'essayer de jeter des ponts et, surtout, de rappeler la solidarité qui doit exister sur ce plan.

Je tiens à signaler que les gens qui quittent leur pays avec un sac en plastique qui résume toute leur vie ne le font pas de gaieté de cœur et que, s'ils le font, c'est souvent pour sauver leur vie et celle de leurs enfants. Alors, dire que ce sont des gens qui risquent leur vie et celle de leur famille, de leurs enfants, juste par plaisir, je trouve cela tout simplement scandaleux. Ce sont des gens qui partent en désespoir de cause, justement pour sauver leur vie et celle de leurs enfants.

(Applaudissements)

Nous avons parlé de la conférence de Paris et exprimé l'espoir qu'elle soit un succès. Mais elle doit être un succès! Nous devons prendre des engagements. Nous devons arriver, à cette occasion, à nous mettre d'accord, à avoir des ambitions, et il faut que celles-ci soient aussi partagées par d'autres États. On ne peut pas, non plus, en Europe, se donner des règles qui ne sont pas celles que se donnent d'autres continents, que ce soit l'Asie ou les États-Unis. Je l'ai dit tout à l'heure, ce dumping écologique qui existe dans certains pays qui n'appliquent aucune règle, tout simplement pour pouvoir attirer de l'industrie, doit cesser aussi.

Par conséquent, Monsieur le Président, notre tâche ne sera pas facile, mais nous avons, à travers l'histoire, toujours essayé de jeter ces ponts qui sont nécessaires aujourd'hui.

La situation n'est pas facile, que ce soit le Brexit, le Grexit, l'immigration, je pense que la solidarité aujourd'hui est plus que jamais une notion importante et il nous incombe de l'expliquer à nos citoyens. C'est dans l'intérêt de nous tous et, croyez-moi, je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour créer ces ponts, qui sont aujourd'hui plus que nécessaires.

Presidente. – La discussione è chiusa.

La seduta, sospesa alle 9.35, è ripresa alle 9.55.

Dichiarazioni scritte (articolo 162)

Dominique Bilde (ENF), par écrit. – Une nouvelle présidence tournante s'ouvre avec le Luxembourg et elle s'ouvre avec un parfum d'échec. L'Europe est au bord de la faillite, faillite morale, politique et économique et ce constat s'étale désormais au grand jour, plus personne ne peut le nier !

La crise de l'euro repart et prends un tour politique avec les peuples qui commencent à dire NON aux politiques ultralibérales prônée par Bruxelles et par Angela Merkel. La crise des migrants est aussi présente et est le fruit de vos idéologies qui veulent toujours moins de frontières et toujours plus de «vivre-ensemble». Force est de constater qu'au fur et à mesure des présidences successives, rien ne change et la présidence luxembourgeoise en cours après celle lettone ne fera pas mieux. D'ailleurs, M. Bettel comme son homologue à la Commission M Juncker partage les mêmes idées et la même vision politique, seul l'appartenance à un parti national ou européen change la donne...

Le logiciel de l'UE ne fonctionne plus, les peuples se réveillent et il devient urgent de rompre avec ces politiques fédéralistes qui tuent notre compétitivité, nos emplois et sacrifie des milliers d'européens sur l'autel de la mondialisation et de la finance.

sreda, 8. julij 2015

Tanja Fajon (S&D), pisno. – Evropska unija ni več 'business-as-usual'. Ukrepati moramo zdaj! Luksemburg je ena najbolj izkušenih držav z jasno dolgoročno vizijo in močnim glasom v Uniji, zgled tudi Sloveniji. Kako povrniti zaupanje, zblížiti ljudi, države, evropske in nacionalne politike – to bo naš največji izziv. Državljeni morajo spet začutiti, da so del procesov in ne del problemov. Razprava o beguncih se danes osredotoča na številke, ne na nujnost celovite migracijske politike. Če luksemburško predsedstvo misli resno, potem naj med vladam EU zagotovi podporo pravični porazdelitvi beguncev in še letos doseže ambiciozen dogovor tudi o direktivi o študentih in raziskovalcih. Razprava o zaostrovanju azilne in vizumske politike, uvedbi evropskega PNR-ja, avtomatiziranih mejah se preveč osredotoča na varnostna tveganja. Tovrstni ukrepi ne smejo ogroziti temeljne pravice – do varovanja zasebnosti. Bo 175 km dolg zid med Madžarsko in Srbijo res odpravil problem imigrantov? Ne! Prilil bo olje na ogenj. Sramotno je, da na evropskih tleh spet gradimo zidove. Probleme moramo naslavlјati pri njihovem izvoru. Zakaj se krepijo nacionalistične, populistične in skrajne retorike? Zakaj vse več mladih Evropejcev odhaja na bojišča v Sirijo in Irak? To nas mora skrbeti. Evropi moramo vrniti dušo – sodelovanje in dialog. Evropejcem pa upanje v varno in dostojno življenje.

Beata Gosiewska (ECR), na pišmie. – Zgadzam się z większością przedstawionych przez prezydencję luksemburską priorytetów dotyczących rolnictwa zawartych w jej programie. To dobrze, że znalazł się wśród nich wpływ rosyjskiego embarga na sektor rolno-spożywczy, ponieważ kryzys ten w szczególności dotknął polskich producentów owoców i warzyw oraz mleka. Kondycja gospodarstw mleczarskich stale się pogarsza ze względu na rosyjskie embargo, spadek światowego popytu, zmienność cen oraz brak równowagi w łańcuchu dostaw. Dlatego cieszę się, że prezydencja zajmie się również problemami w tym sektorze. Należy dołożyć wszelkich starań, aby odbiurokratyzować i uprościć pakiet mleczny. Wdrażane obecnie mechanizmy w szczególności w odniesieniu do organizacji producenckich nie sprawdziły się.

Jednakże uważam, że większym problem niż zniesienie kwot mlecznych są wysokie kary nałożone na m.in. na polskich rolników w ostatnich dwóch latach kwotowania. Kary te nie są uzasadnione względami ekonomicznymi, ponieważ limity w całej UE nie zostały przekroczone. Oczekuję od prezydencji, że podejmie działania w celu wywarcia presji na Komisję w tej sprawie.

Prezydencja luksemburska zapowiedziała, że pragnie uczestniczyć w debacie dotyczącej rewizji procesu autoryzacji dla zmodyfikowanej genetycznie żywności i paszy. Jako kontrsprawozdawca ds. opinii z ramienia Europejskich Konserwatystów i Reformatorów w tej sprawie oczekuję od prezydencji, iż wsłucha się w głos naszych społeczeństw, które nie chcą takiej żywności na swoich stołach.

András Gyürk (PPE), írásban. – Örömmel olvastam a luxemburgi elnökség programjában, hogy a következő félévben az energetikai témákra is figyelmet kívánnak fordítani. Az Energiaunió különböző dimenziói közül az elnökség a kutatás-fejlesztés és az innováció területét emelte ki. Ezek valóban fontos kérdések, amelyekkel foglalkoznunk kell. Valószínűleg keveset beszéltünk eddig róluk. Ugyanakkor, bízom abban, hogy az energiapolitika más fontos területei, mint például az infrastruktúrafejlesztés, a vezetékek kiterjesztése, vagy például a diverzifikáció sem szorulnak majd háttérbe. Most egy telet megúsztunk gázválság nélkül, de bizonyára egyikünk sem szeretné, hogy a következő telek előtt is aggódnunk kelljen.

Az energiaellátás biztonságának garantálása ma még mindig az első számú energiapolitikai parancs minden felelős európai vezető számára. Holnap még nem az intelligens mérőeszközök és a decentralizált energiatermelés világában fogunk élni. Ezen technológiák elterjedéséért mindent meg kell tennünk, de addig is biztosítanunk kell a folyamatos energiaellátást. Azt kérem tehát a luxemburgi elnökségtől, hogy az energiapolitika területén a jövő kihívásai mellett koncentráljon a jelen égető problémáira is. Ebben a munkában bizton számíthat arra az Európai Parlamentre, amely ezekben a napokban kezdte meg a Bizottság Energiaunióról szóló előterjesztésének megtárgyalását.

Krystyna Łybacka (S&D), na pišmie. – Cieszę się, że prezydencja skupi się na promowaniu programu „Horyzont 2020”. W tym kontekście zwracam uwagę prezydencji na wskaźnik sukcesu projektów dofinansowanych w ramach tego programu. Obecnie wskaźnik sukcesu projektów zakwalifikowanych do udziału w programie jest bardzo niski, czasami nawet na poziomie poniżej 3%. Jednocześnie wzrasta liczba podmiotów zainteresowanych udziałem w tym programie oraz jakość składanych przez nie wniosków (np. w Polsce). Taka sytuacja w dłuższej perspektywie może działać demotywująco na potencjalnych uczestników programu oraz doprowadzić do spadku zainteresowania tym programem. Liczę, iż prezydencja zajmie się tym problemem i podejmie działania na rzecz poprawienia wskaźników sukcesu, tak aby umożliwić skuteczną konkurencję między aplikującymi podmiotami i jednocześnie utrzymać atrakcyjność programu „Horyzont 2020” dla instytucji sektora akademickiego i pozaakademickiego.

sreda, 8. julij 2015

Podejście prezydencji do edukacji jako warunku zwalczania wykluczenia społecznego oraz do aktywnego uczestnictwa młodych obywateli w życiu publicznym i społecznym jest bardzo ważne, m.in. w kontekście przeglądu strategii „Edukacja i szkolenia 2020”. Niewątpliwie potrzebujemy nowych inicjatyw, m.in. w zakresie dostępu do wysokiej jakości wczesnej edukacji i opieki nad dzieckiem, zapobiegania przedwczesnemu kończeniu edukacji, uczenia się przed całe życie oraz specjalnej pomocy dla osób w niekorzystnej sytuacji społecznej i osób niepełnosprawnych.

Marian-Jean Marinescu (PPE), *în scris*. – Industria europeană este o prioritate-cheie, care trebuie să amelioreze competitivitatea europeană, plasând-o într-un cadru global și durabil, bazat pe digitalizare, cercetare și inovare.

Politica energetică europeană trebuie să fie un alt obiectiv al noii Președinții, în contextul uniunii energetice propuse recent de Comisie. Uniunea energetică ar putea fi un pas înainte decisiv pentru viitorul pieței interne a electricității și a aprovizionării cu gaz. O uniune energetică viabilă presupune o nouă guvernanță, în care consumatorii finali trebuie să aibă un rol decisiv în conceperea funcționării noii piețe energetice.

Președinția luxemburgheză trebuie, de asemenea, să continue cel de-al patrulea pachet feroviar și să lanseze o dezbatere amplă privind politica europeană în domeniul transporturilor în general.

Reușita economică a acestor trei axe va fi dublată de buna implementare a Fondului european pentru investiții strategice, care ar putea mobiliza peste 300 de miliarde de euro pentru finanțarea unor proiecte de o mare valoare adăugată pentru UE. Consolidarea economiei europene trebuie să avanseze în paralel cu reforma structurală bancară și constituirea uniunii piețelor de capitaluri. Acest lucru va permite o finanțare viabilă a economiei europene și va dinamiza piața internă.

Момчил Неков (S&D), *в писмена форма*. – Преди броени дни Руската федерация взе решение за удължаване на ембаргото върху вноса на селскостопански продукти от ЕС. Голяма част от европейското селско стопанство все още страда от това без да има адекватна помощ от Комисията, а само с призови от нейна страна за намиране на нови пазари на продукцията. Все още няма конкретни мерки предложени за да подпомогнат европейските земеделци в следствие на удълженото ембарго и това е недопустимо.

Призовавам люксембургското председателство да обърне спешно внимание на този проблем и в тясно сътрудничество с Парламента да предложи интервенционни мерки особено за сектора на костилковите плодове като черешите, както и за сектора на млечните продукти.

Миналата година редица млечни продукти, които са познати на руския пазар като българското бяло саламурено сирене и кашкавал, не успяха да се възползват от мерките предложени от ЕК, защото те не покриваха този вид продукти.

Не трябва да се допуска европейските земеделците да стават жертва на геополитически решения, без адекватна помощ и компенсации.

Andrej Plenković (PPE), *napisan*. – Luksemburško predsjedništvo koje će po dvanaesti put predsjedavati Vijećem, i to u razdoblju od 1. srpnja do 31. prosinca 2015. godine, predstavilo je svoj program aktivnosti u kojima je odredila glavne teme i pitanja koje će Vijeće rješavati u tom periodu.

Program rada luksemburškog predsjedništva zasniva se na ukupno sedam naslova: poticanje ulaganja za jačanja rasta i stvaranje novih radnih mjesta; jačanje socijalne dimenzije EU-a; upravljanje migracijskim tokovima, obuhvaćajući slabodu, pravdu i sigurnosti; oživljavanje jedinstvenog tržišta usmjeravanjem na digitalnu dimenziju; postavljanje konkurentnosti EU-a u globalni i transparentni okvir; promicanje održivog razvoja te jačanje nazočnosti EU-a na svjetskoj sceni.

Mišljenja sam da se program aktivnosti koje je pripremljeno za luksemburško predsjedavanje Vijećem u potpunosti okreće aktualnim pitanjima koja zabrinjavaju EU. Pritom bih posebno istaknuo naglasak koji je ovaj program stavio na društvenu dimenziju EU-a koja je danas izrazito pogođena ekonomskom krizom koju proživljavamo te na promicanje revitalizacije tržišta kako bi EU postao što konkurentniji, a samim time i prekinuo ovaj padajući trend u društvenom segmentu. Slijedom navedenog pozdravljam predstavljeni program aktivnosti.

sreda, 8. julij 2015

VORSITZ: MARTIN SCHULZ

Präsident

3. Sklepi Evropskega sveta (25. in 26. junij 2015) in vrha držav euroobmočja (7. julij 2015) ter sedanje razmere v Grčiji (razprava)

Der Präsident. – Als nächster Punkt der Tagesordnung folgt die Aussprache über die Erklärungen des Europäischen Rates und der Kommission zu den Schlussfolgerungen des Europäischen Rates (25./26. Juni 2015) und des Gipfeltreffens der Euro-Gruppe (7. Juli 2015) und zur aktuellen Lage in Griechenland (2015/2719(RSP)).

Donald Tusk, President of the European Council. – Mr President, I would first like to wish the Luxembourg Presidency all the best. There is a very challenging six months ahead and I look forward to the closest cooperation possible. Knowing Prime Minister Bettel, I am sure that he will do an excellent job.

We meet at a unique and difficult time for Europe, and for our economic and monetary union. Before I discuss the special Euro Summits of last night and in June, I will report briefly on the key outcomes of the June European Council.

Leaders discussed how to support front-line European Union countries under the greatest migratory pressure. We agreed on the relocation and resettlement of 60 000 refugees over the next two years. For clarity, the scheme will complement existing national efforts, with EU countries now receiving 600 000 asylum applications per year. Yes, the discussion was difficult and at times divisive. To my mind, it was the first time European leaders have had such an honest exchange on the refugee question. The European Council chose to keep to the voluntary approach agreed at the Special European Council in April. There is a balance to be struck between national sovereignty and action at European level in this matter.

Now we have an agreement with which we can work, and on which we can build. The Luxembourg Presidency is receiving voluntary pledges from Member States on both relocation and resettlement. Based on progress so far, we hope that the numbers agreed at the European Council will be reached.

In the light of the ongoing emergency, leaders also agreed that the European Union will assist in setting up 'first reception' facilities in front-line states to ensure swift registration of irregular arrivals. Meanwhile, the Commission will accelerate talks with countries of origin and transit on readmission to strengthen our returns policy. These will be on the basis of the 'more for more' principle in related areas such as development aid.

The British Prime Minister confirmed his government's intention to hold a referendum on membership by 2017. Talks on UK renegotiation will now get underway. It was the first step in a longer process that will also end at the European Council. We will come back to this in December.

The NATO Secretary General Jens Stoltenberg discussed with us the new security threats facing Europe, just as we learned of the latest terror attacks in Tunisia, Kuwait and France. In the context of international terrorism and other security challenges, leaders tasked the High Representative with preparing a new European Union strategy on foreign and security policy for June next year. We also agreed to use EU funding to support collective efforts to invest in the future of European defence.

Finally, we discussed economic matters, most notably the report on completing economic and monetary union (EMU), published on 22 June. The report makes clear that the priority in building a deeper monetary union is reform at national level. We can best address the structural weaknesses of the eurozone by confronting the weaknesses of its national economies. Leaders asked the Council of Ministers to examine the EMU report further to determine quickly the next steps.

sreda, 8. julij 2015

Leaders also highlighted the importance of building a digital single market and noted the Commission's new work plan in this respect. Given the central role of the digital economy in job creation and growth, the European Council was absolutely clear that this area is now a top priority. To achieve this goal, the future co-operation of the European Parliament is vital.

Two weeks ago, I called a Euro Summit on 22 June to help break the impasse in negotiations on financial assistance to Greece and to ensure that all leaders were on the same political page. Over the next days, leaders asked the Eurogroup to accelerate discussions on a last-minute proposal by Greece. We believed a deal was achievable then. Two weeks later, there is now a race against time to re-build trust. I will not discuss the rights and the wrongs of the Greek referendum. Everyone has their own perceptions. It is necessary at this stage to move on. Let bygones be bygones.

At the Euro Summit last night, leaders had a frank and honest exchange about the difficult situation now before us. We asked Prime Minister Tsipras to present his government's ideas for sustainable growth and prosperity in Greece. The Eurogroup will now consider the detail of Greece's request for a programme under the European Stability Mechanism (ESM) Treaty. Clarifications will be needed in the coming days and should be provided as quickly as possible.

All sides in the negotiations share the responsibility for the current status quo. I call on all leaders to try to find consensus – that can be our common success, with no losers or winners. If that does not happen, it will mean the end of the negotiations, with all the possible consequences, including the worst-case scenario, where everyone will lose. Our inability to find agreement may lead to the bankruptcy of Greece and the insolvency of its banking system and, for sure, it will be most painful for the Greek people. I have no doubt that this will affect Europe, also in the geopolitical sense. If anyone has any illusions that it will not be so, they are naïve.

The stark reality is that we have only four days left to find ultimate agreement. Until now, I have avoided talking about deadlines, but I have to say loud and clear that the final deadline ends this week. All of us are responsible for the crisis and all of us have a responsibility to resolve it.

As Plutarch once said, 'To find fault is easy; to do better may be difficult'. I hope doing better is not as difficult as Plutarch once thought. Let us prove him wrong.

(Applause)

Jean-Claude Juncker, *président de la Commission*. – Monsieur le Président, Monsieur le Président, Messieurs les Premiers ministres, Mesdames et Messieurs les Députés, le Conseil européen de juin avait pour mission de formuler une réponse au problème de la migration. La Commission avait proposé de mettre en place un système obligatoire de relocalisation et de réinstallation. Le Conseil européen, après un débat par moments très pénible, s'est mis d'accord sur un système reposant sur le volontariat. Je n'ai pas aimé cette décision, parce que j'aurais préféré un système obligatoire. J'aurais préféré l'application de la méthode communautaire; nous avons une disposition du traité.

(Applaudissements)

Mais, à vrai dire, l'essentiel n'est pas là. Nous nous sommes mis d'accord sur le principe de relocaliser et de réinstaller 60 000 personnes.

C'est une décision qui va dans le bon sens dans la mesure où la présidence luxembourgeoise, à laquelle je fais confiance en la matière, sera à même d'organiser le volontariat afin d'arriver à cet objectif de 60 000 personnes qu'il faut maintenir absolument.

Mais je voudrais dire que nous ne devons pas être fiers. Je ne critique personne, mais que l'Europe soit fière d'accueillir 60 000 personnes sur son territoire n'est pas une énorme performance, vu l'ampleur du problème.

(Applaudissements)

Puisque c'est la Commission elle-même qui avait proposé ce nombre de 60 000, je n'allais tout de même pas critiquer cette décision. Mais, si je laisse parler mon cœur, je dois dire que nous ne sommes pas à la hauteur, ni les uns ni les autres!

sreda, 8. julij 2015

(Applaudissements)

J'ai pu présenter, lors de ce Conseil de juin, au nom des cinq présidents (parce que nous avons pensé qu'il serait sage d'associer le président du Parlement européen), le rapport sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire. Je ne vais pas le détailler devant vous, parce que vous l'avez sans doute lu soigneusement, mais je veux dire que, face à la crise grecque, face aux nombreuses ruptures de solidarité qui sont en train de prendre le dessus en Europe, il faudra que nous soyons d'accord – ou non – avec toutes les étapes proposées dans ce programme sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire. Nous devons l'appliquer. La réponse à la crise grecque n'est pas de ne rien faire. La bonne réponse consiste à approfondir l'Union économique et monétaire, à la rendre plus durable.

Der Präsident. – Abweichend von der bisherigen Tagesordnung und im Nachgang zu dem Wunsch, dass der Ministerpräsident Griechenlands, Herr Tsipras, hier im Parlament sprechen sollte, habe ich Herrn Tsipras eingeladen, und er ist dieser Einladung gefolgt.

Es ist das erste Mal, dass der Premierminister Griechenlands die Gelegenheit hat, in öffentlicher Sitzung mit den Vertretern der europäischen Völker über die Lage in seinem Land und über die vielleicht tiefste Krise, in der wir uns als Union seit langer Zeit befinden, zu diskutieren. Ich begrüße das und erteile deshalb dem Ministerpräsidenten Griechenlands, Herrn Tsipras, das Wort.

(Beifall)

Αλέξης Τσίπρας, Πρωθυπουργός της Ελλάδας. – Κύριε Πρόεδρε, κυρίες και κύριοι βουλευτές, είναι τιμή για μένα να μιλάω στον ναό της Δημοκρατίας της Ευρώπης. Σας ευχαριστώ θερμά για την πρόσκληση. Είναι τιμή μου να απευθυνθώ στους αιρετούς εκπροσώπους των λαών της Ευρώπης σε μια κρίσιμη στιγμή τόσο για την πατρίδα μου, για την Ελλάδα, όσο όμως και για την ευρωζώνη και για την Ευρωπαϊκή Ένωση συνολικά.

Βρίσκομαι ανάμεσά σας λίγες μόνο μέρες μετά την ισχυρή ετυμηγορία του ελληνικού λαού, μετά την απόφαση που πήραμε να δώσουμε στον ελληνικό λαό τον λόγο να αποφασίσει άμεσα και να τοποθετηθεί, να πάρει μέρος ενεργά στη διαπραγμάτευση που αφορά το μέλλον του. Λίγες μόνο μέρες μετά την ισχυρή του ετυμηγορία, που μας έδωσε εντολή να ενισχύσουμε τις προσπάθειές μας για την επίτευξη μιας κοινωνικά δίκαιης και οικονομικά βιώσιμης λύσης στο ελληνικό πρόβλημα, χωρίς τα λάθη του παρελθόντος που καταδίκασαν την ελληνική οικονομία, χωρίς την αέναη και αδιέξοδη λιτότητα που εγκλωβίζει την οικονομία σε έναν υφεσιακό φαύλο κύκλο αλλά και την κοινωνία σε μια διαρκή και βαθιά κατάθλιψη.

Η γενναία επιλογή του ελληνικού λαού σε συνθήκες πρωτοφανούς πίεσης με τις τράπεζες κλειστές, με την πλειοψηφία των μέσων ενημέρωσης να τρομοκρατεί ότι η επιλογή στο όχι, είναι μια επιλογή ρήξης με την Ευρώπη...

(αποδοκimasίες, χειροκροτήματα)

Είναι χαρά μου που βρίσκομαι στον ναό της Δημοκρατίας, γιατί πιστεύω ότι εδώ ακούμε επιχειρήματα και κρίνουμε επιχειρήματα. Άκουσον λοιπόν μεν, πάταξον δε.

Έλεγα λοιπόν ότι η γενναία επιλογή του ελληνικού λαού δεν αποτελεί επιλογή ρήξης με την Ευρώπη αλλά επιλογή επιστροφής στις ιδρυτικές αρχές της ευρωπαϊκής ενοποίησης, στις αρχές της δημοκρατίας, της αλληλεγγύης, του αλληλοσεβασμού και της ισότητας.

(χειροκροτήματα)

Είναι ένα ξεκάθαρο μήνυμα ότι η Ευρώπη, το κοινό μας ευρωπαϊκό οικοδόμημα, η Ευρωπαϊκή Ένωση ή θα είναι δημοκρατική ή θα έχει τεράστιες δυσκολίες να επιβιώσει στις δύσκολες συνθήκες που διανύουμε.

Η προς ολοκλήρωση διαπραγμάτευση της ελληνικής κυβέρνησης με τους εταίρους της επιδιώκει να επαναβεβαιώσει τον διπλό σεβασμό της Ευρώπης,

τόσο στους κοινούς κανόνες λειτουργίας της όσο όμως και στον απόλυτο σεβασμό της δημοκρατικής επιλογής των λαών μας.

Η κυβέρνησή μου ανέλαβε, εγώ προσωπικά και η κυβέρνησή μου αναλάβαμε πριν από πέντε περίπου μήνες, όμως τα προγράμματα διάσωσης

sreda, 8. julij 2015

βρίσκονται σε ισχύ εδώ και πέντε περίπου χρόνια. Αναλαμβάνω πλήρως την ευθύνη για όσα συνέβησαν αυτούς τους πέντε περίπου μήνες. Οφείλουμε όμως όλοι με ειλικρίνεια να συνειδητοποιήσουμε ότι η βασική ευθύνη για τα αδιέξοδα στα οποία βρίσκεται σήμερα η ελληνική οικονομία, για τα αδιέξοδα όπου βρίσκεται σήμερα εν συνόλω η Ευρώπη με τις επιλογές που γίνανε δεν αφορούν τους πέντε τελευταίους μήνες αλλά τα πέντε χρόνια της εφαρμογής προγραμμάτων που δεν οδήγησαν στην έξοδο από την κρίση και θέλω να σας διαβεβαιώσω, ανεξάρτητα από την κρίση του καθενός για το ορθόν ή το λάθος των μεταρρυθμιστικών προσπαθειών: Ένα είναι γεγονός· η Ελλάδα, τα τελευταία πέντε χρόνια, και ο ελληνικός λαός έκαναν μια πρωτοφανή προσπάθεια προσαρμογής δύσκολης, σκληρής. Αυτή η προσπάθεια έχει εξαντλήσει τις αντοχές του ελληνικού λαού. Βεβαίως, παρόμοια προσπάθεια δεν έγινε μόνο στην Ελλάδα. Έγινε και σε άλλες χώρες, και σέβομαι απολύτως την προσπάθεια άλλων λαών να αντεπεξέλθουν και κυβερνήσεων να αποφασίσουν σκληρά και δύσκολα μέτρα. Σε πολλές ευρωπαϊκές χώρες εφαρμόστηκαν προγράμματα λιτότητας, όμως πουθενά αυτά τα προγράμματα δεν ήταν τόσο σκληρά και τόσο μεγάλης διάρκειας, όσο ήταν στην Ελλάδα. Δεν θα ήταν υπερβολή να πω ότι η πατρίδα μου έχει μετατραπεί τα τελευταία πέντε χρόνια σε ένα πειραματικό εργαστήριο λιτότητας. Το πείραμα όμως πρέπει όλοι να παραδεχθούμε ότι δεν πέτυχε. Τα πέντε αυτά χρόνια η ανεργία εκτοξεύθηκε στα ύψη. Η φτώχεια εκτοξεύθηκε στα ύψη. Η κοινωνική περιθωριοποίηση διευρύνθηκε. Το ίδιο διευρύνθηκε και το δημόσιο χρέος, που πριν ξεκινήσουν τα προγράμματα ήταν στο 120% του ΑΕΠ και σήμερα βρίσκεται στο 180% του ΑΕΠ.

Σήμερα η πλειοψηφία του ελληνικού λαού –ανεξάρτητα από τις εκτιμήσεις μας αυτή είναι πραγματικότητα και πρέπει να τη δεχθούμε– αισθάνεται πως δεν έχει άλλη επιλογή από το να διεκδικήσει να απελευθερωθεί από αυτή την αδιέξοδη πορεία, και αυτή την επιθυμία, εκπεφρασμένη με τον πιο άμεσο και δημοκρατικό τρόπο, καλούμαστε ως κυβέρνηση να υλοποιήσουμε. Διεκδικούμε μία συμφωνία με τους εταίρους μας, μια συμφωνία όμως που θα δίνει σήμα οριστικής διεξόδου από την κρίση, που θα δίνει την εντύπωση ότι στο τέλος του τούνελ υπάρχει φως· μια συμφωνία που θα προβλέπει αξιόπιστες και αναγκαίες μεταρρυθμίσεις –κανείς δεν τις αρνείται– που θα μεταφέρουν όμως τα βάρη σε όσους πραγματικά έχουν τη δυνατότητα να τα σηκώσουν και τα τελευταία πέντε χρόνια προστατεύθηκαν από κυβερνήσεις και δεν σήκωσαν τα βάρη που μεταφέρθηκαν εξ ολοκλήρου στους ώμους των μισθωτών, των εργαζόμενων, των συνταξιούχων, αυτών που δεν μπορούν άλλο πια να σηκώσουν βάρη, και βεβαίως με πολιτικές αναδιανομής προς όφελος των χαμηλών και των μεσαίων στρωμάτων για μια προοπτική ισόρροπης και βιώσιμης ανάπτυξης.

Η πρόταση που καταθέτουμε στους εταίρους μας είναι πρόταση που περιλαμβάνει αξιόπιστες μεταρρυθμίσεις με κριτήρια, όπως είπα πριν, τη δίκαιη κατανομή των βαρών και με το κατά δυνατόν λιγότερες υφεσιακές επιπτώσεις. Περιλαμβάνει το αίτημα για την επαρκή κάλυψη των μεσοπρόθεσμων χρηματοδοτικών αναγκών της χώρας με ένα ισχυρό και εμπροσθοβαρές αναπτυξιακό πρόγραμμα, διότι αν δεν βάλουμε πάνω στο τραπέζι την ατζέντα της ανάπτυξης, δεν πρόκειται ποτέ να βγούμε από την κρίση. Ο πρώτος μας στόχος πρέπει να είναι η καταπολέμηση της ανεργίας και η ενθάρρυνση της επιχειρηματικότητας. Και βεβαίως η πρότασή μας περιλαμβάνει και το αίτημα για μια άμεση δέσμευση ώστε να αρχίσει ένας ουσιαστικός διάλογος, μια ουσιαστική συζήτηση για την αντιμετώπιση του προβλήματος βιωσιμότητας του δημόσιου χρέους. Δεν μπορεί να υπάρχουν μεταξύ μας ταμπού, πρέπει να βλέπουμε την πραγματικότητα και να ψάχνουμε να βρούμε λύσεις σε αυτή την πραγματικότητα όσο δύσκολες και αν είναι αυτές οι λύσεις.

Η πρόταση κατατέθηκε με αυτά τα χαρακτηριστικά στο Eurogroup, στη διάσκεψη κορυφής που είχαμε χτες. Σήμερα στέλνουμε αίτημα προς τον ευρωπαϊκό μηχανισμό στήριξης. Αναλάβαμε την υποχρέωση τις επόμενες δύο μέρες να κάνουμε τις προτάσεις μας απόλυτα συγκεκριμένες και ελπίζω ότι θα καταφέρουμε τις επόμενες μέρες να ανταποκριθούμε στις απαιτήσεις της κρίσιμης συγκυρίας τόσο για το καλό της Ελλάδας όσο όμως και της ευρωζώνης, θα έλεγα κυρίως όχι μόνο για το οικονομικό αλλά και για το γεωπολιτικό συμφέρον της Ευρώπης.

Θέλω στο σημείο αυτό να είμαι ξεκάθαρος: Οι προτάσεις της ελληνικής κυβέρνησης για τη χρηματοδότηση των υποχρεώσεων της και για την αναδιάρθρωση του χρέους της δεν έχουν στόχο να επιβαρύνουν επιπλέον τον Ευρωπαϊκό φορολογούμενο. Τα χρήματα που δόθηκαν στην Ελλάδα –ας είμαστε ειλικρινείς– δεν κατέληξαν ποτέ στον ελληνικό λαό. Ήταν χρήματα που δόθηκαν για να σωθούν οι ελληνικές και οι ευρωπαϊκές τράπεζες αλλά δεν πήγαν ποτέ στον ελληνικό λαό.

(χειροκροτήματα)

Επιπλέον, από τον Αύγουστο του 2014 έχει η Ελλάδα να λάβει εκταμίευση δόσης σύμφωνα με το πρόγραμμα διάσωσης που ίσχυε μέχρι το τέλος Ιουνίου. Δόσεις ύψους 7,2 δισεκατομμυρίων ευρώ δεν έχουν δοθεί από τον Αύγουστο του 2014 και δεν ήταν η δική μας κυβέρνηση αυτή που ήταν εξουσία από τον Αύγουστο του 2014 ως τον Γενάρη του 2015. Και τότε δεν δόθηκαν οι δόσεις, διότι το πρόγραμμα δεν υλοποιείτο, και το πρόγραμμα δεν υλοποιείτο και τότε όχι γιατί υπάρχει υπήρχε τότε η συγκεκριμένη ιδεολογική αναφορά που υπάρχει σήμερα αλλά ακριβώς γιατί το πρόγραμμα αυτό και τότε αλλά και τώρα δεν βρίσκει κοινωνική συναίνεση. Ένα πρόγραμμα δεν αρκεί μόνο να είναι ορθό, κατά την εκτίμησή μας, πρέπει να μπορεί και να εφαρμοστεί, να βρίσκει την κοινωνική συναίνεση για να εφαρμοστεί.

sreda, 8. julij 2015

Kυρίες και κύριοι βουλευτές, το ίδιο χρονικό διάστημα η Ελλάδα διαπραγματεύτηκε διεκδικώντας αυτά τα 7,2 δισεκατομμύρια της εκταμίευσης έχοντας όμως την υποχρέωση να αποπληρώνει στους ίδιους θεσμούς από τους οποίους διεκδικούσε εκταμιεύσεις δόσεις, στο διάστημα αυτό, ύψους 17,5 δισεκατομμυρίων ευρώ. Τα χρήματα αυτά κατεβλήθησαν από το υστέρημα του ελληνικού λαού.

Κυρίες και κύριοι βουλευτές, παρ' όλα όσα σας ανέφερα δεν είμαι από τους πολιτικούς που ισχυρίζονται ότι για όλα τα δεινά της πατρίδας μου ευθύνονται οι κακοί ξένοι. Η Ελλάδα έφτασε στα όρια της χρεοκοπίας επειδή για πάρα πολλά χρόνια οι κυβερνήσεις, οι κυβερνήσεις της Ελλάδας, δημιούργησαν ένα κράτος πελατειακό, ενίσχυσαν τη διαφθορά, ανέχθηκαν ή και ενίσχυσαν τη διαπλοκή της πολιτικής με την οικονομική εξουσία, άφησαν ανεξέλεγκτη τη φοροδιαφυγή του μεγάλου πλούτου. Σύμφωνα με έρευνα της Credit Suisse, το 10% των Ελλήνων διαχειρίζεται το 56% του εθνικού πλούτου, και αυτό το 10% των Ελλήνων στην περίοδο της σκληρής λιτότητας και της κρίσης βρέθηκε στο απυρόβλητο· δεν συνέβαλε στα βάρη όσο συνέβαλε το υπόλοιπο 90%.

Αυτές τις μεγάλες αδικίες τα προγράμματα διάσωσης και τα μνημόνια όχι μόνο δεν προσπάθησαν να τις αποκαταστήσουν αλλά δυστυχώς τις επέτειναν. Καμία από τις υποτιθέμενες μεταρρυθμίσεις των προγραμμάτων του μνημονίου δεν βελτίωσε δυστυχώς τον φοροεισπρακτικό μηχανισμό, που κατέρρευσε παρά τον υπερβάλλοντα ζήλο κάποιων φωτισμένων αλλά και δικαίως φοβισμένων κρατικών υπαλλήλων. Καμία υποτιθέμενη μεταρρύθμιση δεν τα έβαλε με το περιβόητο τρίγωνο της διαπλοκής που στήθηκε στη χώρα μας, χρόνια τώρα και πριν από την κρίση, ανάμεσα στο πολιτικό κατεστημένο τους ολιγάρχες και τις τράπεζες. Καμία μεταρρύθμιση δεν βελτίωσε τη λειτουργία και την αποτελεσματικότητα της κρατικής μηχανής, που έχει μάθει να λειτουργεί ώστε να εξυπηρετούνται ιδιοτελή συμφέροντα και όχι το κοινό καλό, και δυστυχώς αυτές οι προτάσεις τώρα βρίσκονται στο επίκεντρο. Οι δικές μας προτάσεις επικεντρώνονται σε πραγματικές μεταρρυθμίσεις που έχουν στόχο να αλλάξουν την Ελλάδα. Είναι μεταρρυθμίσεις που οι προηγούμενες κυβερνήσεις, το παλιό πολιτικό σύστημα αλλά και τα προγράμματα διάσωσης, δεν ήθελαν να συμβούν στην Ελλάδα· αυτή είναι πραγματική αλήθεια. Η αποτελεσματική αντιμετώπιση της ολιγοπωλιακής δομής και των πρακτικών των καρτέλ στις επιμέρους αγορές, περιλαμβανομένης της άναρχης και ασύδοτης της τηλεοπτικής αγοράς, η ενίσχυση των ελεγκτικών μηχανισμών στα δημόσια έσοδα και την αγορά εργασίας, με στόχο την πάταξη της φοροδιαφυγής και της εισφοροδιαφυγής, ο εκσυγχρονισμός της δημόσιας διοίκησης συγκροτούν τις μεταρρυθμιστικές προτεραιότητες της δικής μας κυβέρνησης και βεβαίως αναμένουμε και τη συμφωνία των εταίρων μας αυτές προτεραιότητες.

Σήμερα εμείς ερχόμαστε με την ισχυρή εντολή του ελληνικού λαού και με την αποφασιστική μας βούληση όχι να συγκρουστούμε με την Ευρώπη αλλά να συγκρουστούμε με τα κατεστημένα στη χώρα μας και με τις κατεστημένες λογικές και νοοτροπίες που βύθισαν την Ελλάδα και βυθίζουν μαζί και την ευρωζώνη.

Κυρίες και κύριοι βουλευτές, η Ευρώπη βρίσκεται σε ένα κρίσιμο σταυροδρόμι. Αυτό που ονομάζουμε ελληνική κρίση δεν είναι παρά η συνολική αδυναμία της ευρωζώνης να βρει μια οριστική λύση σε μία αυτοτροφοδοτούμενη κρίση χρέους. Στην πραγματικότητα πρόκειται για ένα ευρωπαϊκό και όχι αποκλειστικά ελληνικό πρόβλημα. Και σε ένα ευρωπαϊκό πρόβλημα απαιτείται ευρωπαϊκή λύση. Η ευρωπαϊκή Ιστορία είναι μια ιστορία συγκρούσεων αλλά, στο τέλος της ημέρας, συμβιβασμών. Αλλά είναι και μια ιστορία συγκλίσεων και διευρύνσεων. Μια ιστορία ενότητας και όχι διαίρεσης, γι' αυτό άλλωστε μιλάμε για την ενωμένη Ευρώπη. Ας μην την αφήσουμε να γίνει διαιρεμένη Ευρώπη. Τούτη την ώρα καλούμαστε να βρούμε έναν γόνιμο και έντιμο συμβιβασμό, προκειμένου να αποφύγουμε μια ιστορική ρήξη που θα ανατρέψει την παράδοση της ενωμένης Ευρώπης. Είμαι βέβαιος ότι όλοι αντιλαμβανόμαστε την κρισιμότητα της στιγμής και θα ανταποκριθούμε, θα αναλάβουμε την ιστορική μας ευθύνη.

(χειροκροτήματα)

Manfred Weber, im Namen der PPE-Fraktion. – Willkommen im Europäischen Parlament! Bevor ich über Griechenland rede, eine Bitte an den Ratspräsidenten: Wenn das die Herzkammer der europäischen Demokratie ist, dann bitte ich auch, das Europäische Parlament bei den Beratungen des Rates – so wie es früher auch der Fall war – zu beteiligen, auch in Person unseres Präsidenten. Ich glaube, dass das wichtig ist.

(Lebhafter Beifall)

Liebe Kolleginnen und Kollegen! Ich rede heute nicht über Wirtschaftspolitik, ich rede nicht über Haushaltszahlen, sondern ich möchte heute über die Prinzipien der europäischen Kultur sprechen. Lassen Sie uns zum Beispiel sprechen über Anstand, über Partnerschaft, über die Frage, wie man mit Freunden umgeht. Sehr geehrter Herr Tsipras, Sie vertreten eine Regierung, die in den letzten Wochen folgende Dinge gesagt hat: Ihr Verteidigungsminister hat der Europäischen Union gedroht, dass er Flüchtlingswellen über Europa senden wird, wenn Europa nicht zahlt. Und Ihr mittlerweile abgetretener Finanzminister hat die europäischen Partner – die Menschen in Portugal, in Spanien, in Belgien – als Terroristen bezeichnet, weil wir Angst verbreiten wollten.

sreda, 8. julij 2015

Meine sehr verehrten Damen und Herren, liebe Kolleginnen und Kollegen, ich hätte heute eigentlich erwartet, dass der Premierminister Griechenlands hierher kommt und sich für diese inakzeptablen Äußerungen entschuldigt. Aber leider Gottes hat er heute nachgelegt.

(Beifall, Zwischenrufe)

Lassen Sie uns reden über Verlässlichkeit und Vertrauen, auch ein Kulturgut in Europa. Im Februar 2015, bei Ihrem ersten Europäischen Rat, Herr Tsipras, haben Sie zugesichert, Griechenland werde ein Reformprogramm vorlegen. Bis heute liegen keine konkreten Vorschläge aus Griechenland vor, die eine Basis bilden, auf der beraten werden könnte. Auch gestern saßen wieder alle beisammen, ohne überhaupt eine Grundlage zur Beratung zu haben. Sie zerstören Vertrauen in Europa. Der Rest Europas hat kein Vertrauen mehr in Sie.

(Beifall, Buhrufe)

Herr Premierminister, Sie sprechen über Würde, das ist ein Schlüsselbegriff in Ihrer Politik in Griechenland. Wissen Sie, was zur Würde gehört? Zur Würde gehört Wahrheit, Ehrlichkeit. Ihre Regierung hat den griechischen Bürgern gesagt, die Banken würden geschlossen werden, weil die böse EZB Druck ausüben will, und Varoufakis, Ihr mittlerweile zurückgetretener Minister, hat gesagt: „Am Dienstag werden die Banken wieder öffnen.“ Heute ist Mittwoch, die Banken sind immer noch nicht geöffnet. Sehr geehrter Herr Tsipras, Sie sagen Ihren Menschen nicht die Wahrheit, und das ist eine würdelose Politik!

(Beifall, Pfiffe)

Ich möchte weiter über Würde reden. Zur Würde gehört auch die Frage: Mit welchen Freunden umgibt man sich? Ich brauche bloß ins Plenum zu schauen: Links und rechts applaudieren gemeinsam die Extremisten Europas. Hier sind zusammen Le Pen, Strache, UKIP.

(Beifall, Buhrufe)

Herr Tsipras, die Extremisten Europas applaudieren, und einer darf natürlich nicht fehlen: Fidel Castro hat Ihnen noch gratuliert zu dem großen Erfolg, den Sie errungen haben. Sie umgeben sich mit falschen Freunden!

(Beifall, Buhrufe)

Ich möchte noch einen weiteren Gedanken zur Würde sagen, nämlich zur Würde der anderen in Europa. Wenn wir über einen Schuldenschnitt sprechen, dann lügen Sie bitte die Menschen nicht an! Den Schuldenschnitt werden nicht fremde Finanzinstitute, Banken, irgendwelche Finanzmärkte bezahlen. Nein, den Schuldenschnitt wird Portugal mit 3,5 Milliarden Euro bezahlen und Spanien mit 24 Milliarden Euro. Es wird der Landwirt in Portugal sein, es wird die Krankenschwester in der Slowakei sein, und es wird der Beamte in Helsinki sein, der Ihre Schuldenlast zu bezahlen hat. Insofern würde ich auch bitten, die Würde dieser Menschen zu sehen.

(Beifall, Buhrufe)

Ich möchte den Begriff der Solidarität einbringen. Griechenland ist in einer äußerst schmerzvollen Zeit. Deshalb hat Jean-Claude Juncker 35 Milliarden Euro Aufbauhilfe angeboten, die Sie abgelehnt haben. Im Norden grenzt Griechenland an Bulgarien. Bulgarien ist Mitglied der Europäischen Union. Sie wissen als erfahrener Politiker, wie dort die Lebensumstände der Menschen sind. Wie können Sie eigentlich den Bulgaren erklären – unter solidarischem Aspekt –, dass Griechenland jetzt weitere Kürzungen nicht aushalten kann, obwohl in fünf Mitgliedstaaten der Eurozone der Mindestlohn geringer ist als in Griechenland? Denken Sie eigentlich auch an diese Menschen?

(Beifall)

sreda, 8. julij 2015

Zwei Begriffe zur europäischen Kultur möchte ich noch einbringen, nämlich zur Frage der Hoffnung. Die Menschen auf diesem Kontinent brauchen Hoffnung, Zukunftshoffnung. Gestern hat auf Ihrem Platz die Premierministerin Straujuma gegessen. In Lettland ist das Bruttoinlandsprodukt in einem Jahr – 2009 — um 14 % zurückgegangen – eine wirtschaftliche Katastrophe. Dort haben die Politiker aller Parteien kein Referendum durchgeführt, sondern sie haben den Haushalt in Ordnung gebracht, sie haben ihr Land reformiert und in die Zukunft geführt. Heute haben wir dort Zukunft für die Menschen. Sie, Herr Tsipras, haben eine katastrophale Bilanz hinterlegt, und deswegen stehen Sie nicht für Hoffnung.

(Beifall)

Der letzte Gedanke ist die Demokratie. Sie vertreten hier

(Tumult im Saal)

Der Präsident. – Wenn Sie Herrn Weber fortgesetzt niederschreien, kann er seine Redezeit ja gar nicht ausnutzen. Insofern verursachen Sie die Überziehung seiner Redezeit.

(Zwischenrufe)

Zur Demokratie gehört die Fähigkeit des Zuhörens. Dass Sie die nicht besitzen, wissen wir.

Bitte, Herr Weber, fahren Sie fort!

Manfred Weber, im Namen der PPE-Fraktion. — Ich bin, ehrlich gesagt, relativ dankbar für den Applaus, denn er zeigt eindeutig, wer hier die extremistischen Kräfte sind, wer hier Europa kaputtmachen will.

(Zwischenrufe)

Ich möchte zur Demokratie noch etwas sagen. Tsipras tritt hier auf als Vertreter der griechischen Demokratie. Er hat ein Referendum durchgeführt und ist Sieger mit 61 %. Herr Tsipras, der sozialistische Premierminister der Slowakei – Fico, ein Sozialist – hat angekündigt, er will jetzt auch überlegen, ein Referendum durchzuführen, weil es den Slowaken reicht, für die Griechen die Taschen aufmachen zu müssen. Dürfen andere Staaten jetzt auch abstimmen, Herr Tsipras? Wir haben in Europa genug nationale Perspektive. Europa ist nicht die Summe aus nationalen Referenden, Europa ist der Kompromiss, ist die Suche nach Kompromiss. Diesen Weg haben Sie leider Gottes verlassen.

(Zwischenrufe)

Ich möchte zum Ausdruck bringen, dass wir den Premierminister Tsipras als gewählten Repräsentanten seines Landes absolut respektieren. Er ist demokratisch ins Amt gekommen. Aber ich sage als Politiker, als EVP-Vertreter: Wir werden uns politisch mit Ihnen auseinandersetzen. Sie, Herr Tsipras, lieben die Provokation, wir lieben den Kompromiss. Sie lieben das Scheitern, und wir lieben den Erfolg. Sie spalten Europa, und wir lieben Europa. Ich hoffe, dass Sie zur Vernunft zurückkehren und endlich ein Programm vorlegen!

Der Präsident. – Liebe Kolleginnen und Kollegen! Dass diese Debatte lebhaft werden würde, das war uns ja allen klar. Deshalb ist es auch nicht schlimm, wenn hier die Emotionen ein bisschen hochkochen. Dass Sie heute besondere Freude haben, das wissen wir.

Gianni Pittella, a nome del gruppo S&D. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, lo voglio dire da principio: per noi socialisti e democratici l'Europa senza la Grecia non esiste.

(Applausi del suo gruppo)

La Grecia è parte essenziale dell'Europa e della zona euro. Senza la Grecia nella zona euro l'Europa non sarebbe più se stessa. Per questo ci siamo opposti e ci opponiamo agli estremisti e agli speculatori politici che giocano sulla pelle della Grecia e dell'Europa. Potrei citare le dichiarazioni improvvide di Varoufakis oppure le posizioni estremiste di Schäuble. Potrei replicare ad alcune affermazioni del collega Weber. Però preferisco sottolineare la sobrietà, la serietà, la costruttività del Presidente Juncker, che in tutti questi mesi ha lavorato per trovare una soluzione positiva.

sreda, 8. julij 2015

Oggi non è il tempo di scuse, di amici degli amici... Il tornante che viviamo è troppo serio per questo ed è troppo serio per trasformare quest'Aula in un'Aula di tifo. Non è il momento di dividere quest'Aula! non è il momento di dividere le istituzioni europee! È il momento di unirle! Perché non si gioca la fortuna di un partito politico ma si gioca la fortuna dell'Europa, dentro la quale c'è anche la Grecia. Io son d'accordo con Weber su un punto.

Caro Presidente Tusk, ha fatto un buon discorso, oggi. Ma non è possibile che la più importante istituzione europea, che è il Parlamento, non veda il suo Presidente partecipare ai Vertici euro. Quindi le chiedo formalmente di invitare il presidente Schulz alle sue riunioni.

Presidente Tsipras, lei non appartiene partito ma io in questo momento mi sento europeo e da europeo le dico che, per il bene dell'Europa, noi socialisti non accetteremo mai un Grexit. Mai! Nelle ultime ore la speranza si è riaccesa. Noto da parte di tutti un atteggiamento costruttivo. Bene l'atteggiamento dei capi di Stato e di governo di ieri. Bene la condivisione tutte le forze politiche greche attorno ad una possibile soluzione. Io penso che ci siano le condizioni per trovare in questa settimana un accordo. L'intesa già c'era.

Serve un impegno preciso del suo governo a fare le riforme. Sostegno allo sviluppo e al lavoro, riforma alla Pubblica Amministrazione, lotta contro la corruzione e l'evasione, liberalizzazione: non sono misure che vuole l'Europa matrigna ma sono misure che servono ai cittadini greci! E credo che sia giusto anche discutere della ristrutturazione del debito, il che non è una forzatura ma un impegno assunto dai creditori nel 2012, che oggi dobbiamo onorare e credo anche che si debba pensare a una conferenza europeo sul debito, che discuta sul Fondo di redenzione e sulla mutualizzazione del debito.

Io penso che su queste basi si debba autorizzare un prestito-ponte per far respirare i cittadini greci e mettere i negozianti nelle condizioni di trovare un accordo di medio periodo.

Gentile Presidente, chi leggerà la storia di questi giorni deve poter leggere che in questo Parlamento, nelle istituzioni europee e nelle autorità e tra le autorità greche ci sono state donne e uomini che hanno saputo mettere da parte la loro casacca, la loro appartenenza politica per fare un atto di responsabilità e di costruttività, per salvare la Grecia e per salvare l'Europa.

(Applausi del suo gruppo)

Ryszard Antoni Legutko, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, I should start by saying that something is rotten in the state of Greece, but I can also add that something is the rotten in the EU too.

In the beginning there was the original sin of the currency union, and today we are reaping its sour fruits. I do not know about everyone else here, but this gives me the impression of a *pièce de théâtre* that has been unfolding before our eyes; nothing really is what it seems.

The Greeks want help and, at the same time, they want to have a free hand, apparently not aware of the old saying that 'he who pays the piper gets to call the tune'. They organised a referendum which was, and at the same time was not, about what it was purported to be about.

In Greece-EU relations we have witnessed a number of final rounds of talks, and we know that the word 'final' does not mean final – it means something else. The hard-core currency unionists speak about Greece, but what they have in mind is the monetary union, and they want to defend the monetary union and see it as the crucial point. They argue – and you heard it here in this Chamber – that once Greece is out, the entire construction, said to be so magnificently stable and firm, will fall to pieces. Either one or the other, ladies and gentlemen.

So if this *pièce de théâtre* continues, I think we will be more and more confused about who and what we are trying to save: is it the currency union, the Greek society, the credibility of the government, the creditors, the reputation of Angela Merkel or the infallibility of the ever closer union? We certainly cannot save all of these; there will be some casualties, I am sure.

(Applause)

sreda, 8. julij 2015

Guy Verhofstadt, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, I want first of all to support what Mr Weber and Mr Pittella said to Mr Tusk. I say to him that, at the moment, when there is such a crisis in Europe, our Europeans institutions have to be united – the European Council and the European Parliament – and, as you are invited here, you should also invite us to Council meetings, and please do that for the extraordinary meetings as well.

Mr Tsipras, welcome. You can see that you do not have to be afraid of the European Parliament. You refused at first – I did not think that it could be true that such a big democrat as Mr Tsipras was afraid of a debate! – but you are here. I am pleased that you are here, because this is the first time that we have in fact discussed this with you in the European Parliament. I do not think that there are any possible solutions in the case of Greece, and in the case of the eurozone, if they do not have the backing of democracy and are not debated in a democracy and debated here in the European Parliament. That is what we are doing today.

But I have to tell you – and you started, and what you said is true – you said the Greeks made enormous efforts, and that is true. But the problem is not there. It is that the Greek political class did not do enough in the case of Greece. That is the problem today.

(Applause)

I have to tell you that I am angry because you are talking about reforms, but we never see concrete proposals for reforms.

(Applause)

I am angry because we are in fact sleepwalking towards a Grexit. We have already been sleepwalking for five years with the help and the support – do you hear them? – of the people of the extreme right at the end. Not only have we been sleepwalking, but in recent months I have more the impression that we have been running towards a Grexit. But it is not you and it not us who will pay the bill. It is going to be the ordinary Greek citizens who are going to pay the bill of a Grexit of 30-40%.

(Applause)

So I have to tell you that if we want to avoid that, there is only one possible way, and you know very well what it is. The only possible way is that you come forward in the coming days – in the coming 48 hours – with a credible reform package. That does not mean you saying ‘Yes, I want to end clientelism’ and so on. It means that you make a roadmap and a clear calendar (no intentions) with end dates of the different reforms we need desperately in Greece.

(Applause)

And let me tell you the five things you have to do – I am even ready to come to Athens to discuss it with you, because I like a challenge! But what do you have to do? First, end the clientelistic system. You need to put on the table legislation for that that does not exist and not to apply clientelism yourself, because a few weeks ago 13 directors in the Ministry of Education had to be nominated, and by accident there were 12 from the Syriza party. There was only one of them whose affiliation they do not know.

(Applause)

That is the reality. You are using the system. You are falling into the trap which PASOK also fell into. That was also the big party of change in Greece after the colonels and which did nothing at all except use the clientelist system for years and years to its own advantage. You have to downsize the public sector. I know that is perhaps difficult for a leftist, but it has to be done, because there are 800 000 civil servants! That cannot work.

(Applause)

You have to transform the public banks into a private banking sector. You have to open the markets and the professions for young people. We do not have legislation. Put legislation on the table to open at least 10 professions which are still closed in your country.

sreda, 8. julij 2015

Finally, let us propose ending the privileges in your country – the privileges of the ship-owners, the privilege of the military, the privilege of the Orthodox Church in your country..

(Applause and interjections from the floor)

you like privilege – that is fine, they like privileges, but I do not! There is also the privilege of the Greek islands. And let us not forget the privilege of the political parties in your country who receive loans and money every day from public banks which are in fact bankrupt. Syriza, your party, also receives such money.

What I ask you to do is put all this together in a credible package and put it on the table in the coming days. I am pretty sure that from the other side – from the European side – we are going to be ready to find a solution to that. We are going to find a solution to all these problems. But it has to be done in that way. You can do it because there has never been a Prime Minister in Greece who had such a strong mandate as you. You even have a double mandate. You won the elections and you won the referendum. So you are in the position of being the only political leader in Greece who can put an end to that system in Greece. I have said to you that we also have a responsibility. In my opinion we have to make a debt redemption fund as fast as possible, and we have to do it as fast as possible in the Council as well.

But first things first: you need to come forward with your reform package. It is not a chicken or egg discussion. You have a choice, and that is my conclusion. The choice that you have is very simple. How do you want to be remembered? As an electoral accident who made his people poorer in his country? Or will you not be remembered, Mr Tsipras, as a real revolutionary reformer in the tradition of Trikoupis and Venizelos? I am not talking about the Venizelos of PASOK, the new one; I am talking about the real Venizelos, the big leader between the two world wars who modernised his country, a liberal who in fact modernised his administration.

That is the choice to be made, and I know what your people want. Eighty percent of your people want to stay in Europe and in the eurozone. So, show what you can do now and show that you are a real leader and not a false prophet. Do it!

(Loud and sustained applause)

Gabriele Zimmer, im Namen der GUE/NGL-Fraktion. – Meine Herren Präsidenten, Herr Premierminister! Da ich einen Teil meiner Redezeit an Kollegen meiner Fraktion abgegeben habe, möchte ich es hier sehr kurz und knapp auf den Punkt bringen.

Erstens: Meine Damen und Herren, ich glaube, es ist nicht der Zeitpunkt, dass wir angesichts der Krise und der Katastrophe, die für viele Menschen ganz konkret geworden ist und die möglicherweise am kommenden Wochenende eintreten könnte, in dieser Zeit dieses Podium hier benutzen, um auf der einen Seite schauspielerische Talente zu entfalten – Herr Weber, Ihnen sage ich es ganz konkret: um hier in alter deutscher Manier Arroganz, Schulmeisterlichkeit und Antikommunismus zu predigen.

(Lebhafter Beifall)

Das können Sie stecken lassen, weil das niemandem helfen wird. Hier ist nicht der bayerische Stammtisch, hier sind wir im Europäischen Parlament.

(Lebhafter Beifall)

Herr Tusk, ich habe sehr wohlwollend zur Kenntnis genommen: Sie sind da in Ihren Bewertungen sehr zurückhaltend, sehr sachlich gewesen. Ich hoffe, dass dieser Stil sich durchsetzt. Das, was wir nicht gebrauchen können, ist das ständige Weiteraufbauen von Drohkulissen, als hätte es am Sonntag keinen Entscheid gegeben, als hätten nicht die Menschen gesagt: Für uns ist das Maß erreicht, wir können nicht mehr weiter. Sie haben aber auch gesagt: Wir wollen in der Europäischen Union bleiben, wir wollen in der Eurozone bleiben.

Bitte ziehen Sie die Scharfmacher und die Hardliner, gerade auf der Gläubigerseite, zurück! Es hilft nichts, sich hinzustellen und einem Land die eigenen ideologischen Vorbehalte als regulatorische Maßnahmen aufzwingen zu wollen. Unter dem Vorwand, jeder muss die Regeln einhalten, wird etwas gemacht, was in der Geschichte Europas, gerade in der Geschichte Deutschlands, keine Rolle gespielt hat. Deutschland hat mit Blick auf die Schulden aus dem Ersten Weltkrieg bewiesen, dass man 37 Jahre lang keine Schulden bezahlen muss, dass man 93 Jahre lang Zeit haben kann, um die Schulden des Ersten Weltkriegs zu bezahlen, und dass man mit Blick auf den Zweiten Weltkrieg eine internationale Schuldenkonferenz von 1953 gehabt hat, die überhaupt erst einmal die Voraussetzung geschaffen hat, dass Deutschland diesen Weg gehen konnte!

sreda, 8. julij 2015

(Lebhafter Beifall)

Es wird Zeit, dass wir diese historische Verantwortung gegenüber Menschen in Europa endlich abtragen und dafür etwas von unserer Besserwisserei endlich beiseitelegen. Ich fordere insbesondere auch die Kolleginnen und Kollegen aus Deutschland auf, egal in welcher Fraktion – meine steht natürlich hinter uns, das ist völlig klar.

Aber ich glaube, das ist der Weg, um den es gehen muss: Lassen Sie uns uns endlich gemeinsam an den Tisch setzen und darüber reden, was jetzt entschieden werden muss. Es geht um Lösungen, die nachhaltig sind, und nicht nur einfach um eine Erklärung, was alles gemacht werden müsste und was man von den anderen verlangt.

Respektieren Sie die Menschen in Europa. Respektieren Sie auch die Entscheidung vom Sonntag.

(Lebhafter Beifall)

Rebecca Harms, im Namen der Verts/ALE-Fraktion. — Meine Damen und Herren! Als ich gestern versucht habe, mich auf die Debatte vorzubereiten, bin ich nochmal durch die Zeitungen durchgegangen, die ich seit einer Woche in meinem Büro aufgestapelt habe. Das mache ich immer so, wenn ich nicht mehr weiß, wie es eigentlich weitergeht – und das geht mir im Moment so –, dann sammle ich und sammle ich. Und oben auf dem Stapel dieser Zeitungen der letzten Woche lag eine deutsche Zeitung mit dem Foto, dem Porträt eines griechischen Rentners, der weinend vor einem Geldautomaten zusammengebrochen war. Und es ist für mich jedenfalls das Foto, das von dieser Woche in Erinnerung bleibt.

Ich glaube, dass in diesem Foto eigentlich sowohl die Gründe eingefangen worden sind, die in Griechenland dazu geführt haben, dass 60 % mit Nein gestimmt haben. Ich glaube aber, und das ist der Irrsinn dieser Situation, dass in diesem Foto auch viele der Gründe von den Leuten eingefangen worden sind, die mit Ja gestimmt haben. Denn die Abstimmung in Griechenland war eine Abstimmung darüber, dass die Verelendung eines großen Teils der Gesellschaft – und es ist keineswegs bisher die ganze Gesellschaft – nicht mehr weitergehen kann. Die Abstimmung war aber auch eindeutig eine Abstimmung darüber, dass man Hoffnung auf Veränderung immer noch an die Europäische Union knüpft.

(Beifall)

Und das ist jetzt Ihre Aufgabe. Da denke ich eben auch, dass Sie in einer historischen Situation der stärkste Premier Griechenlands sind, jedenfalls in meiner eigenen Erinnerung, und dass Sie jetzt derjenige sein müssen, der Ihr Volk in eine ordentliche Reformperspektive führt. Das, was bisher nicht passiert ist und wo übrigens auch die Europäer eine Verantwortung haben. Dieses Reformprogramm der Troika macht doch das Wort Reform an sich zu etwas, wovor man nur zurückschrecken kann.

(Beifall)

Ich muss Ihnen jetzt sagen: Vielleicht bin ich naiv, aber ich habe eigentlich erwartet, dass Sie hierher kommen und nicht nur sagen: Schluss mit Nepotismus und Korruption, sondern ich hatte diesen naiven Wunsch, der Tsipras kommt jetzt und sagt: So werde ich das mit meinen Leuten machen.

(Beifall)

sreda, 8. julij 2015

So wird ein gerechtes Steuersystem aussehen. So wird ein gerechtes Rentensystem aussehen. Wir wissen doch alle, dass man kleine Renten nicht weiter kürzen kann. Aber die Frage ist: Wie werden die Renten in Griechenland gerecht? So wird in Zukunft das Gesundheitssystem in Griechenland aussehen, damit wir keine Armen-Kliniken mehr brauchen. Ich glaube, das ist eigentlich auch das, womit Sie nicht nur die Griechen in eine bessere Zukunft führen können, sondern womit Sie dafür sorgen können, dass die Europäer mit Ihnen mitgehen. Und das müssen wir! Dieser Zusammenhalt, der verlorengegangen ist in den letzten fünf Jahren, kann zurückgewonnen werden, wenn Sie so mit Ihren Leuten und mit den Bürgern Europas reden. Damit meine ich eben nicht nur die Staats- und Regierungschefs oder einige derjenigen, die jetzt hier heute nicht unbedingt dazu beigetragen haben, Sie einzuladen. Sie müssen in diese direkte Debatte, und die Europäer – das hat Guy Verhofstadt gesagt – müssen aus einer falschen Politik zu der Schuldenlast heraus. Und ich bin da eben auch genau der Meinung von Guy Verhofstadt, dass da eine Lösung gefunden werden muss, die nicht nur für die Griechen gebraucht wird, sondern die für andere Krisenländer gebraucht wird. Dann ist das nämlich auch gerecht. Und dann ist das auch europäisch.

(Beifall)

Herr Tsipras, ich weiß, dass man leider die Zeit nicht anhalten kann. Ich wünschte mir, wir könnten das. Es ist offensichtlich so, dass alles in dieser Woche entschieden werden muss. Hören Sie auf diejenigen, die eine europäische Lösung wollen! Und denken Sie daran, weil Sie so stark an die Demokratie appellieren: Europa ist groß. Der Osten gehört dazu, der braucht auch Solidarität. Und Demokratie und Putin, das geht nicht! Ich wünsche Ihnen Glück, und ich wünsche Europa Glück!

(Beifall)

Nigel Farage, on behalf of the EFDD Group. – Mr President, what we are seeing in this Chamber this morning, and indeed across the whole of Europe, is an irreconcilable cultural difference between Greece and Germany: a split between the north and the south of Europe. Europe, the European project, is actually beginning to die.

Nobody in this room will recognise that, but actually the peoples of Europe are saying, 'We were never asked whether we wanted this: this has been foisted upon us.' And we need to understand why economic and monetary union does not work. Those monsters Kohl and Mitterrand, backed by a clever but dangerous Delors, believed that if they put in place an economic and monetary union, then, as night follows day, there would be political union. They believed there would be acceptance of this project; that the North and South of Europe would converge; that we would all start to love each other; that we would all begin to feel a European identity; that we would all begin to show allegiance to the flag and the anthem. Those of us, of course, who criticised this were told that we were extremists and we lacked vision. Well, in one respect we did not lack vision: we understood that the countries of Europe are different, and that if you try to force together different people or different economies, without first seeking the consent of those people, it is unlikely to work, and the plan has failed.

This is not just Greece we are talking about today: the whole of the Mediterranean now finds itself in the wrong currency, and yet virtually nobody in the political arena has got the courage to stand up and say that. I feel that the continent is now divided from north to south: there is a new Berlin Wall and it is called 'the euro'. The old enmities have been resumed. Just listen to the way that the German leader of the Christian Democrat group this morning attacked Mr Tsipras. I think it was absolutely disgusting, but it shows the way north and south now feel about each other.

Mr Tsipras, your country should never have joined the euro – I think you acknowledge that – but the big banks, the big businesses and big politics forced you in. Goldman Sachs, the German arms manufacturers, they were all very happy. And when the bailouts began, they were not for the Greek people. Those bailouts were to bail out French, German and Italian banks: they have not helped you at all. These years of austerity, these years of high unemployment, of increasing poverty: none of it has worked. In fact, your debt-to-GDP ratio has gone from 100% at the start of the crisis to 180% right now. It would be madness to continue on this course.

sreda, 8. julij 2015

You have been very brave. You called that referendum, although when one of your predecessors tried to do the same, the bully boys of Brussels had him removed. They tried their best again – Mr Juncker said you would have to leave the euro and the European Union. Even Mr Schulz, the President of Parliament, who one would have thought might be neutral, said that if the Greeks voted no, their power supplies might even go down. There were threats and bullying, but the Greeks stood firm.

However, sir, you cannot have your cake and eat it. They will give you no more, these people: they cannot afford to. If they give you more, they will have to give other eurozone members more. So your moment has come. And frankly, if you have got the courage, you should lead the Greek people out of the eurozone with your head held high: get back your democracy, get back control of your country, give your people the leadership and the hope that they crave. Yes, it will be tough for the first few months, but with a devalued currency, and with friends of Greece all over the world, you will recover.

(Applause from Group)

Marine Le Pen, *au nom du groupe ENF*. – Monsieur le Président, Monsieur Tsipras, nous avons des positions radicalement divergentes sur toute une série de sujets. C'est un fait, mais nous partageons le désir de rendre la parole aux peuples contre la dictature européiste et technocratique, et nous nous sommes donc très légitimement réjouis de l'organisation du référendum.

Ce référendum en Grèce sur l'austérité signe le retour du politique dans son sens le plus noble, au sein d'une Union européenne souvent réduite à des attitudes technocratiques. Les institutions européennes – et c'est peut-être un point positif – ont montré leur vraie visage: l'horreur! Elles ont tout tenté pour gagner ce référendum. Il y a eu de multiples pressions morales. Les tenants de l'austérité prédisaient une catastrophe en cas de «non». Nous connaissons cela, nous, peuple français, car nous avons vécu la même chose au moment de la campagne sur la Constitution européenne.

Le Président du parlement, ici présent, a même osé appeler à un renversement de votre gouvernement légitimement élu par le peuple, Monsieur Tsipras, afin de le remplacer par un gouvernement de technocrates. Les pays de la zone euro ont tenté en vain d'empêcher la publication, jeudi, du rapport du FMI sur la dette de la Grèce. Ce rapport reprenait en effet vos arguments, il faut bien l'admettre, et estime que la Grèce ne peut pas rembourser la dette, car cette dette est insoutenable et doit donc être renégociée.

Enfin, la Banque centrale européenne a tenté de semer l'effroi en asphyxiant les banques grecques et en provoquant leur fermeture temporaire. Je crois que c'est la première fois dans l'histoire qu'une banque centrale crée une crise de toutes pièces, de manière absolument artificielle. Mais la colère du peuple grec envers la politique européenne d'hyperaustérité était telle que toutes les manœuvres ont été balayées par la ferveur populaire. Par-delà les menaces, le peuple grec a repoussé le chemin sans espoir ni perspectives de l'Union européenne.

Quel peuple aurait accepté pendant cinq ans ce qu'a vécu le peuple grec, bon sang? Lesquels auraient accepté cela? Messieurs du groupe PPE et Messieurs les libéraux qui avez applaudi frénétiquement le réquisitoire de M. Weber, accepteriez-vous de faire campagne? Êtes-vous d'accord avec cela? Faites donc campagne en promettant à vos peuples respectifs 25 % de baisse des salaires et 25 % de baisse des pensions! Faites campagne en proposant à vos peuples l'explosion de la mortalité infantile, la multiplication par trois du chômage! Soyez courageux! Assumez vos positions! Ce n'est pas ce que vous faites quand vous êtes en campagne électorale.

(Applaudissements)

Monsieur Tsipras, l'euro et l'austérité sont des frères siamois. Elle est là la réalité. Vous ne pourrez pas faire échapper votre peuple à l'austérité si vous ne lui permettez pas d'échapper à l'euro.

sreda, 8. julij 2015

Ce que je pense, c'est que la Grèce doit, en accord avec les institutions européennes et de manière concertée, tranquillement, sortir de cette mâchoire de fer que représente l'euro pour l'ensemble des pays du Sud. Tous les peuples européens auraient alors les yeux fixés sur la Grèce et pourraient vérifier que la sortie de l'euro permet bien le renouveau et le retour d'une croissance durable. C'est bien cela que disait M. Krugman, prix Nobel d'économie. Ce dont vous avez peur, Messieurs des institutions européennes, ce n'est pas que la Grèce fasse faillite, ce dont vous avez peur, c'est que la Grèce, en sortant de l'euro, démontre que l'on peut s'en sortir mieux sans l'euro qu'avec.

Le voile se déchire. L'euro n'est pas irréversible. C'est ce que vous nous avez vendu pendant des années: «l'euro, c'est pour toujours». Non, l'euro, ça n'est pas pour toujours. L'euro n'est pas irréversible. La première crise de l'euro était financière et a été stoppée par la BCE, en 2012. La deuxième crise est politique, ne vous en déplaise, avec des peuples qui osent dire «non», et vous ne pourrez pas stopper celle-là. Après tant d'erreurs, il est largement temps de dissoudre, de manière concertée, la zone euro, de ne plus conserver l'euro comme monnaie commune. Les économies des pays d'Europe se porteront mieux et les tensions entre les peuples s'apaiseront, enfin.

(Applaudissements de son groupe)

Ελευθέριος Συναδινός (NI). – Κύριε Πρόεδρε, πρωτίστως θα ήθελα να απευθυνθώ σε εσάς, κύριε Schulz, για την απαράδεκτη παρέμβασή σας όσον αφορά το ελληνικό δημοψήφισμα. Ποιος και με ποια αρμοδιότητα λέει ότι, αν ψηφιστεί το όχι, οι Έλληνες πρέπει να ψάχνουν για άλλο νόμισμα; Με ποια νοοτροπία, με ποια αρμοδιότητα και ποια φασίζουσα νοοτροπία υπεισέρχεσθε στα πολιτικά ζητήματα της πατρίδος μου; Θα ήθελα να απευθυνθείτε στη γερμανική καγκελαρία για όσα έπραξε η Γερμανία στους Έλληνες κατά το Δεύτερο Παγκόσμιο Πόλεμο: ένα εκατομμύριο εκατόν έξι χιλιάδες νεκρούς από απώλειες, εκτελέσεις, ασθένειες και πείνα· εντεκάμισι δισεκατομμύρια αναγκαστικού κατοχικού δανείου του Τρίτου Ράιχ, χωρίς να υπολογιστούν οι τόκοι· πολλές χιλιάδες δισεκατομμύρια από τις πολεμικές αποζημιώσεις τις οποίες αρνήσπε να συμπεριλάβετε στο χρέος.

Έχετε λοιπόν το θράσος να απευθύνεστε με υποδείξεις σε αυτό τον υπερήφανο λαό; Πόσο μικρός είστε άραγε, κύριε Schulz, σε σχέση με το μεγαλείο ενός έθνους! Θα πρέπει και εσείς και ο κύριος Βέμπερ να απευθυνθείτε στην καγκελαρία της Γερμανίας για τα χρωστούμενα. Νομίζετε ότι ο Έλληνας θα φοβηθεί και θα σκύψει το κεφάλι που δεν έσκυψε τετρακόσια χρόνια δουλείας στην Οθωμανική Αυτοκρατορία, στον Τούρκο; Την απάντηση την πήρατε προχθές: «όχι». Όχι, βέβαια, κατηγορηματικά και στην κυβέρνηση Τσίπρα που ετοιμάζεται και προτίθεται να ψηφίσει ένα νέο επαχθές μνημόνιο για τον ελληνικό λαό. Η ευλογημένη Ελλάδα μπορεί να επιβιώσει με ή χωρίς ευρωζώνη. Η ευρωζώνη θα πρέπει ή να ενοποιηθεί ή να διαλυθεί.

Herbert Reul (PPE). – Herren Präsidenten, Herr Premierminister! Ich habe mich auf diese Debatte auch vorbereitet wie alle anderen und überlegt: Was kann da kommen? Ich habe gehofft, der Premierminister von Griechenland – da hat Frau Harms vollkommen recht – hätte heute Vorschläge vorgelegt. Denn das Erschreckende an der Debatte dieses Themas in den letzten Monaten ist ja, dass ich mich vor vielen Jahren in meinem Heimatland mit dafür eingesetzt habe, dass man den Ländern, die in Schwierigkeiten sind, hilft, Solidarität übt. Und dann habe ich erlebt, dass das in Portugal, in Spanien, in Irland genutzt wurde, dass die ihren Beitrag geleistet haben und das vorangegangen ist.

Auch in Griechenland, Herr Premierminister – der hört gar nicht zu, so ähnlich habe ich mir das vorgestellt –, auch in Griechenland – entschuldigen Sie mich, ich dachte, Sie hätten Interesse, unsere Meinung zu hören – ging es ein Stück lang voran. Und dann, Herr Premierminister, kam die Wahl, und alles änderte sich. Und ab diesem Tage hat man griechische Politik erlebt als jeden Tag eine neue Versprechung, eine Zusage, aber es kam nie was Konkretes auf den Tisch. Seit diesem Tage kann man doch nicht mehr glauben, dass Sie sich wirklich an das halten, was Sie sagen. Und Solidarität heißt doch nicht nur nehmen, in Anspruch nehmen, hoffen, dass das irgendwie gut geht. Sondern Solidarität heißt doch auch, dass man einen eigenen Beitrag leistet. Sonst ist das blanker Egoismus und nur an sich selber denken.

Und, lieber Herr Premierminister, ich finde, das ist genau der Fehler. Da müssen Sie liefern. Ich will nur mal den Kommissionspräsidenten hier erwähnen: Was hat der Jean-Claude Juncker als Einsatz gezeigt, um Ihnen entgegenzukommen? Am Schluss waren es 60 Millionen, und er hat Ihnen 35 Milliarden angeboten. Da fahren Sie zurück nach Griechenland und teilen mit: Wir machen jetzt ein Referendum und alles kaputt. Ist das Solidarität? Glauben Sie, dass Ihnen einer noch glauben kann, dass Sie es ehrlich meinen? Das ist das Problem.

sreda, 8. julij 2015

Glaubwürdigkeit ist eine wichtige Voraussetzung dafür, dass die Geschichte funktioniert. Und wenn man nicht glauben kann, wenn man denkt, der Mann erzählt ja nur wieder Allgemeinplätze, es kommt wieder nichts Konkretes heraus, dann wird eben Griechenland in größte Schwierigkeiten kommen. Aber die Verantwortung haben doch nicht diejenigen, die um Hilfe ringen, sondern die Verantwortung haben diejenigen, die sich verweigern und die Unwahrheit sagen.

(Der Präsident entzieht dem Redner das Wort.)

IN THE CHAIR: MAIREAD McGUINNESS

Vice-President

Maria João Rodrigues (S&D). – Madam President, I should like to inform Mr Tsipras that I am speaking on behalf of the Socialists and Democrats in the European Parliament, and as he knows, we really want Greece to remain in the eurozone and we want a fair deal for Greece. Mr Tsipras knows very well that this is our position.

But what is a fair deal for Greece? This deserves a political discussion. That is why we need to create a political governance of the eurozone. Important steps have been taken in recent weeks in this regard, and we are now having regular meetings at the eurozone summits. This is a very important development. The Commission is coming with proposals to these eurozone summits. This is also a very important development. And now the European Parliament has a role to play, because the European Parliament is the parliament of the euro. That is why the President of the European Parliament should also be represented in these discussions and bring our message to these discussions.

But let us use this opportunity today to discuss exactly what a fair deal is, because what is at stake is whether we can reconcile the euro with democracy. Is it possible?

Mr Tsipras, you come with a strong mandate from your country; you have just won a referendum. But other prime ministers can also argue that they have a strong democratic mandate, and we here also have a strong democratic mandate. Therefore, we need to find a way to draw up a new compromise in democratic terms: a real European compromise. That is why this discussion today is so important.

My question to Mr Tsipras, but also to my colleagues in the European Parliament, is: can we accept a fair deal with a real opportunity for recovery in Greece, a real opportunity to invest, with more fiscal space, but also a clear solution for the debt burden in Greece in exchange for clear commitments for reform, ensuring good public administration, tax collection and a sustainable pension system? Do you think these are terms for a fair deal? I think they are.

(Applause)

Νότης Μαρτιάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, κύριε Πρωθυπουργέ, κύριε Τσίπρα, σας καλωσορίζουμε στο Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο. Κύριε Βέμπερ συνεχίσατε και σήμερα το ανθελληνικό σας ντελίριο. Πέστε λοιπόν πρώτα στην κ. Μέρκελ να εξοφλήσει τις γερμανικές πολεμικές επανορθώσεις και μετά να μιλάτε για αξιοπρέπεια. Σταματήστε λοιπόν να κουνάτε το δάκτυλο στον ελληνικό λαό, που φτωχοποίησε η мерκελική λιτότητα, η δική σας πολιτική. Ξέρετε ότι το μνημόνιο απέτυχε στην Ελλάδα. Μείωσε το ΑΕΠ κατά 25%, εκτόξευσε το χρέος από 127% του ΑΕΠ στο 180% του ΑΕΠ. Η Ελλάδα τα πέντε τελευταία μνημονιακά χρόνια πήρε 214 δισεκατομμύρια ευρώ ως δάνεια, κι όμως η πατρίδα μου έχει 1,5 εκατομμύριο ανέργους και το 40% ζει κάτω από το όριο της φτώχειας. Πού πήγαν λοιπόν τα λεφτά, κύριε Βέμπερ; Γιατί δεν λέτε ότι πήγαν για να διασωθούν οι γερμανικές τράπεζες; Γιατί το κρύβετε; Να το πάρετε λοιπόν απόφαση: Ο ελληνικός λαός δεν ανέχεται πλέον τη мерκελική λιτότητα και τα μνημόνια, και αυτό το μήνυμά σας στο έστειλε με το βροντερό όχι που είπε την περασμένη Κυριακή στο δημοψήφισμα.

Sylvie Goulard (ALDE). – Madame la Présidente, Monsieur le Président de la Commission, Monsieur le Premier ministre, merci d'être avec nous ce matin dans ce Parlement qui est l'enceinte de la démocratie européenne. Le groupe ALDE a vraiment souhaité que ce débat puisse avoir lieu et nous vous remercions d'être là.

sreda, 8. julij 2015

Je voudrais vous faire trois propositions: la première, Monsieur le Premier ministre, serait que nous changions de méthode. Jusqu'à présent, nous avons travaillé derrière des portes closes. Le Conseil européen a décidé sans que nous sachions toujours exactement ce qui se passait. Pour la première fois, vous êtes là, devant nous et je voulais vous dire qu'il n'y a qu'un euro, il y a pas l'euro des Allemands ou des Français et l'euro des Grecs. Il n'y a qu'un euro et il ne peut y avoir qu'une démocratie!

Nous devons éviter à tout prix de continuer à monter les peuples les uns contre les autres. Cette méthode est extrêmement dangereuse. Ma proposition consiste à utiliser le Parlement et qu'en cas d'accord, son suivi soit fait au niveau politique. Vous savez que nous avons rédigé un rapport sur la troïka et que nous avons essayé de l'auditionner. Acceptez un compromis en ayant un suivi dans ce Parlement.

Deuxièmement, le changement de procédure ne peut pas nous empêcher de faire des efforts sur le fond. Guy Verhofstadt est entré dans les détails. J'ai envie de vous dire comme on dit en Amérique: «*Just do it!*». Vous avez dit beaucoup de choses tout à fait justes sur la réforme fiscale, sur la nécessité d'avancer. Faites-le, mettez-le en œuvre. Les Grecs ont dit non, mais ils veulent rester dans la zone euro. Sur quoi diriez-vous oui? Sur quoi êtes-vous prêt à dire oui? Êtes-vous prêt à dire oui à un minimum de règles, à un minimum de respect de sa parole, à une attitude vis-à-vis de la BCE, qui rappelle à tout le monde que la BCE est la banque centrale de tous les Européens et pas seulement des Grecs.

Comment revenir à une coopération loyale, et non à des insultes. Il y aurait beaucoup à dire sur les réparations de la Seconde Guerre mondiale. La raison pour laquelle nous avons renoncé aux réparations est que nous n'avons pas voulu refaire le traité de Versailles et le traité 2+4. Vous pourrez en parler avec Barack Obama la prochaine fois qu'il vous appellera: ce sont les Américains qui ont souhaité qu'il y ait abandon des réparations, et M. Tusk, ici présent, sait très bien que c'est aussi le traité qui a fixé les frontières de l'Allemagne et de la Pologne. On ne touche pas à l'histoire, Monsieur Tsipras! Allons de l'avant! Essayons de trouver des solutions d'avenir, ne réveillez pas les cadavres du passé!

Enfin, je suis présidente de l'intergroupe sur la lutte contre la pauvreté. Prenez la tête d'une initiative pour la lutte contre la pauvreté dans toute l'Europe. Il n'y a pas que des pauvres en Grèce et des riches ailleurs. Il y a des pauvres en Allemagne, il y a des pauvres en Finlande et il y a des pauvres en France. Prenez leur défense et aidez à lutter contre les inégalités! La misère n'a pas de frontières. Respectez aussi les gens modestes dont les impôts servent à payer vos plans de secours! Vous avez dit qu'il faut respecter le choix du peuple. Respectons le choix de tous les peuples!

Δημήτριος Παπαδημούλης (GUE/NGL). – Κυρία Πρόεδρε, κύριε Tusk, κύριε Juncker, κύριε Timmermans, κύριε Πρωθυπουργέ της Ελλάδας, η ενωμένη Ευρώπη χωρίς την Ελλάδα είναι όπως ένα παιδί χωρίς πιστοποιητικό γεννήσεως. Η ελληνική κυβέρνηση και ο ελληνικός λαός δεν θέλουν το Grexit σε ποσοστό 80%. Το απορρίπτουν επίσης κατηγορηματικά και η Επιτροπή και το Συμβούλιο, γιατί θα προκαλέσει ένα τεράστιο κόστος οικονομικό, κοινωνικό, γεωπολιτικό. Το κόστος αυτό έχει μετρηθεί και είναι τεράστιο. Χρειάζεται λοιπόν να κάνετε όλοι έμπρακτα, επείγοντως, μέχρι την Κυριακή, ό,τι χρειάζεται – «whatever it takes», όπως είτε για τα δικά του θέματα ο κ. Draghi–, ώστε να φύγει οριστικά η λέξη Grexit από το ευρωπαϊκό λεξιλόγιο, μακριά από τα λάθη του παρελθόντος, που προκάλεσαν τεράστια ύφεση και ανεργία και απίστευτο κοινωνικό πόνο στην πατρίδα μου την Ελλάδα, και πρέπει έμπρακτα να προσπαθήσουν γι' αυτό και η Επιτροπή και το Συμβούλιο και η ελληνική κυβέρνηση.

Κύριε Weber, σταματήστε να προσβάλλετε την Ελλάδα και τους Έλληνες! Σταματήστε να παίζετε με τα σπέρτα μέσα σε μία αποθήκη καυσίμων! Κυρία Le Pen και κύριε Farage, σταματήστε να παίζετε στην πλάτη των Ελληνίδων και των Ελλήνων το λαϊκίστικο παιχνίδι για να προωθήσετε τις ακροδεξιές επιδιώξεις σας! Εμείς θέλουμε την Ελλάδα όχι αποικία χρέους αλλά αξιοσέβαστο κράτος μέλος της ευρωζώνης και της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Η χώρα μου χρειάζεται όχι να δραπετεύσει από την Ευρώπη αλλά ένα πρόγραμμα ισχυρών αλλαγών για ισορροπημένα δημόσια οικονομικά, ισχυρότερη οικονομία, μείωση της ανεργίας, καλύτερη διοίκηση και όχι πελατειακό κράτος, πιο δίκαιο και αποδοτικό φορολογικό σύστημα, περιορισμό της φοροδιαφυγής, να πληρώσουν επιτέλους και οι πλούσιοι και ισχυροί, να σπάσει το προνόμιο των ολιγαρχών που εμποδίζει και τον υγιή ανταγωνισμό και την επιχειρηματικότητα: περιορισμό της γραφειοκρατίας και της διαφθοράς.

sreda, 8. julij 2015

Και για να επιτευχθούν αυτά, που είναι στόχοι της ελληνικής κυβέρνησης, πρέπει, κύριε Juncker, και η Επιτροπή, κύριε Tusk, και το Συμβούλιο να δώσουν μια άλλη λύση με ευρωπαϊκά χαρακτηριστικά στο πρόβλημα του χρέους, να μην κάνουν ότι δεν ακούν τις εκθέσεις και τις προτάσεις του Διεθνούς Νομισματικού Ταμείου. Και πρέπει επίσης να βοηθήσουν για μια αναπτυξιακή ώθηση της ελληνικής οικονομίας με εμπροσθοβαρή αξιοποίηση υπαρχόντων και νέων κοινωνικών πόρων. Δεν είναι ώρα για αμοιβαία επίρριψη ευθυνών, δεν είναι ώρα για blame game. Το κόστος ενός Grexit είναι απαγορευτικό για όλους και όχι μόνο για την Ελλάδα. Δεν είναι ώρα να πετάει ένας μπαλάκι, κύριε Juncker, στο τερνέ του άλλου. Φτάνει πια αυτό το τένις στην πλάτη των Ελληνίδων και των Ελλήνων! Το κοινό συμφέρον είναι η λύση με μια Ελλάδα αναπτυσσόμενη, αξιοσέβαστο και ισότιμο μέλος της ευρωζώνης, και όχι αποικία χρέους. Η ευρωζώνη οφείλει να αποφύγει έναν ακρωτηριασμό, και είμαι βέβαιος ότι μέχρι την Κυριακή οι δυνάμεις του ρεαλισμού, της αισιοδοξίας, της ανάπτυξης, της δημοκρατίας θα κερδίσουν και οι ακραίες δυνάμεις του διχασμού και της ακροδεξιάς και του λαϊκισμού θα ηττηθούν συντριπτικά.

President. – Colleagues, I shall just repeat my concerns about the timing of our debate. I would ask that we try and respect the time. I will be reasonably flexible but I will have to tell colleagues to stick within the timeframe.

Eva Joly (Verts/ALE). – Madame la Présidente, Monsieur le Premier ministre, les esprits s'échauffent, mais nous ne devons pas perdre la tête. Dire la vérité à nos peuples est une condition de l'apaisement. Si nous sommes au bord du gouffre, c'est que ceux qui disent aujourd'hui qu'ils ne paieront pas pour la Grèce ont préféré fermer les yeux sur les agissements des anciens gouvernements grecs. Oui, nous allons devoir payer pour avoir imposé l'achat de nos navires de guerre plutôt que la lutte contre l'évasion fiscale. La seule question, c'est de savoir si nous voulons tout perdre, à savoir les prêts à la Grèce et l'esprit européen, ou bien si nous voulons sauver les meubles et nous donner une chance de continuer ensemble au sein de la zone euro.

Monsieur Tsipras, même si nous ne sommes pas d'accord sur tout, je vous remercie de tenir bon. Vous avez raison de demander que le dossier de la dette de l'Europe soit réglé. Pour sortir de la crise par le haut, M^{me} Merkel doit arrêter de jouer avec le feu et M. Hollande doit sortir de sa torpeur.

La menace n'est pas M. Tsipras. La menace, c'est l'extrême droite, qui se délecte par avance de nous voir affaiblir l'Europe. Nos dirigeants nationaux ont jusqu'à dimanche pour devenir des responsables européens.

(Applaudissements)

Laura Ferrara (EFDD). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, l'Europa sta affrontando due grandi sfide: da un lato, la gestione dei flussi migratori e, dall'altro, l'attuale situazione in Grecia. In questo scenario, il ruolo giocato dalle istituzioni europee ha prodotto risultati fortemente deludenti, risultati che stanno minando i principi e i valori su cui si fonda l'Unione e minacciando la sua stessa credibilità e la sua esistenza.

Quello che succede con i migranti ai confini italiani e di altri Stati, così come la vittoria del «No» al referendum in Grecia ci insegna in modo chiaro che il progetto europeo finora realizzato deve rinnovarsi profondamente e in fretta, altrimenti sarà destinato al fallimento.

Non si può pensare di costruire e sostenere un'Europa in cui gli egoismi nazionali prevalgono su un'adeguata solidarietà, imponendo oneri sproporzionati agli Stati sottoposti a maggiore pressione migratoria. Ed è questo il senso di una lettera che la delegazione del Movimento cinque stelle ha inviato a lei, Presidente Tusk, che non so se sta ascoltando.

Non possiamo considerare nemico dell'Europa un popolo che si pronuncia per riaffermare la propria dignità, che non vuole essere schiavo di politiche di austerità, delle banche, della finanza internazionale, degli interessi lobbistici.

Un'Europa dei popoli, con un rinnovato senso di comunità, è possibile e deve essere dovere di tutti provare a ricostruirla.

Matteo Salvini (ENF). – Signora Presidente, onorevoli colleghi, io mi vergogno che qualcuno qua dentro dica di rappresentare l'Europa. Io mi vergogno che qualcuno qua dentro gestisca 500 milioni di persone, lasciando un futuro di guerra e di disoccupazione ai nostri cittadini. Io ringrazio Tsipras e ringrazio il popolo greco. Siamo su posizioni politiche diverse. Gli rimprovero il fatto che non arrivi fino in fondo e quindi non rimetta in discussione questa Unione europea che è una gabbia anti democratica, questa moneta unica che non ha senso alcuno. Però lo ringrazio perché ha dimostrato che il re è nudo.

sreda, 8. julij 2015

Mi fa pena qualcuno che, a nome del più grande partito rappresentato in questo Parlamento, parli con schifo e dispetto del referendum, dei cittadini che votano, dei cittadini che scelgono, perché, guarda caso, se i cittadini votano e scelgono, poi magari bocciano le scelte idiote di questa Europa, come votarono contro, in Francia, dieci anni fa. Come votarono contro in Olanda. Come voteranno in Danimarca. Come voteranno nel Regno Unito.

Mi fa paura quest'Europa che sostiene le sanzioni contro la Russia, mettendo a rischio 2 milioni di posti di lavoro e schierando 40 000 uomini armati in casa nostra mentre c'è qualcuno che taglia le gole al prossimo nel nome del suo Dio. Ma c'è qualche fenomeno qua dentro che sostiene che il problema non è il terrorismo islamico ma è la destra, sono i populist, è Orbán, è la Le Pen, è Cameron, è la Lega Nord. Siete da ricoverare. Siete pericolosi.

Io vorrei un'Europa fondata sul lavoro, sul rispetto dei diritti umani, sull'agricoltura, sulla pesca, che non approvi degli schifosi trattati internazionali, che servono alle multinazionali e non ai nostri cittadini e ai nostri lavoratori. Vi sta crollando il tetto sulla testa.

Io ringrazio Tsipras, ringrazio il popolo greco e ringrazio i cittadini che hanno scelto con coraggio di uscire da questa gabbia, perché io non lascio il futuro dei miei figli nelle mani di qualcuno che ha a schifo la democrazia.

Janusz Korwin-Mikke (NI). – Madam President, the European Union promotes democracy everywhere. It has seen it done in Greece, but the Greek people were quite rational. They were told that moderate euro-socialism is good, so perhaps the more radical socialism of Syriza is better. It is as simple as that and very logical. Moreover, they were advised by half-wits in the IMF, ECB and the World Bank that they should cut social expenditure – which is right – but also raise taxes.

How are the Greeks supposed to pay their debts if anybody trying to work is being punished by income tax? Only very rich countries can survive income tax and other socialist inventions. I think that for Greeks, torn between euro-socialism and national socialism, there is only one way to be rescued.

In 1973, Chile – occupied by the gang of Salvador Allende – was in a much worse state than Greece is today. Then General Augusto Pinochet introduced a normal economy, and in two years Chile became the richest country in Latin America.

(Sustained heckling)

Black colonels are not the solution, but I hope that some golden general will fulfil his duty and save Greece from the present turmoil. Moreover, I think the European Union must be destroyed.

Jan Olbrycht (PPE). – Pani Przewodnicząca! Panowie Przewodniczący! Panie Premierze! Moment jest bardzo trudny dla Unii Europejskiej, ale również dla wszystkich naszych instytucji. Chciałem się zwrócić do pani przewodniczącej z pytaniem, czy sytuacja, w której w ramach poświęconego konkluzjom Rady Europejskiej punktu porządku obrad zapraszamy premiera jednego z krajów, który jest najważniejszy, jeżeli chodzi o sytuację kryzysową, oznacza, że następnym razem będziemy za każdym razem mogli zapraszać jednego z premierów na spotkania dotyczące sprawozdania z posiedzenia Rady Europejskiej. To jest precedens i to jest sytuacja, w której lepiej byłoby zrobić debatę na temat Grecji niż umieszczać element Grecji w sprawozdaniu z posiedzenia Rady Europejskiej. Jesteśmy zainteresowani rozmową z Radą Europejską na temat wielu zagadnień, w związku z czym uważam, że to jest błąd polityczny i w przyszłości nie powinien być powtarzany.

Jestem przedstawicielem posłów z Polski, w związku z czym nam nie trzeba tłumaczyć, czym jest solidarność. Wyrażamy bardzo dużą solidarność z ludnością grecką, która ponosi dzisiaj konsekwencje podejmowanych błędnych decyzji politycznych. My jesteśmy w sytuacji takiej, że w traktacie akcesyjnym wyrażaliśmy zgodę na wejście do strefy euro. Dzisiaj jesteśmy uważnymi obserwatorami tego, co się dzieje w strefie euro. Dla nas, polityków i ludności w naszym kraju, jest niezwykle ważne, jaka jest sytuacja w strefie euro, jak wzajemnie traktują się państwa strefy euro, co znaczą dzisiaj zasady, obowiązki, wzajemne zobowiązania, dotrzymywanie słowa. Bardzo dokładnie na to patrzymy, ponieważ wcześniej czy później będziemy musieli podjąć decyzję.

Od tego, jaka będzie strefa euro, będzie zależała tak naprawdę cała Unia Europejska.

sreda, 8. julij 2015

Εύα Καϊλή (S&D). – Κυρία Πρόεδρε, στην πατρίδα μου παρά τα λάθη των κυβερνήσεών μας και τα πειράματα σκληρής λιτότητας των δανειστών οι Έλληνες πληρώνουμε ακόμα με αξιοπρέπεια τον λογαριασμό με θυσίες και σεβασμό στους αγώνες των προγόνων μας για τη συμμαχία είκοσι οκτώ λαών αμοιβαίων συμβιβασμών. Πρωθυπουργέ όλων των Ελλήνων, η διπλή εντολή που έχετε είναι μία: να αλλάξουμε την Ελλάδα και την Ευρώπη αλλά μόνο από μέσα, από τον πυρήνα της ευρωζώνης. Έχετε τη στήριξη όλων των κομμάτων και το άλλοθι να υπερβείτε το κομματικό σας καθήκον για το εθνικό συμφέρον, χωρίς χρονοτριβή και επικίνδυνες θεωρίες παιγνίων. Κλείστε τους λογαριασμούς με το παρελθόν, γιατί η Ευρώπη έμπρακτα αλλάζει. Με το πακέτο βοήθειας 35 δισεκατομμυρίων του Juncker και τους συμμάχους μας για την ανάπτυξη στην Ελλάδα εντός ευρώ, στη μάχη κατά της λιτότητας, ώστε να μην απομονωθούμε και πέσουμε από τα νύχια του ΔΝΤ στα δόντια των κερδοσκόπων της δραχμής. Δεν δικαιούται κανείς να το ρισκάρει αυτό. Συνάδελφοι, η ευρωπαϊκή οικογένεια δείχνει αλληλεγγύη, συγχωρεί και δεν εκδικείται. Προστατεύει τα παιδιά της. Τα προστατεύει στα δύσκολα. Αλέξη, εδώ μέσα έχουμε φίλους και συναγωνιστές. Εδώ μέσα μόνο μαζί μπορούμε να σταθούμε απέναντι στους εχθρούς, τους κοινούς μας εχθρούς για το κοινό μας μέλλον, γιατί Ελλάδα είναι δημοκρατία αλλά είναι και Ευρώπη.

Ashley Fox (ECR). – Madam President, I am deeply sorry for the Greek people. They have been ill-served by a corrupt political class who spent too much and borrowed too much for far too long. Not only did Greece fiddle its economic statistics in order to join the euro, but the other states knew they were a fiction. Greece was allowed to join the euro because it was always a political, rather than an economic, project. Sad to say, the euro is not working. Nor are millions of young people in Greece and across Europe.

I am not surprised that the Greek people voted 'no' to reject further austerity. Further tax rises now are insane. I would have voted 'no' as well. But if I were a taxpayer in a eurozone country, I would also vote 'no' to giving Greece any more money. Greece is bankrupt, and it would be best if the eurozone states admitted this to their taxpayers. Mr Tsipras, your behaviour suggests you know Greece has to leave the euro, but you do not want to admit it. You are waiting to be kicked out so you can play the martyr. I recommend you negotiate an orderly exit from the euro, which is the best chance Greece has of recovering.

Pablo Iglesias (GUE/NGL). – Señora Presidenta, decía el señor Weber que la democracia es saber escuchar. Tiene razón. Ojalá sepan escuchar ustedes, señor Weber, ojalá sepan escuchar ustedes, señor Juncker, lo que han dicho los griegos en el referéndum del pasado domingo.

Quiero agradecer desde esta Cámara al pueblo griego, a su Gobierno y a su Primer Ministro por haber levantado mejor que nadie durante los últimos meses la bandera de Europa. Europa no está siendo destruida porque haya ciudadanos que digan en referéndum que no están de acuerdo con las políticas de ajuste promovidas por la Troika y por el Fondo Monetario Internacional. Europa no se está destruyendo porque haya Gobiernos que tengan la osadía de preguntar a su pueblo qué es lo que opina. Lo que está destruyendo a Europa es el totalitarismo financiero. Lo que destruye a Europa es la arrogancia del Gobierno alemán. Lo que destruye a Europa es la incapacidad de ciertos gobernantes para defender a sus pueblos.

Vuelvo a apelar, en esta Cámara, a la familia socialista. Den el paso. Pásense al bando que defiende los derechos sociales y abandonen, de una vez, esa maldita gran coalición que nos está llevando al desastre. Defender hoy al pueblo griego y a su Gobierno es defender la dignidad de Europa. Y ten por seguro, Alexis, que los tiempos están cambiando. 2015 es el año del cambio y muy pronto seremos más fuertes.

Ernest Urtasun (Verts/ALE). – Señora Presidenta, señor Primer Ministro, gracias por abrir una puerta a la esperanza de los pueblos de Europa; gracias por resistir al chantaje de los programas «austeritarios» de la Troika, que tantas vidas han hundido en nuestra querida Europa; gracias por resistir al chantaje permanente del Banco Central Europeo al pueblo griego y a su Primer Ministro; muchísimas gracias.

sreda, 8. julij 2015

Señores Jefes de Estado y de Gobierno, son horas cruciales para Europa. Cesen en su empeño de seguir en Grecia con lo mismo que fracasó durante años, y ofrezcan un acuerdo justo para Grecia, una senda fiscal racional, un programa de inversión que permita que la economía griega, hundida durante todos estos años, se recupere. Apoyen las reformas que les propone el Gobierno griego, que sí las está proponiendo. Afronten el tema de la deuda con altura de miras y realismo, y dejen de amenazar con el *grexit*, señores de la derecha, porque, si Grecia es expulsada, es el proyecto europeo el que están poniendo en riesgo, y la actitud de ustedes hoy en este Pleno ha sido totalmente irresponsable y es un auténtica vergüenza.

Petr Mach (EFDD). – Vážený pane premiére Tsiprasi, já vám skláním poklonu, umožnili jste lidem v Řecku demokraticky rozhodnout a lidé řekli, že nechtějí diktát Evropské unie, který jim evidentně škodí. Kdybych byl Řek, tak hlasuju stejně jako vy. Teď je ale řada na dalších politicích v jiných zemích, aby nechali své voliče demokraticky rozhodnout.

Pane Schulzi, pane Webere, pane Verhofstadte, zeptejte se lidí v Německu, ve Finsku, na Slovensku, jestli chtějí posílat další peníze daňových poplatníků do Řecka. Myslím, že potom budete muset spolknout hořkou pilulku, že euro jako takové končí.

Pane Tsiprasi, já vám přeju, aby přechod na drachmu byl hladký a poté uvidíte, že znovu získáte konkurenceschopnost, že ekonomika bude opět růst a že lidé opět začnou nacházet práci.

Harald Vilimsky (ENF). – Frau Präsidentin! Gleich vorab ein Wort in Richtung des Präsidiums: Ich halte es für untragbar, dass Personen wie Weber oder Verhofstadt – auch in die Richtung meiner politischen Gruppierung – hier von Extremismus sprechen. Das Gegenteil ist der Fall. Wenn wer eintritt für Patriotismus, für Freiheit, für Souveränität und für Demokratie, dann ist das kein Extremismus. Ich erwarte mir auch ein Einschreiten des Präsidiums bei derart ungehörigen Vorwürfen.

Zu Herrn Tsipras gesprochen: Ich repräsentiere auch ein Land, das Ihnen mit bis zu 9 Milliarden Euro geholfen hat. Ich vermisse von Ihrer Seite das Bekenntnis, dass Sie dieses Geld auch zurückzahlen wollen. Das ist eine Frage von Ehre und Anstand, dass man seine Schulden zurückzahlt.

Ich weiß, dass bei den diesjährigen Hilfen das Geld nicht in Ihrer Bevölkerung angekommen ist. Sie sind auch unglücklich in dieser Situation, und es kann nur einen Schluss daraus geben. Wenn Sie ihr marxistisches Modell in Griechenland verwirklichen wollen, dann machen Sie das. Aber machen Sie das mit dem Geld der griechischen Milliardäre und der Reeder, aber nicht mit dem Geld der europäischen Steuerzahler.

Ihre einzige Möglichkeit, sich selbst fit für die Zukunft zu machen, ist: Heraus aus dem Euro, hinein in die Drachme. Attraktivieren Sie sich, machen Sie Ihre Hausaufgaben, und wenn Sie wirtschaftlich so fit sind, wieder zurückkehren zu wollen, und alle Voraussetzungen erfüllen, dann sind Sie herzlich willkommen

Κωνσταντίνος Παπαδάκης (NI). – Κυρία Πρόεδρε, τόσο η Ευρωπαϊκή Ένωση και όλα τα όργανα της όσο και η κυβέρνηση ΣΥΡΙΖΑ-ΑΝΕΛ με προκλητικούς εκβιασμούς επιδιώκετε να αποδεχθεί ο ελληνικός λαός, που έχει ήδη πτωχεύσει, τα νέα πολύ σκληρά μέτρα που απεργάζεστε σε βάρος του, είτε με συμφωνία-τρίτο μνημόνιο είτε με Grexit, και πάλι αυτός θα πληρώσει το δυσβάσταχτο λογαριασμό. Η συμφωνία όλων των κομμάτων που υπηρετούν το κεφάλαιο στην Ελλάδα στοχεύει να κρατήσει τον λαό φυλακισμένο στην εξαθλίωση των μνημονίων διαρκείας.

Καμία τέτοια εξουσιοδότηση δεν σας έχει δώσει ο λαός. Το ΚΚΕ καταδικάζει τη νέα αντιλαϊκή επίθεση και την αντιπαλεύει. Στην πράξη αποδεικνύεται ότι δεν υπάρχει φιλολαϊκή διαπραγμάτευση ούτε λύση εντός της Ευρωπαϊκής Ένωσης, εντός του καπιταλιστικού δρόμου ανάπτυξης, που έχει μόνο κριτήριο του την κερδοφορία του κεφαλαίου. Ο μόνος δρόμος διέξοδος είναι αυτός της οργάνωσης, της πάλης για ρήξη με την Ευρωπαϊκή Ένωση, με το κεφάλαιο, γιατί ο λαός μπορεί πραγματικά να βρεθεί στην εξουσία, ιδιοκτήτης του πλούτου που παράγει.

Françoise Grossetête (PPE). – Madame la Présidente, on a trop souvent caché la vérité au peuple grec. La Grèce va mal, elle va très mal. Son économie souterraine s'est totalement banalisée et le niveau de sa dette est intenable.

sreda, 8. julij 2015

Mais fini de jouer, Monsieur Tsipras, il faut dire la vérité! Vous n'avez pas voulu faire confiance au président Juncker qui, avec beaucoup d'humanité, n'a cessé de tendre la main aux Grecs. Ce n'est pas l'austérité qu'on vous demande, mais tout simplement de mettre de l'ordre dans votre pays. L'idéologie n'a pas sa place à la table des négociations. Le dialogue ne doit pas être rompu mais il doit être réaliste. Vous voulez jouer les grands démocrates, mais des démocrates, il y en a dans tous les autres États membres de la zone euro, et les citoyens ne veulent plus financer la Grèce à perte.

Que dire aux Espagnols, aux Portugais, aux Irlandais et aux Lettons, qui n'ont jamais accusé l'Europe de tous leurs maux, mais qui ont fait leurs réformes et qui, aujourd'hui, peuvent cueillir enfin les fruits de leurs efforts? Que dire aux citoyens européens qui sont encore plus pauvres que les Grecs? Ils ne veulent plus payer pour le laxisme grec.

Ce n'est pas l'Europe, ce ne sont pas les créanciers qui décideront ou non de la sortie de la Grèce de la zone euro. C'est la Grèce elle-même qui se placera de facto en dehors de la zone euro si elle ne consent pas aux réformes nécessaires.

Votre référendum, Monsieur Tsipras, était un trompe-l'œil, et une fois de plus, vous n'avez pas dit la vérité. Votre gouvernement aujourd'hui est dans l'impasse, sachez que la solidarité européenne n'est pas unilatérale, elle a des contreparties, nous attendons vos propositions concrètes, raisonnables pour réduire votre déficit public, pour lutter contre la corruption, contre les privilèges, contre l'évasion fiscale. Vous avez aujourd'hui une obligation de résultat, oui la Grèce a toute sa place dans l'Union européenne mais cessez de jouer avec le feu. L'Europe ne sera pas indéfiniment votre bouc émissaire.

Μιλτιάδης Κύρκος (S&D). – Κυρία Πρόεδρε, κύριε Πρωθυπουργέ, είναι πολύ σημαντικό ότι είστε εδώ σήμερα, κοντά στο τέλος του δρόμου. Του δρόμου που άρχισε τον Ιανουάριο, όταν ο ελληνικός λαός τιμώρησε όσους διαχειρίστηκαν καταστροφικά την κρίση και ευτέλισαν τις τετράχρονες θητείες τους· του δρόμου που πρέπει να τελειώσει μια βιώσιμη συμφωνία που θα επιτρέψει ανασυγκρότηση της χώρας μέσα στην Ένωση.

Ξέραμε πως στον δρόμο για τη συμφωνία θα είχατε απέναντί σας δυνάμεις που πιθανόν χρησιμοποιούν την Ελλάδα για να δώσουν το μήνυμα ότι η λιτότητα, ακόμα και χωρίς ανάπτυξη είναι ο μόνος δρόμος. Το ξέραμε εμείς, άρα το ξέρετε και εσείς. Τώρα φτάνουμε στο και πέντε. Δυστυχώς, όπως ανέφερε ο πρόεδρος Ολάντ «η παραμονή της Ελλάδας όχι μόνο στην ευρωζώνη αλλά πιθανώς και στην Ευρωπαϊκή Ένωση εξαρτάται από τις προτάσεις θα καταθέσετε την Πέμπτη». Και οι φωνές που θέλουν την τιμωρία της χώρας μας έχουν δυναμώσει πολύ με κυρίως δική σας ευθύνη. Το δημοψήφισμα στον χρόνο που έγινε, με την ερώτηση που τέθηκε και με τη ρητορεία που συνοδεύτηκε ήταν λάθος και, αντί να ενισχύσει τη διαπραγματευτική προσπάθεια, την αποδυνάμωσε. Αυτή την ύστατη στιγμή δεν έχω τίποτα άλλο να κάνω εκτός από μία έκκληση: Ζητήστε βοήθεια απ' όλους τους Ευρωπαίους ηγέτες που στηρίζουν την παραμονή της χώρας στην Ένωση. Ζητήστε τεχνική βοήθεια. Παρουσιάστε ό,τι καλύτερο μπορείτε, γιατί δεν υπάρχει αύριο και θυμηθείτε: Η εντολή του ελληνικού λαού είναι να κρατήσετε τη χώρα στο ευρώ και την Ένωση. Το υποσχεθήκατε ότι θα το κάνετε πριν το δημοψήφισμα. Δεσμευτήκατε. Δεν είναι δικαιολογία ο δύσβατος δρόμος. Και προσοχή: Αν καταλήξουμε τελικά στο Grexit και τη δυστυχία του λαού, η Ιστορία και οι πολίτες δεν θα κρίνουν ότι κάνατε λάθη και παραλείψεις, αλλά ότι υλοποιήσατε σχέδιό σας να σύρετε τη χώρα στην περιπέτεια της απομόνωσης. Διαψεύστε τους. Για πρώτη φορά θα κριθείτε όχι από τα λόγια αλλά από το αποτέλεσμα των πράξεών σας.

Anna Elżbieta Fotyga (ECR). – Pani Przewodnicząca! Panie Przewodniczący Rady, jestem pewna, że Jens Stoltenberg odnosił się do bezpieczeństwa Pańskiego i mojego regionu i sytuacji na Ukrainie. Nie wierzę, żeby to przemilczał.

A teraz o Grecji. Strefa euro była i jest projektem politycznym i rozwiązanie dramatycznej sytuacji jednego z członków tej strefy wymaga również rozwiązania politycznego. W tej sprawie nie ma stron niewinnych, ani w Grecji, ani poza nią, więc język agresji, prowokacji, paternalizmu nie przysługuje i nie przystoi sojusznikom. Społeczeństwo greckie wielokrotnie w historii wykazało zdolność do poświęceń, nie chce jednak poświęcać własnej godności i powinniśmy to również uszanować.

João Ferreira (GUE/NGL). – Senhora Presidente, Senhor Presidente da Comissão, o que vemos na esmagadora maioria dos rostos que aqui estão é a imagem da derrota. O desprezo pela democracia, a chantagem, as pressões e as ameaças foram derrotados pelo povo grego. A aliança da arrogância e do medo, que tentam impor aos povos da Europa, sofreu uma pesada derrota.

sreda, 8. julij 2015

Sim, o povo grego rejeitou, de forma vigorosa, os ditames e as imposições da União Europeia e de quem nela manda. E, sim, esta foi uma pesada derrota para a União Europeia e para quem nela manda.

Daqui vos dizemos, tentaram de tudo e vão tentar de tudo, mas daqui vos dizemos, o terrorismo político a que se dedicam só demonstra a vossa fraqueza. O que a realidade nos demonstra é que os instrumentos de dominação da União Europeia, do euro ao Tratado Orçamental, são contrários ao desenvolvimento, ao progresso e à soberania dos povos. O que a realidade e a História nos demonstram é que é o caminho da resistência e da luta, e não o da submissão e da subordinação, aquilo que defende os direitos e os interesses dos povos.

Ernest Maragall (Verts/ALE). – Señora Presidenta, Primer Ministro Tsipras, *una abraçada des de Catalunya per a Grècia i per a cada un dels grecs i de les gregues.*

Durante algunos meses hemos vivido con una imagen repetida hasta la saciedad: Grecia es un problema para Europa. Desde el domingo pasado sabemos que Grecia es una esperanza para Europa, a pesar de la actitud mezquina y antieuropea del señor Weber y su Grupo Popular, trabajando para la división y el enfrentamiento entre unos países y otros; a pesar de las exigencias al señor Tsipras para que haga en cuarenta y ocho horas todo lo que no les fue exigido a los Gobiernos griegos de los últimos veinte años; a pesar de las negativas consecuencias del monetarismo ciego, que se impuso en el momento de creación de la zona del euro.

Si Europa deja caer a Grecia, dejará de ser Europa para convertirse en una sociedad de interés limitado indescriptible. Financiación, crecimiento real, reestructuración de la deuda, reformas: cuatro ámbitos de decisión inmediata y exigente, cuatro cuestiones para la implicación activa y comprometida de la Unión Europea.

El domingo próximo es el punto de partida histórico de una nueva etapa de construcción en común; de reconstrucción, si se prefiere, para Grecia; de afirmación de un nuevo horizonte para Europa y para todos los europeos. Señor Tsipras, señor Juncker, señor Tusk, desde hoy hasta el domingo trabajaremos para desmentir al señor Weber, al señor Farage o a la señora Le Pen, para ganar juntos, para construir una Europa de los pueblos y los ciudadanos en la que tantos seguimos creyendo.

Peter Lundgren (EFDD). – Fru talman! Detta måste nog betecknas som det största misslyckandet i EU:s historia, och raden av misslyckanden är oändligt lång.

I Greklands fall friserade man siffrorna om tillståndet i ekonomin, och EU gjorde inte ens en ordentlig granskning av den. Hade EU varit ett privat företag hade man satts under tvångsförvaltning för länge sedan på grund av det fullständigt ansvartslösa sättet man hanterar skattebetalarnas pengar på.

Det är tragiskt, det som har hänt, och de stora förlorarna kommer att bli det grekiska folket och skattebetalarna i alla medlemsländer som kommer att få stå för notan.

Och nu sitter ni här, EU-eliten, och buar över utgången av en demokratisk folkomröstning som det grekiska folket genomfört, och ni kallar er demokratins företrädare. Ni skulle skämmas över ert beteende! Grekland förvaltar nu stora summor pengar från flera av våra medlemsländer och banker. Lånen ska givetvis betalas tillbaka från Grekland precis som vilken privatperson som helst måste göra. Jag förväntar mig att en lösning kommer att hittas av de inblandade parterna.

sreda, 8. julij 2015

VORSITZ: MARTIN SCHULZ

Präsident

Esteban González Pons (PPE). – Señor Presidente, señor Tsipras, usted ha dicho que la ayuda no ha llegado al pueblo. ¿Dónde está entonces el dinero que le prestaron los jubilados, los trabajadores y las familias españolas? Cuando usted llegó al Gobierno la previsión de crecimiento de Grecia del 2,5 % del PIB. Ahora Grecia está en recesión. ¿Para qué han servido entonces los más de 200 000 millones de euros que el pueblo europeo, que los ciudadanos europeos, han prestado al pueblo griego?

España le ha prestado 6 000 millones de euros que no tenía, que tuvo que pedir prestados, y 20 000 millones de euros más en avales, que, si usted no paga lo que debe, van a tener que pagar por usted los trabajadores españoles y la clase media española con sus impuestos. ¿Le parece a usted que eso es justo, después de lo que ha dicho aquí sobre la solidaridad europea y sobre dónde han ido las ayudas que ha dado la Unión Europea? Le parecerá normal, y a mí me lo parece, que la opinión pública europea empiece a preguntarse para qué ha servido todo este esfuerzo y, desde luego, le aseguro yo que le parecerá normal, y a mí me lo parece, que la opinión pública europea vea injusto que los trabajadores de toda Europa paguen por sus errores y los errores de los políticos griegos.

Señor Tsipras, ahora va a pedir usted un nuevo rescate. ¿Qué le parecería que cualquier país de los que va a volver a prestarle dinero a Grecia hiciera un referéndum en su territorio sobre si hay que dar más dinero o no hay que dar más dinero a Grecia? ¿Le parece que eso sería democracia o le parece que eso sería solo soberanía? ¿Qué opinión de Europa tiene usted, que viene aquí con poco más que palabras y el entusiasmo de la extrema izquierda y el entusiasmo de la extrema derecha?

Señor Tsipras, Europa, la nación europea, es un sueño de unidad, de paz y de solidaridad. Es un sueño del que nadie debe ser nunca expulsado, pero también en el que nadie tiene que hacer por expulsar o por dividir a los demás. Cuando necesitamos ayuda, Europa nos la da. Cuando queremos ayudar, estamos los europeos para hacerlo. Europa es un proyecto basado, señor Tsipras, en la buena fe. ¿Hasta cuándo va a abusar usted de nuestra buena fe, señor Tsipras?

Roberto Gualtieri (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, una *Grexit* sarebbe un colpo durissimo per l'Unione europea, non solo sul piano finanziario e geopolitico, ma anche su quello etico, politico e morale. Questo è il momento per le classi dirigenti dell'Unione di mostrare una statura all'altezza dei loro predecessori che hanno saputo essere degli statisti e guardare oltre la contingenza e la pancia dei loro elettori.

Il punto di partenza sono i fatti. Primo: il MES è stato costruito per salvaguardare la stabilità della zona euro ed è pieno di risorse – ottiene risorse, tra l'altro, a interessi bassissimi – quindi nessun cittadino europeo dovrà pagare un euro e lei, signor Weber, farebbe bene a dire la verità e non eccitare paure.

Secondo: lo SME funziona sulla base della condizionalità, quindi serve un accordo serio sulle riforme. Qui tutti vogliono suggerire le loro ricette: ma sarebbe bene ricordare – e lei signor Tsipras dovrebbe ricordarlo per primo, invece di parlare solo del referendum – che il 30 giugno lei ha personalmente firmato una lettera in cui accoglieva la dettagliata lista di misure proposte dai creditori e meritoriamente pubblicata dalla Commissione sul suo sito. I cinque emendamenti proposti dalla Grecia chiaramente non possono ormai essere il punto di arrivo del negoziato e, quindi, è urgente che lei presenti subito nuove proposte aggiuntive.

Al tempo stesso, è bene sapere che esiste già un accordo sulle condizioni fondamentali del nuovo programma e le differenze non giustificerebbero chiaramente una *Grexit* e una classe dirigente europea degna del proprio nome sarebbe sicuramente in grado, con la volontà politica, di colmare la distanza che attualmente esiste tra la proposta della Commissione e i cinque emendamenti. Altrimenti si assumerebbe – ci assumeremo tutti, lei compreso naturalmente – una gravissima responsabilità storica.

Bernd Lucke (ECR). – Herr Präsident, meine Damen und Herren! Es ist hier sehr viel von europäischen Werten geredet worden, von Wahrheit, von Würde, von Demokratie.

sreda, 8. julij 2015

Aber es wurde auch sehr viel geheuchelt dabei. Der Vorsitzende der christdemokratischen Fraktion hat davon gesprochen, dass Herr Tsipras seinem Volk nicht die Wahrheit gesagt habe. Aber was haben denn die Christdemokraten gemacht, als sie dem deutschen Volk versprochen haben, man müsse nie für fremde Schulden eintreten? War das die Wahrheit, Herr Weber?

Der Vorsitzende der sozialdemokratischen Fraktion hat davon gesprochen – unter großem Beifall des Hauses –, dass es nie einen Grexit geben werde. Ja, wurde denn nicht immer gesagt, dass unsere Hilfe nur unter Bedingungen gewährt wird? Wenn es heißt, dass es nie einen Grexit gibt, dann bedeutet das, dass es immer Hilfen geben wird: Das heißt: Nichts ist mit Bedingungen. Der Grexit wird auf alle Fälle verhindert werden, und das Geld wird auf alle Fälle fließen. Das ist die Wahrheit, meine Damen und Herren!

Der Vorsitzende der liberalen Fraktion hat sich auch für die Demokratie ausgesprochen. Gleichzeitig diktiert er dem griechischen Ministerpräsidenten fünf Punkte in seinen Notizblock, wie er zu regieren habe. Das ist keine Demokratie! Demokratie ist Herrschaft des Volkes, und wenn das griechische Volk entschieden hat, dann, meine Damen und Herren, dann muss man diese Entscheidung auch akzeptieren.

Martina Anderson (GUE/NGL). – Mr President, Prime Minister, the brave and dignified Greek people asserted the primacy of democracy over the technocratic and neoliberal order in Europe. During, before and since Sunday's decisive vote, your government upheld its democratic anti-austerity mandate whilst trying to seek agreement with European partners. However, creditors are inflicting poverty and deprivation on Greece, refusing debt relief and investment. Even the IMF, which is not a friend of the Left, confirms that Greece needs debt relief.

Despite hostility and interference from President Martin Schulz, who has behaved like a self-appointed dictator, or the cowardly behaviour from a sturdy poster boy of the EU, Irish Taoiseach Enda Kenny, the Greek Government has stood up for Greece, stood up for Ireland, stood up for Spain, for Portugal for Europe, more than any government has ever done. Irish people from Kerry to Derry stand with you.

Prime Minister Alexis Tsipras, you used the most powerful weapon in the world – democracy – and it won before the first vote was cast. We are proud of who you are and the policies that you represent.

(Applause from GUE/NGL party)

Reinhard Bütikofer (Verts/ALE). – Sehr geehrte Herren Präsidenten, Herr Premierminister, liebe Kolleginnen und Kollegen! Noch mehr als die Aufregung in dieser Debatte, in der sich leider Herr Weber besonders negativ ausgezeichnet hat, hat meines Erachtens die ruhige Rede von Herrn Präsident Tusk zu Beginn die ernste Lage deutlich gemacht.

Wir stehen vor einer fundamentalen Weichenstellung. Mir ist in dieser Debatte zu viel davon die Rede gewesen, wozu wer aus welchen guten Gründen Nein gesagt hat. Wenn wir uns nicht einigen können, wozu wir gemeinsam Ja sagen wollen, gibt es keinen Weg nach vorne. Europa muss Ja sagen zu einer Schuldenerleichterung für Griechenland, und Griechenland muss vernehmlich und konkret benannt Ja sagen zu groß angelegten Reformen.

Viel Ja zum europäischen Gedanken im Allgemeinen hilft nichts. Die Wahrheit ist konkret: Hic Rhodus, nunc salta!

Elisabetta Gardini (PPE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, io voglio ripartire dalle parole pronunciate in quest'Aula ieri dal Presidente Juncker: i greci e la Grecia possono contare sull'Unione europea. Ringrazio il Presidente per queste parole che esprimono bene il sentimento di quest'Aula. Però, vede, caro Presidente Tsipras, ancora una volta lei è venuto qui e non ha detto nulla di concreto: solo tante parole che, teoricamente, sono anche condivisibili ma noi abbiamo bisogno di concretezza.

sreda, 8. julij 2015

Lei dice: sono al governo da soli cinque mesi. Bene, guardiamo qualche dato concreto: la più grande industria della Grecia, il turismo, che l'anno scorso ha registrato cifre record a 22 milioni di presenze, 13,4 miliardi di incassi, con un incremento rispettivamente del 23% e del 10,6% per un totale del 17% del PIL. Oggi gli annullamenti viaggiano a un ritmo di cinquantamila al giorno. In Italia, anche noi abbiamo calcolato che ogni cittadino ha messo di tasca propria 600 euro.

Bene, noi siamo convinti da sempre, che per sconfiggere la disoccupazione e per far tornare a crescere l'Europa noi dobbiamo rimettere al centro della politica economica il rilancio dell'industria, delle piccole e medie imprese; che dobbiamo favorire nuovi investimenti e lo sviluppo del mercato dei capitali, agevolare l'accesso al credito e che, per riformare queste politiche e per perseguire l'obiettivo del 20% del PIL europeo entro il 2020 proveniente dal manifatturiero, occorre anche arrivare ad una concreta armonizzazione fiscale.

Però, vede, è perché crediamo in tutto questo che oggi noi non appoggiamo la sua politica economica, perché sta danneggiando il popolo greco e sta danneggiando, di conseguenza, tutta l'Unione europea. Torniamo attorno a un tavolo. Torniamo con proposte concrete. Troviamo insieme la soluzione. Lo chiedono i nostri cittadini. Lo chiedono i vostri cittadini, i greci, per primi.

Qualcuno ha detto che siamo a teatro. Se fossimo davvero a teatro, lei sarebbe un tragico esempio di Hybris solo che la colpa non la pagherebbe lei: la sua colpa la stanno pagando i cittadini greci, i cittadini europei e continueranno a pagarla sempre di più, se lei non cambia passo e non viene qua con delle proposte concrete. Insieme la strada, la troviamo!

Νίκος Ανδρουλάκης (S&D). – Κύριε Πρόεδρε, η μεγαλύτερη πρόκληση για την Ευρώπη είναι να πείσει τους πολίτες της ότι μέριμνα για την ευημερία τους. Σήμερα βασικός παράγοντας πρόβλεψης για το πώς ένας νέος άνθρωπος θα εξελιχθεί στη ζωή του είναι οι οικονομικές επιδόσεις των γονιών του. Η κρίση έκανε το δικαίωμα στην πρόοδο να μοιάζει κληρονομικό. Η λαϊκή εντολή λοιπόν των τελευταίων ευρωεκλογών είναι αυτή η Ευρώπη να αλλάξει, οι πολιτικές της σκληρής λιτότητας να πάνε στο περιθώριο. Ποια είναι όμως συγχρόνως η λαϊκή εντολή που έχει ελληνική κυβέρνηση; Απλά είναι δίκαιη συμφωνία εντός της ζώνης του ευρώ, συμφωνία που θα δικαιώσει τους Έλληνες που αγωνίζονται να πληρώσουν τους φόρους τους, τους Έλληνες που άφησαν τα χρήματά τους στις ελληνικές τράπεζες, αυτούς που παλεύουν να κρατηθεί όρθια η πατρίδα μας κι όχι βέβαια αυτούς που έβγαλαν τα χρήματα στο εξωτερικό περιμένοντας την κατάρρευση για να μας αγοράσουν τζάμπα· όχι αυτούς που έμαθαν να κερδοσκοπούν με το δημόσιο χρήμα και φοβούνται τους ευρωπαϊκούς κανόνες.

Συνάδελφοι, ας τελειώνει το blame game που πληρώνει ακριβά ο ελληνικός λαός. Σεβαστείτε τις θυσίες των πιο αδύναμων Ελλήνων πολιτών τα τελευταία πέντε χρόνια. Τέλος θέλω να καταδικάσω τις αποδοκιμασίες συγκεκριμένων μελών του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου απέναντι στον Έλληνα Πρωθυπουργό. Αλλά κι εσείς, κύριε Πρωθυπουργέ, μπροστά στις μεγάλες αποφάσεις που έχετε να πάρετε οφείλετε να προβληματιστείτε για το ότι σήμερα σας χειροκρότησαν και οι χειρότεροι εχθροί του ευρωπαϊκού οράματος και τέλος να μην ξεχάσετε ποτέ ότι το ευρώ για την Ελλάδα δεν είναι οικονομική επιλογή αλλά είναι εθνική επιλογή.

Sander Loones (ECR). — Mijnheer Tsipras, nationalisme en patriottisme zijn begrippen die mensen zekerheid, een warm nest, een thuis bieden. Maar tegelijk vraagt dat openheid en een internationale blik, want anders verval je in protectionisme en navelstaarderij.

Ik stel vast dat de socialisten in Europa voor een stuk enge nationalistes zijn geworden, want alles wat van Griekenland en van Syriza komt, wordt blijkbaar verdedigd. Maar die internationale blik ontbreekt, want alles wat van de Europese instellingen komt, is blijkbaar slecht.

De Grieken willen hun eigen recepten kiezen. Eerlijk gezegd heb ik daar begrip en respect voor. Maar, mijnheer Tsipras, waar blijft uw openheid? Waar blijft uw internationale blik? U beweert dat u in de eurozone wilt blijven. Bewijs ons dat ook. Bent u bereid uw deel van de zware hervormingen voor uw rekening te nemen om de Griekse economie weer op gang te trekken, of wilt u er gewoon uit? De kans is aan u om vandaag en de komende dagen de bewijzen op tafel te leggen.

Paulo Rangel (PPE). – Mr President, first I would like to confront Mr Pittella and Mr Gualtieri. The pair of them criticised our leader, Mr Weber. But I would like to know if their statements are in line with those of Mr Schulz, Mr Dijsselbloem or even Prime Minister Renzi last weekend. They completely contradict everything that we have said here.

sreda, 8. julij 2015

Now, Prime Minister Tsipras, I would like to ask you five or six precise questions, because I know that you like rhetoric and philosophy but not precise proposals and not concrete questions.

Why have you extended the negotiations to the edge, to the limit? Why have you held a referendum only now? If you wanted to have a referendum, you were completely free to do so. Why did you not do it before? We would have had time to negotiate after that. Why have you not reduced and changed the fiscal system? Why have you not taxed ship owners, the Orthodox Church, or the rich? You have had six months to do so, and you have not done it until now. Why have you let all the capital leave Athens and Greece? Now your banks are in this situation, but it was your policies and your rhetoric that made the Greeks take their money out of Greek banks. You did not create trust in your own country. I would also ask you why you did not reduce expenditure on the military, the army and defence: that would also be an alternative to resolve your problems.

Finally, I would ask you this: you are totally sovereign in the definition of your external policy, but when you are allied with right-wing radicals, and when you visit Putin every month, you are sending a signal to the markets and you are sending a signal to the pro-European camp and the European Union. You are responsible for the signals you are sending to us.

Patrizia Toia (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, noi socialisti e democratici siamo tra coloro che non si rassegnano a gettare la spugna, con un'espressione che usiamo in l'Italia per dire chi vuole rinunciare; noi siamo tra quelli che – l'ha detto benissimo il collega Pittella – sentono la responsabilità storica del momento. La responsabilità, però, non è solo del Consiglio, della Commissione, dei creditori: la responsabilità è anche della Grecia ed è anche sua, Presidente Tsipras, verso il suo popolo e verso tutti gli altri popoli dei paesi dell'Unione.

E allora, lei deve assumere una posizione chiara: se non vorrà dare un alibi molto preciso, molto puntuale a coloro che perseguono la *Grexit*. Se il pacchetto proposto non era sostenibile socialmente, e noi siamo sensibili a questa osservazione, allora dica finalmente lei una proposta ragionevole. Non è una sfida quella che le facciamo, è un'accorata richiesta. Dia una prova inoppugnabile, inequivocabile che lei vuole arrivare a una soluzione concreta. Fughi i dubbi che ancora permangono, anche tra i suoi amici, su quali siano in definitiva le sue reali intenzioni.

In ballo non c'è solo la Grecia. In ballo c'è l'Europa, come ha detto il Presidente del Consiglio italiano, e se l'Europa ha perso l'ordine delle priorità, se ha cambiato i fini con le procedure, se ha smarrito la sua ragione d'essere, se ha indebolito le fondamenta democratiche, non è per caso. Se siamo arrivati fin qui – lo dico ai colleghi di questo Parlamento – è perché l'unità non è stata completata, l'integrazione è andata a singhiozzo e la forza politica è stata messa in discussione da rigurgiti nazionali o, addirittura, nazionalistici, come vediamo in questo Parlamento. E non aiutano i vertici bilaterali in questo senso.

E allora che cosa pretendere da un'Europa cui non abbiamo dato la sovranità necessaria?

Lo dico con la forza di un gruppo che in questi anni più volte solitariamente ha chiesto un cambiamento della politica economica, della politica sociale, un rafforzamento politico e istituzionale delle istituzioni e siamo stati lasciati spesso da soli.

Lo dico ai colleghi che si definiscono e sono europeisti. Lancio voi la sfida di riprendere questo programma e di rafforzare e rifondare insieme la sfida dell'Europa.

Kazimierz Michał Ujazdowski (ECR). – Panie Przewodniczący! Koleżanki i Koledzy! Mam wrażenie, że toczy się tutaj gra o to, kto będzie odpowiedzialny za złe rozstrzygnięcie, a nie poszukiwanie kompromisu. Ja, podobnie jak pan poseł Olbrycht, uważam, że błędem było zaproszenie pana premiera Ciprasa. Parlament Europejski kontroluje instytucje europejskie, a nie rząd grecki.

Unia Europejska potrzebuje dwóch rzeczy: stabilności i elastyczności. Albo szybki kompromis, albo wyjście Grecji. Drachma ustabilizuje Unię, pozwoli nam żyć bez obciążeń związanych z tym dramatem greckim. Są państwa europejskie nienależące do strefy euro, które stabilizują Europę, jak Polska, jak Szwecja, więc nie będzie dramatu, jeśli Grecy wyjdą ze strefy euro. Potrzebujemy także elastyczności, mniej paternalizmu. Europa musi także dostrzegać interesy inne niż interesy Północy. Podjęto bardzo wiele złych decyzji: dekarbonizacja, centralistycznie pojmowana polityka imigracyjna, to są złe owoce centralizmu. Stabilność i elastyczność są odpowiedzią na potrzeby Europy.

sreda, 8. julij 2015

Othmar Karas (PPE). – Herr Präsident, Herr Kommissionspräsident, meine Damen und Herren! Zuerst an den Rat: Ich teile die Enttäuschung von Jean-Claude Juncker über den Mangel an europäischer Solidarität und gemeinsamem politischem Willen zu einem verpflichtenden Aufteilungsschlüssel für die Menschen, die in die EU flüchten, zu kommen. Es ist eine Schande, wie wir uns als Rechts- und Wertegemeinschaft gegenüber der größten Flüchtlingswelle seit Jahrzehnten verhalten.

Jetzt zum Thema, das uns jetzt schon die ganze Zeit bestimmt: Bisher war ich der Auffassung, dass uns die europäischen Grundrechte trotz unserer Vielfalt vereinen. Wer die europäischen Werte verletzt, schwächt den Einigungsprozess. Die Europäische Union ist mehr als die Summe nationaler Egoismen. Die EU ist eine Werte- und Rechtsgemeinschaft. Herr Weber hat das nur in Erinnerung gerufen. Die Reaktionen zeigen, wie notwendig das eigentlich war. Ohne das Handeln als Solidaritätsgemeinschaft wäre Griechenland schon lange zahlungsunfähig.

Herr Tsipras, Sie haben uns heute enttäuscht. Sie haben heute neuerlich eine Chance vertan – wie seit Ihrem Amtsantritt. Wir wissen auch heute nicht, was Sie wollen. Wir hörten auch heute keinen einzigen konkreten Vorschlag, wie Sie die Korruption bekämpfen, wie Sie zu mehr Steuereinnahmen kommen, wie Sie die Verwaltung effizienter gestalten, wie Sie die humanitäre Katastrophe verhindern, wie Sie Wachstum und Beschäftigung schaffen.

Sie haben jetzt nur mehr achtundvierzig Stunden Zeit. Fangen Sie endlich an, zu arbeiten und Verantwortung zu übernehmen. Hören Sie auf, die Völker gegeneinander auszuspielen. Beenden Sie Ihr Spiel. Ich habe den Eindruck, Sie wollen gar nicht.

Udo Bullmann (S&D). – Herr Präsident! Herr Tsipras, Sie haben gesagt, Sie wollen keine Konfrontation mit Europa, Sie wollen die Konfrontation mit dem Establishment im eigenen Land, in Griechenland.

Es gibt jetzt nur noch einen Weg. Sie müssen sehr konkret sagen – binnen weniger Stunden –, was das heißt.

Erstens: Wie kommt Steuergerechtigkeit ins Land? Zweitens: Wie wird die Armut bekämpft? Drittens: Wie haben wir wieder eine anständige Verwaltung, und wie wird dafür gesorgt, dass die Tankerkönige wieder Steuern zahlen?

Wir wissen sehr genau, dass die schwachen Schultern in Ihrem Land alles getragen haben und die starken Schultern eigentlich nichts. Wenn Sie das konkret machen, dann wird es eine Welle der Sympathie in Europa geben, die Sie begleiten wird. Aber Sie müssen es konkret machen, und Sie dürfen nicht länger davon reden, dass Sie es wollen, sondern Sie müssen es tun. Das ist das Gebot der Stunde, und das sind Sie nicht uns schuldig, sondern der Jugend in Ihrem Land, die weiter einen sicheren Platz in Europa braucht.

Der zweite Punkt, Herr Tusk, geht an Sie, an die Staats- und Regierungschefs und an die Finanzminister der Eurozone: Wir erwarten etwas von Ihnen. Es muss Schluss sein mit dem Spiel, ein Exempel statuieren zu wollen. Lösungen müssen gefunden werden!

(Beifall)

Und Sie brauchen nicht viel. Sie brauchen 50 Prozent der Courage, 50 Prozent der Besonnenheit und 50 Prozent von dem europäischen Engagement, das der Präsident der Europäischen Kommission in den letzten Wochen an den Tag gelegt hat. Mehr braucht Ihr nicht, Ihr beiden! Aber das müsst Ihr bringen im Interesse Europas, im Interesse der Menschen in unseren Ländern.

(Beifall)

Николай Барев (ECR). – Г-н Президент, г-н Ципрас, говоря ви като приятел и единствен съсед от още по-бедна държава - България, която не е похарчила 300 милиарда. Партиите днес бият по федерализма, а другите по Вас, г-н Ципрас. Не сте най-виновен. Генезисът на проблема е в безотговорността на евробиюрократите и на гръцката политическа класа. Вкарването на неподготвената Гърция в еврозоната е престъпление спрямо гръцкия народ и европейските данъкоплатци.

Г-н Ципрас си поигра с Меркел на „котка и мишка“, но в скоро време котката ще изяде мишката. Днес дойдохте смирен, защото гръцката къща изгоря и някой ще трябва да изгаси пожара с много пари. Сега просто ще оставите гасенето в ръцете на Европа.

sreda, 8. julij 2015

Но кой ще плати за гръцкия експеримент? Не еврозоната, а Европейският съюз е обречен, без дълбока реформа. Колеги, г-н Юнкер, не забравяйте и за най-бедните европейски граждани - в България, с още по-тежки икономии от гръцките бедни и пенсионери. Те ще бъдат най-невинните жертви на гръцкия фалит.

Γεώργιος Κύρτσος (PPE). – Κύριε Πρόεδρε, πρέπει να αποτρέψουμε όλοι μαζί το Grexit, γιατί ένα Grexit σημαίνει 25% πτώση στο ακαθάριστο εγχώριο προϊόν, σημαίνει ότι θα γίνουν οι φτωχοί φτωχότεροι στην Ελλάδα και οι πλούσιοι πλουσιότεροι και σημαίνει ότι η Ελλάδα θα επιστρέψει στο βαλκανικό χάος. Επομένως πρέπει να κάνουμε ό,τι μπορούμε όλοι οι Έλληνες πολιτικοί και πρώτα απ' όλα ο Πρωθυπουργός της Ελλάδας, κ. Τσίπρας. Καταλαβαίνω ότι ο κ. Τσίπρας έχει ένα πρόβλημα με τη μείωση των δαπανών του δημοσίου, έχει πρόβλημα με τη μείωση των δαπανών του ασφαλιστικού συνταξιοδοτικού συστήματος αλλά δεν μπορούμε να καταστρέψουμε τη χώρα δίνοντας συντάξεις σε ανθρώπους που έχουν δουλέψει μόνο δεκαπέντε χρόνια, δεχόμενοι ότι ήδη πολλές κατηγορίες δημόσιων υπαλλήλων μπορούν να παίρνουν σύνταξη στα πενήντα δύο ή συνεχίζοντας τους διορισμούς συγγενών και φίλων στο χρεοκοπημένο δημόσιο, μία παράδοση που δεν τη δημιούργησε το κόμμα του κ. Τσίπρα τη δημιούργησε και το δικό μου κόμμα αλλά πρέπει τέλος πάντων να την αφήσουμε οριστικά πίσω.

Εάν ο κ. Τσίπρας κάνει μια στροφή προς τον οικονομικό ρεαλισμό και υπέρ της Ευρωπαϊκής Ένωσης, εμείς θα τον υποστηρίξουμε δυναμικά και επίσης νομίζω ότι κύριος Juncker πρέπει να τον στηρίξει με ένα γενναίο επενδυτικό πρόγραμμα, γιατί για τουλάχιστον δύο έως τρία χρόνια η Ελλάδα δεν μπορεί να λειτουργήσει με τα κριτήρια της αγοράς, δεν μπορεί να προσελκύσει επενδύσεις, γιατί έχει τεράστιο πρόβλημα. Επομένως, ας τολμήσει ο Έλληνας πρωθυπουργός και θα δει ότι τα πράγματα είναι λιγότερο δύσκολα απ' ό,τι πιστεύει. Θα τον προστατεύσουμε ακόμα και από την αριστερή πτέρυγα του κόμματός του, που μπορεί να έχει αντιρρήσεις σε αυτή την πολιτική. Εάν τολμήσει ο κ. Τσίπρας, νομίζω ότι θα απογοητεύσουμε τους ψεύτικους φίλους της Ελλάδας που εκδηλώθηκαν σήμερα από την ακροδεξιά πτέρυγα και θα δώσουμε την κατάλληλη απάντηση στους αντιπάλους της Ευρωπαϊκής Ένωσης. Όλοι εμείς οι Έλληνες πολιτικοί πρέπει να αναλάβουμε τις ευθύνες μας. Πρέπει να σταματήσουμε να κρυβόμαστε πίσω από τον ελληνικό λαό.

Elisa Ferreira (S&D). – Senhor Presidente, até domingo, a Europa tem de tomar decisões históricas, tem de decidir se tem futuro ou se morre na Grécia. Persistimos há cinco anos numa agenda que não funciona. E ela não funciona, Sr. Weber, porque não é possível pagar dívidas com economias em recessão forçada, e na austeridade não, não há histórias de sucesso.

Aos olhos do mundo e aos olhos dos cidadãos, a União Europeia desagrega-se porque a Europa, aparentemente, não consegue resolver um problema que vale pouco mais ou pouco menos do que 2 % da sua riqueza. É esta a imagem que a Europa dá num mundo que olha para ela em permanência?

Mas resolver o problema da Grécia não é uma questão técnica – as soluções técnicas estão lá. É uma questão de vontade política, numa agenda comum que inclui também preencher lacunas identificadas a nível da arquitetura da União Monetária, como é o caso da gestão em comum de parte, pelo menos, das dívidas soberanas. É uma questão política e é uma questão de método e de confiança.

And on the method, President Tusk, I would like to ask you if you think it is possible to find solutions between the different legitimacies of different parliaments – did we not find a solution to this problem in 1957? The solution was the Community method. That is the element that is missing in this agenda, and that is why you have to turn to the Commission and to this Parliament to help you solve the problem.

The second issue is the issue of trust, and on that, Mr Tsipras, I do not blame you for what was done five years ago or over the last five years, because you have only been there for five weeks. Mr Tsipras, I am talking to you! You have been accused in this Parliament of having developed a hidden agenda to get Greece out of the euro without being blamed for it. Can you assure this Parliament that you will do whatever it takes to make the Greek economy viable in order to remain in the euro? This is a crucial question for trust.

(Applause)

Peter van Dalen (ECR). – Griekenland fraudeerde met cijfers bij de entree in de eurozone, en bij de begrotingstekorten in 2010. Nu dendert dit paard van Troje door de eurozone, tot schrik en wanhoop van velen. Roekeloze Europese banken begonnen het onverantwoorde leengedrag van de Grieken te financieren. Want die banken wisten: als het misgaat, is de ECB ons vangnet. Griekenland moet nu het huishoudboekje op orde brengen en de economie hervormen. Maar hoe? Het land is al failliet, met een nationale schuld van 180 procent van het bruto nationaal product.

sreda, 8. julij 2015

Sinds de dictaten van het Verdrag van Versailles weten we: van een kale kip kun je niet plukken. Het kostte ons een tweede wereldoorlog om dat te snappen en, nota bene, na die oorlog kreeg uitgerekend Duitsland de ruimste schuldkiwijtschelding ooit. Zijn we nou zo stom om weer die fout te maken en van een kale Griekse kip te gaan plukken? Nee toch!

Griekenland heeft alleen toekomst met een gedeeltelijke schuldkiwijting en een eigen munt. Overigens ben ik van mening, Voorzitter, dat u zich niet had moeten bemoeien met de ja-campagne in Griekenland.

Esther de Lange (PPE). — Ondanks alle geestdrift in dit Huis stemt dit debat vooral heel treurig. Ik denk dat het een oogopener moet zijn – of ik hoop dat het dat is – voor de Griekse premier als hij ziet dat zijn grootste fans, behalve in zijn eigen achterban, met name aan de extreemrechtse kant van dit Huis zitten. Die kant die vanaf het begin gezegd heeft: wij willen die Europese samenwerking kapotmaken.

Driekwart van dit Huis wil, ondanks de politieke verschillen, niet dat de EU of de eurozone uit elkaar valt. Driekwart van dit Huis wil geen Grieks vertrek. Wij liepen niet weg van de onderhandelingsstafel en uw grootste vriend op dit ogenblik, hoe u hem thuis ook afschildert, zit daar. *(spreker wijst naar commissievoorzitter Juncker)* Keer op keer weer probeerde de commissievoorzitter tot overeenstemming te komen. In tegenstelling tot de S&D, die vandaag blijkbaar een blanco cheque heeft uitgeschreven, verbindt de EVP wel voorwaarden aan een potentieel akkoord met uw land.

Voorts zijn er nog achttien andere democratieën in de eurozone. Die moeten ook gerespecteerd worden. Wij willen concrete voorstellen. Ik betreur dan ook dat ik in uw verhaal het woord concurrentiekracht – want daar gaat het om – niet één keer heb gehoord. Die twee voorwaarden zijn volgens mij niet te veel gevraagd. De tijd van spelletjes is nu voorbij. De tijd van speltheorie is nu voorbij. Het wordt tijd dat u de kaarten op tafel legt en duidelijk laat zien wat u wilt. De reden waarom ik zo treurig ben, is dat ik uit uw gedrag van vandaag meen op te maken dat u helemaal geen akkoord wilt. Arm Griekenland, arm Europa, dat daar de consequenties van zal moeten dragen.

Glenis Willmott (S&D). – Mr President, for the past five years the Greek people have suffered. They have been subject to austerity measures that have led to mass unemployment, with over 50% of young people out of work. Families have struggled to feed their children, unable to pay their rent: to think that we are talking about a country which is proudly known as the cradle of democracy. It is unbelievable, yet still it goes on and on and on.

Is this predicament the fault of the Greek people? Of course not – but still they struggle. They have been asked to choose between a future of further suffering, or a journey into the abyss. They look one way and see people who only care about austerity. In the other direction there are only those who preach irresponsibility. They have been failed by successive governments, including this one, and an EU too entrenched in the dogma of austerity. So what happens now? Please put your egos aside, all of you, and provide a solution now – a solution that does not let down the Greek people. No more brinkmanship, no more games. This is about the future of the Greek people. For God's sake, please give them some hope.

(Applause from Group)

Milan Zver (PPE). – Zgodba „Grčija 2015“ ima vrsto obrazov in še več interpretov.

Po mojem skromnem mnenju gre za to, da je skrajno leva vlada obudila staro paradigmo, predmoderno ekonomsko in politično kulturo in prakso, ki se izraža v življenju na tuj račun in naslednjih generacij.

Grška vlada želi uvesti socializem, ki bi ga sofinancirali evropski davkoplačevalci. V svetu normalne kulture so stvari drugače postavljene, saj sta odgovornost in etika vgrajeni v način poslovnega in političnega življenja. Osebna in družbena blaginja je odvisna od delovnih dosežkov.

Grška vlada si predstavlja solidarnost enosmerno. Sprašujem, ali je pošteno, da je morala moja Slovenija nameniti Grčiji 1,7 milijarde evrov posojil in poroštev, kar je največ na prebivalca v Evropski uniji. Kako naj prepričamo slovenskega davkoplačevalca, naj še naprej financira nekoga, ki ima višji standard in ki zahteva odpis dolgov?

sreda, 8. julij 2015

Spoštovani! Siriza je pred petimi meseci prevzela vodenje države z dobro kondicijo in kar 2,6 % napovedano gospodarsko rast. V pičlih petih mesecih je stranka uničila napore prejšnjih vlad in državo ponovno pognala v recesijo.

Na grški vladi je, da predloži nov in ekonomsko smiseln predlog, ki mora vsebovati reforme, ki bodo izboljšale gospodarsko okolje, da bi Grčija končno postala sposobna, da se sama preživlja.

A odkrito rečeno, dvomim, da bo do tega prišlo, saj vlada gospoda Ciprasa ne kaže želje po dogovoru. Poleg tega je izgubila zaupanje. Za pogajalski uspeh sta namreč potrebna najmanj dva verodostojna pogajalca.

Pervenche Berès (S&D). – Monsieur le Président, Monsieur le Président du Conseil, je vous remercie d'avoir dit ici que nous étions tous responsables de la crise et que c'est tous ensemble que nous devons trouver la solution.

Monsieur Tsipras, je vous remercie d'être là, là où bat le cœur de la démocratie européenne. Vous êtes porteur d'un message fort, issu d'une double légitimité contre l'austérité.

Vos adversaires, aujourd'hui, sont obligés de reconnaître combien votre pays est rongé par la turpitude des comportements des gouvernements qui vous ont précédé et qu'il faut à présent affronter tous ensemble.

Vous faites ici la démonstration que la méthode communautaire est peut-être le moyen de dépasser certains égoïsmes nationaux et de retrouver ce qui fait le cœur de l'Europe, à savoir la solidarité. C'est elle qui doit nous permettre de franchir les derniers pas, ceux qui doivent nous conduire à ce compromis honorable, auquel vous avez dit aspirer. C'est elle qui doit nous permettre de trouver cet accord global, durable et fiable. C'est elle qui doit nous permettre d'aborder honnêtement la question de la dette, dont tout le monde sait ici qu'elle est intenable et qui fait partie de ces sujets qu'on a trop tendance à mettre sous le tapis. C'est elle qui doit nous permettre de mobiliser tous les Européens pour que vous puissiez mener la bataille de l'évasion fiscale avec des pays en dehors de l'Union européenne.

Alors, Monsieur Tsipras, nous vous attendons. Nous sommes à votre disposition et j'espère que le débat d'aujourd'hui vous aura permis de trouver de l'inspiration pour alimenter les propositions concrètes que vous devez mettre sur la table et que nous attendons. Bon courage!

(Applaudissements)

Seán Kelly (PPE). – A Uachtaráin, ba mhaith liom fáilte a chur roimh Phríomh-Aire na Gréige go Parlaimint na hEorpa.

I come from Ireland, and the Irish people – like most people in Europe – want to see Greece remaining within the euro and within the European Union. The question is: does Mr Tsipras and his government want that? I think we should know the answer as soon as possible if that is ideologically against their wishes.

Secondly, I want to say that I listened carefully to Mr Tsipras. He spoke about corruption, tax evasion and inequalities in Greek society. What has he done to address that in the past six months, and what will he do to address those failings in the next six or 12 months? As I said, I am from Ireland. Six years ago we were in a similar position to Greece. We were regarded as the basket case of Europe, but with good leadership, taking the decisions that were necessary and engaging with our partners in Europe, we negotiated our way out of the difficulties. Was it hard? Boy, was it hard. People lost their houses; people lost their savings; people lost their jobs; people lost their children to immigration. But now, thankfully, because we took the hard medicine, we have the fastest-growing economy in Europe, at 4.8%. That is because of good leadership.

I say to Mr Tsipras: leadership is about giving leadership and taking the hard decisions, not going around Europe giving interviews to every newspaper, television station and radio station, as we have seen. I would suggest to him that he go back to Greece, bring his colleagues together for two days and come up with a sensible reform package. He will not be found wanting in meeting them more than half way.

sreda, 8. julij 2015

Iratxe García Pérez (S&D). – Señor Presidente, mis primeras palabras quiero que sean para trasladar un mensaje de solidaridad al pueblo griego. No olvidemos que este debate y el esfuerzo compartido de quienes estamos aquí deben centrarse en ellos, en quienes han estado sufriendo una política equivocada y a quienes hoy no podemos dar la espalda.

Pero también es la hora de apelar a la coherencia de todas las partes para encontrar un acuerdo justo. Estamos en uno de los momentos más delicados de la Unión y, por eso, deben dejar ustedes de lado los intereses particulares y partidistas, los egos excesivos, y dejar de lado, también, los deseos de hacer de esto una historia de vencedores y vencidos. Aquí no estamos acreedores y deudores, aquí estamos socios europeos. Y, si no actuamos como tales, estaremos poniendo en peligro el proyecto de la Unión.

Grecia es el ejemplo de políticas equivocadas y fallidas, porque ni la austeridad a ultranza era la solución ni la pasividad de las autoridades griegas la solución y la contribución a cambiar este escenario. Pero no hay tiempo que perder en reproches. Es la hora de mirar al futuro y poner encima de la mesa propuestas que sirvan para salir. Necesitamos, por parte de los socios europeos, voluntad de diálogo, mayor flexibilidad, estímulos de crecimiento y soluciones para las deudas. Y, por parte del Gobierno griego, un plan de reformas creíbles que den solvencia al país.

Hay todavía espacio para el acuerdo con soluciones justas, y es su responsabilidad encontrarlo. No nos hagan sentir vergüenza del momento histórico que estamos viviendo.

Gunnar Hökmark (PPE). – Herr talman! Det finns en person i Europa som har mer ansvar för det som nu sker i Grekland än någon annan, och han sitter här på plats 23, Alexis Tsipras, Greklands statsminister.

Han har inte med ett ord tagit ansvar för det som idag sker i Grekland. Er regering tog över en ekonomi i kris, men också i ekonomisk uppgång. Det hade kunnat vara euroområdet's högsta tillväxt. På fem månader har ni vänt den utvecklingen och vi ser resultatet: Stängda bankkontor, krympande skatteintäkter, flykt av företagande, en stängd ekonomi.

Herr Tsipras, har ni inget ansvar för vad som skett under ert politiska ledarskap? Ni har inte med ett ord här i denna kammare sagt vad ni vill göra för att vända Greklands utveckling, men likväl ser ni här företrädare för en lång rad olika länder som har varit i djup kris. Men det som har präglat deras ledarskap är att de inte har flytt ansvaret. De har tagit ansvaret, genomfört reformerna, sett till att få tillväxten igång och sett till att få upp framtidstron.

Ni flyr ansvar och säger att det är andras fel. De som vill leda ett land måste ta ansvar för det och se till att Grekland kan bli stolt. Ni har inte gjort Grekland stolt här idag. Ni har inte gett Grekland större möjligheter. Tänk om och ta ansvar för Grekland!

Jutta Steinruck (S&D). – Herr Präsident! Die ideologischen Grabenkämpfe und der Populismus müssen jetzt sofort aufhören. Egal, wer regiert, es muss einzig und allein um das Wohl aller europäischen Bürgerinnen und Bürger gehen.

Unbestritten: Es wurden auf allen Seiten gravierende Fehler gemacht, und zweifellos muss Griechenland Strukturreformen machen. Aber da muss die Kreativität auch weit über Spar- und Kürzungspolitik hinausgehen. Es ist kaum zu glauben, dass in Griechenland die Kirchen oder auch die reichen Reeder immer noch nicht an der Finanzierung beteiligt sind. Das System ist ungerecht.

Es ist auch ein Märchen, dass noch nichts getan wurde, sind doch seit 2008 die Einkommen um ein Drittel gesunken. Inzwischen muss jeder dritte Privathaushalt in Griechenland mit weniger als 7 000 Euro im Jahr auskommen. Das sind nicht einmal 600 Euro im Monat – für Familien, nicht für Einzelpersonen!

Bei den Arbeitsstandards steht Griechenland auf der gleichen Ebene wie Katar. Volkswirtschaftlich hat das alles gar keinen Sinn gemacht – keines dieser Opfer. Sie verhindern Konsum, die Staatseinnahmen erhöhen sich nicht, und es wird auch keine Perspektive geschaffen für die griechische Wirtschaft und für neue, gute Arbeitsplätze.

sreda, 8. julij 2015

Umso wichtiger ist es jetzt, dass sich alle an einen Tisch setzen, dass es eine ausgewogene Lösung gibt und dass wir alle hier im Haus Solidarität mit den griechischen Bürgerinnen und Bürgern haben. Griechenland gehört in das Herz Europas.

(Beifall)

Tunne Kelam (PPE). – Mr President, I would like to extend my solidarity to the Greek people and equally to Commission President Juncker. The words 'referendum' and 'reform' sound very similar initially, but they do not mean the same thing. You cannot simply substitute a vote for the urgency of fundamentally reforming your country.

Mr Tsipras has not explained why his government, having a strong mandate, was not willing or able to come forward with any concrete reform programme, including cutting the civil service and clamping down on tax evaders. While I have every sympathy for Greek pensioners, Greece spends 17% of GDP on pensions – while Estonia, Ireland and Lithuania each spend less than 8%. We survived and reformed.

Equality and solidarity apply equally to all, except in Communist times, when there was the saying 'some are more equal than the others'. If there is no concrete reform offer in the coming days, the conclusion can only be that Mr Tsipras is not operating simply in the interests of the Greek people, but that he could well be part of a bigger enterprise of rocking the European boat in a typical leftist communist fashion of 'the worse, the better'.

Iliana Iotova (S&D). – Monsieur le Président, il faut que les négociations continuent. C'est le message du Parlement. Le référendum grec est une catharsis et, à partir de maintenant, la décision est sur la table des négociations et dans l'attente d'un compromis. La politique de la troïka a échoué. Nous, les socialistes, avons répété durant les cinq dernières années que la politique de l'austérité mène à la faillite. Il faut aller vers un nouvel accord et il faut absolument avoir une nouvelle philosophie: développer l'économie et donner des garanties sociales aux citoyens.

Il faut montrer une nouvelle Europe au peuple grec et aux citoyens européens, une Europe qui défende leurs intérêts. Voilà notre responsabilité. La question n'est pas de choisir entre l'euro et la drachme, la question est celle de l'avenir du projet européen. Nous voulons une Europe qui rejette le développement à deux vitesses. Nous voulons une Europe qui rejette le double standard et qui ne divise pas les États membres entre ceux du centre et ceux de la périphérie. Nous croyons dans le projet européen, dans la solidarité, dans la main tendue, quand c'est aux citoyens et non pas aux institutions financières de prendre des décisions.

Parvenir à un accord ensemble aujourd'hui sera un signal puissant dont nous avons tant besoin dans la situation actuelle, où nous sommes confrontés à des défis énormes: la crise, l'afflux de réfugiés, les conflits et le terrorisme.

Sylvie Guillaume (S&D). – Monsieur le Président, notre débat s'est focalisé, c'est bien normal, sur la situation grecque et la zone euro. Plus exactement, nous avons échangé, nous nous sommes affrontés sur les deux seules questions qui comptent. Quelle direction voulons-nous donner à l'Union européenne? Que faisons-nous ensemble et comment le faisons-nous?

Je serai peut-être la seule à le faire, mais je souhaiterais revenir sur les conclusions du Conseil de juin sur la question migratoire. Vous verrez qu'elles génèrent le même type d'interrogations – et cela concerne aussi la Grèce. Face à une situation de crise aussi aiguë, qui concerne des centaines de milliers de personnes, sommes-nous capables de faire une analyse commune? Sommes-nous capables de dépasser nos égoïsmes nationaux et sommes-nous capables de proposer des solutions? Et surtout, quelle volonté politique commune et solidaire y mettons-nous?

Tous les États membres s'engagent à s'accorder, pour fin juillet, sur une répartition de demandeurs d'asiles et de réfugiés. Même si les principes semblent acquis, c'est un jeu de dupes qui se joue, puisque les modalités sont dans le flou. Pas de caractère obligatoire du mécanisme de répartition, pas de critères de répartition définis par la Commission. Le Conseil veut expérimenter un nouveau concept, celui de la générosité à géométrie variable. À la fin de l'addition, je ne suis pas sûre que ce compte, et c'est un peu sordide, sera bon. Par cet engagement, le Conseil fait peut-être un grand pas, mais notre Europe n'en fait qu'un tout petit, car elle revient aux égoïsmes nationaux, et nous savons que cette attitude n'est pas responsable.

sreda, 8. julij 2015

Fabio Massimo Castaldo (EFDD). – Sì, grazie Presidente, per dirle che in una discussione come questa, ritengo assolutamente opportuno che ci sia un *catch the eye* per almeno ogni gruppo politico di quest'Aula.

Almeno ogni gruppo deve avere un minuto: mi sembra equo e giusto nei confronti di tutti e, soprattutto, del pluralismo di questo Parlamento. Tre minuti non cambiano la vita a nessuno.

Der Präsident. – Meine Damen und Herren! Wir kommen jetzt zum *Catch-the-eye*-Verfahren. Ich habe unzählige Wünsche hier für *Catch-the-eye*. Ich kann aber nur fünf Kolleginnen und Kollegen aufrufen.

Catch-the-eye-Verfahren

Ska Keller (Verts/ALE). – Mr President, I would like to thank Prime Minister Tsipras for coming. Thank you for bringing this debate into this House, which I think is the appropriate place to debate something as important as the future of Europe. I think it is up to us to discuss that – not just for the President of Parliament, Mr Schulz, to present his own opinion as if it were the view of this House.

The Greek crisis is not just a problem of Greece. It is a European problem, and we can only solve it if we see it as our common endeavour to show to the people of Europe that Europe still offers positive prospects for a better future. Let us handle that future with care. Greece can only overcome the crisis if we offer a fair and viable solution that gives security to the people and space for manoeuvre for the reforms that you have mentioned – reforms, not austerity.

The returns from those reforms also needs to stay within the country to give new prosperity to people. They should not be spent on years of debt repayment only; we need to have debt reduction on the table. It is our common future that is at stake. So let us be prepared to go to the table to negotiate for a fair and good deal for Greece and for a common future of all of us.

Μαρία Σπυράκη (PPE). – Κύριε Πρόεδρε, κύριε Πρόεδρε της Ευρωπαϊκής Επιτροπής, κύριε Πρωθυπουργέ της Ελλάδας, η Ελλάδα χρειάζεται επείγοντως συμφωνία. Μια συμφωνία που μπορεί ακόμη και τώρα να δώσει εγγυήσεις στη χρηματοδότηση, να δώσει έμφαση στις διαρθρωτικές αλλαγές, να διευκολύνει στην εξυπηρέτηση του δημοσίου χρέους. Η Ελλάδα χρειάζεται επίσης άμεσα να αποκαταστήσει την εμπιστοσύνη της στη σχέση με τους εταίρους. Εσείς, κύριε Πρωθυπουργέ της Ελλάδας, δεν έχετε εντολή να οδηγήσετε τη χώρα εκτός ευρωζώνης. Δεν έχετε εντολή για ρήξη. Κάθε καθυστέρηση στην επίτευξη της συμφωνίας οδηγεί την πραγματική οικονομία βαθιά στο χάος. Αυξάνει ακόμα περισσότερο τον πόνο των Ελλήνων. Μόνον εδώ ο Farage, η Le Pen και οι αριστεροί σύντροφοί σας στην Ελλάδα σάς συστήνουν επιστροφή στη δραχμή. Ελπίζω να μην τους ακολουθήσετε. Και εσείς, κύριε Πρόεδρε της Επιτροπής, ως ο πρώτος εκλεγμένος από τους πολίτες, έχετε καθήκον να εξαντλήσετε κάθε περιθώριο, ώστε η Ελλάδα να μείνει στο σπίτι σας. Κύριε Τσίπρα, είμαι σχεδόν σίγουρη ότι δεν θα είστε το μοιραίο πρόσωπο της ιστορίας. Κυρία Juncker, είμαι σχεδόν βέβαιη ότι είστε ο άνθρωπος που δεν διανοείται την Ευρώπη χωρίς τους Έλληνες. Εξαντλήστε τον χρόνο μέχρι την Κυριακή.

Κώστας Μαυρίδης (S&D). – Κύριε Πρόεδρε, κύριε Πρωθυπουργέ της Ελλάδας, καλωσορίσατε. Θέλω να ξέρετε ότι εδώ έχω ακούσει πολλά πράγματα που μου έχουν προκαλέσει θλίψη, γιατί ορισμένοι δεν είναι ειλικρινείς. Πολλές φορές παίζουν παιχνίδια επικοινωνιακά ότι μόνο η άκρα Αριστερά ή η άκρα Δεξιά σάς στηρίζει. Θέλω να ξέρετε όμως ότι θα έχετε τη στήριξη της μεγάλης πολιτικής ομάδας των Σοσιαλιστών και Δημοκρατών, εάν και εσείς κάνετε ένα βήμα και μας βοηθήσετε να σας ενδυναμώσουμε. Να παραμείνετε στην ευρωζώνη, προτείνοντας κάτι πολύ συγκεκριμένο. Και απευθύνομαι τώρα και στον Πρόεδρο της Ευρωπαϊκής Επιτροπής, τον κ. Juncker, του οποίου δεν αμφισβητώ το όραμα για ενωμένη Ευρώπη: Ευρώπη χωρίς Ελλάδα δεν είναι Ευρώπη. Γι' αυτό στο όνομα των αξιών και των αρχών του ευρωπαϊκού πολιτισμού θεωρώ ότι οι όποιες προσωπικές απογοητεύσεις πρέπει να παραμεριστούν, και εμείς θα είμαστε μαζί σας για να στηρίξουμε τη νέα Ευρώπη.

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE). – Señor Presidente, mi país salió de una dictadura militar en horribles condiciones. Éramos una ruina industrial, nos acechaba la violencia y pudimos echar la culpa a los demás y vivir explotando el agravio, o entender que buena parte de la solución estaba en nuestras manos. Así que nos pusimos manos a la obra y comprobamos que, efectivamente, teníamos voluntad y capacidad para salir adelante. Creo que los actuales mandatarios de Grecia y, por supuesto, los anteriores están atascados en la primera opción.

sreda, 8. julij 2015

Confíen en los griegos, porque saben y pueden. Y hoy la prioridad son las personas y hay soluciones y voluntad para paliar las urgencias humanitarias que ha creado esta situación. El Presidente de nuestro Grupo ha concretado, además, cinco pasos imprescindibles para hacer sostenible la transformación que necesitan. El sistema griego era insostenible sin Europa y tiene la oportunidad de reinventarse con y dentro de nuestra Europa.

Nuestra comunidad debe mucho a la cultura clásica griega, la que nos enseñó que nada se puede construir los unos contra los otros. Atienda a este mensaje, Presidente Tsipras.

Εμμανουήλ Γλέζος (GUE/NGL). – Κύριε Πρόεδρε, αγαπητοί συνάδελφοι, παραμερίζω τις ύβρεις εναντίον του Αλέξη Τσίπρα, εναντίον της ελληνικής κυβέρνησης, εναντίον του ελληνικού λαού. Όποιος βρίζει αποδεικνύει ότι δεν έχει επιχειρήματα. Προειδοποιώ όμως όλους όσους ονειρεύονται να διώξουν την Ελλάδα από την Ευρώπη ότι ματαιοπονούν. Η Ευρώπη λεκτικά, μορφολογικά, εννοιολογικά, ουσιαστικά είναι γέννημα της Ελλάδας. Δεν σας τη χαρίζουμε την Ευρώπη. Δεν σας τη χαρίζουμε την Ευρώπη.

(χειροκροτήματα)

Διαπιστώνεται διαφωνία απόψεων. Εν θερμώ δεν θα το λύσουμε. Χρειάζεται να περάσει λίγος καιρός, ώστε εν ψυχρώ να αντιμετωπίσουμε τη λύση. Ας μας δώσετε, ζητάμε, ένα χρονικό περιθώριο όπου δεν θα δεχόμαστε δάνεια, δεν θα δεχόμαστε να εξοφλάμε δάνεια. Δεχόμαστε βέβαια τις προτάσεις του κ. Juncker να μας βοηθήσει –είναι άλλο θέμα αυτό– και περιμένω να το κάνει πράξη και ζητάμε το δίκαιο. Να θριαμβεύσει το δίκαιο. Για τη δικαιοσύνη παλεύαμε και για τη δικαιοσύνη αγωνιζόμαστε εδώ μέσα.

(χειροκροτήματα)

Fabio Massimo Castaldo (EFDD). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, Diogene il Cinico tornasse in vita oggi girerebbe in quest'Aula con una lanterna e ci chiederebbe: dov'è l'Europa? Certo, non nei discorsi dei falchi dell'austerità, ai quali ricordo che la quasi totalità dei miliardi di euro del piano di salvataggio sono finiti nelle tasche delle banche francesi, tedesche e, in parte, italiane. Sono loro che avete salvato, non i poveri, gli emarginati della Grecia che avete privato di ogni dignità. Quindi gettate la maschera dell'ipocrisia.

Chi è onesto con se stesso, sa che le strade sono due: o c'è la volontà sicura, sincera e franca di un'Unione sociale, fiscale, senza paradisi, con debito condiviso ma, soprattutto, fondata su istituzioni veramente trasparenti e democratiche, oppure deve finire questa fittizia unione monetaria ma non economica, con un euro che da strumento di benessere dei cittadini è divenuto il fine della sua negazione.

Presidente Tsipras, io con altri colleghi del Movimento 5 stelle, ero ad Atene domenica in piazza Syntagma. Il suo popolo le ha dato un messaggio di democrazia e di speranza. Non si faccia intimidire dai lobbisti delle banche. «OXI all'austerità»: lo dobbiamo all'Europa della giustizia sociale, lo dobbiamo al futuro del Mediterraneo.

Ruža Tomašić (ECR). – Gospodine predsjedniče, slažem se da mi u ovom domu nemamo pravo kroitati Grčku po svojim mjerilima. Slažem se i da svaka država može trošiti novac svojih poreznih obveznika kako joj odgovara, ali nema pravo neodgovorno trošiti novac poreznih obveznika drugih država članica, pogotovo onih koji nemaju ni upola dobre plaće i mirovine kao što su one u Grčkoj. Znali su da su neki krediti gotovo lihvarski, ali su ih ipak prihvatili jer nisu htjeli promijeniti stil života.

Zamislite sada da građani ostalih država članica traže referendum na kojemu se izjasne da ne žele više financirati Grčku. To je isto demokracija na koju imaju pravo. Ali ja vjerujem da oni to neće. Isto tako vjerujem da će sve relevantne strane sjesti za stol i konačno riješiti ovu trakavicu. Tvrdoglavost i inat, bez obzira s koje strane dolazili, nisu rješenje. Pogotovo kada se takvo rješenje gotovo uvijek razbije o glavu običnim građanima koji su najmanje za to krivi.

(Ende des Catch-the-eye-Verfahrens)

Σοφία Σακοράφα (GUE/NGL). – Κύριε Πρόεδρε, έχω ζητήσει εγγράφως τον λόγο πολύ πριν να ξεκινήσει η διαδικασία. Αντιλαμβάνομαι ότι η επιλογή γίνεται με κάποιο τρόπο. Παρακαλώ πολύ, θα ήθελα να γνωρίζω αυτό τον τρόπο. Γιατί δεν μου δώσατε τον λόγο;

sreda, 8. julij 2015

Der Präsident. – Ich habe versucht, nach Reihenfolge des Eingangs der Wünsche und unter Berücksichtigung aller Fraktionen jeweils einer Rednerin oder einem Redner aus einer Fraktion das Wort zu geben. Bei Ihnen habe ich gedacht, Herr Glezos sollte den Vorzug bekommen aus Gründen, die ja anschließend, nach seiner Rede, sichtbar waren.

Αλέξης Τσίπρας, Πρωθυπουργός της Ελλάδας. – Κύριε Πρόεδρε, νομίζω ότι αυτή η συνεδρίαση έπρεπε να είχε γίνει πριν από καιρό, διότι η συζήτηση που κάνουμε σήμερα εδώ δεν αφορά μόνο το μέλλον της Ελλάδας, αφορά το μέλλον της ευρωζώνης και πράγματι δεν μπορεί να διεξάγεται αυτή η συζήτηση σε αιθούσες με κλειστές πόρτες, και δεν είναι δικά μας η ευθύνη γι' αυτό.

Επί πέντε μήνες η διαπραγμάτευση διεξήχθη σε αιθούσες με κλειστές πόρτες, όμως είναι ένα εξόχως πολιτικό ζήτημα το πώς θα προχωρήσει και πού θα καταλήξει και πώς θα καταλήξει. Το συνειδητοποιήσαμε σήμερα από την πολύ γόνιμη συζήτηση εδώ και από τις αντιπαράθεσεις οι οποίες δεν είχαν ένα χαρακτήρα αντιπαράθεσης κρατών εναντίον κρατών μέσα στην ευρωζώνη αλλά είχαν βαθύ πολιτικό και ιδεολογικό περιεχόμενο. Σέβομαι πραγματικά όλες τις απόψεις που ακούστηκαν, ακόμα και αυτές που είχαν μια ιδιαίτερα πολεμική ρητορική.

Θέλω επίσης να πω ότι συμφωνώ απόλυτα με την άποψη που ακούστηκε ότι το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο πρέπει να παίξει πιο ενεργό ρόλο. Διερωτώμαι πώς είναι δυνατόν να έχουμε εξουσιοδοτήσει τρεις θεσμούς, την τρόικα, και βεβαίως ευλόγως την Επιτροπή, ευλόγως την Ευρωπαϊκή Κεντρική Τράπεζα, διότι πληρώνει, αλλά πώς είναι δυνατόν να έχουμε εξουσιοδοτήσει εντός της τρόικας υπεύθυνοι να λαμβάνουν αποφάσεις να είναι το Διεθνές Νομισματικό Ταμείο και να μην είναι ο κατ' εξοχήν ευρωπαϊκός θεσμός της Δημοκρατίας, δηλαδή το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο.

Θα ήθελα να πω...

(χειροκροτήματα)

...με απόλυτη ειλικρίνεια: Σε αυτή την ευρωπαϊκή υπόθεση, εάν η συζήτηση και η διαπραγμάτευση διεξάγονταν αποκλειστικά ανάμεσα στην ελληνική πλευρά και στην Κομισιόν θα είχε βρεθεί λύση και συμφωνία εδώ και πάρα πολύ καιρό.

Δυστυχώς ή ευτυχώς, είχαμε να διεξαγάγουμε μια διαδικασία διαπραγμάτευσης –παρακαλώ, ακούστε επιχειρήματα και έχετε το λόγο να τα αντικρούσετε–, είχαμε την υποχρέωση να συζητάμε, από τη μια πλευρά η ελληνική κυβέρνηση και από την άλλη πλευρά τρεις διαφορετικοί θεσμοί με διαφορετικές και αντικρουόμενες, πολλές φορές, θέσεις και προτάσεις· αυτή είναι η πραγματικότητα.

Θέλω να έρθω στην ουσία και να απαντήσω σε ορισμένα ζητήματα που τέθηκαν στη συζήτησή μας.

Πρώτο ζήτημα, εάν η ελληνική πλευρά έχει καταθέσει προτάσεις, αξιόπιστες ή μη θα τις κρίνετε εσείς. Η ελληνική πλευρά έχει καταθέσει προτάσεις. Κατέθεσε ένα κείμενο σαράντα εφτά σελίδων, που ήταν όχι δικές μας θέσεις, αλλά το αποτέλεσμα, κατά τη δική μας εκτίμηση, μιας δύσκολης και επίπονης διαδικασίας διαπραγμάτευσης.

Δυστυχώς, η εικόνα που έχει δημιουργηθεί είναι ότι δεν έχει καταθέσει προτάσεις. Την προηγούμενη Δευτέρα, επανήλθε η ελληνική πλευρά, με ένα νέο κείμενο αξιόπιστων προτάσεων, το οποίο έγινε δεκτό ως βάση συζήτησης και από τους τρεις θεσμούς. Την προηγούμενη Δευτέρα. Σε αυτές τις προτάσεις προφανώς και έχουμε αναλάβει την ισχυρή μας δέσμευση να πιάσουμε τους δημοσιονομικούς στόχους που απαιτούνται με βάση τους κανόνες, γιατί αναγνωρίζουμε και σεβόμαστε ότι η ευρωζώνη έχει κανόνες. Όμως, διατηρούμε το δικαίωμα της επιλογής, να επιλέξουμε εμείς, ως κυρίαρχη κυβέρνηση, πού θα προσθέσουμε τα φορολογικά βάρη, προκειμένου να πιάσουμε τους απαιτούμενους δημοσιονομικούς στόχους.

Και πιστεύω πραγματικά ότι είναι κυρίαρχο δικαίωμα μιας κυβέρνησης να επιλέγει να αυξήσει τη φορολογία των κερδοφόρων επιχειρήσεων και να μην κόψει το επίδομα των χαμηλότερων συντάξεων, το ΕΚΑΣ, προκειμένου να πιάσει τους δημοσιονομικούς στόχους. Εάν δεν είναι δικαίωμα μιας κυρίαρχης κυβέρνησης να επιλέξει με ποιον τρόπο θα βρει ισοδύναμα μέτρα για να καλύψει τους απαιτούμενους στόχους, τότε θα πρέπει να υιοθετήσουμε μια αντίληψη ακραία και αντιδημοκρατική: ότι στις χώρες που βρίσκονται σε πρόγραμμα, δεν θα πρέπει να γίνονται εκλογές· θα πρέπει να διορίζονται κυβερνήσεις, να διορίζονται τεχνοκράτες και αυτοί να αναλαμβάνουν την ευθύνη των αποφάσεων.

(χειροκροτήματα)

sreda, 8. julij 2015

Θέλω να ενημερώσω το Σώμα, ότι, πράγματι, έχετε δίκιο· στην Ελλάδα, υπάρχουν από το παρελθόν στρεβλώσεις που πρέπει να καταργηθούν, όπως η στρέβλωση των πρόωρων συνταξιοδοτήσεων και εμείς ήμασταν πρώτοι που πήραμε την πρωτοβουλία να πούμε ότι εμείς θέλουμε, χωρίς να μας το πει κάποιος, να καταργήσουμε τις πρόωρες συντάξεις σε μια χώρα που βρίσκεται σε μια τόσο δεινή οικονομική θέση.

Οι μεταρρυθμίσεις λοιπόν είναι αναγκαίες και οι δεσμεύσεις μας για την αναγκαία δημοσιονομική προσαρμογή, προκειμένου να έχουμε πλεονάσματα και όχι ελλείμματα. Οι δεσμεύσεις μας αυτές είναι δεδομένες. Διατηρούμε όμως το δικαίωμα της επιλογής της αναδιανομής των βαρών, κάτι το οποίο, πιστεύω, θα μπορούσε και θα πρέπει και είμαι βέβαιος ότι βρίσκει σύμφωνους τους περισσότερους από σας.

Κυρίες και κύριοι βουλευτές, ακούστηκε το ερώτημα: «Έχετε ένα κρυφό σχέδιο να βγάλετε την Ελλάδα απ την ευρωζώνη;». Θέλω να σας απαντήσω με ειλικρίνεια. Όλη την προηγούμενη εβδομάδα, η συντριπτική πλειοψηφία των δηλώσεων Ευρωπαίων πολιτικών και αξιωματούχων ήταν ότι το όχι στο δημοψήφισμα σημαίνει αυτόματα έξοδος της Ελλάδας από το ευρώ. Αυτό το γνώριζαν οι πολίτες όταν κλήθηκαν να ψηφίσουν, όταν πήγαν στην κάλπη και έφεραν παρ' όλα αυτά ένα αποτέλεσμα που κάποιους εξέπληξε.

Αν είχα στόχο να βγάλω την Ελλάδα από το ευρώ, δεν θα πήγαινα αμέσως μετά το κλείσιμο της κάλπης να κάνω τις δηλώσεις που έκανα και να ερμηνεύσω το αποτέλεσμα του δημοψηφίσματος όχι ως εντολή ρήξης με την Ευρώπη, αλλά ως εντολή ενίσχυσης για πραγματικές προσπάθειες για να φτάσουμε σε μια καλύτερη συμφωνία, σε μια πιο αξιόπιστη συμφωνία, σε μια συμφωνία οικονομικά βιώσιμη και κοινωνικά δίκαιη. Αυτός είναι ο στόχος μου. Δεν έχω κανένα άλλο κρυφό σχέδιο και μιλάω με ανοιχτά χαρτιά.

Θα ήθελα, τέλος, να σας πω:

Άκουσα από πολλούς, και κυρίως απ' αυτούς που άσκησαν την εντονότερη πολεμική ρητορική, να μιλούν για την αδυναμία μας να ανταποκριθούμε στην αλληλεγγύη των Ευρωπαίων εταίρων. Θα ήθελα να πω ότι, βεβαίως, ο δανεισμός είναι μια μορφή αλληλεγγύης, δεν υπάρχει αμφιβολία γι' αυτό. Εμείς, όμως, θέλουμε ένα βιώσιμο πρόγραμμα, ακριβώς για να είμαστε σε θέση να επιστρέψουμε τα δανεικά που πήραμε κι όταν ζητάμε απομείωση του χρέους, τη ζητάμε αυτήν τη απομείωση, ακριβώς για να είμαστε σε θέση να επιστρέψουμε αυτά τα δανεικά και να μην είμαστε υποχρεωμένοι διαρκώς σε νέα δάνεια για να ξεπληρώσουμε τα παλιότερα.

Θέλω να σας θυμίσω, κύριε Weber, ότι η ισχυρότερη στιγμή αλληλεγγύης της σύγχρονης ευρωπαϊκής ιστορίας ήταν το 1953, όταν η χώρα σας έβγαине καταχρεωμένη και λεηλατημένη από δύο παγκόσμιους πολέμους και η Ευρώπη και οι ευρωπαϊκοί λαοί έδειξαν τη μέγιστη αλληλεγγύη στη σύνοδο του Λονδίνου το 1953, όταν αποφάσισαν τη διαγραφή του 60% του χρέους της Γερμανίας, καθώς και ρήτρα ανάπτυξης. Αυτή ήταν η σημαντικότερη στιγμή αλληλεγγύης της σύγχρονης ευρωπαϊκής ιστορίας.

(χειροκροτήματα)

Άκουσα από τον φίλο μου, τον Guy Verhofstadt –ήμασταν συνυποψήφιοι πέρυσι για την προεδρία της Επιτροπής και γνωρίζομαστε καλά κι έχουμε καλές σχέσεις– να διερωτάται: «Πώς θα γίνει να αντιμετωπίσετε τα προβλήματα; με ποιες μεταρρυθμίσεις; Δεν προτείνετε μεταρρυθμίσεις; τι έχετε κάνει;» και θέλω να απαντήσω: Πράγματι, αυτούς τους πέντε μήνες, περισσότερο διαπραγματευόμαστε παρά κυβερνάμε, σε συνθήκες χρηματοπιστωτικής ασφυξίας. Η μέριμνά μας, η έγνοιά μας, η σκέψη μας είναι περισσότερο πώς θα καταφέρουμε να κρατήσουμε ζωντανή την ελληνική οικονομία. Παρ' όλα αυτά, κάναμε πράγματα, αγαπήτε μου φίλε, Guy.

Ήμασταν εμείς που ανοίξαμε, μετά από τρία χρόνια, την περιβόητη «λίστα Λαγκάρντ», τη λίστα που κάποιοι υπουργοί των προηγούμενων κυβερνήσεων έβαλαν στο συρτάρι τους. Ήμασταν εμείς αυτοί που προσπαθήσαμε και φέραμε στο σκαμνί της Δικαιοσύνης πολλούς από τους οποίους είχαν φοροδιαφύγει. Οι προηγούμενες κυβερνήσεις δεν το έκαναν. Ήμασταν εμείς αυτοί που προχωρήσαμε σε συμφωνία με την Ελβετία, προκειμένου να πληρώσουν φόρους οι Έλληνες που έβγαλαν τα λεφτά τους στο εξωτερικό. Ήμασταν εμείς αυτοί που προχωρήσαμε σε νόμο για να περιορίσουμε τις τριγωνικές συναλλαγές. Δεν το είχε κάνει καμία προηγούμενη κυβέρνηση. Ήμασταν εμείς αυτοί που ζητήσαμε από τους ιδιοκτήτες των μέσων μαζικής ενημέρωσης στην Ελλάδα να πληρώσουν τους φόρους τους. Δεν το είχε κάνει καμία προηγούμενη κυβέρνηση. Ήμασταν εμείς αυτοί που ενισχύσαμε τους τελωνειακούς ελέγχους, προκειμένου να χτυπήσουμε το λαθρεμπόριο.

Βεβαίως, οφείλουμε και έχουμε μπροστά μας την υποχρέωση να κάνουμε πολύ περισσότερα. Δεν προλάβαμε να κάνουμε πολλά και ζητάμε την υποστήριξή σας για να αλλάξουμε την Ελλάδα. Είναι κοινή μας ευθύνη να αλλάξουμε την Ελλάδα και από αυτό θα κριθούμε.

sreda, 8. julij 2015

Κλείνοντας, θέλω να σας πω το εξής: Όλοι αντιλαμβάνονται ότι η συζήτηση δεν αφορά αποκλειστικά μια χώρα. Αφορά το μέλλον του κοινού μας οικοδομήματος, της ευρωζώνης και της Ευρώπης κι εδώ συγκρούονται δύο εκ διαμέτρου αντίθετες στρατηγικές για το μέλλον της ευρωπαϊκής ενοποίησης.

Ας αναλάβουμε όλοι τις ευθύνες μας! Παρά τις ιδεολογικές μας διαφορές, παρά τα όσα μας χωρίζουν στο εσωτερικό, μια κρίσιμη εθνική στιγμή έχουμε τη δυνατότητα να ενώνουμε δυνάμεις και προχθές όλες οι πολιτικές δυνάμεις υπό τον Πρόεδρο της Δημοκρατίας βρέθηκαν στο ίδιο τραπέζι και συμφωνήσαμε σε ένα πλαίσιο θέσεων και στη βάση αυτού του πλαισίου αύριο θα καταθέσουμε, εκ νέου, συγκεκριμένες προτάσεις για μια βιώσιμη και δίκαιη συμφωνία, προτάσεις αξιόπιστων μεταρρυθμίσεων

Θέλω να σας πω, κλείνοντας, όμως το εξής: Αναφέρθηκαν πολλοί στην αρχαία ελληνική τραγωδία. Θέλω να σας πω πως σέβομαι απόλυτα τους νόμους που διέπουν την Ευρωπαϊκή Ένωση και την ευρωζώνη. Χωρίς νόμους κανείς δεν μπορεί να προχωρά. Μιας και αναφερθήκατε όμως εσείς στην αρχαία ελληνική τραγωδία, να σας πω ότι ένας από τους σημαντικότερους αρχαίους τραγωδούς, ο Σοφοκλής, με το αριστούργημά του, την Αντιγόνη, μας έμαθε πως υπάρχουν στιγμές όπου υπέρτατος νόμος απ' τους νόμους των ανθρώπων είναι το δίκαιο των ανθρώπων. Και νομίζω πως τώρα είναι μια τέτοια στιγμή.

(χειροκροτήματα)

Jean-Claude Juncker, Präsident der Kommission. – Herr Präsident, Herr Premierminister, Herr Präsident des Rates, meine sehr verehrten Damen und Herren! Ich gebe all denen Recht, die gesagt haben: Wir müssen an den Verhandlungstisch zurück. Da gehören wir hin, und es war ein Fehler, diesen Verhandlungstisch zu verlassen!

(Beifall)

Aber ich habe mich zu Wort gemeldet, um die Rede des griechischen Ministerpräsidenten ergänzen zu können. Denn wahr ist: Die Verhandlungen haben hinter verschlossenen Türen stattgefunden. Ich kann das auch nicht ändern. Wahr ist aber auch, dass diese Verhandlungen völlig anders verliefen, als dies früher der Fall war. Herr Barroso hat sich nie mit dem griechischen Ministerpräsidenten, mit der Chefin des Internationalen Währungsfonds und mit dem Chef der Europäischen Zentralbank über Stunden – dreißig insgesamt – zusammengesetzt, um eine Lösung zu finden. Früher haben Technokraten regiert, in meiner Kommission sind es die Kommissare, die am Tisch sitzen, inklusive des Kommissionspräsidenten.

Die Verhandlungen, die wir geführt haben – im Übrigen immer in freundlichem Ton –, waren Verhandlungen, die sich auf hoher Ebene angesiedelt haben, und wir hätten, wären die Verhandlungen nicht unterbrochen worden, eine Einigung gefunden zwischen den drei Institutionen und zwischen der Kommission und der griechischen Regierung.

Aber weil diese Verhandlungen hinter verschlossenen Türen stattgefunden haben, konnte Herr Tsipras nicht alles erzählen. Er wird mir ja nicht widersprechen, wenn ich sage, dass ich vorgeschlagen und durchgesetzt habe, dass die Schiffsbesitzer endlich besteuert werden in Griechenland.

(Beifall)

Die Kommission hat eine Kürzung des griechischen Verteidigungshaushalts vorgeschlagen. Dieser Vorschlag wurde Gott sei Dank akzeptiert.

Niemand aus der griechischen Delegation wird mir vorwerfen können, ich hätte mich nicht vor die kleinen Rentner und vor die Mindestlohnbezieher in Griechenland gestellt. Ich habe mich immer dagegen gewehrt, dass es noch einmal zu Rentenkürzungen kommt. Und es ist auch keine Rentenkürzung vorgeschlagen worden, die die kleinen Rentner betroffen hätte. Es ist auch keine Lohnabsenkung vorgeschlagen worden, die die Lohnabhängigen, die sich auf unterster Ebene der Lohnskala bewegen, getroffen hätte. Insofern finde ich, dass man die Dinge so beschreiben muss, wie sie hinter verschlossenen Türen wirklich abgelaufen sind.

(Beifall)

sreda, 8. julij 2015

Die Kommission hat den griechischen Kollegen ein mehrjähriges Investitionsprogramm in Höhe von 35 Milliarden Euro vorgeschlagen, um die Realwirtschaft in Griechenland wieder auf Kurs zu bringen. Es reicht ja nicht, öffentliche Finanzen zu konsolidieren. Man muss auch wachstumsorientierte und arbeitsplatzorientierte dynamische Konjunkturpolitik machen. Wir hätten das Geld zur Verfügung gestellt, wir sind vorbereitet, dieses Geld zur Verfügung zu stellen. Insofern wäre ich dankbar gewesen, wenn man alles gesagt hätte. Vieles wurde noch nicht gesagt.

(Beifall)

Donald Tusk, *President of the European Council*. – Mr President, almost everybody is talking about the need for unity, but just like in the European Council, our debate today shows how divided we are on the subject of Greece. This is the reason why we should return to our common simple principles that have accompanied people for many centuries. Firstly, in this crisis we must unconditionally respect one another. Secondly, morality means paying off the debt you owe to others. It is not so that the creditors are bad and immoral, while the debtor is the innocent victim.

(Applause)

Thirdly, it is simply impossible to keep spending, over a long period of time, much more than one earns. This is the source of the crisis in Greece, not the common currency.

(Applause)

Fourthly, seek help from your friends and not from your enemies, especially when they are unable to help you.

(Applause)

And finally, if you want to help your friend in need, do not humiliate him.

(Applause)

Today we need unity, not because unity is a beautiful idea, but because it is indispensable in order to take concrete decisions. Without unity on Greece, we will wake up in four days in a different Europe. This is really and truly the final wake-up call not only for Greece, but also for us: it is our last chance.

I want to inform you that the last chance procedure has just started. President Dijsselbloem received, while we were debating here, the formal Greek request for the ESM programme, as we agreed yesterday. I hope that this is a good sign, a good omen for tomorrow.

(Loud applause)

Der Präsident. – Vielen Dank, Herr Tusk. Ich darf mich bei Ihnen allen herzlich bedanken. Ich darf mich bedanken bei Herrn Tsipras, bei Ihnen, Herr Präsident des Rates, beim Präsidenten der Kommission.

Meine Damen und Herren! Über alle unterschiedlichen Meinungen und auch die Konflikte hinweg, glaube ich, kann man sagen, dass diese Debatte heute ganz sicher eine richtungsweisende Debatte für die Zukunft Europas war und dass das Europäische Parlament mit dieser Debatte seiner Rolle als der Herzkammer der europäischen Demokratie nachgekommen ist. Ich danke Ihnen.

(Beifall)

Isabella Adinolfi (EFDD), *per iscritto*. – Il popolo greco, martoriato negli ultimi anni dalle draconiane misure di austerità imposte dall'ex Troika, è stato chiamato ad esprimersi e la risposta è stata inconfutabile: il no ha vinto in maniera schiacciante. Il segnale mandato è stato forte e democratico. Per la prima volta possiamo parlare di un dibattito europeo tra tutti i cittadini. Ci si lamenta spesso dell'assenza di una sfera pubblica europea, di un dibattito europeo: ecco il referendum ha dato una spinta in tal senso. Da casa o da piazza Syntagma, i cittadini hanno seguito i dibattiti, il voto ed i risultati di questa consultazione democratica.

sreda, 8. julij 2015

Adesso per Tsipras ed il suo governo si apre una partita molto difficile. Per questo motivo, Atene non deve essere lasciata da sola: un suo isolamento produrrebbe infatti l'effetto di neutralizzare la voce del popolo greco. Per questo motivo, mi sento di esprimere tutta la mia solidarietà al popolo greco per questa scelta coraggiosa e sono pronta a dare il mio contributo da parlamentare europeo per supportarlo. Ritengo necessaria una revisione dei Trattati affinché siano ripensate la governance e le regole dell'Eurozona e si ponga al centro la persona umana con la sua dignità, anziché fallimentari astruse regole di bilancio.

Clara Eugenia Aguilera García (S&D), *por escrito*. – El problema de la deuda pública griega ha provocado una de las crisis más graves en la historia de la UE. Se ha puesto de relieve que la moneda única es un proyecto inacabado. Es urgente complementar la unión monetaria con la unión fiscal, financiera y presupuestaria, así como con un fondo de amortización de la deuda. El Eurogrupo se ha mostrado incapaz de encontrar una solución justa y definitiva a una situación económica y financiera, entre cuyas causas se encuentran los años de políticas «austericidas», que anteponían la deuda a las personas y cuya principal consecuencia es el sufrimiento de miles de griegos y griegas. La UE debe resolver las crisis a través de sus instituciones comunes, incluido el Parlamento Europeo. Es responsabilidad ahora de la Cumbre del Euro y del Consejo Europeo encontrar rápidamente un acuerdo equilibrado, que contemple un alivio de la deuda, sobre la base de la última propuesta de la Comisión de 28 de junio, y evitar así la quiebra de la unión monetaria. La integridad de la Eurozona debe ser preservada, de lo contrario el proyecto de construcción europea dejará de ser creíble. Entretanto, el BCE debe asegurar el funcionamiento del sistema bancario griego, aumentando el volumen de la provisión urgente de liquidez.

Lucy Anderson (S&D), *in writing*. – This is more than ever a critical time for the people of Greece. The sacrifices made and hardships endured by so many Greeks have been unjustifiable and must not have been made for nothing. Yet another strong democratic message has been sent by Greek citizens in support of their key demand to end unfair austerity measures. The British Labour movement stands in solidarity with Greece, and I congratulate my colleagues in Westminster, including eight London Labour Members of Parliament, who have this week signed an Early Day Motion in support of Greece. The European Union and its institutions must stop the blame game and find a solution that includes reasonable assistance terms and restructuring of Greek debt.

Ivo Belet (PPE), *schriftelijk*. – Het is hoog tijd om vooruit te gaan en beslissingen te nemen. Zondagavond is er een nieuwe Europese top over Griekenland. We verwachten van de Griekse regering dat zij constructieve voorstellen op tafel legt, die de basis vormen voor een compromis. Een Grexit willen we absoluut voorkomen. Prioriteit is nu om tot een doorbraak te komen. We leven in Europa in veel te woelige tijden om deze zaak nog langer te laten aanslepen. Belangrijke dossiers, zoals de energie-unie, het Europees investeringsplan, banen voor jongeren, maatregelen tegen klimaatopwarming en de convergentie van sociale standaarden in Europa, raken niet uit de startblokken. Alle landen van de eurozone moeten nu bereid zijn moeilijke maatregelen te nemen, zodat we de economische heropleving voluit kans kunnen geven en een perspectief bieden aan alle mede-Europeanen die op zoek zijn naar een baan. Ik reken erop dat dit ook zal gebeuren.

Lorenzo Cesa (PPE), *per iscritto*. – Nutro il massimo rispetto per la decisione assunta dal popolo ellenico, meno per la forma politica con cui il governo di Atene ha messo a rischio l'intera tenuta dell'Ue, issando un muro di fronte al dialogo e alla mediazione. Ora, dal Presidente Tsipras mi attendo senso di responsabilità e una maggiore predisposizione ai negoziati, poiché, volente o nolente, oggi il destino dei cittadini greci è nelle sue mani.

Dico però, con la massima franchezza che oggi la priorità non è salvare un singolo Paese, bensì l'Europa. A qualsiasi prezzo. Mi auguro, ovviamente, che le parti trovino un accordo e che la Grecia possa restare all'interno della zona euro, ma credo si debba privilegiare, in una tale fase, l'interesse collettivo e dei partner UE, non quello di un singolo governo. Soprattutto a fronte della poca disponibilità del governo greco di assumere impegni precisi per riformare il Paese e renderlo più vicino ai parametri richiesti dalla UE.

Carlos Coelho (PPE), *por escrito*. – O que se está a passar na Grécia é sem dúvida algo que nos deve preocupar, não apenas enquanto portugueses, mas também enquanto cidadãos europeus. A situação limite a que chegámos não pode senão ser atribuída à forma como o governo grego decidiu conduzir as negociações. Os Europeus e os seus governos não podem ignorar o que até aqui se passou, mas bem assim também não podem esquecer o espírito de compromisso que sempre tem de pautar o processo de negociação europeu. Assim, é neste momento imperativo que o governo grego apresente medidas concretas que, não ignorando a situação limite em que se encontra o seu povo, permitam levar a cabo as reformas tão necessárias à economia e finanças gregas. Este é também o único caminho que permitirá reganhar a confiança dos parceiros europeus. Temos de estar preparados para todos os cenários, mas não tenho a mais pequena dúvida que seria muito negativo para o projeto europeu, para os gregos e cada um dos povos europeus se a zona euro

sreda, 8. julij 2015

perdesse um dos seus membros.

Ignazio Corrao (EFDD), *per iscritto*. – Il Premier Tsipras ha utilizzato lo strumento democratico per antonomasia, il referendum, per chiedere la fiducia al popolo su una decisione parecchio delicata per il proprio futuro. Tsipras avrebbe potuto usare la maggioranza parlamentare che lo sostiene per imporre la sua linea del NO alla proposta dei creditori. Ha invece deciso di sfidare i creditori e rischiare la poltrona nel caso di un risultato negativo.

Tsipras, con oltre il 61% di «OXI», ha ottenuto un maggior consenso sia tra i cittadini greci, seppur in circostanze diverse rispetto al 36% con cui era salito alla guida del Governo greco, sia nei confronti della Troika, con cui siederà adesso rafforzato dal sostegno popolare. Questo dato assume ancora più rilevanza se si considera che Tsipras doveva dimostrare di avere il «polso del leader» nei confronti delle frange più «duropuriste» di Syriza e nei confronti degli alleati.

Dobbiamo anche considerare che la Merkel aveva fatto del referendum più una sfida personale che altro, convinta di una vittoria del «Sì» che avrebbe affossato definitivamente qualsiasi ambizione e problema, riconsegnando di fatto il paese nelle mani di un governo qualsiasi. Alla luce di tutto ciò questo è un risultato straordinario.

Pál Csáky (PPE), *írásban*. – Ugyanúgy, ahogyan hiba volt elfogadni Görögországot az eurózóna tagjaként, most is hiba túlzottan puhán és túl nagy toleranciával viszonyulni a tárgyalásokhoz. Egyre nyilvánvalóbb, hogy a görög kormányfő csak az erő szavát érti, s a túlzott toleranciát partnerei részéről a gyengeség jelének tartja. Ha a jelenlegi görög kormány az eurózónából való távozásra játszik, mindenki számára nyilvánvaló kell, hogy legyen, hogy egyetlen európai politikus és egyetlen európai intézmény sem akadályozhatja ezt meg. Görögország jövőjéért elsősorban a görög kormány a felelős, s ha a görögök kormánya az euróövezetből való kilépés és a saját pénznem újbóli bevezetése mellett dönt, ebben a folyamatban segíteni kell nekik.

Ebben a viszonylatban a kulcsmondatot Angela Merkel német kancellár asszony mondta ki, aki kijelentette, hogy az Európai Unió feladata az euró és az eurózóna stabilitásának védelme. Az eurózóna olyan helyzetbe került, amelyben már nincs jó megoldás. Fogadjanak el bármilyen megoldást is, az az eurózóna tagországaiként Szlovákiát is érinteni fogja. Robert Fico szlovák kormányfő nyilvános kijelentései csak azt bizonyítják, hogy mélyen alábecsüli Szlovákia polgárait, illetőleg hogy nem érti az európai folyamatokat.

Kinga Gál (PPE), *írásban*. – Fontosnak látom, hogy tudomásul vették az Unió vezetői, hogy nem csak a tengerből kimentett emberek elhelyezésének gondjait kell közösen megoldani, hanem a szárazföldön érkezők problémája is gyors kezelést igényel. Magyarország olyan bevándorlási hullámnak lett kitéve, ami a népességi arányát tekintve legmagasabb Európában. Csak az elmúlt hétvégén 2000 feletti menedékkérőt regisztráltak elérve az idén a 70 000 bevándorlót. Ez az idei bevándorlási hullám nem egy különleges háborús esemény, üldöztetések következménye, ami időben, térben, számban behatárolható, véges lenne. Ez utóbbiakkal Európa szembesült már, de azokat rendre tudta kezelni. A mostani népvándorlásszerű migrációs mozgások kiterjedtségük és méreteik miatt kezelhetetlen helyzetet eredményeznek hamarosan.

A bevándorlás magunk előtt görgetett megoldatlan problémái még gyermekeink, sőt unokáink számára is a legnagyobb kihívásokat tartogatják. Ezért kevésbé van ma szükségünk nagylelkű szépelgésre, sokkal inkább felelősségteljes jövőben gondolkodó tettek. A statisztikákból az derül ki, hogy jóval nagyobb tömegben érkeznek azok, akik a jobb boldogulás reményében mindent feladnak, hogy bejussanak az ígéretet jelentő Európába. A valódi menekültek száma arányaiban jóval kevesebb. Megfelelő érzékenységgel és empátiával azt a megoldást kell megtalálnunk, amelyik révén a valóban rászorult megkapja a megfelelő segítséget, de nem értelmezhető meghívóként újabb tízezreknek. Csakis így tudják a tagállamok megvédeni határaikat, biztosítani a normális életmenetet, hosszú távon fenntartani ezt az Európát.

Juan Carlos Girauta Vidal (ALDE), *por escrito*. – Estamos en un momento crítico para Grecia y para el resto de la Unión Europea. Seamos racionales, sentémonos a negociar y resolvamos de una vez por todas esta situación. Existen dos razones por las que debemos encontrar un acuerdo que permita a Grecia permanecer en la zona del euro. La primera es la solidaridad. Los Gobiernos griegos han cometido numerosas equivocaciones, pero ha sido el pueblo griego el que ha sufrido las consecuencias. Nuestros compatriotas griegos llevan cinco años de ajustes y la tasa de desempleo se ha disparado. Dejemos de recurrir a estereotipos negativos que se podrían extender a otros pueblos del Mediterráneo y centrémonos en los sacrificios que ya han llevado a cabo. Además de las reformas estructurales que la UE está exigiéndoles, necesitan un plan de inversiones que dinamice su economía, al estilo del famoso plan Juncker que tan bien ha sido recibido. La segunda razón es el egoísmo. Si Grecia sale de la zona del euro, el euro perderá gran parte de su credibilidad y de su peso como moneda internacional. Además, los países en proceso de recuperación, como España,

sreda, 8. julij 2015

volverán a ver la prima de riesgo disparada, lo que dificultará su salida de la crisis. Tengamos, por tanto, altura de miras.

Cláudia Monteiro de Aguiar (PPE), *por escrito*. – No momento da sua tomada de posse, o Primeiro-Ministro da Grécia afirmou peremptoriamente que não concordava com os termos da ajuda internacional que lhe tinha sido concedida. Ao longo dos últimos seis meses de governação, Alexis Tsipras quis renegociar esses termos do acordo sem apresentar soluções que fossem aceites pelos credores. Quer a Comissão Europeia quer os ministros das finanças ou os chefes de Estado e Governo das restantes 18 economias da Zona Euro tentaram apoiar e ajudar a Grécia a encontrar novas soluções para fazer face aos seus compromissos internacionais, tendo inclusivamente disponibilizado um pacote de investimento europeu na ordem dos 35 mil milhões de euros. Entendo que está na altura de Alexis Tsipras assumir o compromisso de permanecer na Zona Euro, implementar as reformas estruturais tão necessárias para o aumento da competitividade da economia helénica e criação de emprego e estar junto dos seus parceiros europeus em detrimento da Rússia, Venezuela ou China.

Victor Negrescu (S&D), *în scris*. – Situația din Grecia nu este doar despre economie, ci și despre modul în care înțelegem solidaritatea la nivel european. Este foarte important ca strategia Uniunii Europene în raport cu Grecia să fie una constructivă, axată pe dezvoltare și investiții care să asigure cetățenilor greci un trai mai bun și perspective pentru viitor. Avem nevoie între UE și Grecia de un parteneriat care să iasă din logica austerității și care să se axeze pe investiții în oameni. Este nevoie de proiecte și de programe destinate formării resurselor umane, creării de locuri de muncă, dezvoltării IMM-urilor și a capacității de inovare.

Pentru a face acest lucru, ambii parteneri trebuie să înceteze să se atace și să repornească negocierile pe noi baze solide și credibile. În acest sens, cred că toate statele membre ale UE trebuie să fie implicate în procesul de negociere, chiar dacă nu sunt membre ale zonei euro. Situația Greciei afectează și țări precum România și Bulgaria, iar experiența celor din această zonă poate fi benefică pentru viitorul parteneriat.

Marijana Petir (PPE), *napisan*. – Odgovorno ponašanje znači odgovarati za svoje postupke i spremno snositi posljedice svojih loših poteza. Neovisno tko je kriv za neodgovorno ponašanje, onaj tko se neodgovorno ponašao mora za to snositi posljedice.

U slučaju Grčke trebalo bi primijeniti gore navedeno. U trenutku dok grčki državni službenici primaju 13. i 14. plaću, a primanja socijalnih naknada nadmašuju prosječnu plaću građana nekolicine zemalja EU-a, i dok su prosječne plaće u Grčkoj blizu ili iznad europskog prosjeka, dok se u Grčkoj još uvijek u državnim službama zapošljava isključivo po stranačkom ključu bez potrebnih kvalifikacija, stanovnici drugih zemalja eurozone koji nemaju ove pogodnosti iz svojih plaća i mirovna izdvajaju sredstva za pomoć sanaciji grčkih dugova. Osim toga, građane tih zemalja se i vrijeđa kako su oni krivci za probleme u kojima se Grčka nalazi. Grčka danas mora pokazati drugačije lice, prihvatiti odgovornost i platiti za život iznad svojih mogućnosti.

Nadam se da će i druge države članice s sličnom razinom neodgovornog ponašanja biti poučene ovim iskustvima i primijeniti svoje ponašanje zbog dobrobiti svojih građana.

Sirpa Pietikäinen (PPE), *kirjallinen*. – Kreikkalaiset äänestivät sunnuntaina selvällä enemmistöllä "ei", vaikka itse kysymys oli monelle epäselvä. Jos kysymys on epäselvä, vastaustakin on vaikeaa tulkita. Äänestystulos ei kerro mitään kreikkalaisten halusta irtautua valuuttaunionista. Tulevaisuus on kuitenkin täysin kreikkalaisten käsissä siinä, mistä ehdosta lähdetään jatkossa neuvottelemaan. Euroalue on saavuttanut kestävyyttä ja vakautta suoriutua nykyisestä kriisistä aiempia vuosia paremmin, mutta uudistukset ovat vielä kesken. Kestävä ratkaisu voidaan saavuttaa taittamalla julkisen sektorin velkaantumisen, mikä edellyttää rakenteellisia uudistuksia sekä Kreikalta, että muilta jäsenmailta.

Epätietoisuus ja päätöksien lykkäminen on kaikkein tuhoisinta luottamukselle ja investoinneille, joista tulevaisuuden kasvu on riippuvaista. Tämän Kreikka on joutunut kokemaan karvaasti viime vuosina, eikä ero eurosta tuo maalle yhtään parempia näkymiä. Kreikka ei pääse pakoon taloudellisia siteitään muuhun Eurooppaan ja eurovaltioihin, joiden kanssa se on sidottu joko yhteisen kasvun tai edelleen jatkuvan epävarmuuden tielle.

sreda, 8. julij 2015

Czesław Adam Siekierski (PPE), *na piśmie*. – Grecja nie powinna się w ogóle znaleźć w strefie euro, ponieważ od początku nie była to tego przygotowana i już pierwsze raporty wskazywały na poważne naruszenia warunków przystąpienia do eurolandu przez Grecję. Mimo nierespektowania tzw. paktu stabilności i wzrostu oraz mimo zadłużenia wśród pozostałych państw UE dominował pogląd, że ze względów politycznych należy dopuścić Grecję do strefy euro. Obecne kłopoty Aten są pokłosiem także tej decyzji.

Bez wątpienia Grecy w dużej mierze sami są sobie winni, lecz mało kto pamięta, że dwa największe kraje UE i strefy euro, tj. Niemcy i Francja, od 2002 r. przez kilka lat z rzędu systematycznie łamały postanowienia paktu stabilności i wzrostu w zakresie zadłużenia i deficytu budżetowego i na dodatek nie zostały za to ukarane przez Komisję Europejską. To stworzyło precedens i przyzwolenie na podobne praktyki w krajach południa Europy.

Aby Grecja miała szanse na wyjście ze spirali długu potrzebne są realistyczne warunki dające szanse na spłatę należności i muszą być połączone z wymogiem restrukturyzacji gospodarki. Wydaje się więc, że umorzenie części długu będzie konieczne. Częściowe oddłużenie musi być uzależnione od niezbędnych reform strukturalnych, co w pierwszym okresie przyniesie obniżenie standardu życia. Aby nie dopuścić do biedy i wykluczenia musi być specjalny program osłonowy, a przede wszystkim wspieranie przedsiębiorczości.

Monika Smolková (S&D), *písmomne*. – Vystúpenie premiéra Grécka na pôde EP sa stretlo s veľkým očakávaním, pretože problém Grécka v súčasnosti zamestnáva všetky európske inštitúcie. Vystúpenie gréckeho premiéra ma osobne veľmi sklamalo. Jeho prejav bol plný fráz o demokracii, solidarite, neschopnosti eurozóny nájsť riešenie krízy v Grécku. Žiadal pomoc, chce dohodu, ale konkrétne opatrenia na reštart ekonomiky a zníženie dlhu Grécka nepomenoval. Po víkendovom referende je Grécko v eufórii, oslavuje, ale jeho predstavitelia by mali začať okamžité konať. Prijatť opatrenia v bankovom a vo finančnom sektore. Gréci za ostatné obdobie vyviezli do zahraničných bánk miliardy eur, ktoré v súčasnosti chýbajú gréckym bankám ako obeživo. Ďalšie konkrétne rozhodnutia musia prísť veľmi rýchlo, pretože v rámci obchodných vzťahov už nikto nechce s gréckymi firmami obchodovať, iba v prípade platby vopred. Akútne je potrebné riešiť rôzne privilégia – pre ostrovy, cirkev, vojakov... V desať miliónovom Grécku je v súčasnosti veľkým luxusom mať viac ako 800 tis. štátnych úradníkov. Vláda musí prijať legislatívu na reformy, otvoriť trhy investorom a urobiť pred letnou sezónou všetko preto, aby sa nestrácali príjmy z cestovného ruchu.

Joachim Starbatty (ECR), *schriftlich*. – Das entscheidende Urteil hat der „Economist“ über Griechenland gesprochen: „The Greek economy is hopelessly uncompetitive.“ Die bisher vorgeschlagenen Reformen sind kontraproduktiv und die geforderten institutionellen Reformen brauchen zu lange Zeit, um Wirkung zu entfalten. Konsequenz: Griechenland wird auch in fünf Jahren nicht wettbewerbsfähig sein. Wenn Guy Verhofstadt mit rhetorischer Wucht Alexis Tsipras attackiert und Griechenlands Versäumnisse aufzählt, warum haben er und das Europäische Parlament sich nicht früher zu Wort gemeldet? Die verlangten Reformen sind institutioneller Natur. Bis sie halbwegs umgesetzt sind, vergeht eine Dekade. Wenn Griechenland nicht Mitglied des Euro-Währungsgebiets wäre, würde jeder Ökonom und jeder Politiker eine kräftige Abwertung der griechischen Währung vorschlagen. Dieser Ausweg unterbleibt, weil Griechenland Mitglied des Euro-Währungsgebiets bleiben soll. Daher wird Griechenlands Wirtschaft auf absehbare Zeit wettbewerbsunfähig bleiben. Ein Grexit wäre nicht der Untergang Griechenlands, sondern ein Befreiungsschlag.

Mihai Țurcanu (PPE), *în scris*. – Pentru găsirea unei soluții care să ducă la evitarea ieșirii Greciei din zona euro e nevoie de determinarea guvernului Tsipras de a ieși din cercul vicios al unei confruntări sterile, demagogice la logica relansării economice, atât de necesară țării sale. Acest fapt nu este posibil fără reforme care să asaneze finanțele publice și să despovăreze bugetul. E obligația oricărui membru al unui grup de a respecta regulile după care acesta se ghidează – în cazul de față Eurogrupul, ce reunește cele 19 state din zona euro.

De cealaltă parte, cred că e nevoie de o abordare mai eficientă din partea partenerilor externi ai Atenei. Finanțarea la nesfârșit duce la o datorie nesustenabilă. De aceea, împărtășesc punctul de vedere că Grecia are nevoie de o reeșalonare pe termen lung a datoriei și de o perioadă de grație pentru a se stabili economic, dar sunt total împotriva anulării vreunei părți a datoriei. Cu o condiție: guvernul Tsipras să demonstreze că poate trece de la demagogie la acțiune responsabilă pentru salvarea Greciei de la un dezastru iminent, prezentând un program de relansare viabil.

sreda, 8. julij 2015

Marco Valli (EFDD), *per iscritto*. – Il messaggio lanciato dai cittadini greci attraverso il referendum del 5 luglio è stato inequivocabile: il popolo greco non è più disposto ad accettare ulteriore austerità in cambio della permanenza nell'Eurozona a qualsiasi prezzo.

Ma al di là dell'esito, indicando un referendum su un accordo imposto dall'alto la Grecia si è ribellata anche al principio che decisioni che si ripercuotono sulle vite di milioni di cittadini debbano essere prese, fuori da qualsiasi controllo democratico, nelle segrete stanze dei vertici dell'Eurogruppo, dove a contare sono i crediti e non i diritti.

Di fronte a questa esplosione di democrazia, l'Europa ha reagito mostrando il suo vero volto, ovvero quello di un progetto politico che ha rinnegato i suoi valori fondamentali, scegliendo di scavalcare la democrazia, lo stato di diritto e la sovranità nazionale per difendere gli interessi dei Paesi forti e della finanza.

Rimane una strada per ricostruire l'Europa dei popoli dalle fondamenta: abbandonare il folle progetto dell'euro che, lungi da accelerare la convergenza tra Paesi, ne ha accelerato la disgregazione, amplificando squilibri e contrapposizioni tra economie forti ed economie deboli. Il progetto europeo è stato smantellato col ricatto dei mercati e diktat autoritari e può essere ora ricostruito solo scommettendo su democrazia, beni comuni, economia reale, lavoro e benessere sociale.

Henna Virkkunen (PPE), *kirjallinen*. — Kreikan vasemmistohallituksen vastuuton toiminta on ollut surullista, suorastaan karmea seurattavaa. Vielä viime syksynä Kreikan talous ja työllisyys osoitti kohenemisen merkkejä. Syrizan valtaan tulon seurauksena veronkanto on tyrehtynyt ja pääomapako maasta kiihtynyt. Kaiken huipuksi valtio on jättänyt velkansa maksamatta ja poistunut neuvottelupöydästä. Pankit on jouduttu sulkemaan. Kaikkein eniten Kreikan hallituksen hölmöilystä valitettavasti kärsivät aivan tavalliset kansalaiset.

Eurooppa on yrittänyt auttaa kaikin tavoin, mutta nyt mitta alkaa olla täysi. Kreikan hallituksen on otettava nyt itse vastuu maan taloudesta. Ilman lisälainaa maa ei tule selviämään, mutta lisää lainaa ei voida myöntää, ellei Kreikka nyt toimeenpane todella merkittäviä uudistuksia. Kreikka voi selviytyä vain isojen, rankkojen uudistusten avulla. Ilman niitä lisärahoitus ja euroalueen jäsenyys ei voi enää jatkua.

Ελισσάβετ Βόζεμπεργκ (PPE), *γραφτώς*. – Το ποσοστό 60% που ψήφισε ΟΧΙ στο δημοψήφισμα της 5ης Ιουλίου στην Ελλάδα σε καμιά περίπτωση δεν συνδέεται με την επιθυμία της συντριπτικής πλειονότητας του ελληνικού λαού να μείνει η χώρα στο ευρώ και στην ΕΕ. Σε όλες τις δημοσκοπήσεις με ερώτημα την παραμονή της Ελλάδας στην ευρωζώνη οι Έλληνες ψήφισαν ΝΑΙ με ιλιγγιώδη ποσοστά 75-80%. Ο Πρωθυπουργός της Ελλάδας Α. Τσίπρας εξαπάτησε τον ελληνικό λαό εξαγγέλλοντας δημοψήφισμα με ψευδεπίγραφο και παραπλανητικό ερώτημα, προτάσσοντας το ΟΧΙ αντί του ΝΑΙ, ενώ στο πρωτοφανές για τα δημοκρατικά δεδομένα διάστημα 5 ημερών οι πολίτες δεν ενημερώθηκαν σωστά και ψήφισαν χωρίς αντίληψη του διακυβεύματος. Ο κ. Τσίπρας υποχρεώθηκε να αναδιπλωθεί και να επαναφέρει στο τραπέζι των διαπραγματεύσεων τη βελτιωμένη πρόταση Γιούνκερ, αυτήν που υποτίθεται ότι καταψηφίστηκε, γεγονός που αποδεικνύει ότι η Ευρωζώνη για την Ελλάδα είναι μονόδρομος. Το γεγονός ότι υποχρεώθηκε να απομακρύνει τον Υπουργό Οικονομικών και να συγκαλέσει Συμβούλιο Πολιτικών Αρχηγών φανερώνει την δύσκολη θέση στην οποία περιήλθε. Πρέπει η Κυβέρνηση της Ελλάδας να σταθεί στο ύψος των περιστάσεων και να καταθέσει επιτέλους ουσιαστικές προτάσεις, για να βρεθεί μια συμφωνία που θα δώσει μέλλον στην Ελλάδα, μέλλον στις επόμενες γενιές. Το μέλλον όμως αυτό θα πρέπει να συμβαδίζει με την ευρωπαϊκή πορεία της χώρας.

Marco Zanni (EFDD), *per iscritto*. – Oggi abbiamo visto come il termine «Unione» sia assai improprio da affiancare al concetto di Europa e dico questo con un certo rammarico, prendendo però atto della realtà dei fatti. I principali gruppi politici, espressione dei leader europei infuriati con Tsípras, non hanno fatto alto che criticare, in maniera anche assai pesante, le scelte della Grecia e del popolo ellenico. In primo luogo, hanno dimostrato profondo disprezzo e disinteresse per il leader di un Paese democraticamente eletto, che ha ottenuto proprio domenica una nuova legittimazione popolare per sostenere un determinato tipo di programma.

Potremmo discutere nel merito se questo programma sia o meno la soluzione che possa permettere alla Grecia di riprendersi, fatto su cui io sono molto scettico, ma in ogni caso rappresenta la scelta chiara di un Paese che non accetta imposizioni calate dall'alto. La finta Unione europea sta mostrando il suo vero volto: il volto dell'arroganza e della prepotenza, pronta solamente a imporre *diktat* e sorda alle richieste dei popoli.

sreda, 8. julij 2015

La Grecia secondo me ha una sola possibilità per ritornare a crescere e ad essere competitiva: abbandonare la moneta unica che impone misure e condizioni che non possono essere sostenibili per il Paese ellenico.

4. Čas glasovanja

Der Präsident. – Als nächster Punkt folgt die Abstimmungsstunde.

(Abstimmungsergebnisse und sonstige Einzelheiten der Abstimmung: siehe Protokoll).

Ivo Vajgl (ALDE). – Na današnji dan pred enim letom se je začel napad na Gazo, ki je imel za posledico 1500 mrtvih civilistov, med njimi 500 otrok. Umrlo je tudi preko 70 izraelskih vojakov.

Prosil bi vas, da počastimo spomin na vse te nepotrebne žrtve z minuto molka in z upanjem, da bo mirovni proces na bližnjem vzhodu pripeljal do trajnega miru.

Der Präsident. – Herr Vajgl, vielen Dank für den Hinweis. Wir kommen darauf zurück. Im Moment muss ich das zurückstellen.

Ulrike Lunacek (Verts/ALE). – Herr Präsident! Gestern bei den Stimmerkklärungen hat Herr Abgeordneter Korwin-Mikke den Hitlergruß gezeigt mit den Worten: „Ein Reich, ein Volk, ein Ticket.“

Gegen die Vereinheitlichung von Fahrscheinen zu sein, ist legitim. Aber der Hitlergruß, meine Damen und Herren, hat in diesem Haus absolut nichts verloren.

(Lebhafter Beifall)

Es ist absolut unentschuldig, diesen Gruß, der das Synonym für die Gräueltaten der Zeit des Nationalsozialismus ist, in einer Debatte über die Vereinheitlichung von Fahrscheinen zu verharmlosen.

Herr Präsident, ich ersuche Sie, und ich vertraue darauf, dass Sie, wie Sie das auch schon in der Vergangenheit gemacht haben, geeignete Maßnahmen treffen, die zustande bringen, dass Herr Korwin-Mikke diese Verharmlosung dieses Grußes in Zukunft unterlässt.

Der Präsident. – Die Angelegenheit ist mir schon zur Kenntnis gebracht worden. Die entsprechenden Schritte sind bereits eingeleitet.

Tiziana Beghin (EFDD). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, io vorrei fare un richiamo al regolamento: questa lista di voto che stiamo per andare a votare sul TTIP ha qualcosa di strano. L'emendamento 117 si applica al paragrafo 1 di 15 ma fa decadere anche il nostro emendamento 40, che si riferisce all'articolo 1 di 14.

Ora, l'emendamento 117, presentato dal signor Lange, non è un emendamento di compromesso tra vari gruppi, perché è proposto solo da un gruppo, quello socialista. L'articolo 170 del regolamento dice chiaramente che un emendamento non può avere effetti su un paragrafo diverso da quello a cui si riferisce. Anzi, dice proprio che in questo caso tale emendamento è irricevibile.

Se poi lei ritiene che si tratti di un emendamento di compromesso, se vuole davvero forzare le regole e considerare che un emendamento proposto da un gruppo soltanto sia un compromesso, la invito a leggere l'articolo 174, comma 4, del regolamento che dice che tale compromesso deve essere messo al voto.

È ironico che in questi emendamenti si parli di ISDS, cioè di arbitri privati che decidono senza possibilità di appello e sequestrando la democrazia. Mi sembra che questo Parlamento si sia già un gigantesco ISDS.

Presidente, questo Parlamento non è il suo regno, lei non può spostare voti e far cadere emendamenti perché non le piacciono.

Der Präsident. – Vielen Dank. Wir kommen beim Änderungsantrag 117 sicher noch darauf zurück.

sreda, 8. julij 2015

4.1. Pogajanja o čezatlantskem partnerstvu na področju trgovine in naložb (TTIP) (A8-0175/2015 - Bernd Lange) (glasovanje)

— Vor der Abstimmung über Änderungsantrag 117:

Yannick Jadot (Verts/ALE). – Monsieur le Président, décidément, nous avons quelques problèmes d'expression entre nous sur ce sujet...

Monsieur le Président, le règlement est très clair. Quand des groupes déposent des amendements de compromis après le délai de dépôt, ceux-ci doivent être approuvés par le Parlement pour être votés. C'est le premier rappel au règlement.

Le deuxième rappel au règlement est basé sur l'article 174, paragraphe 2, qui dit très clairement: «Si deux ou plusieurs amendements, qui s'excluent mutuellement, s'appliquent à la même partie du texte, celui qui s'écarte le plus du texte initial a la priorité et doit être mis aux voix le premier.»

Malheureusement, depuis plusieurs votes, nous voyons que ce texte fondamental n'est pas respecté et, qu'au fond, le respect de l'ordre logique prévu au règlement est à la discrétion du Président.

Par conséquent, Monsieur le Président, votre rôle consiste à fluidifier le travail du Parlement, pas à empêcher l'expression politique de députés ou de groupes politiques. Je vous demande donc de respecter le règlement du Parlement, qui ne doit pas devenir le règlement Schulz.

Der Präsident. – Herr Jadot! Ich muss damit leben, dass jede Art der Auslegung der Geschäftsordnung, die von mir vorgenommen wird, von Ihnen politisch interpretiert wird. Das kann ich nicht ändern. Ich versuche aber dennoch, mich korrekt an die Geschäftsordnung zu halten.

Ich habe zwei Kompromissänderungsanträge nach Abschluss der Debatte eingereicht bekommen. Ich muss zunächst – das haben Sie hier völlig korrekt dargestellt – die Plenarversammlung fragen, ob sie einverstanden ist, dass wir über diese Änderungsanträge, die nach Schluss der Debatte als Kompromissänderungsanträge eingereicht worden sind, überhaupt abstimmen. Dazu muss es ein Votum im Plenum geben. Erst danach kann ich das zur Abstimmung stellen.

Nun haben Sie einen eingereicht im Namen der Fraktion der Grünen, das ist der Änderungsantrag 118 als Kompromissänderungsantrag. Und Sie haben einen vorliegen, den der Berichterstatter, Herr Lange, eingereicht hat.

Aus dem Inhalt ist eindeutig ersichtlich – das ist der Charakter von Änderungsanträgen, die Kompromissänderungsanträge genannt werden –, dass sie eine möglichst breite fraktionsübergreifende Mehrheit herbeiführen sollen. Aus dieser Erwägung habe ich nach Rücksprache mit dem Berichterstatter eindeutig abgeleitet, dass der Antrag Lange die größere Chance hat, einen Kompromiss herbeizuführen. Das ist der Grund, warum ich den Antrag des Berichtstatters zur Abstimmung empfehle.

Herr Bütikofer, geben Sie sich keine Mühe, ich habe das so entschieden. Ich werde jetzt das Haus auch fragen, ob es mit dieser Interpretation einverstanden ist.

(Zwischenrufe)

Herr Kollege, hören Sie doch mal zu! Sie können sich doch erst aufregen, wenn Sie mein Argument zu Ende gehört haben. Aber Sie haben Ihre Argumentation schon vorab gefertigt. Das weiß ich. Aber hören Sie doch wenigstens meiner Erklärung zu.

Ich werde – das ist das einzige demokratische Instrument, das ich habe – jetzt zunächst das Haus fragen, ob der Antrag Lange zur Abstimmung gestellt werden soll. Das ist der beste Weg, um die Frage zu klären.

Ich frage deshalb zunächst einmal: Sind Sie damit einverstanden, dass ich den Antrag Lange zur Abstimmung stelle?

(Das Parlament stimmt für die Zulässigkeit von Änderungsantrag 117.)

Eleonora Forenza (GUE/NGL). – Signor Presidente, giusto per ricordarle che le regole non le decide la maggioranza. Le regole sono regole e quindi mi sembra molto strano questo suo comportamento, oggi, e per la verità non solo oggi.

sreda, 8. julij 2015

Der Präsident. – Artikel 22 unserer Geschäftsordnung regelt eindeutig die Verfahren, die anzuwenden sind, wenn es unterschiedliche Auffassungen über die Geschäftsordnung gibt. Nun gibt es zwischen Herrn Jadot und mir unterschiedliche Auffassungen. Deshalb regelt Artikel 22 – und dazu gibt es eine klare Erläuterung des Ausschusses für konstitutionelle Fragen –, dass der Präsident eine Entscheidung herbeiführen muss. Der Satz, den uns der Ausschuss für konstitutionelle Fragen in die Geschäftsordnung geschrieben hat, lautet: „Entsprechend den Bestimmungen nach Artikel 174 Absatz 7 kann der Präsident zuvor das Einverständnis des Parlaments einholen.“ Das ist exakt das, was ich gerade gemacht habe.

Reinhard Bütikofer (Verts/ALE). – Herr Präsident! Mit Ihrer Erlaubnis möchte ich mich gerne zur Geschäftsordnung äußern.

Meines Erachtens ist der Fall, den Sie gerade hier ansprechen, nicht einschlägig. Sie haben gar nicht vorgetragen, dass es in Bezug auf den von Yannick Jadot zitierten Geschäftsordnungsparagrafen eine Meinungsdivergenz gibt.

Dieser von Yannick Jadot zitierte Geschäftsordnungsparagraf sagt eindeutig, über welchen Antrag als Erstes abzustimmen ist. Sie haben sich in Ihrer Antwort darauf gar nicht bezogen, sondern einen völlig anderen Grund genannt, nämlich eine verfahrensmäßig politische Erwägung darüber, welcher Antrag möglicherweise eine höhere Chance habe, eine Mehrheit zu gewinnen. Das ist aber gar nicht relevant für die Frage, welcher Antrag sich weiter entfernt vom ursprünglichen Text. Deswegen bitte ich Sie, an dem unbezweifelbaren Text der Geschäftsordnung festzuhalten.

(Lebhafter Beifall)

Der Präsident. – Es tut mir leid, Herr Bütikofer, Sie haben möglicherweise nicht aufmerksam genug zugehört. Ich habe mich auf Artikel 174 Absatz 3 bezogen, der mir das Recht einräumt, so zu verfahren, wie ich das gerade mache.

— *Vor der Abstimmung über den gesamten Entschließungsantrag:*

Tiziana Beghin (EFDD). – Signor Presidente – forse dovrei chiamarla Sua Maestà visto l'andazzo di questa giornata – riguardo al mio richiamo al regolamento sull'articolo 170, io non ho avuto una risposta. Lei ha risposto, in base all'articolo 174, paragrafo 4. Vorrei avere una definizione di «emendamento di compromesso», perché, in base l'articolo 170, io ritengo che si debba mettere ancora in votazione il nostro emendamento 40, in quanto non fa parte dello stesso paragrafo per cui abbiamo votato l'emendamento 117 Lange.

L'articolo 170, in tal proposito, è ben chiaro. Io non ho avuto una risposta; lei ha risposto, forse al collega Jadot in modo anche opinabile, ma sul 170 non ho avuto la sua risposta.

Vorrei capire per quale motivo non è votato. In base al regolamento, poi, se l'articolo 22 consente di stravolgere tutto il regolamento va beh, cosa lo stampiamo a fare.

Der Präsident. – Sie brauchen nicht Majestät zu mir zu sagen.

„Gemäß Artikel 170 Absatz 3 entscheidet der Präsident über die Zulässigkeit von Änderungsanträgen. Bei nach Abschluss der Aussprache gemäß Absatz 4 des vorliegenden Artikels eingereichten Kompromissänderungsanträgen entscheidet der Präsident von Fall zu Fall über die Zulässigkeit, wobei er sich vom Kompromisscharakter des betreffenden Änderungsantrags überzeugt.“ Das habe ich getan.

„Für die Zulässigkeit lassen sich folgende allgemeine Kriterien aufstellen:“ Es folgt dann eine lange Liste von Kriterien, die wir eben aber bereits erläutert haben, auf die sich auch der Kollege Jadot bereits bezogen hat. Jetzt heißt es hier weiter:

„Nur der Präsident kann die Berücksichtigung eines Kompromissänderungsantrags vorschlagen.“ Das habe ich getan, in beiden Fällen, Jadot und Lange.

„Für die Abstimmung über einen derartigen Änderungsantrag muss der Präsident die Zustimmung des Parlaments einholen,“ – das habe ich getan – „d. h. er muss die Frage stellen, ob gegen die Abstimmung über einen Kompromissänderungsantrag Einwände bestehen. Ist dies der Fall, so entscheidet das Parlament mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen.“ Ich habe mich exakt an dieses Verfahren nach Artikel 170 gehalten.

sreda, 8. julij 2015

Nun habe ich die Abstimmung durchgeführt auf der Grundlage des Artikels 174. Hier gab es unterschiedliche Interpretationen. Dabei habe ich mich auf Artikel 174 Absatz 3 bezogen. Das hatte ich Herrn Bütikofer bereits mitgeteilt, das können Sie aber auch in der Form nochmal schriftlich von mir haben.

(Die Mitglieder der GUE/NGL-Fraktion, der Verts/ALE-Fraktion und der EFDD-Fraktion erheben sich und halten Banner mit der Aufschrift „No TTIP“ hoch.)

Meine Damen und Herren! Vielen Dank. Es ist natürlich immer interessant, von diesem Platz aus zu sehen, wie diejenigen, die sich am meisten auf die Einhaltung der Geschäftsordnung hier beziehen, diese in ihrem Sinne immer interpretieren.

VORSITZ: ALEXANDER GRAF LAMBSDORFF

Vizepräsident

- 4.2. Stabilizacijsko-pridružiteni sporazum z Nekdanjo jugoslovansko republiko Makedonijo (protokol zaradi upoštevanja pristopa Hrvaške) (A8-0188/2015 - Ivo Vajgl) (glasovanje)**
- 4.3. Stabilizacijsko-pridružiteni sporazum s Srbijo (protokol zaradi upoštevanja pristopa Hrvaške) (A8-0189/2015 - David McAllister) (glasovanje)**
- 4.4. Znanstveno in tehnološko sodelovanje z Indijo: podaljšanje Sporazuma (A8-0179/2015 - Jerzy Buzek) (glasovanje)**
- 4.5. Znanstveno in tehnološko sodelovanje s Ferskimi otoki: Obzorje 2020 (A8-0180/2015 - Jerzy Buzek) (glasovanje)**
- 4.6. Dolgoročno sodelovanje delničarjev in izjave o upravljanju podjetij (A8-0158/2015 - Sergio Gaetano Cofferati) (glasovanje)**

— *Vor der Abstimmung über die legislative EntschlieÙung:*

Sergio Gaetano Cofferati, relatore. – Grazie Presidente, come ho già comunicato ai responsabili dei gruppi, chiedo di posticipare il voto sulla risoluzione legislativa per cominciare negoziati con il Consiglio e la Commissione e verificare la possibilità di un accordo in prima lettura.

Der Präsident. – Vielen Dank an den Berichterstatter. Das ist ein Antrag auf Aufnahme von Verhandlungen und die Vertagung der Abstimmung über den Entwurf der legislativen EntschlieÙung gemäß Artikel 61 Absatz 2 der Geschäftsordnung. Über diesen Antrag lasse ich jetzt abstimmen.

(Das Parlament nimmt den Antrag auf Vertagung der Abstimmung an.)

Damit ist die Angelegenheit zurückverwiesen, um mit den Verhandlungen auf der Grundlage des Mandats zu beginnen.

sreda, 8. julij 2015

4.7. Rezerva za stabilnost trga za sistem Unije za trgovanje z emisijami toplogrednih plinov (A8-0029/2015 - Ivo Belet) (glasovanje)

— *Vor der Abstimmung:*

Ivo Belet, rapporteur. – Mr President, I know it is late, but I think this file is important enough to introduce its importance in one minute.

I think this proposed decision proves that it is possible on the one hand to reconcile the reduction of emissions and on the other to secure the future of a flourishing energy-intensive industry in Europe. It is a vital decision with regard to the Paris Conference in December. May I ask for your support and may I also thank the shadow rapporteurs and Commissioners Arias Cañete and Šefčovič for their very good cooperation on this long journey.

4.8. Pomorščaki (A8-0127/2015 - Elisabeth Morin-Chartier) (glasovanje)**4.9. Znanstveno in tehnološko sodelovanje s Švico: Obzorje 2020 in dejavnosti ITER (A8-0181/2015 - Jerzy Buzek) (glasovanje)****4.10. Smernice za politike zaposlovanja držav članic (A8-0205/2015 - Laura Agea) (glasovanje)****4.11. Uporaba sredstev Evropskega sklada za prilagoditev globalizaciji: vloga EGF/2015/001 FI/Broadcom (A8-0210/2015 - Petri Sarvamaa) (glasovanje)****4.12. Proračun za leto 2016 — pooblastilo za trialog (A8-0217/2015 - José Manuel Fernandes) (glasovanje)****4.13. Pobuda za zeleno zaposlovanje (A8-0204/2015 - Jean Lambert) (glasovanje)**

— *Vor der Abstimmung über Ziffer 17 Teil 2:*

Bill Etheridge (EFDD). – Mr President, he is going so fast, it's 'for, against, abstain'. It's gone before you've got your hand up.

(Sustained heckling)

I am sorry if you want your lunch, but maybe we would like to vote. Get over yourselves and do your jobs!

President. – In the interest of speed, I will do it in English so that our English colleagues can follow.

4.14. Davčne utaje in izogibanje davkom kot izzivi v državah v razvoju (A8-0184/2015 - Elly Schlein) (glasovanje)

President. – That concludes the vote.

sreda, 8. julij 2015

5. Obrazložitev glasovanja

President. – The explanations of vote will be taken on Thursday, 9 July 2015.

6. Popravki in namere glasovanja: glej zapisnik

(The sitting was suspended at 15.00 and resumed at 15.10)

PRZEWODNICTWO: RYSZARD CZARNECKI

Wiceprzewodniczący

7. Sprejetje zapisnika predhodne seje: gl. zapisnik

8. Delegirani akti (člen 105(6) Poslovnika): gl. zapisnik

9. Nedavni teroristični napadi (razprava)

Przewodniczący. – Kolejnym punktem porządku dnia jest oświadczenie Rady i Komisji w sprawie niedawnych ataków terrorystycznych (2015/2759(RSP)).

Nicolas Schmit, *président en exercice du Conseil.* – Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, le vendredi 26 juin, une sorte de journée noire, a été marqué par plusieurs attentats terroristes. Cette fois, trois pays ont été frappés presque en même temps: la France, le Koweït et la Tunisie.

Ces attentats nous ont encore une fois rappelé le caractère ignoble du terrorisme et surtout de ceux qui les commanditent et les exécutent.

Notre réponse doit être ferme et solidaire. Ce même 26 juin, le Conseil européen a clairement annoncé que nous devons renforcer notre action contre ces menaces terroristes. Cette lutte contre le terrorisme constitue, pour nos sociétés ouvertes et démocratiques, l'un des défis les plus importants à relever ainsi que l'une des toutes premières priorités. Notre présidence en fera une priorité de premier plan. Nous nous appuierons sur les travaux entrepris par nos prédécesseurs en tenant compte des aspects tant intérieurs qu'extérieurs de la sécurité.

La présidence luxembourgeoise s'emploiera à faire en sorte que l'Union européenne adopte une approche cohérente dans la lutte contre le terrorisme, qui englobe, à la fois, ces aspects intérieurs et ces aspects extérieurs de la sécurité, à savoir une coopération solide et fructueuse entre les États membres, la Commission, le Service européen pour l'action extérieure et le coordinateur de l'Union européenne. Nous disposons d'instruments tels qu'Europol, Eurojust, Frontex et le Cepol. Il faut donner à ces instruments les moyens et les ressources nécessaires.

En réponse aux attentats perpétrés à Paris, en janvier, les chefs d'État ou de gouvernement ont adopté le 12 février une déclaration fondée sur trois piliers: assurer la sécurité des citoyens, prévenir la radicalisation, protéger les valeurs et, finalement, coopérer avec les partenaires à l'échelon international.

Le coordinateur de l'Union pour la lutte contre le terrorisme a présenté au Conseil et au Conseil européen un rapport complet sur la mise en œuvre de ces mesures. Le 28 avril, la Commission a adopté le programme européen en matière de sécurité. Nous en avons débattu hier. La lutte contre le terrorisme y figure comme l'une des grandes priorités, la forte dimension internationale du terrorisme a été soulignée et notre action doit se placer au même niveau international. Le Conseil des affaires étrangères a adopté le 9 février des conclusions en matière de lutte contre le terrorisme visant à renforcer précisément la coopération avec les pays d'Afrique du Nord, du Proche-Orient et du Golfe ainsi qu'avec la Turquie et les pays des Balkans.

sreda, 8. julij 2015

Un certain nombre de projets de renforcement des capacités en matière de lutte contre le terrorisme ont été approuvés. Des ateliers sur ce thème ont déjà eu lieu au Liban et en Turquie. Le coordinateur de l'Union pour la lutte contre le terrorisme s'est rendu en Tunisie à la tête d'une mission interservices, à la suite de laquelle la haute représentante a proposé au Premier ministre tunisien une série de mesures de soutien. Finalement, une *task force* chargée de la communication stratégique a été créée afin d'élaborer une stratégie de sensibilisation et de communication à l'intention du monde arabe. Nous devons également poursuivre activement notre coopération avec les Nations unies, l'OTAN, le Conseil de l'Europe et d'autres organisations internationales, ainsi que notre collaboration bilatérale avec nos principaux partenaires, tels que les États-Unis.

Le 16 juin dernier, les ministres de l'intérieur ont conclu que des progrès tangibles avaient été accomplis au cours des derniers mois. Il est essentiel de prévenir la radicalisation dans nos propres pays comme dans nos pays partenaires. Comment est-il possible que des jeunes dans nos pays, passés par nos écoles, soient attirés par ces réseaux terroristes qui prêchent une violence inouïe? Il y a là un travail en profondeur à faire et cela, à plusieurs niveaux: l'éducation, l'intégration, nos valeurs. À cette fin, le centre d'excellence, appelé réseau européen de sensibilisation à la radicalisation, est sur le point d'être lancé. D'autres mesures devraient être prises, telles que le renforcement de l'application du cadre de Schengen: les documents et les personnes devraient faire l'objet d'un contrôle plus systématique dans les bases de données pertinentes grâce à une approche fondée sur l'évaluation des risques. Cette approche a été finalisée le 15 juin et sera maintenant mise en œuvre. Le manuel pratique Schengen à l'intention des gardes-frontières a été actualisé.

Une unité chargée du signalement des contenus sur l'internet a été mise en place le 1^{er} juillet dans le cadre d'Europol afin d'accélérer la mise en commun des ressources et d'intensifier la coopération avec le secteur concerné. Le but est de réduire l'ampleur et l'effet de la propagande terroriste et de la propagande extrémiste et violente sur l'internet, dans le plein respect, bien sûr, des droits fondamentaux.

Le Conseil compte être rapidement en mesure d'adopter une décision sur la signature, au nom de l'Union européenne du protocole additionnel à la convention du Conseil de l'Europe sur la prévention du terrorisme, qui érigerait en infraction les déplacements des combattants terroristes étrangers.

Sur le plan externe et en étroite partenariat avec les pays où la menace terroriste est particulièrement présente, nous devons aider ces pays à combattre aussi les causes sociales du terrorisme, telles que le chômage des jeunes, qui est source de frustration, et qui devient ainsi un terrain favorable au recrutement de nouveaux terroristes. La Tunisie en est, hélas, un exemple.

La présidence luxembourgeoise s'y impliquera activement. Nous proposerons la semaine prochaine une nouvelle initiative de coopération avec les pays du Maghreb sur l'emploi des jeunes, sur la formation professionnelle des jeunes, parce que je crois que c'est à la racine qu'il faut prendre ce problème des jeunes tentés par l'aventure terroriste, que ce soit en Syrie ou dans leur propre pays.

Mesdames et Messieurs les députés, je souhaiterais à présent revenir à la question de la radicalisation.

La vitesse à laquelle ce phénomène se propage est préoccupante. Dans certains cas, des jeunes se radicalisent sur une période très courte, de deux mois à peine. Nous organiserons les 19 et 20 octobre prochains une conférence sur le thème de la réinsertion et de la radicalisation dans les prisons qui, souvent, révèlent ces jeunes terroristes qui sont prêts à passer à l'acte. Le traitement à réserver aux combattants étrangers qui reviennent au sein de nos sociétés constitue un autre problème que nous devons aborder.

M^{me} la commissaire Jourová a par ailleurs procédé à une réorientation des financements, de manière à inclure la lutte contre le terrorisme dans les programmes de financement lancés cette année au titre de la justice.

Nous devons renforcer les moyens pour lutter contre l'utilisation, par les terroristes, de l'internet et des réseaux sociaux pour diffuser leur propagande haineuse et pour radicaliser et recruter des jeunes. Nous devons diffuser des messages visant à contrer cette propagande terroriste et lancer des campagnes concertées et bien organisées, notamment dans les médias.

sreda, 8. julij 2015

Il convient de faire davantage, en particulier, en ce qui concerne la mise hors service des armes à feu et le renforcement de la lutte contre le trafic d'armes.

De même, nous devons redoubler d'efforts en ce qui concerne l'échange d'informations. Demain, lors de la réunion informelle des ministres de la justice et de l'intérieur, à Luxembourg, il sera notamment question d'améliorer l'échange d'informations entre les services de renseignement et les services policiers.

Mesdames et Messieurs les Députés, comme je vous l'ai dit hier, la mise en œuvre de la stratégie de sécurité intérieure renouvelée 2015-2020 pour l'Union constitue une priorité pour la présidence luxembourgeoise et peut devenir un instrument extrêmement actif et utile dans cette lutte contre le terrorisme.

Nous devons agir avec détermination en attaquant surtout les causes profondes de ce fléau, mais ne tombons pas dans le piège que nous tendent ceux qui mènent cette guerre terroriste contre nos populations et contre nos États, à savoir affaiblir nos systèmes démocratiques et nos valeurs. Les démocraties sont d'autant plus fortes que leur action veille aussi au respect des droits de l'homme, qui doit rester notre fil conducteur.

Dimitris Avramopoulos, *Member of the Commission*. – Mr President, the appalling attacks perpetrated on Friday, 26 June 2015, in France, Tunisia, Kuwait and Somalia demonstrate once again the brutality and inhumanity of terrorists. Let me first extend, on behalf of the Commission, our condolences to the families of the victims and express our moral support and our sympathy to the countries affected in Europe and beyond. I wish to condemn these acts of terror in the strongest terms and reaffirm our determination to address collectively this threat.

We need to provide security to our citizens while upholding our values. Of course, we face constantly-evolving threats, and the numerous victims of this year's attacks remind us of this reality. Investigations are still being carried out by the competent national authorities. The available information tends to demonstrate that the atrocities committed in Saint-Quentin-Fallavier, in Sousse and in Kuwait bear the hallmarks of Daesh's despicable ideology of intolerance. Their objective is to instil terror. It is also relevant to note that terrorists are focusing on soft targets, such as religious buildings or tourist resorts.

This Commission, as you know, has been working closely with the Member States to identify areas in which the European Union can make a real difference in fighting terrorism and radicalisation. We have been working closely with Member States to enhance our capacity to address this threat.

In April the Commission presented the European Agenda on Security. The agenda places terrorism very high among the future priorities. It embodies a concept of security that encompasses the rule of law and fundamental rights. The agenda sets out a number of actions to counter the threat posed by terrorism. We have started working vigorously on their implementation.

Let me now focus on some of the ongoing work of high political and practical significance. First, preventing radicalisation remains essential. The Radicalisation Awareness Network Centre of Excellence, to be launched in September, will take the work of the existing RAN further. I consider the work of RAN and the whole prevention element of the counter-terrorism policy at EU level to be crucial.

Secondly, on 1 July 2015, the Internet Referral Unit was established at Europol. It will be fully operational within 12 months. The mission of the Internet Referral Unit is to identify terrorist material in different languages and to help secure swift removal.

Third, by the end of the year, the Commission will formally launch an EU-level forum together with the internet industry. This will allow us to discuss how we can reduce the accessibility of online terrorist material and counter terrorist propaganda on the internet and in social media. A first workshop under the forum will be held on 24 July 2015, with experts from the industry and the law enforcement communities.

sreda, 8. julij 2015

Fourthly, the protection of external borders is crucial. With a view to supporting Member States in performing enhanced and targeted border checks, the Commission finalised – in close cooperation with Member States – a first set of common risk indicators. Europol and Frontex are assisting Member States in their implementation, and we have just revised their handbook for border guards.

In the framework of the European Union's Customs Risk Management Strategy, work is going on to enhance cooperation and information exchange between customs and law enforcement and to detect suspicious movements of goods.

Fifthly, in order to trace and disrupt terrorist financing, we are working on the strengthening of cooperation between financial intelligence units. Let me also stress that the recently-adopted Anti-Money Laundering Directive improves the tools to address terrorist financing.

Sixthly, as stated in the European Agenda on Security, we also need to better protect our citizens and critical infrastructures from terrorist threats. This work includes practical tools such as the guidance material that my services have recently developed on soft target protection. We are also upgrading the European Programme for Critical Infrastructure Protection, which will help to prevent attacks and failures and to improve preparedness and the response to incidents.

Seventhly, as civil aviation remains the preferred target of terrorists, the Commission continues to work to increase aviation security and safety. A joint process is being developed with Member States to assess the risks from conflict zones and support the issuing of recommendations to airlines and the public.

Eighthly, let me mention now EU-PNR, which is an important component of our security agenda. I wish to express my thanks to Parliament for your efforts in bringing to completion the EU legislation on PNR. I am confident that we can all continue to work together in such a constructive way so that the co-legislators can agree on a text that adheres to the highest standards of data protection and that is, at the same time, effective.

Ninthly, the recent attacks illustrate the need for better international coordination and cooperation. The attack in Tunisia was extremely brutal and symbolic, as it targeted tourism – a vital economic sector for the country. It was an attack on Tunisia's hospitality and its long-standing and friendly relations with Europe. We must stand by our Tunisian partners and show solidarity.

Increasing their security will also contribute to enhancing our security. In the wake of the Bardo Museum attack, I travelled to Tunis and discussed, with my counterparts, how the European Union can provide support. We need to work together in tackling the root causes of radicalisation, detecting terrorists' travel and building security capabilities and capacities.

Honourable Members, we have worked a lot in the past six months and we have made good progress in a number of areas, but the recent attacks remind us that a lot still needs to be done. We owe this to the victims, and we owe it to our citizens and our partners. Let us therefore continue, with resolve and determination, in our joint efforts against terrorism and radicalisation.

Monika Hohlmeier, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Herr Präsident! Ich begrüße Sie herzlich: die Ratspräsidentschaft und den Kommissar, liebe Kolleginnen und Kollegen! Die erst vor kurzem verübten Terroranschläge haben uns gezeigt, dass unsere freiheitlichen Gesellschaften verwundbar sind.

Sie haben uns auch gezeigt, dass in unserer unmittelbaren Nachbarschaft – im Nahen Osten, in Richtung afrikanischer Kontinent – noch nie so viel Unfrieden, so viel Grausamkeit herrschte wie heutzutage. Aus diesem Grund ist es zwingend notwendig, dass wir auf der einen Seite den Partnern, die bereit sind, mit uns zusammenzuarbeiten, dabei helfen, Terroristen auch direkt unmittelbar vor Ort zu bekämpfen, dass wir den Versuch unternehmen – ich begrüße sehr, was der Kommissar hier gesagt hat, auch was vonseiten der Ratspräsidentschaft an Positionen besteht –, dass wir das Thema Sicherheit sehr ernst und sehr konsequent angehen müssen. Konsequent bedeutet auch, dass wir Maßnahmen ergreifen müssen, von denen wir uns vielleicht wünschen würden, dass wir es nicht tun müssten, aber die in der heutigen Zeit schlichtweg notwendig sind, um Schutz für die Bürgerinnen und Bürger zu geben.

sreda, 8. julij 2015

Dabei ist ein wichtiger Bestandteil und ein neues Instrument das PNR-System, das wirkungsvoll und sinnvoll eingesetzt werden soll, sodass es länderübergreifend, europaweit und vielleicht sogar in Kombination mit Drittstaaten funktionieren kann. Dazu brauchen wir auch eine bessere Absicherung unserer Außengrenzen.

Wir müssen uns aber auch klar darüber sein, dass es schwierig ist, Schläfer zu entdecken, von denen man vielleicht einmal geglaubt hat – vor drei, vier Jahren –, dass sie gefährlich waren, dann eingestellt hat, sie zu beobachten, weil man glaubte, sie seien mittlerweile nicht mehr gefährlich. Es sind Menschen, von denen man den Eindruck hat, dass sie nicht sehr viel anders sind als du und ich, und plötzlich werden sie zu Mördern.

Diesem Phänomen entgegenzuwirken bzw. zu versuchen, sie aus diesen Kreisen herauszubringen, halte ich für ganz wesentlich; vor allem, die Netzwerke der Radikalisierung zu zerschlagen und zu zerstören. Ich glaube, dass es ganz wesentlich ist, diese Radikalisierung und die Möglichkeit von Extremisten, Menschen für sich einzunehmen und für ihre Zwecke zu missbrauchen, diese Netzwerke abzustellen mit allen Möglichkeiten, die der Rechtsstaat gebietet.

Tanja Fajon, v imenu skupine S&D. – Teroristični napadi so letos močno pretresli Evropo in zahtevajo ostro obsodbo.

Proti nasilju in sovraštvu se moramo Evropejci upreti skupaj, na podlagi vrednot, ki nas združujejo: enakosti, svobode, demokracije, spoštovanja in strpnosti.

Socialisti in demokrati ne poudarjamo le nujnosti krepite varnosti in socialnih vzrokov radikalizma, opozarjamo tudi na nujnost spopada s koreninami izvora terorizma v tretjih državah. Spopasti se moramo z revščino, reševati konflikte.

Narobe je reči, da so vsa teroristična dejanja versko motivirana. Teroristi in skrajneži uspevajo, ko si ljudje ne zaupajo, gradijo socialne ograde in stereotipe. Ne gre za spopad med islamom in Zahodom.

Velik izziv so mladi Evropejci, ki odhajajo na bojišča v Irak in Sirijo in se bodo vračali. Izboljšati moramo programe izobraževanja, vključevanja v družbo, razumevanja med različnimi državami in religijami. Evropska evidenca podatkov letalskih potnikov (PNR) morda za mnoge postaja nepogrešljiva, a ne uvajajmo, prosim, takih ukrepov, ki bodo preprosto iz vsakega potnika delali potencialnega terorista. Če bo premagal strah v Evropi, so teroristi zmagali.

Prepričana sem, drage kolegice in kolegi, da mora biti naše orožje v boju proti terorizmu, radikalizaciji, ekstremizmu svoboda izražanja. Človekovo dostojanstvo in varnost morata premagati v Evropi strah in sovraštvo.

Charles Tannock, on behalf of the ECR Group. – Mr President, a mosque in Kuwait, a factory in France and a beach in Tunisia – there should be little to connect these three disparate places, but following the devastating attacks on 26 June 2015, they will forever be linked in infamy. All of the perpetrators of the terrorist attacks were somehow linked to ISIS in terms of its poisonous ideology.

One year on from the lightning advance of ISIS, the group is becoming a more permanent fixture, tragically and unfortunately, of the map of the Middle East. On the same day, and months after the liberation of Kobane had been celebrated, ISIS carried out one of its most deadly massacres to date, storming the city and executing up to 250 civilians, many of whom were children.

These attacks illustrate that, by allowing ISIS to establish a foothold in Iraq and Syria, a new magnet for jihadi terrorism has been created. We became used to understanding, in the past, international terrorist activities of the al-Qaida model, based on perceived grievances, no matter how unjustified. But now ISIS offers a new, more brutal, territorial death cult model, in which terrorist attacks are more firmly based on attacking religious beliefs and minority individuals, and they are more involved in attacking these people than in attacking the state.

sreda, 8. julij 2015

Whilst clearly we need to do more in the European Union to ensure that our societies remain vigilant and develop means to detect and prevent radicalisation and recruitment, we also need to have enhanced domestic security measures, such as the passenger name records (PNR) system for aviation, and better internet monitoring of terrorist activities. Ultimately, however, we must also take the fight against evil ISIS everywhere, particularly militarily in Syria, Iraq and Libya.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Ivan Jakovčić (ALDE), pitanje koje je postavio podizanjem plave kartice. – Naime, želim vam se obratiti s pitanjem: slažete li se sa mnom da je jedna od zemalja koja je u vrlo opasnoj i teškoj situaciji u Europi Bosna i Hercegovina, u kojoj živi velik broj muslimana, često na udaru onih koji pozivaju na terorizam ili koji ih žele unovačiti u terorizam? Slažete li se sa mnom da bi Europska unija trebala imati poseban senzibilitet za stanje u Bosni i Hercegovini i pomoći agencijama za sigurnost u Bosni i Hercegovini?

Charles Tannock (ECR), blue-card answer. – As someone who takes a great deal of interest in the Western Balkans – as the rapporteur for Montenegro – I have followed events closely as the shadow for Bosnia and Herzegovina.

Clearly, in all the Western Balkan countries, amongst the Muslim minorities – particularly in Kosovo, Albania, Macedonia, and Bosnia and Herzegovina – there is a serious problem of radicalisation and of jihadi terrorists departing from these countries. Up to several hundred of them may be, as we speak, fighting for ISIS in Iraq and Syria. This is a serious problem. Member States are aware of it and NATO is taking it very seriously. Everything must be done to prevent this flow. I agree with you entirely: it is a major security risk to that region.

Fernando Maura Barandiarán, en nombre del Grupo ALDE. – Señor Presidente, los atentados en cadena del pasado 26 de junio dejaron más de sesenta muertos, entre ellos numerosos ciudadanos europeos que fueron literalmente masacrados en las playas de Túnez. Los tres ataques se suman a esta oleada de odio y radicalidad sin precedentes con la que empezamos a convivir, una situación extrema que parece que estamos dispuestos a aceptar como habitual. Y, lo que es peor, sabemos que volverán a golpear con fuerza, sobre todo a aquellos países como Túnez que, cuando intentan avanzar en la senda democrática, los radicales vuelven a sumir en la duda y la inestabilidad.

Parece que hace lustros que la Alta Representante declaró en esta misma Cámara que la situación en el norte de África es una prioridad de la Unión Europea y de su política exterior. Tras el atentado en el Museo Nacional del Bardo empezamos a darnos cuenta de la importancia y la necesidad de que la Unión Europea, con todas las herramientas a su alcance, se involucre en la lucha contra el terrorismo en el norte de África y ayude sin paliativos a países como Túnez, Argelia o Marruecos.

Escuché numerosas interpelaciones en este sentido en el último debate. Sin embargo, ¿qué avances hemos hecho? ¿Qué objetivos hemos logrado? ¿Qué ha cambiado? La ayuda económica y financiera no es suficiente. Desde este escaño vuelvo a reclamar e insistir en la urgencia de involucrarnos activamente, no solo dedicarles buenas palabras. Debemos concienciarnos, de una vez por todas, de que la frontera de nuestra seguridad está en el norte de África. No podemos permitirnos ni un solo foco más de tensión e inestabilidad en la frontera del sur de Europa. No podemos permitirnos perder Túnez, porque el Estado Islámico que estamos lejos de derrotar está llamando a su puerta, a nuestra puerta.

Debemos reformular la política de vecindad de la Unión. Debemos decidir y actuar conjuntamente en lo que respecta a la seguridad nuestras fronteras. No podemos esperar más para ayudar de manera integral a aquellos países que buscan desesperadamente nuestro apoyo. Sin embargo, y como vengo repitiendo, me temo que, como siempre, llegaremos tarde a este objetivo.

Cornelia Ernst, im Namen der GUE/NGL-Fraktion. – Herr Präsident! Die schrecklichen Taten der letzten Tage und Wochen, die bedrücken einen tatsächlich wirklich zutiefst, und mir geht das auch so.

sreda, 8. julij 2015

Aber wie oft haben wir das eigentlich schon gesagt? Wie viele Diskussionen haben wir da schon geführt? Geändert hat sich nicht wirklich etwas. Meist waren die Antworten: mehr Überwachung, mehr Waffen, mehr Repression. Das hat doch nicht zu Ergebnissen geführt, die wir uns gewünscht haben. Wir haben uns auch nie wirklich die Frage gestellt: Wie kann man denn in Ländern, in denen Terrorismus ausgeübt wird, auch die Unterstützung für Terroristen unterbinden? Wie kann man verhindern, dass diese Unterstützung gewährt wird? Wie kann man demokratische Prozesse entwickeln?

Ich sage Ihnen: Ich denke immer wieder daran, als wir im Irak waren und die Frage natürlich für uns auch gestellt werden musste: Warum ist denn der IS so erfolgreich? Weil er natürlich auch Unterstützung in Teilen der Bevölkerung hat. Ich vergesse es eben nie – das habe ich auch schon einmal hier gesagt –, wie der Bischof von Erbil uns gesagt hat: Wir brauchen nicht Waffen, sondern wir brauchen Unterstützung, und zwar für die Versöhnung mit den Sunniten, und zwar in der Bevölkerung, natürlich nicht mit den Terroristen.

Dafür machen wir nichts. Wir brauchen eine ehrliche Diskussion über die Ursachen dafür, warum junge Menschen oder auch andere – es geht ja nicht nur um junge Menschen – ihr Ideal in terroristischen Aktionen sehen. Wir müssen auch über die Defizite unseres Zusammenlebens – da stimmt doch etwas nicht, wenn junge Leute dort hinfahren und sich an solchen Aktionen beteiligen – ernsthaft sprechen, uns wirklich dort die Frage stellen: Wo sind unsere Defizite, was können wir tun? Da hilft uns beileibe ein Fluggastdatensystem für Europa keinen Schritt weiter, nicht einen Millimeter, und deswegen sollten wir unsere Kraft dafür nicht verschwenden.

Paul Nuttall, *on behalf of the EFDD Group*. – Mr President, a fortnight ago in the European Parliament, I warned that the next terrorist attack was a case of not if, but when and where. We had the answer 48 hours later.

We had a beheading in the French town of Grenoble, a massacre of 38 innocents in the Tunisian resort of Port El Kantaoui and a bombing of a mosque in Kuwait. What did all of these attacks have in common? Now some may find what I am about to say to be unpalatable, some might find it politically incorrect, but the simple fact is the one thing they all had in common was they were done in the name of Islam. Now I hear people in my own country claim the opposite and say that these outrages have nothing to do with Islam. But this is not only ludicrous, it is also extremely dangerous.

These terrorists commit these atrocities and quote the text from the holy book of Islam, so to suggest that these attacks have nothing to do with Islam is akin to suggesting that the Inquisition had nothing to do with the Catholic Church. Indeed, if we are to deal with radical Islamism then we must at least have the courage to name its source. It is not just poverty and poor education, it is a literal and backward interpretation of the Koran.

But not only do we in the West turn another cheek to extremism, we actively encourage it. We turn a blind eye to misogyny, homophobia, limb amputation, and the funding of extremism in return for arms deals and oil, and this primarily takes place with the States of Saudi Arabia and Qatar.

We must make a stand on moral grounds and say enough is enough. Because if we do not, I fear that there will be a clash of civilisations at some point this century, and this clash will not be fought in the deserts of the Middle East, it could well be fought on the streets, in the cities and the towns of Europe.

We are the politicians of today, ladies and gentlemen, and we have a duty to hand on a stable and better society to our descendants, and that is not a society where the words of a woman is worth half of that of a man; it is not a society where homosexuals are persecuted, and it is not a society where unbelievers are second-class citizens.

Christians and Muslims alike, if we do not take a stand, history will look upon us as the generation that surrendered our hard-fought liberal Western democracy in favour of something darker, something more intolerant and something wholly illiberal. Burying our heads in the sand, ladies and gentlemen, is no longer an option. We must act: we owe it to our children.

Mario Borghezio, *a nome del gruppo ENF*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, ma voi pensate seriamente di sconfiggere il terrorismo islamico con questa congerie confusa e poco coerente di mezze misure, tra l'altro gran parte tardive. A cominciare dal Consiglio che non ci parla del legame fra terrorismo e immigrazione clandestina. Eppure il presidente di Eurojust ora riconosce che questo traffico di clandestini serve a finanziare e infiltrare l'Isis in Europa. L'elemento religioso è fondamentale: alla base di questi crimini c'è la legittimazione da parte dell'Islam estremista veicolata dalle prediche degli imam nelle mosche e attraverso i *social media*.

sreda, 8. julij 2015

E allora, niente mezze misure! Chiudere tutte le mosche fondamentaliste anche da noi, come vuole fare la Tunisia. Basta con il masochismo e il bla-bla sull'islamofobia. Io ero davanti alla sede di Charlie Hebdo e parlavo con la gente poche ore dopo quel gravissimo attentato: nessuno mi ha parlato di islamofobia. Se ne parla solo qui. Questo falso antirazzismo masochista in realtà è il cavallo di Troia che serve all'islam più fondamentalista per bloccare le nostre difese immunitarie da un virus che si espande anche attraverso la forza intimidatrice degli attentati. Vogliono creare la paura in mezzo al nostro continente.

Con l'islam siamo di fronte non solo a una potente organizzazione jihadista ma anche a un attore politico che con gli attentati detta la sua agenda ai nostri paesi. Col ricatto dell'orrore e la paura vogliono imporre in tutta l'Europa la legge della Sharia. Sveglia, Europa!

Bruno Gollnisch (NI). – Monsieur le Président, il y a au moins trois causes du terrorisme qui dépendent de nous.

La première est la destruction ou la tentative de destruction de régimes laïques, certes autoritaires, mais qui contenaient la progression du radicalisme islamique. Je veux parler de l'Iraq, de la Libye et même de la Syrie. Ceci a été fait par des moyens abjects, par une manipulation diplomatique, une guerre de destruction, un blocus impitoyable qui a suscité contre l'Occident une haine inassouvie, dont nous n'avons pas idée.

Deuxièmement, c'est la méconnaissance, en effet, des aspects agressifs d'une religion dont beaucoup de ses sectateurs considèrent que la guerre est un moyen légitime d'extension de leur communauté et que, contre ce qu'ils appellent les mécréants, y compris les populations civiles, tous les moyens sont bons, même les plus cruels.

Troisièmement, c'est une immigration massive, voulue, incontrôlée, venant de pays musulmans et génératrice d'une jeunesse déracinée, confrontée à nos sociétés européennes vieillissantes qui, elles, ont renié leur foi, leurs racines, leur idéal. Elles n'ont plus comme programme que le matérialisme triomphant et la promotion des déviations sexuelles, pratiquant de surcroît la repentance continuelle de ce qu'elles ont été, au lieu d'exalter les vraies valeurs de leur civilisation passée.

Le terrorisme se nourrit de ce terreau, les dirigeants européens ne sont pas tous des terroristes, mais ils en ont été les complices, au minimum, inconscients.

Roberta Metsola (PPE). – Sur President, l-Ewropa u d-dinja ilhom fid-dell tat-terroriżmu għal ċertu tul ta' żmien. Illum qed nitkellmu għaxar snin wara l-attakki terroristiċi mill-agħar f'Londra, f'tit xhur mit-traġedja ta' Charlie Hebdo, f'tit ġimgħat mill-attakki fuq il-knisja ta' Charleston fl-Istati Uniti, f'tit jiem mill-attakki fi Franza, it-Tuneżija u l-Kuwajt u f'tit sigħat mill-attakki minn Boko Haram fin-Niġerja u Al-Shabaab fil-Kenja. Ejjew inkunu ċari, il-kondoljanzi mhumix biżżejjed. Irridu naghmlu hafna, hafna iktar biex jitwaqqaf it-terroriżmu kull fejn jiġri.

Fl-istess gurnata rajna qtil ta' 66 persuna fit-Tuneżija, il-Kuwajt u fi Franza. Dawn inqatlu irrispettivament mit-twemmin tagħhom. Dak li ergajna rajna juri l-htieġa li nikkumbattu iżjed it-terroriżmu u l-estremiżmu. Min iwettaq atti terroristiċi ma għandu l-ebda rispettu. It-terroriżmu ma għandux fruntieri, ma għandux reliġjon u fejn tintuża r-reliġjon dan ikun bi skuża biex jiġi ġustifikat reat fahxi. L-attakkanti fit-Tuneżija ntrabtu mal-Istat Iżlamiku. Ejjew inkunu ċari, din hija organizzazzjoni, mhijiex Stat u ma tirrappreżentax lill-Musulmani. Hija organizzazzjoni responsabbli mill-imwiet ikka-ġunati minn vjolenza bla limitu u bla sens.

Ahna għandna nuru l-appoġġ tagħna lil daww li sofrew dawn l-atti kodardi. It-Tuneżija, mnejn bdiet iż-żerriegħa tar-Rebbieġha Għarbija, issa qieghda fi stat ta' emerġenza. Il-Libja tibqa' fi stat ta' kaos. Al-Shabaab u Boko Haram ikomplu jwettqu attakki kważi kuljum. L-Unjoni Ewropea teħtieġ tiżgura li jkunu implimentati miżuri ta' sigurtà għaċ-ċittadini kollha. Huwa ż-żmien li nimxu 'l quddiem fuq patt tal-Unjoni Ewropea kontra t-terroriżmu. Patt biex neqirdu l-estremiżmu li jsir u jiġi ġustifikat għal raġunijiet differenti. Irridu ntejbju l-legiżlazzjoni tal-Unjoni Ewropea inkluża l-PNR.

Sur President, lit-terroriżmu rridu niqfulu! L-attakki li jsiru ma għandhomx jintimidawna jew inaqqsu r-rieda politika tagħna biex niġġieldu t-terroriżmu. Għall-kuntrarju għandhom isahhu u għandna nsahhu d-determinazzjoni tagħna.

sreda, 8. julij 2015

(Il-kelliem qabel li jwieġeb għal mistoqsija "karta blu" skont l-Artikolu 162(8) tar-Regoli ta' Proċedura).

Gilles Lebreton (ENF), *question «carton bleu»*. – Je vous remercie, chère collègue, d'accepter ce carton bleu.

Vous avez signalé, en citant les exemples des attentats en Tunisie et en France, notamment, qu'il fallait – je vous cite – «s'élever contre le terrorisme ou encore conclure un accord contre le terrorisme». Mais, en dehors du cas particulier du PNR que vous avez mentionné, vous ne proposez rien de concret. Cela me dérange parce que je ne crois pas du tout en l'efficacité du PNR, ce système de contrôle des passagers d'avion, pour lutter contre le terrorisme. Je crois qu'il est inadapté.

Avez-vous d'autres solutions concrètes pour lutter contre le terrorisme?

Roberta Metsola (PPE), *tweġiba karta blu*. – Grazzi ta' din il-mistoqsija. Le, jiena ma naqbilx mieghek li l-miżuri li jiġu proposti fil-PNR ma jistgħux ikunu forza tajba kontra min qed jhedded is-sigurtà tagħna; u hemmhekk qed niddiskutu hafna miżuri li nixtiequ li f'dan il-Parlament ikollna qbil fuq fil-jiem li ġejjin. Irridu wkoll insaħħu l-poteri tal-Counter-Terrorism Coordinator tal-Unjoni Ewropea. Irridu nagħtu iżjed poteri lil Europol biex naraw kif nistgħu nsahħu l-koope-razzjoni bejn l-operazzjonijiet polizjeski bejn il-pajjiżi tagħna. Hemm hafna xi jsir imma għandna bżonn qbil bejn l-istituzzjonijiet Ewropej, inkluż f'din.

Sylvie Guillaume (S&D). – Monsieur le Président, l'Isère, la Tunisie, le Koweït, la Somalie: en quelques heures, la violence terroriste a frappé. Si rien ne permet d'affirmer que ces actions sont coordonnées, l'horreur de ces massacres est multipliée par leur simultanéité. Dans ce moment lourd de menaces, nous devons garder en mémoire les leçons des attentats précédents. C'est en refusant la psychose et en proclamant l'unité, qu'elle soit nationale, européenne ou bien encore internationale, que nous combattons ce phénomène sans précédent. La résilience passe et passera par la responsabilité et le rassemblement de tous.

Le phénomène du terrorisme est d'une grande complexité, tant il est vrai que les causes sont, à la fois géopolitiques, sociales, économiques ou même psychologiques. Ces causes multiples appellent donc une solution globale. Oui, le caractère inédit et évolutif de la crise actuelle impose une mise à niveau des dispositifs européens sécuritaires et judiciaires. Oui, il requiert également une nouvelle réflexion et des outils adaptés au djihad médiatique et numérique, qui permet aux terroristes d'atteindre chaque point du territoire national, européen et international. Oui, il nécessite une offensive contre les flux financiers qui alimentent le combat terroriste. Oui, il rend indispensable une utilisation pleine et entière des instruments existants pour mieux empêcher la circulation des djihadistes à l'intérieur et à l'extérieur de l'espace Schengen.

Mais on ne peut pas se contenter du tout répressif. Toute solution passe également par des mesures de prévention de la radicalisation avant que celle-ci ne débouche sur de la violence. L'inégalité, la marginalisation, l'exclusion sociale, la difficulté d'accès à un enseignement de qualité sont autant de facteurs pouvant favoriser la radicalisation. La Commission l'a d'ailleurs très justement indiqué dans son programme européen en matière de sécurité.

L'éducation, la participation des jeunes, le dialogue interconfessionnel ainsi que l'emploi et l'inclusion sociale ont un rôle essentiel à jouer pour prévenir la radicalisation.

Mark Demesmaeker (ECR). — Op 26 juni sloeg het kwaad toe in Tunesië, in Koeweit, in Nigeria. Het doelwit en de slachtoffers van de terreuraanslagen waren opnieuw onschuldigen: biddende gelovigen, toeristen op het strand, burgers. Ze pasten blijkbaar niet in het wereldbeeld waarin de daders geloven. Maar we mogen in geen geval gewend raken aan deze vorm van bloedvergieten en er gevoelloos voor worden.

Voor een land als Tunesië is deze terreur een drama. In het land werd jaren geleden de kiem voor de Arabische lente gelegd. De oogst lijkt verwaarloosbaar, de maatschappij fragieler dan ooit. Met het wegblijven van toeristen verliest ze daarenboven haar belangrijkste bron van inkomsten. Tunesië heeft dringend behoefte aan perspectief, aan een wervend project. Werk en vooruitgang zijn de enige remedie tegen haatpredikers.

sreda, 8. julij 2015

De Unie kan perspectief bieden. Europa moet zich buigen over een Marshallplan dat regionale samenwerking opnieuw kan aanzwengelen en de getroffen landen in de gordel van instabiliteit vooruithelpt. Want het alternatief is een nieuw Libië, hopeloos onbestuurbaar en daardoor een begeerde bruid in een pervers IS-huwelijk.

Nathalie Griesbeck (ALDE). – Monsieur le Président, face à la menace terroriste, nous devons nous unir, pas seulement avec des mots, mais avec des outils et des actions. Il faut le faire pour protéger nos valeurs et les citoyens et pour prévenir ces actes abominables que nous constatons, que nous vivons et qui tétanisent nos sociétés.

Nous devons aussi faire preuve de la plus grande fermeté à l'égard des terroristes, car il y va de la force de nos démocraties. La prévention de la radicalisation, la surveillance des réseaux qui sont utilisés de main de maître par les terroristes pour leur propagande morbide, notamment à l'égard des jeunes et la lutte contre le trafic d'armes doivent être nos priorités.

Je me réjouis des propos de M. le ministre représentant la présidence en exercice. Mais nous devons unir nos forces en améliorant la coordination des échanges d'informations. Il faut multiplier ces échanges d'informations et surtout les rendre obligatoires en optimisant Europol et en créant un véritable PNR européen qui devienne un outil efficace. Nous devons aussi réformer le système d'information Schengen pour rendre obligatoires, par exemple, les alertes concernant les personnes soupçonnées de terrorisme et partager ces signalements. Il y va de cette politique de sécurité commune que nos concitoyens européens appellent de leurs vœux.

Georg Mayer (ENF). – Herr Präsident! Es ist wirklich erschreckend, und wir brauchen nicht besonders weit in die Vergangenheit zu schauen, um besonders tiefgründige Änderungen in unserer Gesellschaft wahrzunehmen. Tunesien, Frankreich, wieder Frankreich, Kuwait. Ich komme aus der Stadt Graz in Österreich, wo vor drei Wochen auch ein Attentat stattgefunden hat, bei dem es drei Tote und vierzig Verletzte gab, und wo noch nicht klar war, ob das nicht auch durch einen radikalen islamischen Mann motiviert war.

Wenn einem diese Attentate mal so nahe kommen, das können Sie mir glauben, ist man natürlich ganz besonders erschüttert. Besonders erschüttert ist man natürlich auch, wenn man – wie wir Freiheitliche – seit Jahren davor warnt, dass der radikale Islam auch in Europa nicht vor Attentaten zurückschrecken wird, und wenn wir seit Jahren davor warnen, dass der radikale Islam bereits in der Mitte unserer Gesellschaft ist. Wir hören und lesen immer in Medien und von verantwortlichen Politikern: Das sind alles Einzeltäter. Langsam kommt mir vor, wir haben es hier mit einer Armee von Einzeltätern zu tun, geschätzte Kollegen.

Wir wissen auch, dass der IS bereits mit Hilfe der Flüchtlingswelle gezielt neue Attentäter immer wieder nach Europa bringt. Da gibt es drei verschiedene Routen. Die gefährlichste führt über Bulgarien mit gefälschten Pässen. Dort sind dann diese Attentäter mit EU-Pässen unterwegs. „Das nächste Schlachtfeld wird Europa heißen“, titelt „Die Welt“ schon. Neben der Flüchtlingswelle wird dieses Terroristenproblem, das wir uns aufgrund des Versagens der EU-Regierungen selbst importiert haben, eines der größten werden, mit denen wir uns in den nächsten Jahren beschäftigen werden.

Gerard Batten (EFDD). – Mr President, my colleague Paul Nuttall's speech of a few minutes ago said many of the things that I might hope to say and with which I totally agree.

The threat that we all face in the West – and not just in the West – is from fundamentalist Islam. The terrorists and the extremists all have one thing in common: they are all reading the same book, and it is called the Koran. It contains exhortations, such as 'kill unbelievers wherever you find them', 'make war on unbelievers' and 'strike terror into the hearts of unbelievers'. Some people take that literally.

We are told by our leaders that Islam is a religion of peace and love. The problem is that it is actually a contradictory mishmash of nonsense. The problem is that the extremists and the fundamentalists actually choose the bits that they like in order to satisfy their bloodlust and earn themselves 72 virgins in paradise, although nobody has actually come back to confirm that they get them.

sreda, 8. julij 2015

Western liberal democracies must make it plain that extremist, fundamentalist Islam has no place in western society. We all come into contact with moderate, peace-loving Muslims every day. They are not the problem. Their ideology is. We must support the moderates against the extremists. Sun Tzu said that the first place you win a war is in the mind of your opponent. All propagandists know the importance of words. If you control words, you control how your opponent thinks and reacts.

Most religions are named after their founders – Christianity, the religion of Christ; Buddhism, the religion of Buddhists; Judaism the religion of the Jews – and yet we accept the word Islam – submission to the will of Allah. It is not. It is the construction of a person. Let us go back to what we used to call this religion 30 or 40 years ago: Mohammedanism. It is the cult of Mohammed, and these people accept the death cult of Mohammed.

Let us make it plain that we do not accept this ideology and take practical measures to defeat the extremists and support those moderates who want to stay in western liberal democracies. If they want to live under Sharia law, then they should go and live in one of the countries where they can do that.

Teresa Jiménez-Becerril Barrio (PPE). – Señor Presidente, mis primeras palabras quiero que sean para las víctimas, a las que dedico todo mi trabajo aquí. Siempre he sostenido que son muchos en este Parlamento los que solo se acuerdan del terrorismo cuando hay un ataque, un atentado. Y, pasada la onda emocional, todo se olvida. Desgraciadamente, esta amenaza, que se ha subestimado durante tanto tiempo, se ha convertido en algo tan serio que nuestra sociedad está aterrorizada. Y esa es la victoria de los terroristas: matan a uno para meter el miedo en el cuerpo a todos y así acabar con nuestra libertad. No hay que dejar de viajar a Túnez, ni a París, ni a Londres, porque ellos hayan querido sembrar el dolor en el corazón de Europa. Porque, si lo hacemos, si nos inmoviliza el miedo, habrán ganado ellos. Por ello, celebro que la Presidencia de Luxemburgo haya considerado prioritaria la lucha contra el terrorismo.

Pido que se incluyan en la Agenda de Seguridad mejores mecanismos de protección, porque es la mejor manera de enfrentarse a quienes quieren destruir el más sagrado de nuestros derechos, el derecho a la vida. Desde aquí, quiero mandar un mensaje claro a los terroristas: que nuestra sociedad, con años de valores compartidos, nunca se va a arrodillar ante sus cuchillos, sus bombas y sus pistolas. Defiendo la memoria de las víctimas, porque haciéndolo, estamos defendiendo la dignidad de todos los europeos, que nunca, nunca, nunca, les vamos a entregar nuestra libertad. Y recuerdo a muchos de esta Cámara que la libertad no está reñida con la seguridad.

(La oradora acepta responder a una pregunta formulada con arreglo al procedimiento de la «tarjeta azul» (artículo 162, apartado 8, del Reglamento))

Diane Dodds (NI), blue-card question. – I would like to thank the Member for her words and particularly for her work with the victims of terrorism. Does she agree with me that we must stand up for the victims of terrorism and particularly ensure that this House and our own national governments distinguish clearly, and in a legislative framework, between those who carry out vile acts of terrorism and their innocent victims?

Teresa Jiménez-Becerril Barrio (PPE), respuesta de «tarjeta azul». – Por supuesto, Señoría. Muchísimas gracias por su pregunta. Sí, creo que ya es hora de que hagamos una legislación, una resolución sobre los derechos de las víctimas del terrorismo. Jamás será igual una persona que pega un tiro por detrás que quien lo ha sufrido. Y en este Parlamento estamos hablando no solo del terrorismo islámico, sino también del terrorismo de ETA, pues vienen los asesinos y los terroristas y se quieren equiparar a sus víctimas. ¡Nunca! Y eso es porque falta una claridad de ideas. No por su parte ni por la mía, nosotros lo tenemos muy claro, pero hay muchos que no lo tienen. Por lo tanto, tenemos que aclararlo: tiene que haber legislación porque las víctimas del terrorismo son representantes de toda la sociedad.

Josef Weidenholzer (S&D). – Herr Präsident! Leider häufen sich diese Gelegenheiten, dass wir der unschuldigen Opfer von Terroranschlägen gedenken. Ich finde das sehr bedrohlich!

sreda, 8. julij 2015

Ich fürchte, dass es nicht das letzte Mal sein wird, sondern dass diese Dinge immer wiederkehren wollen. Wir können eigentlich nur hoffen, dass wir diese Intervalle vergrößern können. Dieser Feind, der uns bedroht, ist ein schlimmer Feind. Er hat es auf unsere Zivilisation abgesehen, auf die Freiheit, auf die Freiheit der Individuen, Religionsfreiheit, Meinungsfreiheit, wie wir unser Leben führen wollen.

Wir müssen diesen Feind mit allen erforderlichen Mitteln bekämpfen: mit Klugheit, mit Entschlossenheit und proaktiv. Wir müssen Deradikalisierungsarbeit machen, wir müssen in die Milieus hineingehen, wir müssen diese Biotope austrocknen, und wir müssen die Gründe dafür finden, warum es Menschen in die Fänge dieser Terroristen treibt. Wir müssen diesen Kampf gewinnen!

Timothy Kirkhope (ECR). – Mr President, I agree with what has been said about the horrific attacks which took place in Tunisia. That brings into sharp focus the vulnerability people face all over the world against an enemy fixed on the idea of senseless terror and destruction. Attacks in Australia, historically the UK, France and Tunisia show that we are vulnerable everywhere. It is not scaremongering. It is a reality.

What is clear is that the EU cannot operate in a vacuum. This threat extends beyond our borders. Whilst it is essential we cooperate with each other in Europe, it is vital also that we cooperate with third countries to provide global security, and of course we need an effective strategy to counter radicalisation and exchange information.

Tunisia, like every other country in Europe, cannot be expected to respond to this threat on its own, and it needs our help. We need a global and a unified strategy for the fight against terrorism and against ISIS.

Maite Pagazaurtundúa Ruiz (ALDE). – Señor Presidente, la lucha contra el terrorismo islamista va a marcar el siglo XXI. Lo digo con pena —también, con cariño por las víctimas— pero con determinación, porque quiero señalar que estamos obligados a atacar su legitimidad con eficacia. El discurso y los conceptos son tan importantes como el combate judicial o policial. Que la sociedad no se acobarde también es clave. No hay fronteras totalmente seguras en el mundo globalizado y, como nos vamos a tener que involucrar en todo el planeta defendiendo a cada ciudadano que quiera ser libre, lo mejor es tenerlo claro ya.

Señor Comisario, liderar la sociedad exige líderes seguros, líderes valientes y, como europeos, además de una Agenda de Seguridad —que también la necesitamos—, no nos queda otra posibilidad que consolidar las democracias fuera de Europa. La situación actual geoestratégica —las alianzas con líderes que no siempre son democráticos— seguramente dejará de ser eficaz a muy corto plazo. Por tanto, mucho ánimo, y tiene todo nuestro apoyo, porque es absolutamente vital para todos nosotros.

Barbara Matera (PPE). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, il nostro nemico non è individuabile. Milita in truppe sparse per il mondo; è imprevedibile, non ha faccia, non ha collocazione precisa; elude le coordinate spazio-temporali. Si è insinuato nella nostra routine; colpisce spiagge, fabbriche, per strada mentre andiamo a lavorare e alimenta l'angoscia. Il nostro nemico non difende una terra, un tesoro o la propria famiglia. Il nostro nemico difende un concetto: il malinteso presupposto secondo cui la religione domina ogni aspetto della vita umana e gli infedeli devono essere puniti.

Stabilire in che misura i recenti attacchi in Francia, Tunisia, Somalia, Kuwait siano stati coordinati tra di loro, poco importa. Ora che le minacce continuano a proliferare, dobbiamo convogliare le nostre energie sull'attuazione di iniziative concrete e urgenti. Non è semplice, ne sono perfettamente consapevole. Ma ho l'impressione che quando si parla di mettere in pratica azioni di contrasto alla strategia di terrore jihadista, si resti impantanati in discussioni politiche e spesso paludose.

Quindi, lotta alla radicalizzazione e alla propaganda e allo scardinamento delle strategie di finanziamento del terrore. Dobbiamo parlarne molto più spesso e trovare tutti insieme delle risposte concrete.

Concludo, con le parole del premio Nobel, Adolfo Perez Esquivel, che diceva che l'unica speranza per sconfiggere il terrorismo risiede nell'osservanza delle regole democratiche: più democrazia e libertà per questi paesi.

sreda, 8. julij 2015

Daniele Viotti (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, l'Unione europea nasce e si forma per essere una forza di pace e una forza ostacolo del terrore, dell'odio, della distruzione all'interno dei propri confini e al di fuori degli stessi. Le sfide che stiamo affrontando mettono a serio rischio la nostra coesione e questo è colpa di scelte anche degli Stati membri e di quelli che fanno delle scelte nei confronti di Paesi che stanno fuori dall'Unione europea e della propria politica estera. Noi, invece, abbiamo il dovere di rilanciare l'azione comune di tutta l'Unione europea.

Dobbiamo ottimizzare le nostre spese per la sicurezza, per favorire la cooperazione e lo scambio di informazioni. Dobbiamo mettere in pratica politiche per l'inclusione sociale e dobbiamo, infine, combattere soprattutto l'odio, l'odio che è causa dei drammi che ci sono state nelle ultime settimane in Francia, in Tunisia, in Kuwait, in Niger.

L'Unione europea deve uscire dalla logica di sorvegliare e punire. Abbiamo questo compito, abbiamo il dovere di rispettare innanzitutto le libertà fondamentali di donne e uomini degli Stati che non fanno parte dell'Unione europea e poi dobbiamo avere ben chiaro il concetto che la sicurezza non può essere un motivo per la sospensione della democrazia.

Per questo io credo che sia importante chiedere a questo Parlamento di sostenere quanto più attivamente possibile il vicepresidente della Commissione/alto rappresentante dell'Unione per gli affari esteri e la politica di sicurezza, Federica Mogherini, e soprattutto la sua svolta laica, perché questa può essere la maniera migliore per combattere il terrorismo.

Mirosław Piotrowski (ECR). – Panie Przewodniczący!

Ostatnio z przerażeniem obserwujemy ataki terrorystyczne, przeprowadzane w sposób bestialski, ale i zorganizowany. Przywódca Państwa Islamskiego, przyznający się do tychże zamachów, stwierdził, że Al-Kaida była zbyt miękka i pacyfistyczna. Bez pardonu morduje głównie chrześcijan, ale także przypadkowych turystów, jak w Tunezji, gdzie zginęło blisko 40 osób, oraz we Francji i innych miejscach, gdzie ofiarom odcina się nawet głowy. Bojownicy Państwa Islamskiego demonstrują swoją siłę, a wobec ich determinacji Unia Europejska jest bezradna. Jest to niestety skutek wcześniejszej unijnej polityki, która zamiast wspierać Stany Zjednoczone w walce z terroryzmem, walkę tę osłabiała poprzez powoływanie kuriozalnych komisji śledczych, także tu w Parlamencie Europejskim, odsłaniających mechanizmy walki z terroryzmem. Rozkręcono idiotyczną spiralę tropienia funkcjonariuszy służb specjalnych walczących z terrorystami, a tych ostatnich przesadnie zabezpieczono „pluszowymi” normami praw człowieka. Zdecydowana zmiana tej błędnej polityki będzie pierwszym krokiem do przeciwdziałania terroryzmowi dla dobra i bezpieczeństwa obywateli Unii Europejskiej.

Victor Boștinaru (S&D). – Mr President, thank you so much for your effort to speak Romanian. I am very impressed.

Domnule președinte, domnule comisar, evoluția fenomenului terorist a înregistrat, în ultimii cincisprezece ani, modificări considerabile, atât în ceea ce privește structura organizațională, cât și obiectivele vizate, metodele de acțiune, recrutarea și propaganda.

Scopul principal și comun al tuturor teroriștilor rămâne subminarea valorilor democratice, a drepturilor omului și a structurii societale. Activitatea teroristă reprezintă, în acest context, o amenințare comună, orizontală și transfrontalieră, cu o dinamică în creștere.

Doar de la începutul anului 2015 s-au înregistrat, la nivel global, 138 de atacuri teroriste, din care șase în luna iulie. Printre cei care au condus atacurile se numără nu doar organizații teroriste cunoscute, precum Isis, Boko Haram, Al-Shabaab sau celule teroriste talibane, dar și așa-numiții 'solo teroriști' sau *lone wolf terrorist*, care acționează din proprie inițiativă.

Atacurile recente din Egipt, Tunisia, Libia, Yemen, Nigeria, Mali, Kenia, Siria, Somalia, Kuwait au vizat nu doar locuri aglomerate, turistice, cu dispozitive de securitate minime, care ar fi diminuat atractivitatea pentru scopuri teroriste dar, în egală măsură, au ținut și forțele de ordine în vederea destabilizării regiunilor, a statelor, a unei regiuni de mari proporții, MENA, ca și slăbirea încrederii populației locale și a comunității internaționale în competența statală de a controla fenomenul.

sreda, 8. julij 2015

Amenințarea teroristă nu se oprește însă la granițele UE, iar atacurile din iunie, ce au avut loc în Austria și Franța, precum și prognoza unor atacuri iminente în state membre reamintesc acest fapt.

În acest context, vreau să subliniez importanța creșterii sinergiei în rândul statelor Uniunii Europene pentru a face față acestei amenințări, precum și a implementării integrale și efective a obiectivului strategic antiterorist conform celor stipulate în Strategia de securitate a UE, a elementelor agreate de Consiliul din februarie și a priorităților reiterate de Consiliul din iunie.

De asemenea, susțin inițiativa Înaltului Reprezentant de a pregăti pentru 2016 o strategie globală de securitate a UE.

Afzal Khan (S&D). – Mr President, security in Europe and its wider neighbourhood is being challenged every day. The recent terrorist attacks by ISIL demand our full attention. Once more, we see the terrorists have no mercy. They do not discriminate; they are modern bandits who kill Muslims and non-Muslims alike.

In the last few weeks they have killed tourists in Tunisia, Egyptian soldiers in the Sinai, Pakistani bus travellers in Karachi, worshippers during prayer in Kuwait, and beheaded one person in France. The death numbers are more than statistics, they are reminders that the fight against extremism, globally and here in Europe, is far from over.

There is also good news: the Muslim world is increasingly taking a firm stance against extremism falsely conducted in the name of Islam. The EU should support such efforts by partner governments as well as ordinary citizens. However, a long-term solution depends on us solving the underlying root causes. Primarily, we must achieve a comprehensive, just and enduring Middle East peace. The EU must win the war against extremism right here in Europe. A recent public opinion poll suggests that 46% of Britons believe Muslims do not share British values. This is devastating. Not only is it not true, it has also fuelled the extremist narrative.

EU Member States must increase cooperation in pre-empting further radicalisation of our citizens. We must work within communities, addressing questions of integration and identity, as well as ensuring that there is justice and that the social and economic well-being of all Europeans are adequately met.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Karol Karski (ECR), pytanie zadane przez podniesienie niebieskiej kartki. – Panie Przewodniczący! Mam pytanie związane z nasilającą się imigracją osób z południowej części basenu Morza Śródziemnego do Europy. Czy nie uważa pan, że należy ograniczać tę imigrację, tak by również zagrożenie terrorystyczne, które wśród tych osób występuje, nie było przenoszone do Europy?

Afzal Khan (S&D), blue-card answer. – I do not think this is the best answer to this problem. What we need to do is look at the root causes of why so many people, who have their own home, their own families and their own society, are forced to leave. We need to bring about more stability and more equality in the world. It is only by tackling these issues that we will ultimately deal with the problem, not by attacking the refugees.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Kristina Winberg (EFDD), fråga ("blått kort"). – Vi hör härinne att alla måste göra något – det säger de flesta härinne. Men vad gör man då? Ja, man kommer inte med konkreta förslag på hur man får stopp på det här. Det tycker inte jag i alla fall. I mitt land Sverige, till exempel, där ger man *foreign fighters* förtur på arbetsmarknaden, rehabilitering och så vidare.

Varför inte införa hårdare straff? Vi kan väl gå efter resolution 2178 och till exempel ta ifrån dem deras medborgarskap så de aldrig mer kommer in i Europa igen. Svara på det!

Afzal Khan (S&D), blue-card answer. – The answer is straightforward. Those who commit crime must do their time. Those who are innocent should not be being punished. What we need to do is make sure we have foreign policies where we can make sure that those who are actually committing these offences do not have that opportunity. But, at the same time, we need to make sure that hard-working people are given equal rights and the opportunity to work hard.

sreda, 8. julij 2015

Λάμπρος Φουντούλης (NI). – Κύριε Πρόεδρε, η Ευρώπη, δυστυχώς, βιώνει τον τελευταίο καιρό ένα κύμα τρομοκρατικών επιθέσεων. Δεκάδες άνθρωποι έχουν χάσει τη ζωή τους. Οι συμπολεμιστές και συνοδοιπόροι των τρομοκρατών του ισλαμικού χαλιφάτου εισάγουν και στις πατρίδες μας τον τρόμο. Δυστυχώς, με τον φανατισμό που τους διακρίνει και την αδυναμία των Ευρωπαίων να δώσουν μια αποφασιστική απάντηση, οι επιθέσεις αυτές θα αυξηθούν δραματικά στο μέλλον. Η Χρυσή Αυγή έχει ξεκάθαρη θέση ενάντια στην τρομοκρατία. Πρέπει να βρούμε τον τρόπο να θωρακιστούμε από τους εισβολείς. Πρέπει να δώσουμε μια ισχυρή απάντηση σε αυτές τις άναδρες πράξεις.

Μπορώ και δικαιούμαι να μιλάω με οργή αλλά και πόνο. Ενάμιση χρόνο πριν, όταν άνδρα και ανέντιμα, αριστεροί τρομοκράτες δολοφόνησαν τον γιο μου, Γιώργο Φουντούλη, και τον φίλο του, Μανόλη Καπελώνη, δύο νέα παιδιά, μπροστά από τα γραφεία μας, δεν υπήρξε καμία αντίδραση από όλους όσοι παρουσιάζονται τόσο ευαίσθητοι σήμερα. Ζητάω και σήμερα, πάλι, τη στήριξή σας, ώστε η 1η Νοεμβρίου να κηρυχτεί πανευρωπαϊκή ημέρα κατά της τρομοκρατίας. Θα ήθελα να επιδεικνύει το Κοινοβούλιο την ίδια ευαισθησία για όλες τις τρομοκρατικές επιθέσεις, από όπου κι αν προέρχονται. Κανείς από το πολιτικό σύστημα τότε δεν καταδίκασε τις επιθέσεις. Κανένας δεν ενδιαφέρθηκε να βρεθούν οι δολοφόνοι. Κάποιοι δεν ασχολήθηκαν, γιατί έτσι τους συνέφερε πολιτικά. Αυτό είναι κάτι που με κάνει και αναρωτιέμαι: Είμαστε καλύτεροι από τους τρομοκράτες ή απλά κρυβόμαστε πίσω από ένα ψεύτικο προσωπείο;

Pytania z sali

Kinga Gál (PPE). – Mindannyiunk felelőssége és feladata, hogy emberek életét, méltóságát, alapvető jogait megvédjük bárhol a világban. Az elmúlt időszakban tapasztalt támadások valóságukban és szimbolikájukban is rémisztőek, hiszen azt üzenik: bármelyikünk, bárhol a világon áldozattá válhat. Ilyen tettekre nincs semmilyen elfogadható magyarázat, ezért minden eszközzel meg kell akadályoznunk őket. Ehhez az egyik feladatunk: össze kell fognunk, partnereket kell keresnünk a világban, ahogy az elhangzott a biztos úr részéről is. Össze kell szednünk a rendelkezésre álló eszközöket, képzett, hatékony rendfenntartókra van szükség a biztonság és értékeink érdekében.

Meg kell akadályoznunk a normális társadalmakon belül felnőtt fiatalok szemünk láttára történő radikalizálódását. Ugyanakkor engedjék meg, hogy szóljak olyan ártatlan áldozatokról is, akiket hitükért üldöznék, gondolok itt azokra a keresztényekre, sokszor asszonyokra, gyermekekre, akik ma az ISIS kegyetlenkedéseinek áldozatai. Ők századunk mártírai.

Az emberi veszteségek mellett szólnunk kell a több ezer éves, felbecsülhetetlen értékű műemlékek megsemmisítéséről a civilizációnk bölcsőjeként ismert régiókban. Emiatt egész emberiségünk lesz kevesebb.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D). – Mr President, due to the terrorist attacks, the world and Europe face a very serious danger. I strongly believe this global threat should be tackled globally. At European level we should take all possible measures to maintain the security and safety of our citizens and play a supportive role in building a cross-border response to this threat.

Terrorism aims at undermining our societies and our way of life. It is a direct attack on the core values of the European Union – democracy, the rule of law, respect for fundamental rights of the citizen and unity in diversity – and a threat to the security, peace, stability and prosperity that European integration has given or is trying to give its citizens.

I strongly believe that preventing and combating terrorism requires ensuring that security, human rights and law enforcement are complementary and that European foreign and security policies tackle terrorist threats around the world and their causes.

sreda, 8. julij 2015

ΠΡΟΕΔΡΙΑ: ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΠΑΠΑΔΗΜΟΥΛΗΣ

Αντιπρόεδρος

Ruža Tomašić (ECR). – Gospodine predsjedniče, teroristički napadi koji su 26. lipnja izvedeni u Francuskoj, Tunisu i Kuvajtu jasan su znak da je nekoć vanjska prijetnja Europi danas definitivno postala unutarnja.

Teroristi su vrlo učinkoviti u korištenju naših slabosti i mlakog pristupa prema islamskim ekstremistima koji su u Europu uvezeni, ali i onima koji su na našem tlu odgojeni u mržnji prema zapadnim vrijednostima.

Danas Europa samo stidljivo ističe svoje kršćanske korijene kao da se srami svog identiteta, a narodi i države bez identiteta laka su meta onima koji nam žele silom nametnuti neki drugi identitet. Svojom dezorijentiranošću i neodlučnošću mi takve zapravo privlačimo i potičemo.

Mislim da je krajnje vrijeme za jasno poručiti da ekstremisti, dakle ljudi koji se udružuju kako bi drugima nanijeli zlo, u Europskoj uniji nemaju nikakvih prava i kako je svaki od njih svojim životnim odabirom ujedno izabrao i to da u Europi za njega nema mjesta.

Илхан Ключюк (ALDE). – Г-н Председател, уважаеми г-н Комисар, уважаеми колеги, на юг от нашите граници арабският свят е изправен пред безпрецедентни конфликти, довели до възхода на тероризма. От Либия до Сирия буквално изчезват държави. От Париж до Сус всички сме жертви на бруталността на терористите. Всички сме мишени - европейци, араби, християни и мюсюлмани.

Тероризмът е най-голямата заплаха за нашата сигурност и той трябва да бъде неутрализиран. Трябва да мобилизираме целия си наличен ресурс в името на възстановяването на стабилността и сигурността във всички конфликтни точки.

Предизвикателствата, пред които днешна Европа е изправена, я задължават да направи важен избор, дори бих го определил като стратегически: да отговори на заплахите от тероризъм. Нуждаем се не от самозатваряне и изолация, а от повече демокрация и толерантност като гаранции за истинско мултикултурно общество.

Fabio Massimo Castaldo (EFDD). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, i recenti e tragici attacchi terroristici perpetrati in svariati paesi del mondo ci devono portare ulteriormente a riflettere. Parliamo del terrorismo quasi a ogni sessione plenaria.

In realtà le strade che noi possiamo perseguire in questo momento sono sempre due. Da un lato, potremmo seguire l'elusione di chiuderci in noi stessi, appunto illuderci che si possa garantire la nostra sicurezza semplicemente spendendo di più in armi, *intelligence*, sicurezza. Senz'altro può essere utile ma temo che si finirebbe come quel bambino che voleva svuotare l'acqua del mare con una conchiglia.

Potremmo anche scendere nella tentazione, appunto, di appoggiare regimi autoritari con la speranza che nel mondo arabo siano loro a risolvere il problema. Ma questo sarebbe un errore che pagheremmo nel tempo, perché seguirebbero ancor di più i conflitti territoriali.

Invece possiamo affrontare il problema direttamente, spingendo affinché l'islam moderato in Europa e nel mondo islamico diventi il nostro maggiore alleato, l'unico in grado di poter isolare veramente il terrorismo e questo lo può fare solamente se partecipa alla vita politica.

Dobbiamo rivedere quindi il nostro approccio per aiutare questi governi a lottare contro le sacche di povertà, perché sono queste il vero bacino in cui pesca inequivocabilmente il terrorismo.

(Λήξη της διαδικασίας «Catch-the-Eye»)

sreda, 8. julij 2015

Dimitris Avramopoulos, *Member of the Commission*. – Mr President, let me start by expressing my thanks to the Members for having given me the opportunity today to react to the recent attacks and to present our response to the threats posed by terrorism. This is – and unfortunately will be for a long time – a crucial issue for our citizens. I am really grateful to you for having put this point on the agenda of this week's plenary.

In the past six months, this Commission has managed to put forward and implement a set of concrete actions to counter this threat. We need to join our efforts to ensure that there will be a swift and continued implementation of these proposals in full respect of the rule of law and fundamental rights.

I took note of your remarks. Some of you have mentioned the Western Balkans. Let me assure you that, in matters of security too, the Western Balkans are key partners. Stability in this region is crucial. We are implementing targeted actions with the Western Balkans on radicalisation and firearms cooperation with Europol.

Many of you focused – as is normal – on Tunisia. During my introductory remarks I made special reference to Tunisia. They are partners and they have our full support. In the framework of the EU European Neighbourhood Policy (ENP) review, we will develop – and will keep developing – targeted policies with Tunisia. We are working on it together with Mrs Mogherini and Commissioner Hahn and we have already started producing results. I am sure that more will be said on this in the next debate. Let me reaffirm my strong commitment to working hand in hand with Parliament – and the Council, of course – on this matter. I really count on your support.

Nicolas Schmit, *président en exercice du Conseil*. – Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, je crois que nous sommes tous d'accord, il y a urgence. Nous devons intensifier notre coopération dans les différents domaines et prendre effectivement les mesures répressives et préventives qui s'imposent.

Il faut aussi une approche systématique et coordonnée. Mais je voudrais aussi dire qu'il ne faut pas tomber dans la stigmatisation, dans l'exclusion, dans la xénophobie ou l'islamophobie, car nous ferions le jeu des commanditaires du terrorisme. Nous devons continuer à soutenir les pays tiers avec lesquels nous sommes engagés dans la lutte contre le terrorisme en élaborant notamment des plans d'actions coordonnés. Là aussi, comme vient de le dire M. le Commissaire, vous tiendrez un débat sur la politique de voisinage et sur des pays comme la Tunisie, qui sont particulièrement vulnérables et qu'il faut activement soutenir.

Les travaux de l'unité chargée du signalement des contenus sur l'internet, récemment créée, et du Centre européen de lutte contre le terrorisme sont eux aussi très utiles et il faut les développer.

Permettez-moi encore de citer ce point en tout dernier lieu: nous ferons tout pour obtenir un accord sur la directive PNR de l'Union européenne au cours de notre présidence. Sachez que la présidence veut travailler étroitement avec ce Parlement sur ce sujet très sensible et très important et nous comptons fermement sur votre appui actif.

Πρόεδρος. – Η συζήτηση έληξε.

sreda, 8. julij 2015

Iratxe García Pérez (S&D), *por escrito*. – El 26 de junio tuvieron lugar tres ataques terroristas en Túnez, Kuwait y Francia en los que murieron al menos sesenta y cinco personas. Los tres ataques guardan relación con el Estado Islámico, que continúa su expansión. A propuesta del Grupo socialista, el caso de Túnez se ha llevado al Pleno. Un estudiante entrenado en Libia disparó contra los clientes de dos hoteles en la ciudad de Susa. Previamente, en marzo, hubo otro atentado en el Museo del Bardo de la capital tunecina, en el que murieron diecinueve personas. Las consecuencias económicas de estos atentados son letales para el turismo, que es la principal industria de Túnez y otros países del Mediterráneo, en la que se asientan sus esperanzas de recuperación económica. Quiero subrayar la especial vinculación de la UE con Túnez y el apoyo europeo a la democracia en este país. La cadena de atentados en Túnez, Francia, Kuwait y Egipto evidencia que ningún país puede ignorar el desafío terrorista que pretende desestabilizar nuestras sociedades mediante el miedo, la desconfianza y los prejuicios. Europa y el mundo árabe están afectados. Hay que estar juntos para luchar contra la violencia y el sectarismo. La respuesta a los terroristas debe ser más unidad, una alianza verdaderamente global.

Michela Giuffrida (S&D), *per iscritto*. – Ce lo siamo detto più volte: nessuno Stato, nessuna regione è al riparo dal pericolo del terrorismo. Ce lo siamo detti più volte perché troppo spesso ci siamo trovati in quest'aula a elencare i morti, a commemorare le vittime di attacchi dall'atroce violenza sferrata contro innocenti. Siamo tutti sotto attacco, ma purtroppo ognuno è solo nel cercare di contenere il pericolo. Il premier tunisino oggi ha annunciato l'avvio dei lavori per la costruzione di un nuovo muro, dopo quello deciso dall'Ungheria contro gli immigrati. Ecco, si alzano muri e questa è una sconfitta per tutti. Oltre che un tentativo disperato e inutile che denuncia la debolezza di tutti noi. Nessuno è esente. La lotta al terrorismo non sembra ancora essere ben coordinata, non si vedono gli sforzi congiunti tanto annunciati. Non bastano più le dichiarazioni, le non meglio definite «procedure decisionali politiche e militari». Promuoviamo nuovi dibattiti di sensibilizzazione qui, favoriranno il dialogo tra i popoli e la consapevolezza. Ecco le armi che noi abbiamo.

Enrique Guerrero Salom (S&D), *por escrito*. – El 26 de junio se sucedieron tres ataques terroristas en Túnez, Kuwait y Francia, en los que murieron al menos sesenta y cinco personas. Los tres ataques guardan relación con el Estado Islámico (EI), que continúa su expansión. A propuesta de nuestro Grupo de socialistas y demócratas, se ha singularizado en el Pleno el caso de Túnez. Allí, un estudiante entrenado en Libia disparó contra clientes de dos hoteles, uno de ellos propiedad de la cadena española Riu, en la ciudad de Susa. En marzo ya hubo un atentado contra el Museo del Bardo en la capital tunecina. Se subraya la especial vinculación de la UE con Túnez y el apoyo europeo a la democracia en este país. Las consecuencias económicas de los atentados son letales. El turismo es la principal industria de Túnez y otros países del Mediterráneo, y la principal esperanza para su recuperación económica. La cadena de atentados en Túnez, Francia, Kuwait y Egipto evidencia que ningún país o región puede ignorar el desafío terrorista que quiere desestabilizar nuestras sociedades mediante el miedo, la desconfianza y los prejuicios. Europa y el mundo árabe están afectados. Hay que estar juntos para luchar contra la violencia y el sectarismo. La respuesta a los terroristas debe ser más unidad, una alianza verdaderamente global.

Christine Revault D'Allonnes Bonnefoy (S&D), *par écrit*. – Le terrorisme n'a pas de frontières. Les récentes attaques qui ont frappé la Tunisie et la France le démontrent une nouvelle fois. Le meilleur moyen de combattre ce phénomène complexe et global passe par la coopération internationale, ce qui suppose que l'Union européenne puisse parler d'une seule voix. Cette lutte doit se placer sur le terrain des idées. Pour affaiblir les réseaux terroristes, nos meilleures armes sont ce qu'ils craignent le plus: l'éducation et le développement de l'esprit critique. Ces groupes ont démontré qu'ils maîtrisaient parfaitement les nouvelles stratégies de communication offertes par l'internet et les réseaux sociaux. Les États doivent donc utiliser en premier lieu les nouvelles technologies pour adapter leurs réponses et ainsi diffuser de façon efficace des contre-arguments face aux idées terroristes. Pour lutter contre le terrorisme de manière efficace, il est également indispensable de consacrer davantage de moyens à la prévention de la radicalisation, tout en aboutissant à un accord sur le PNR européen, pour empêcher les combattants européens de rejoindre le groupe «État islamique». Cette lutte doit se faire dans la préservation de nos démocraties, de nos valeurs et de nos libertés, sinon cela consacrera la victoire de ceux que nous combattons.

Indrek Tarand (Verts/ALE), *in writing*. – The recent escalation in the number of terrorist attacks, both on European soil and outside Europe, is certainly a cause for concern. We should not forget the victims and their families, and we should stand up for them.

sreda, 8. julij 2015

However, we should not forget another issue which has remained unresolved for over half a year now. The victim in this case is still alive and could be saved by a relatively simple action. I am talking about the Estonian police officer Eston Kohver who was illegally kidnapped from Estonian soil by Russian state agents. In clear breach of international law he remains illegally detained in a Russian prison. This attack was clearly politically motivated as it came shortly after President Obama visited Estonia and pledged his continuing support for 'free and independent and democratic Baltic nations'. *Ceterum censeo* the European Union cannot bend to such reprisals and illegitimate demonstrations of force, and therefore should unanimously demand the immediate release of Mr Kohver.

Elena Valenciano (S&D), por escrito. – El 26 de junio se sucedieron tres ataques terroristas en Túnez, Kuwait y Francia, en los que murieron al menos sesenta y cinco personas. Los tres ataques guardan relación con el Estado Islámico (EI), que continúa su expansión. A propuesta de nuestro Grupo de socialistas y demócratas, se ha singularizado en el Pleno el caso de Túnez. Allí, un estudiante entrenado en Libia disparó contra clientes de dos hoteles, uno de ellos propiedad de la cadena española Riu, en la ciudad de Susa. En marzo ya hubo un atentado contra el Museo del Bardo en la capital tunecina. Se subraya la especial vinculación de la UE con Túnez y el apoyo europeo a la democracia en este país. Las consecuencias económicas de los atentados son letales. El turismo es la principal industria de Túnez y otros países del Mediterráneo, y la principal esperanza para su recuperación económica. La cadena de atentados en Túnez, Francia, Kuwait y Egipto evidencia que ningún país o región puede ignorar el desafío terrorista que quiere desestabilizar nuestras sociedades mediante el miedo, la desconfianza y los prejuicios. Europa y el mundo árabe están afectados. Hay que estar juntos para luchar contra la violencia y el sectarismo. La respuesta a los terroristas debe ser más unidad, una alianza verdaderamente global.

10. Podpora EU za Tunizijo (razprava)

Πρόεδρος. – Το επόμενο σημείο στην ημερήσια διάταξη είναι η δήλωση της Αντιπροέδρου της Επιτροπής/Υπατης Εκπροσώπου της Ένωσης για θέματα Εξωτερικής Πολιτικής και Πολιτικής Ασφαλείας σχετικά με τη στήριξη της ΕΕ στην Τυνησία (2015/2765(RSP))

Johannes Hahn, Member of the Commission, on behalf of the Vice-President of the Commission/High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy. – Mr President, we were all horrified by the images of tourists slaughtered in such a cowardly manner on the beach in Sousse. This was an attack that aimed to sow fear and division. We stand together with Tunisia so that the terrorists do not succeed. This was an attack on people, first and foremost, and our sympathy lies with the families and friends of the victims and the Tunisian people. It was also, however, an attack on Tunisia's brave choice for democracy, targeting the tourism industry, which is the backbone of Tunisia's economy and which was already facing enormous challenges.

The democratic transition accomplished by Tunisia since 2011 is unique and, as recognised by the Tunisians themselves, fragile as a result of the remaining political and socio-economic challenges still facing the country. Courageous reforms are still necessary to consolidate the country's democratic constitution and to meet the social and economic difficulties of the country, which primarily affect Tunisia's youth.

The European Union has supported Tunisia's efforts since 2011 and will continue to do so as the government's major source of external support. I sincerely hope that Europeans will continue to visit Tunisia and invest in the country. It is our shared responsibility to ensure that they can continue to do so safely and securely.

The attacks in Sousse and at the Bardo Museum were not the first signs of the enormous security challenges facing Tunisia. Since the revolution the European Union has been engaged with the country's authorities in a dialogue about a comprehensive reform of the Tunisian security sector in order to ensure that its security institutions can more efficiently provide security to its citizens, in full respect for human rights and international norms, as guaranteed by the new constitution. Despite the difficulties inherent in developing cooperation programmes on such a sensitive topic, the current political context of an elected government committed to reform allows us to launch an ambitious programme of support for the sector. We will speed up as fast as possible the implementation of this programme.

sreda, 8. julij 2015

As part of this wide-ranging reform, the fight against terrorism will be a major element, in particular to reinforce the confidence of the country's citizens in its security institutions. However, we wish to go even further. Along with the EU's counter-terrorism coordinator, Gilles de Kerchove, the Commission and the European External Action Service are currently identifying opportunities to act rapidly with all available instruments in order to assist Tunisia in strengthening its counter-terrorism strategy, particularly as regards counter-radicalisation, and reinforcing judicial and security mechanisms.

High Representative/Vice-President Mogherini sent a letter to the Prime Minister of Tunisia in May with a number of concrete proposals. I also wrote to the Minister for Development, Investment and International Cooperation immediately after the Sousse attack to assure him of the EU's steadfast support and to inform him that we intend to accelerate the delivery of certain tranches of support that originally would have been implemented later this year. As I have already said, the Tunisian example is a target for terrorists because it is a success. If there is a cause in the world which requires the European Union to be united in its support, it is with this country, with its democratic pluralistic government and a society that is committed to the protection of democratic freedoms, pluralism and the rights of women. We need coherent mobilisation of all the resources available to us to defend and strengthen Tunisia's transition to democracy. This means that all of the European institutions and our Member States must undertake actions that demonstrate our common resolve.

Our financial assistance is already substantial: EUR 187 million in bilateral assistance for 2015 alone. However, I intend to explore all avenues in order to reinforce this effort. Our macro-financial assistance is currently EUR 300 million and could be increased over the next few years. That said, Tunisia is a country in a particularly unstable region where our potential value added is commensurate with the size of the country and the crucial period of change the country is going through. We need to ensure that our contributions can be appropriately absorbed and remember that providing money for a problem will not, by itself, solve it.

Our support to Tunisia is therefore of prime strategic importance to the European Union as a whole and, as such, requires speed and flexibility in some cases, but also careful planning. Tunisia has consistently been the main beneficiary of the so-called umbrella funds, which are intended to supplement the financial allocations of selected partners on the basis of their progress towards deep and sustainable democracy. This year, in recognition of Tunisia's great strides in the implementation of agreed reform objectives, we are proposing an additional amount of around EUR 70 million in order to address all these positive outcomes so far, but also in the light of recent events we are now examining how best to employ these funds to boost the number of priority initiatives.

Much remains to be done in order to consolidate Tunisia's young democracy, including integration of the institutions provided for by the country's constitution, reforms in the judicial and security sectors and launching the process of administrative decentralisation. Tunisia's socio-economic transition demands considerable reforms and integration of a favourable climate for investment, growth and employment. Facing all these challenges will require efforts spread over many years, and in all these sectors the European Union has the capacity and expertise to provide support for Tunisia's efforts. We can also play a central role in enriching the privileged partnership that we have established with Tunisia.

Tunisia wishes to take advantage of the potential offered by our Community policies, which can provide additional opportunities for our partner countries. In areas such as education, youth and university exchanges, innovation and research or agriculture, which is a vital sector for the country, together with my fellow Commissioners we are exploring opportunities for additional actions, including by placing an emphasis on measures that lead to the creation of jobs. Faced with threats such as the threat of terrorism which play on fear and prejudice, our response should be to reinforce the links which bind our peoples and our economies. We should be ambitious and creative in order to ensure that we make a real difference in our support for the people of Tunisia.

Michael Gahler, *im Namen der PPE-Fraktion*. – Herr Präsident, Herr Kommissar! Ich möchte mich herzlich bedanken für Ihre Darlegungen und auch für die Arbeit, die wir als Europäische Union, als Kommission dort in Tunesien leisten.

sreda, 8. julij 2015

Ich möchte zunächst auch meinem Entsetzen über die Anschläge in Sousse, aber auch im Bardo-Museum Ausdruck geben und allen Angehörigen mein tiefes Mitgefühl aussprechen.

Ich glaube, wir haben wirklich allen Anlass, diese junge Demokratie mit allen uns zur Verfügung stehenden Kräften zu unterstützen, und wir tun das ja auch, Sie haben es dargelegt. Ich selber durfte schon 2011 als *Chief Observer* der EU dort meine Arbeit tun und war auch mit dem Europäischen Parlament dort. Ich sehe einige Kollegen, die auch mit dabei waren bei den zweiten demokratischen Wahlen.

Wir haben feststellen können, die Tunesier wollen diese Demokratie. Es sind keine Extremisten bei diesen Wahlen angetreten, obwohl es eine ganz niedrige Schwelle gab, um bei Wahlen antreten zu können. Sie haben sich nicht zur Wahl gestellt. Die Tunesier wollen keinen Extremismus, und wir sollten sie in diesem Bemühen unterstützen. Sie haben einige Aspekte dort angesprochen.

Mir wäre es wichtig, dass wir vielleicht einen zusätzlichen Aspekt prüfen, und da bitte ich Sie, das vielleicht mit Frau Mogherini aufzunehmen: Wie Sie wissen, haben wir ja eine suspendierte *EU Border Assistance Mission* zwischen Tunesien und Libyen. Die ist irgendwie jetzt auf die tunesische Seite gezogen und wartet auf bessere Tage.

Meines Erachtens wäre es wirklich essenziell, wenn wir prüfen könnten, ob wir nicht eine EU-GSVP-Mission an der Grenze mit den Tunesiern dort auf tunesischer Seite einrichten könnten, um den Zustrom von Terroristen und anderen Elementen zu stoppen. Denn der Täter von Sousse ist in Libyen ausgebildet worden, ebenso wie auch die, die das Bardo-Museum überfallen haben. Das wäre vielleicht etwas, was wir konkret als Hilfestellung in diesem wichtigen Bereich leisten können. Ich bitte um Überprüfung, ob das möglich wäre.

Gianni Pittella, *a nome del gruppo S&D*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, signor Commissario, vorrei esprimere a nome mio personale e del mio gruppo le più sincere condoglianze alle famiglie delle vittime, al governo e a tutto il popolo tunisino per gli attacchi terroristici. Questi attacchi tentano di distruggere l'eroica lotta del popolo tunisino per la libertà e per la dignità; tentano di convertire a Tunisia, il più grande esempio, forse l'unico ben riuscito, della cosiddetta Primavera araba, in un non Stato, vinto dall'organizzazione terroristica ed estremistica armata.

Noi non lo possiamo permettere. Il popolo tunisino non lo merita e noi dobbiamo proteggere la stabilità, la democrazia tunisina e il fragile processo di transizione politica. Ecco perché io chiedo a lei, signor Commissario e all'Alto rappresentante, Federica Mogherini, di assumere un impegno forte, politico, istituzionale e morale. L'Unione europea sia lì in prima linea! Ma non lo faccia soltanto con la solennità e l'autorevolezza che le compete bensì anche con concretezza.

La nostra proposta è un «Piano Marshall» per la Tunisia. La Tunisia è stata colpita al cuore nel settore nevralgico della sua economia: il settore turistico, che è una componente fondamentale. Noi dobbiamo aiutarli concretamente perché il rapporto tra l'Unione europea e Mediterraneo è un punto fondamentale, un punto riuscito di trasformazione democratica di quelle società.

Non possiamo darla vinta ai terroristi. Non possiamo darla vinta ai fondamentalisti. Non possiamo rinunciare alla nostra prospettiva strategica euromediterranea. Ecco il senso della nostra proposta di Piano Marshall.

Il gruppo del socialista e democratici chiede a lei e a Federica Mogherini di impegnarsi per questa grande proposta e realizzazione.

Charles Tannock, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, the terrorist attack against Tunisia saw the tragic loss of 39 lives, 30 of whom were my fellow British citizens, and many possibly even constituents; my condolences go to all their families and friends. This atrocity comes just a few months after a similar attack on the Bardo National Museum in Tunis, both committed by Jihadi extremists and both targeting areas with high concentrations of Western tourists.

This attack also reminds us of the support that traditionally secular Tunisia now vitally needs. As the country that was the home of the Arab Spring and indeed its most successful manifestation – probably why it is now a target – the overthrow of long-time dictator Ben Ali in 2011 ushered in the hope for multiparty democracy in a western style.

sreda, 8. julij 2015

The EU and its Member States now need to support the inclusive government of Habib Essid, allowing Tunisia to flourish as a secular modern and model state for North Africa and the wider Middle East. With tourism accounting for 10% of Tunisian GDP, such attacks are extremely damaging to the country's prosperity and, with a very young population, a stable economy is vital to ensuring political stability and preventing radicalisation and potential Islamist terrorism in the future.

Marielle de Sarnez, *au nom du groupe ALDE*. – Monsieur le Commissaire, nous disons tous la même chose et c'est bien naturel. Au fond, si les terroristes ont frappé la Tunisie à deux reprises en trois mois – au musée du Bardo et à Sousse –, c'est parce que la jeune démocratie tunisienne se porte bien et que la transition démocratique se déroule bien. C'est cela que les terroristes essaient de mettre à mal.

Évidemment, cela implique que notre Union européenne soit présente aux côtés des Tunisiens et aux côtés de la Tunisie d'une façon plus importante encore que par le passé. Nous devons être présents sur le plan de la sécurité, vous l'avez dit, sur le plan de la gestion, par exemple, et du contrôle des frontières avec la Libye. Ceci est une évidence. Nous devons être présents sur la question du flux migratoire. Il faut que nous gérons avec eux les flux de migration tunisien et européen. Nous devons être, évidemment, présents aussi sur un plan économique.

Vous avez parlé de débloquent des fonds et de donner ce que nous devons donner. Il faut aussi contribuer à la création de projets sur le long terme. Nous allons conclure un accord de partenariat, car nous allons développer des relations commerciales. C'est très important que cela se fasse au profit de la Tunisie, en préservant des secteurs qui sont vitaux pour elle, comme certains secteurs des services ou de l'agriculture.

En tous cas, il est absolument évident que notre Parlement vous déclare que l'Europe doit répondre présente. Elle doit être du côté de la Tunisie et des Tunisiens. Ceci n'est pas négociable pour nous.

Marie-Christine Vergiat, *au nom du groupe GUE/NGL*. – Monsieur le Président, l'horreur a une nouvelle fois frappé en Tunisie, à Sousse, trois mois après l'attaque du Bardo. Je m'associe aux condoléances déjà exprimées.

La cible des lieux touristiques est emblématique dans ce petit pays de 10 millions d'habitants pour lequel le tourisme est un véritable poumon: 14 % de l'emploi national en dépend. Emblématique aussi, car la Tunisie, où a démarré le printemps arabe, a poursuivi coûte que coûte sa transition démocratique. Les terroristes veulent à tout prix la faire échouer. Ils ne frappent pas au hasard. Notre solidarité devrait donc être sans faille. C'est loin d'être le cas! La Tunisie a besoin de notre aide dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, mais en veillant à ne pas mettre en cause les fragiles bénéfices démocratiques de la révolution et surtout en soutenant massivement son économie pour donner des perspectives à la jeunesse.

Jusqu'à présent, la Tunisie a trop peu reçu, même des soi-disant aides servies majoritairement sous forme de prêts qui n'ont fait qu'aggraver son endettement. La crise sociale se creuse, alimentant le désespoir. Les frontières restent fermées. Il est temps d'être à la hauteur, de mettre à plat, sur de nouvelles bases, la négociation des accords tant de libre-échange que de mobilité.

Il faut aborder la question de la restructuration de la dette, voire – pourquoi pas? – e son moratoire, développer la coopération régionale au bénéfice des régions les plus pauvres, et mettre en place un réel partenariat dans l'intérêt du peuple tunisien. Les réformes demandées ne peuvent être guidées par toujours plus de libéralisation au bénéfice d'abord des entreprises européennes. Alors oui, il faut aider la Tunisie, ce doit être une priorité, il y a urgence.

Jordi Sebastià, *en nombre del Grupo Verts/ALE*. – Señor Presidente, quiero aprovechar esta ocasión para mostrar mi condolencia, naturalmente, a las víctimas de estos brutales atentados en Túnez. Hace unos meses participé en la misión de observación del Parlamento Europeo para las elecciones en Túnez con alguno de los diputados que están hablando hoy en esta sesión.

Pude observar con detalle, sin ninguna interferencia, un proceso electoral limpio y transparente y un ambiente social lleno de esperanza. La misión mantuvo muchas reuniones con diversos grupos de la sociedad civil y representantes políticos y candidatos, entre ellos el que ahora es Presidente, Beyi Caid Essebsi. Nos recordaron que la «primavera árabe» es en realidad un conglomerado de situaciones muy distintas, y que, si hubo una auténtica «primavera», fue la tunecina, el único país donde se derrotó con la paz a un régimen totalitario y donde se ha producido una ruptura democrática con éxito.

sreda, 8. julij 2015

Pero, al mismo tiempo que nos contaban eso, también nos contaban discretamente que los tunecinos se habían sentido solos, solos en medio de una región muy conflictiva, con más de un millón de refugiados libios y con la presión de los grupos terroristas, que desgraciadamente ha estallado. ¿Y qué ha hecho Europa hasta ahora? La cantidad de dinero que ha dado a Túnez para contribuir a su crecimiento es ridícula.

Túnez necesita urgentemente nuestro apoyo en materia de seguridad, está claro; político, está claro; pero, sobre todo, económico, para alcanzar una situación estable que permita a la juventud, uno de los sectores más afectados por las realidades terroristas, tener una esperanza de futuro. Túnez es el único país del Magreb que en estos momentos se puede convertir en una democracia plena y ser nuestro aliado preferente en esa frontera del sur, el Mediterráneo, hacia la que Europa mira menos de lo que debería. Necesitamos, señor Comisario, un compromiso formal, constante y claro con Túnez, porque la tranquilidad de su futuro es la tranquilidad del nuestro.

Fabio Massimo Castaldo, *a nome del gruppo EFDD*. – Signor Presidente, onorevoli colleghi, 21 morti al Bardo, 38 morti a Port el Kantaoui, vicino a Sousse, stato di emergenza in Tunisia. Obiettivo di questi attacchi terroristici è ovviamente mettere in ginocchio il turismo, uno dei settori chiave dell'economia, ben il 10 % del PIL, visto che il paese non ha risorse di idrocarburi apprezzabili. Perché questo accanimento? La ragione molto semplice: la Tunisia è un *unicum* nel mondo arabo odierno, l'unica vera transizione democratica che si sta pienamente, anche se faticosamente, compiendo in un presente di instabilità permanente in Siria come in Libia. Una transizione che fa paura a molti, ai terroristi, certo, ma anche ai regimi arabi autoritari, poiché dimostra pienamente la compatibilità tra Islam e democrazia. È un esempio scomodo: ecco perché la Tunisia ha tanti nemici.

Ma la Tunisia è anche tante Tunisie: è il suo volto sulle coste, più sviluppato, più occidentalizzato, più legato appunto al turismo e ai settori produttivi – afflitto chiaramente anche lì dalla disoccupazione anche per i laureati e i diplomati – a un entroterra povero, pieno di indigenza, che è il bacino principale di quei 3 000 o 4 000 *foreign fighter*.

Ho insistito fortemente in commissione AFET per avere una relazione specifica su questo Paese, perché credo che abbia un valore che va molto, molto al di là della sua taglia demografica e concordo con quanto affermato dal Presidente Pittella nel sostenere che c'è bisogno di un Piano Marshall: non possiamo limitarci a settori, pur importanti, come la cooperazione sulle migrazioni, sulla sicurezza, sulle migrazioni circolari. Sono fondamentali, sì, ma bisogna dar loro un piano politico, economico, sociale, un piano più ampio. La nostra *expertise* è fondamentale ma se non affrontiamo anche il problema dell'alleggerimento della pressione del debito, non saremo all'altezza di ciò che la Tunisia oggi merita. Se falliremo, essa piomberà di nuovo nel buio delle tenebre di un regime autoritario o in quelle dell'estremismo, rischiando di trascinare con sé anche il Maghreb.

Il popolo tunisino invece ha la precisa volontà di compiere pienamente la rivoluzione dei gelsomini: tutte le forze politiche che abbiamo incontrato nella missione di osservazione lo vogliono, perché credono nella democrazia. Se spezzeranno finalmente quelle catene, dipende anche da noi: non lasciamoli soli!

Nicolas Bay, *au nom du groupe ENF*. – Monsieur le Président, nos pensées vont bien sûr aux victimes des récents attentats en Tunisie.

Je tiens ici à saluer les décisions prises par le président tunisien Essebsi qui, avant même de décréter l'état d'urgence samedi dernier, a fait fermer pas moins de 80 mosquées salafistes. Puissent nos gouvernements suivre son exemple!

Depuis la révolution de 2011, les prêches radicaux interdits par Ben Ali ont repris de plus belle, en visant principalement le Code de statut personnel qui, imposé par Bourguiba, puis renforcé par Ben Ali, permet aux femmes tunisiennes d'être des citoyennes à part entière.

Plus généralement, au-delà même des terribles attentats qui l'ont frappée les 18 mars et 26 juin, il faut rappeler que la Tunisie est le pays qui fournit aujourd'hui le plus gros contingent de djihadistes aux factions islamistes qui sévissent actuellement en Syrie, en Irak et en Libye.

En Algérie, lors de la prise d'otages d'In Amenas, le commando terroriste comptait au moins 11 Tunisiens et ce sont encore des citoyens tunisiens qui forment le noyau de l'État islamique en Libye. En Tunisie même, depuis 2012, les islamistes tiennent le maquis dans la région du mont Chaambi.

sreda, 8. julij 2015

Or, malgré le redressement de l'État tunisien, le démantèlement de son appareil sécuritaire ne laisse rien présager de bon.

Pendant ce temps, Ennahdha se positionne en recours. Ce parti islamiste a certes connu un léger reflux électoral, mais Rached Ghannouchi et les siens restent en embuscade.

En allant observer les élections législatives d'octobre dernier, j'ai pu m'entretenir avec les principaux responsables politiques de Tunisie. Ennahdha a savamment anticipé son repli et, s'inscrivant dans une stratégie à long terme, ce parti islamiste poursuit sa pénétration de l'ensemble du tissu social, sur le modèle des Frères musulmans.

Le maintien de la laïcité en Tunisie est donc plus précaire que jamais. Les responsables politiques européens ont fait preuve d'une grande imprudence en célébrant la destitution de Ben Ali, alors même que les régimes arabes laïcs sont les seuls à même de contenir la progression de l'islamisme.

Victor Boştinaru (S&D). – Mr President, I too will start by expressing my solidarity and my sympathy for the Tunisian people and passing on my condolences to the very many families affected by the series of tragic events and terrorist attacks.

Tunisia is the best example of democratic transition after the Arab Spring, but it is for this same reason that it is the biggest target for those who have interests in destabilising it and with it, the proof that the values of democracy and Islam are fully compatible. Tunisia desperately needs the support of the EU to achieve its objectives in development and stability and it needs EU assistance even more today, after the terrorist attacks, which specifically targeted foreign tourists to undermine the tourism industry in a key period of the year. I mean massive, effective, economic, financial and technical assistance to Tunisia, in line with my colleague and friend Gianni Pittella, who mentioned the possibility of a special programme for Tunisia.

Helping Tunisia also means that the EU benefits, because a stable, democratic and growing Tunisia will be the best example of what the countries of the region can achieve and aspire to. Reforms have already started. The country has a new constitution but it is still a young and small reality. Here I call on the Commissioner, and the High Representative as well, to help Tunisia technically in capacity building and counterterrorism intelligence and equally to consider the possibility of sending back Ben Ali's assets, which are now disseminated among several EU Member States banks' and financial systems.

Marietje Schaake (ALDE). – Mr President, like any sensible person I was shocked and appalled by the cowardly terrorist attack on tourists in Tunisia. My sympathy goes to the victims and their families and loved ones.

It reminds us that domestic and foreign policy cannot always be decoupled and that we live in a mutually-dependent world. But despite our grief at these horrible attacks, we must not forget – and work harder to ensure – that Tunisia is, and remains, a success story of how transition from dictatorship can lead to an open society. Tunisians who took to the street five years ago, asking for a more just and democratic society, voiced essential values as their aspirations. Transition is never easy; but those calls by young people sick of the injustices, the abuse of power and corruption, and the lack of opportunities and freedoms must not – and will not – be forgotten. The next generation deserves to find in Europe a reliable and committed partner in helping support further development, in building a free society, diverse and democratic, the complete opposite of the nihilistic and misguided dogma of political Islam advanced through violence.

I personally do not like to think in terms of support for Tunisia. Let us work with Tunisians so they can build their own future with the EU as a partner. The announcements of negotiations on a trade agreement should fit into that picture and help create a freer society with opportunities for all Tunisians, especially the young generation.

Pier Antonio Panzeri (S&D). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, al di là dello nostro sdegno e cordoglio, dobbiamo dire che l'attacco di Sousse, il secondo nell'arco di pochi mesi, ha sortito un primo importante effetto: l'entrata in vigore di nuovo dello stato di emergenza.

sreda, 8. julij 2015

Possiamo considerare questa decisione con una decisione necessaria ma è bene sapere che ciò mette in evidenza due precisi problemi. Il primo riguarda un quadro ancora di insicurezza esistente nel paese, che può destabilizzare seriamente il futuro della Tunisia. Il secondo è che il rischio dello stato di emergenza produca un abbassamento dei diritti civili e ciò non è positivo per lo sviluppo democratico e il consolidamento del processo di transizione.

In questa situazione abbiamo dunque bisogno di un impegno teso a consolidare la democrazia, soprattutto perché il paese conosca una stagione di sviluppo e crescita economica e sociale, l'unica strada per sconfiggere il terrorismo. Ed è decisivo il ruolo dell'Europa, lo abbiamo già indicato in diverse risoluzioni del Parlamento. Tuttavia, oggi bisogna fare di più, molto di più. Serve per la Tunisia un intervento più appropriato.

Lei, Commissario Hahn, ha parlato di programma ambizioso: ma non siamo ancora purtroppo ambiziosi. Serve un sostegno finanziario identico a quello che abbiamo fornito all'Ucraina. Se si vuole essere vicino alla Tunisia, serve consapevolezza su questo nuovo impegno e bisogna comprendere che dal consolidamento istituzionale e democratico dell'esperimento tunisino, dipende anche la stabilità della regione e la nostra sicurezza.

Elena Valenciano (S&D). – Señor Presidente, primero, mis condolencias a las víctimas y mi condena más absoluta de los últimos atentados en Túnez. Habría que preguntarse qué está pasando en un país de la tradición cultural, política y religiosa de Túnez para que un joven ingeniero se vea envuelto en el círculo del yihadismo, qué está pasando con la frustración de muchísimos jóvenes en ese país.

Es evidente que la estrategia de seguridad es clave, pero también es evidente que no es la única. Y no es suficiente. Si Túnez no crece, será imposible consolidar el proceso democrático, y para que Túnez crezca necesita mucho más que declaraciones en esta Cámara o que pequeños programas de financiación. Si de verdad nos queremos comprometer con una democracia a las puertas de Europa, una democracia que pueda salir triunfante de lo que llamamos, muy mal llamadas, las «primaveras árabes», entonces tenemos que comprometernos, Comisario, de verdad, a fondo. Y no lo estamos haciendo.

Nos dijo el Presidente actual, cuando visitamos Túnez, que una golondrina no hace la primavera. Y, efectivamente, como sigamos así, vamos a acabar con las pocas golondrinas que de momento tenemos.

Gilles Pargneaux (S&D). – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, chers collègues, la Tunisie est soumise, une nouvelle fois, à l'horreur avec cet acte de terrorisme qui l'a frappée. Nous devons réaffirmer notre message de solidarité vis-à-vis des Tunisiennes et des Tunisiens.

En même temps, le débat doit être l'occasion de se demander ce que nous pouvons faire concrètement pour soutenir notre voisin, la Tunisie. Je crois, Monsieur le Commissaire, qu'il faut d'abord permettre à EUBAM Libya de retourner en Libye. Cela serait, je crois, une première étape pour que la Tunisie ne soit plus l'État tampon de cet État faillite qu'est la Libye. La proximité déstabilisatrice de ce pays est le problème majeur de la Tunisie. Nous devons ensuite financer, encore plus fortement – comme l'a rappelé notre collègue Panzeri – la Tunisie. Nous devons, dans notre nouvelle politique européenne de voisinage, faire en sorte qu'effectivement notre financement soit bien plus important.

Tels sont les deux axes que nous devons suivre, Monsieur le Commissaire, afin de poser cet acte de solidarité, mais aussi d'agir en faveur de la Tunisie.

Ana Gomes (S&D). – Senhor Presidente, a expansão de organizações terroristas no norte de África procura, antes de mais, afundar a democracia em construção na Tunísia. Os cobardes massacres do Museu Bardo e agora na praia de Sousse, em que morreu uma cidadã portuguesa, mostram como as ameaças do terrorismo, do extremismo violento e do crime organizado não conhecem fronteiras, se interligam e encontram recrutas graças ao desemprego e à exclusão social e económica que a própria Europa, com políticas recessivas, desgraçadamente, faz tender na sua vizinhança.

A União Europeia tem a especial responsabilidade de se organizar para combater o Estado Islâmico e não o está a fazer eficazmente no Iraque e na Síria. Mais perto, na Líbia e na Tunísia, a Europa tem de agir, desde logo apoiando solidariamente a Tunísia, o seu governo saído de eleições democráticas, no desenvolvimento económico e na criação de emprego para dar futuro aos seus jovens, como também no reforço da segurança interna, marítima e de fronteiras.

sreda, 8. julij 2015

Travar a expansão terrorista implica também que a União Europeia abra canais legais e seguros para migrantes e refugiados, única forma de não fortalecer as redes de traficantes que se prestam a ser usadas por terroristas, visando hoje cidadãos europeus, mais tarde ou mais cedo golpear o território europeu. Por isso, ajudar solidariamente a Tunísia a reforçar a sua segurança económica e democrática também é fundamental para a segurança da própria Europa.

Neena Gill (S&D). – Mr President, I too rise to condemn the horrific terrorist attacks in Tunisia, which targeted mostly European citizens – many of them British, and some from my own constituency of the West Midlands. It brings back for us the pain of the 7/7 attacks, which we are commemorating in London. I would therefore like to offer my deepest condolences to the families of the victims, as well as to the Tunisian people, who have seen their country come under attack for the second time in just months.

With a new constitution and successful parliamentary and presidential elections, Tunisia is an example for other countries in the region to follow. This is why we need to step up our engagement even further. Firstly, we need to gear up counter-terrorism and security dialogue with Tunisia and make sure that the state of emergency meets the high standards of international law. We also need to explore how we can offer support through the centres of excellence on terrorist prevention which are being set up by the Commission. Given that tourism is the second largest job creator, it is also crucial that we focus on specifying security measures for this sector for the future safety not just of Europeans, but of all others in Tunisia as well.

Inés Ayala Sender (S&D). – Señor Presidente, mi solidaridad y mi simpatía, en primer lugar, para todo Túnez, pero también para las familias de las víctimas: ciudadanos europeos, cierto, pero también ciudadanos tunecinos, tanto en el atentado del Museo del Bardo como en el atentado del hotel de Susa, en el que hemos visto imágenes de tunecinos protegiendo, con riesgo de sus vidas, a los turistas europeos. Porque son conscientes, más que nunca, de que el turismo es una fuente crucial para su independencia y autonomía, al no tener petróleo ni otros ingresos como otros vecinos.

Y eso lo saben los terroristas, que desde el principio han querido y quieren matar en Túnez, el único ejemplo de país, de primera democracia moderna del mundo árabe que, precisamente, ha sido capaz de ir caminando hacia la reforma de la manera más pacífica dentro de la región, y con una llamada además a la Unión Europea.

También nos interpelan ante el hecho de que miles de jóvenes, hombres y mujeres tunecinos, estén ahora integrando la yihad, cuando eran los jóvenes quienes volvían, en el invierno de 2010 y la primavera de 2011, a reconstruir su país llenos de ilusión y de vida.

¿Qué es lo que hemos hecho en la Unión Europea? Pues muy poco. No hemos hecho nada, realmente, en comparación con otras regiones a las que estamos ayudando masivamente. Y en Túnez, en ese sur, está nuestra seguridad, nuestra seguridad fundamental, y está también la necesidad de tantos jóvenes de que realmente hagamos algo definitivo por la democracia y por su futuro. Por eso requerimos un programa de choque, que ya esta Cámara pidió, y que todavía estamos esperando, señor Comisario.

Διαδικασία «Catch-the-Eye»

Νότης Μαριάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, η τελευταία τρομοκρατική επίθεση στην Τυνησία συγκλόνισε τις ευρωπαϊκές κοινωνίες και ιδίως στο Βέλγιο και τη Γαλλία. Ταυτόχρονα είχαμε όμως και την απόφαση να τεθεί η Τυνησία σε κατάσταση έκτακτης ανάγκης, πράγμα το οποίο δημιουργεί ιδιαίτερα προβλήματα για τη δημοκρατική πορεία της χώρας αυτής. Η Ευρωπαϊκή Ένωση είναι σίγουρο ότι πρέπει να έχει μια στρατηγική για την αντιμετώπιση της τρομοκρατίας των τζιχαντιστών, και η πρώτη παρέμβαση που πρέπει να κάνει η Ευρωπαϊκή Ένωση αφορά την οικονομική ανάπτυξη της Τυνησίας. Να χτυπηθούν δηλαδή οι οικονομικές και οι κοινωνικές αιτίες που έχουν προκαλέσει τη φτώχεια και την υπανάπτυξη στην περιοχή. Αυτό για να γίνει, πρέπει να αντιμετωπιστεί το ζήτημα του εξωτερικού χρέους της Τυνησίας. Τον θυμόσατε, κύριοι συνάδελφοι, τον περίφημο δικτάτορα της Τυνησίας, τον Μπεν Αλί, που επί είκοσι τρία χρόνια κυβερνούσε την Τυνησία, που ήταν το αγαπημένο παιδί του ΔΝΤ, που όταν έπεσε από την εξουσία βρέθηκαν εκατομμύρια ευρώ στο σπίτι του; Επομένως το βασικό θέμα είναι να υπάρξει διαγραφή του εξωτερικού χρέους της Τυνησίας προς το ΔΝΤ, τη Γαλλία, την Ιταλία και τις άλλες ευρωπαϊκές χώρες.

sreda, 8. julij 2015

Ivan Jakovčić (ALDE). – Gospodine predsjedniče, nije slučajno Tunis izabran za još jedan teroristički napad. I nije slučajno izabran upravo turizam u Tunisu za jedan takav zločinački poduhvat. Stradale su mnoge žrtve, stradale su njihove obitelji i naravno da želimo izraziti veliku solidarnost s njima.

Ali moramo izraziti solidarnost i s tuniškim narodom i moramo, gospodine povjereniče, učiniti sve da sačuvamo mir i stabilnost Tunisa u ovoj situaciji. To iziskuje razne vrste pomoći, prije svega institucionalne, u sigurnosnom smislu, i sve ono što već činimo, ali moramo osnažiti jer nam Tunis mora ostati kao uzor svega onoga lošeg što se, nažalost, dogodilo nakon „arapskog proljeća“. Tunis je dobar primjer, sačuvajmo taj primjer zajedničkim snagama i pomognimo toj zemlji čim više možemo.

(Λήξη της διαδικασίας «Catch-the-Eye»)

Johannes Hahn, Mitglied der Kommission. – Herr Präsident! Ich bedanke mich für alle Debattenbeiträge. Im Wesentlichen spiegeln sie auch unsere Sichtweise wider. Ich darf Ihnen auch versichern, dass Tunesien allergrößte Aufmerksamkeit genießt. Es bedurfte nicht dieser schrecklichen terroristischen Attacken.

Im Übrigen habe ich der tunesischen Regierung unmittelbar nach der letzten Attacke angeboten, sofort zu kommen, nicht nur um Solidarität zum Ausdruck zu bringen, sondern auch, um gegenüber den europäischen Bürgerinnen und Bürgern zu zeigen, dass man trotzdem nach Tunesien kommen und seinen Urlaub verbringen kann. Ich wurde gebeten, momentan nicht zu kommen, weil sie aus auch verständlichen Gründen ziemlich damit beschäftigt sind, mit der aktuellen Situation umzugehen. Aber es sollte zum Ausdruck bringen, dass wir wirklich an der Seite stehen und sie unterstützen.

Ich teile auch Ihre Ansichten, die zusammengefasst unter Marshall-Plan figurieren. Es geht nicht nur um Tunesien, auch andere Länder in der Nachbarschaft wären potenzielle Kandidaten für so einen sozusagen aktualisierten Marshall-Plan des 21. Jahrhunderts. Ich bin im Gespräch mit unseren Diensten, aber auch mit der Weltbank, die möglicherweise hier die meiste Expertise hat, dass wir hier sozusagen ein Grundschema darauf vorbereiten, damit geholfen werden kann, sobald die Möglichkeit besteht.

In Tunesien – das darf ich schon sagen – sind wir ganz massiv präsent, versuchen auch, das Geld zusammenzukratzen. Wir werden heute spät am Abend ja noch die Möglichkeit haben, im Rahmen des Berichts Kukan über die Revision der Nachbarschaftspolitik zu reden.

Unser primäres Ziel – und ich glaube, da sind wir uns einig – ist, Stabilität in der Region zu sichern. Damit wir diese Stabilität auch sichern, müssen wir auf der anderen Seite institutionell und finanziell aber auch hinreichend flexibel sein, um reagieren zu können. Hier darf ich jetzt schon meine Bitte an Sie richten – wenn wir diese Flexibilität brauchen, um Stabilität sicherzustellen –, dass Sie uns dahingehend auch unterstützen.

Die Sicherheitsfragen und –anregungen nehme ich mit. Ich weiß, dass die Hohe Vertreterin und Vizepräsidentin Mogherini in der Frage tätig geworden ist und da auch natürlich hier sieht und sucht, welche Möglichkeiten es im Zusammenhang mit der Situation in Libyen gibt.

Schlussendlich möchte ich Ihnen noch sagen – auch auf Ihre Bitte hin –, dass Tunesien auf der Tagesordnung des nächsten Außenministerrates am 20. Juli sein wird und es eine Einladung gibt an den tunesischen Außenminister Taïeb Baccouche, bei unserem Lunch dabei zu sein. Das ist das übliche Format, wo intensiv tatsächlich sozusagen Tacheles geredet wird.

Πρόεδρος. – Η συζήτηση έληξε.

Γραπτές δηλώσεις (άρθρο 162)

Francisco Assis (S&D), por escrito. – A Tunísia sofreu um atentado terrorista terrível que ceifou a vida a 38 turistas na cidade costeira de Sousse. Já muito se disse sobre a exceção tunisina no rescaldo da Primavera Árabe. No entanto, e apesar dos avanços verificados no plano político, a economia continua a deteriorar-se e a maioria dos jovens permanece sem perspectivas de obtenção de emprego e de acesso a um futuro melhor. A democracia tunisina precisa, mais do que nunca, da ajuda da Europa. Mas a Europa também precisa da Tunísia; precisa de uma Tunísia que possa ser um fator de estabilidade no Magrebe e que possa contagiar, com o seu exemplo de democracia plural e laica, respeitadora dos direitos e da dignidade das mulheres, países que estão hoje mergulhados no caos e de onde são oriundos centenas de milhares de migrantes que tentam desesperadamente chegar à Europa. Temos ouvido vários líderes europeus dizer que, mais do que acolher migrantes provenientes do Magrebe e do Levante, é necessário combater as causas das migrações nos seus países de origem, fomentando o desenvolvimento social e económico. O diagnóstico está correto – a Europa pode começar a aplicar o remédio na Tunísia.

sreda, 8. julij 2015

Alfred Sant (S&D), in writing. – Instability in North Africa was boosted by the efforts of European powers to achieve regime change there. They did this without having a road map for the future. The resulting confusion has fuelled radical extremism, multiplying the security threat both inside and outside North Africa.

Still, Tunisia managed to achieve a fragile democratic balance that has become almost unique as a model for the area. This has made the country a priority target for terrorism, as witnessed by the recent act of atrocious violence on the beaches of Tunisia. Its fragility is caused by insufficient jobs, investment and economic growth. Precisely, terrorists aim to destabilise Tunisia by hitting at this fragility to create more unemployment, frighten investment off and undermine the economy.

The destabilisation of Tunisian democracy is contrary to Europe's vital interests. There is a moral obligation and just as importantly a geostrategic urgency for Europe to counter this threat. This can only be done by a special programme, one that is suitably funded by the European Union, meant to help Tunisia counter the economic consequences of the terrorist threat it is facing and be in an effective position to sustain jobs, investment and growth.

11. Prihodnji odnosi med EU in Kubo (razprava)

Πρόεδρος. – Το επόμενο σημείο στην ημερήσια διάταξη είναι η δήλωση της Αντιπροέδρου της Επιτροπής/Υπατης Εκπροσώπου της Ένωσης για θέματα Εξωτερικής Πολιτικής και Πολιτικής Ασφαλείας σχετικά με τις μελλοντικές σχέσεις ΕΕ-Κούβας (2015/2616(RSP))

Johannes Hahn, Member of the Commission, on behalf of the Vice-President of the Commission/High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy. – Mr President, since the beginning of her mandate, improving relations with the Latin American continent has been a priority for the Vice-President/High Representative. The EU-CELAC Summit has underscored once again the strategic nature of our partnership based on shared values and aiming to promote joint solutions to global challenges.

Enhancing ties with Cuba has been a fundamental chapter of this broader strategy. Some of the fault lines that have shaped global politics for decades are shifting with impressive speed. Sometimes we are so focused on the threats we face that we overlook the positive changes that are also taking place. We should not miss the many opportunities that are arising. Furthermore, Europe cannot take a back seat whilst someone else makes history. We should be driving the change forward, to make sure too that the outcomes reflect our values and our priorities, from trade to human rights.

During these past months, the Vice-President/High Representative has engaged personally with the Cuban side. A first meeting was held with Cuban Foreign Minister Rodríguez during the CELAC Summit in January 2015 in Costa Rica. In March, she travelled to Havana and had a series of meetings, including with President Castro as well as with the Ministers for Foreign Affairs, the Economy, Foreign Trade and Investment. In April, Foreign Minister Rodríguez came to Brussels to relaunch the formal political dialogue. Finally a bilateral meeting was held with Vice-President Díaz-Canel on the margins of the EU-CELAC Summit.

In February 2014 the EU approved the negotiating directives for a political dialogue and cooperation agreement – the so-called PDCA – with Cuba. This will provide an enabling platform for constructive dialogue and improve cooperation between Cuba and the European Union.

The decision followed a lengthy reflection process in the Council. It took into account the incipient domestic reform process under President Castro. In parallel, Member States also increased their bilateral engagement with Cuba. Updating our approach in order to promote EU objectives in relation to Cuba more effectively was considered: encouraging political and economic reforms, promoting human rights and improving the lives of Cuban citizens. The agreement will include chapters on political dialogue and cooperation as well as on trade.

Negotiations were launched in April 2014 and subsequent rounds took place in August and in March 2015. Ms Mogherini's contacts with the Cuban side in recent months also served to provide additional impetus to the process.

sreda, 8. julij 2015

On 15 and 16 June last, negotiators met for a fourth round of talks in Brussels. The discussions took place in a good – and may I say constructive – atmosphere. Together we managed to achieve substantial progress, mainly on the cooperation and policy dialogue and the trade chapters. These chapters are now at very advanced stages and can hopefully be closed in the next round of talks. There was also progress on the political dialogue chapter, and the negotiators engaged in a productive exchange of views, during which positions were further developed and clarified.

This discussion will enable a more in-depth preparation of negotiations on the proposed text in the next round, which means in early September. Members will be aware that it was agreed with Foreign Minister Bruno Rodríguez to seek to accelerate negotiations and conclude them soon, as both sides agreed that this would be to our mutual benefit. The progress accomplished in this round demonstrates the strong commitment of both sides to enhancing the relationship.

Progress has also been achieved in an area which is, and will remain, at the core of EU relations with Cuba: human rights and fundamental freedoms. In March it was proposed to Foreign Minister Rodríguez that a dedicated and structured dialogue on human rights be set up. During the political dialogue meeting in Brussels, an understanding was reached to start consultations on the establishment of a human rights dialogue.

A first session led by the EU's Special Representative for Human Rights, Stavros Lambrinidis, was held in Brussels on 25 June, in between a preparatory and a constituting meeting. The purpose was to discuss and agree on the format and objectives of such a dialogue before the PDCA negotiations are concluded, to give us a head start. Thus the human rights dialogue parameters will be designed in line with the overall terms of the agreement, from where they will derive continuity and formal blessing.

The dialogue gives us an opportunity to improve mutual understanding on human rights and exchange experiences and best practices, as well as seek to identify potential areas of cooperation between the EU and Cuba. It also provides a platform to address recent developments and, where necessary and appropriate, to address concerns over individual cases. This dedicated dialogue will provide feedback and bolster the formal political dialogue at the political level.

In the light of this positive engagement, it was all the more disappointing to learn of the incidents which took place in Havana last weekend, including undue violence and a large number of detentions. There is no reason to limit the peaceful expression of opinion, and the use of excessive violence against peaceful protestors is unacceptable. Those who overstepped the mark of the legitimate exercise of authority should be disciplined. We expect the Cuban authorities to take all necessary measures to remedy this situation, and we call on them to permit all peaceful forms of expression.

During the meetings with the Cuban authorities, the Vice-President/High Representative also explored the prospects for cooperation and joint work on a number of foreign policy issues. These include Columbia, where Cuba plays a positive role in hosting negotiations between the government and FARC in the mediation process. Other such cases include global cooperation on health issues, in which Cuba has a strong role, as we witnessed during the Ebola crisis, or, potentially, cooperation on climate change in the run-up to the COP21 Conference in Paris.

Obviously, the recent rapprochement between Cuba and the United States has also been addressed in these talks. Last week, Cuba and the US announced the reopening of their embassies in Washington and Havana. This decision, as agreed between Presidents Obama and Castro, ends a prolonged stalemate and will create new opportunities for Cuba, the region and beyond.

The isolation of Cuba would make no sense at all in today's world. It is a cold-war relic we should all be happy to dismiss. This is even more true for us Europeans, who suffered for decades from the artificial divisions imposed by a conflictual world order. A further normalisation is necessary and should include the end of the US embargo, which is outdated and inconsistent with the context. The EU has always spoken up against this unilateral measure, including its humanitarian impact on many Cubans and its territorial effects on EU-Cuban economic relations.

Luis de Grandes Pascual, *en nombre del Grupo PPE*. – Señor Presidente, señor Comisario, gracias por su información cumplida, extensa y, desde luego, esperanzadora. Está claro que los diálogos comerciales avanzan y está también claro, por sus propias expresiones diplomáticas, que, en los diálogos políticos, cada uno se expresa en los términos de siempre.

sreda, 8. julij 2015

Yo creo, señor Presidente y señor Comisario, que el inicio de las negociaciones de un acuerdo de diálogo político y de cooperación con la Unión Europea, por un lado, y la descongelación de las relaciones con los Estados Unidos, por otro, son dos acontecimientos que han marcado un punto de inflexión muy importante en la actualización de las relaciones de Cuba con el mundo. Es evidente, señor Presidente, que, en torno a Cuba, se están produciendo cambios. Cambios que me gustaría que fueran más rápidos, porque, a fin de cuentas, señalan una nueva dirección, que hay que seguir de cerca. Consecuentemente, me gustaría, también, que la Unión Europea estuviera muy presente en este proceso, como ha dicho el señor Comisario que lo está haciendo.

Con la mayoría de los países de América Latina nos une una densa y estrecha red de acuerdos políticos, económicos y de cooperación. Cuba, por cuestiones de sobra conocidas, es de las poquísimas excepciones que quedan en el continente. Esperemos que, en los próximos meses, se den las condiciones propicias para poder alcanzar ese acuerdo de diálogo político y poder así avanzar en la intensificación de nuestras relaciones.

Un capítulo muy importante, señor Presidente, de crucial importancia en el marco de esta negociación, es el relativo a los derechos humanos, y me alegro de que lo haya resaltado en su intervención, señor Comisario. Celebro que haya tenido lugar, hace días, el primer diálogo de alto nivel entre las autoridades cubanas y las europeas. Señor Presidente, los derechos humanos y las libertades fundamentales no son asuntos de orden interno. Sí son, en cambio, los pilares de esa comunidad de valores que es la Unión Europea y de esa comunidad más amplia, que une a las dos orillas del Atlántico, en la que los amigos de Cuba —y los españoles lo somos— queremos verla plenamente integrada.

Como apuntaba al comienzo de mi intervención, hemos de celebrar los tímidos pasos que Cuba está dando para abrirse al mundo. Ahora, confiemos en que Cuba se abra también a los cubanos. Queremos una Cuba plenamente integrada en el concierto internacional, una Cuba que gane en prosperidad, pero también, cómo no, una Cuba que gane en libertad. Un acuerdo político de cooperación implica que todas las partes se comprometan a llevarlo a cabo.

Pero, y Cuba, ¿qué está haciendo? Está haciéndolo tímidamente mientras los demás actúan. Es necesario para continuar negociando y, sobre todo, es necesario para el pueblo cubano lo que pide desde hace mucho tiempo: democracia. Eso, señor Presidente, sí que será un asunto revolucionario.

Carlos Zorrinho, em nome do Grupo S&D. – Senhor Presidente, Senhor Comissário, a União Europeia e Cuba devem desenvolver uma forte parceria estratégica, uma parceria baseada na cooperação para o desenvolvimento, nas relações económicas e comerciais e no diálogo político.

Alguns perguntam: o que tem a UE, o que tem a União Europeia para oferecer que possa impulsionar esta abertura de Cuba aos valores democráticos?

Temos, eu diria nos tempos difíceis que correm, ainda temos e queremos continuar a ter um modelo de desenvolvimento humanista e centrado nas pessoas, um modelo que soma as preocupações sociais e de serviço público, algo que Cuba preza, com a liberdade de expressão da sociedade civil, dos indivíduos e das instituições.

Temos a possibilidade de incluir Cuba no sistema europeu de preferências comerciais, de forma a incentivar o pleno respeito pelo direito dos trabalhadores e o diálogo no domínio dos direitos humanos, mas, Sr. Comissário, precisamos de agir depressa.

É urgente derrogar a posição comum europeia sobre Cuba, uma posição velha, desatualizada, que nos limita as portas abertas para um diálogo construtivo, que tenha impacto não apenas nas relações com Cuba, mas também no diálogo com a América Latina e com a América Central, um diálogo tão importante para o desenvolvimento sustentável da globalização e do planeta.

É urgente promover um diálogo profundo com a sociedade civil cubana e com as suas instituições, sem ceder nos valores mas também sem preconceitos nem atavismos na atitude.

Expresso, em nome dos socialistas e democratas, o nosso apoio e o nosso incentivo aos esforços da Sra. Alta Representante neste sentido.

sreda, 8. julij 2015

Devemos ser parceiros ativos na caminhada de Cuba para uma democracia inclusiva, aberta e criadora do ambiente natural para o debate livre e para a garantia das liberdades fundamentais. Tudo isto somado ao desenvolvimento sustentável e ao nível da prestação de serviços de acesso universal de que Cuba é um dos exemplos que melhor se compara ao modelo social europeu.

Devemos fazer pontes para um mundo melhor. Nos tempos conturbados que vivemos, este é um desafio extraordinário e é um desafio que temos a obrigação de vencer.

Bas Belder, namens de ECR-Fractie. — Vanuit mijn land, Nederland, worden er al decennialang nauwe contacten onderhouden met Cuba, vooral ook op kerkelijk gebied. Er is dus grote belangstelling voor de toekomstige betrekkingen tussen de EU en Cuba.

Uit die kringen, die erg goed op de hoogte zijn van de situatie in Cuba, hoor ik de volgende reactie: officiële contacten vanuit de EU met de autoriteiten op Cuba zijn prachtig, maar daarnaast is er ook behoefte aan contacten met de oppositie, de democratische beweging en de verdedigers van de mensenrechten.

Economische ontplooiing is hard nodig op Cuba. Daar zijn openingen voor. Laat de EU particuliere initiatieven op Cuba van harte ondersteunen. Maar heb tegelijkertijd oog – zoals de heer Hahn al zei – voor de (zelfs flagrante) schending van de mensenrechten. Op dit moment kent Cuba minstens 71 politieke gevangenen. Het is toch ten hemel schreiend dat er velen gevangen zitten vanwege nog niet begane delicten, vanwege het gevaar dat ze die delicten zouden kunnen begaan. Daar is zelfs een officiële naam en officiële wetgeving voor.

Ik hoop dat de EU dat echt aanklaagt, want dit kan niet voor normale betrekkingen tussen de EU en Cuba.

Fernando Maura Barandiarán, en nombre del Grupo ALDE. – Señor Presidente, tras meses de insistencia y de pedir este debate sobre Cuba, y tras los numerosos retrasos del mismo debido a la intervención de dos grandes Grupos de esta Cámara, que consideraban fundamental que la Alta Representante, Federica Mogherini, estuviera presente aquí, aquí estamos sin la señora Mogherini, aunque esté presente el señor Hahn.

Resulta realmente deplorable, además, observar cómo el solo anuncio de la apertura de relaciones diplomáticas entre los Estados Unidos y Cuba ha supuesto una alocada carrera por parte de los Gobiernos de los Estados miembros para congratularse de esa normalización y también para llegar a tiempo a la isla para repartirse lo que quede del pastel. Todo ello sin establecer condiciones sobre derechos humanos y democracia; sin discutir e integrar en las conversaciones a la sociedad civil cubana; olvidándose de los cientos de opositores cubanos que llevan luchando décadas por la democratización y la defensa de los derechos fundamentales de sus conciudadanos, desde dentro y fuera de la isla, que ven cómo se quedan desamparados ante la voracidad por conseguir mejores acuerdos económicos de las democracias extranjeras.

No puedo más que insistir de nuevo en que las negociaciones del tratado bilateral entre la Unión Europea y Cuba deben ir acompañadas por un nuevo acuerdo incondicional sobre la liberación de los presos políticos y por el desarrollo de las libertades en la isla. De lo contrario, seguiremos insistiendo: los valores europeos deben ir por delante siempre.

Σοφία Σακοράφα, εξ ονόματος της ομάδας GUE/NGL. – Κύριε Πρόεδρε, κύριοι συνάδελφοι, στις σημερινές κρίσιμες συνθήκες, όπου οι ψυχροπολεμικές φωνές εντείνονται, η προσπάθεια για παραπέρα ανάπτυξη σχέσεων με την Κούβα αποτελεί απάντηση σε όσους συνεχίζουν να προτείνουν αδιέξοδες πολιτικές επεμβάσεων, αποκλεισμών και εμπάργκο, και είναι ιδιαίτερα σημαντικό το γεγονός ότι μια μικρή χώρα που για πάνω από εξήντα χρόνια βιώνει την πίεση ενός δολοφονικού εμπάργκο προσέρχεται σε αυτή τη συζήτηση ισότιμα. Στην πρωινή εκτενή συζήτηση για την Ελλάδα αναδείχθηκε ξεκάθαρα το ουσιαστικό πρόβλημα που βιώνουν οι λαοί της Ευρώπης: την υποστολή και συνεχή απόσυρση του κοινωνικού κράτους και την απαξίωση θεμελιωδών κεκτημένων κάτω από τη ληστρική επίθεση του χρηματοπιστωτικού συστήματος.

Απέναντι σε αυτή την πολιτική επιλογή αποτελεί ανάγκη να σκύψουμε με προσοχή στα όσα έχει πετύχει αυτός ο περήφανος λαός, υπερασπιζόμενος την ανθρώπινη αξιοπρέπεια, χωρίς να διαπραγματεύεται τις αξίες του παρά την ανηλεή επίθεση που δέχεται αυτά τα εξήντα χρόνια. Μια χώρα που δαπανά το 13% του ΑΕΠ της παρέχοντας καθολική δημόσια δωρεάν παιδεία με εντυπωσιακά επισημονικά αποτελέσματα για τη διεθνή κοινότητα. Μια χώρα με τους καλύτερους δείκτες σε όλες τις βαθμίδες υγειονομικής περίθαλψης, με δωρεάν καθολική πρόσβαση αλλά και πρωτοπόρα τόσο στον τομέα της πρόληψης όσο και στον τομέα της διαρκούς έρευνας στο φαρμακευτικό και ιατρικό πεδίο. Στηρίζω με όλες μου τις δυνάμεις την παραπέρα ανάπτυξη των σχέσεων με την Κούβα με απόλυτο σεβασμό σε έναν λαό που ακόμα και κάτω από τις πιο δύσκολες συνθήκες δεν εγκατέλειψε ούτε μια στιγμή την αξιοπρέπεια και το δικαίωμά του να αποφασίζει αυτός για τη ζωή του και για τη χώρα του.

sreda, 8. julij 2015

(Η ομιλήτρια δέχεται να απαντήσει σε ερώτηση με «γαλάζια κάρτα» (άρθρο 162 παράγραφος 8 του Κανονισμού))

Hans-Olaf Henkel (ECR), *Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. Frau Sakorafa, glauben Sie wirklich, dass die Misere in Kuba eine Folge oder eine ausschließliche Folge des US-Embargos ist? Alle anderen Länder der Welt dürfen Handel mit Kuba treiben. Sie sollten von den schädlichen Wirkungen des Sozialismus in diesem Land nicht durch Hinweise auf das US-Embargo ablenken. Sind Sie nicht auch der Meinung?

Σοφία Σακοράφα (GUE/NGL), *απάντηση «γαλάζια κάρτα»*. – Κύριε Henkel, δεν είναι δική μου διαπίστωση αυτή. Νομίζω ότι ολόκληρη η υφήλιος αναγνωρίζει ότι επί εξήντα συναπτά χρόνια η Κούβα στραγγαλίζεται, όπως –σας θυμίζω– στραγγαλίζεται οικονομικά, ηθικά, κοινωνικά και μια άλλη χώρα, και μια άλλη μικρή πατρίδα, η Γάζα στην Παλαιστίνη. Ακριβώς το ίδιο πράγμα γίνεται αυτή τη στιγμή. Νομίζω ότι είναι πολύ θετικό το γεγονός ότι αναγνωρίστηκαν όλα αυτά, ότι ξεπερνιούνται όλα αυτά και ότι αυτή τη στιγμή υπάρχει ένας άλλος δρόμος και για την Κούβα, ένας τέτοιος δρόμος που θα την οδηγήσει ξανά στην ανάπτυξη. Θα μου επιτρέψετε να πω ότι αυτό που έγινε ήταν το μεγαλύτερο έγκλημα που θα μπορούσε να έχει γίνει ποτέ στην ανθρωπότητα απέναντι σε μια χώρα όπως είναι η Κούβα.

Ernest Urtasun, *en nombre del Grupo Verts/ALE*. – Gracias, Dimitrios. Siempre es un placer hablar cuando presides. Tengo que decir que estamos, en estos momentos, corrigiendo una anomalía histórica. Yo quiero apoyar, en nombre de mi Grupo, los avances que se puedan hacer en la negociación de este acuerdo con Cuba. Estamos corrigiendo una anomalía histórica: el hecho de que Cuba sea el único país con el que no tenemos un acuerdo. Un país al cual, evidentemente, hemos maltratado con la adopción, en 1996, de esa Posición Común, que creo que, además, hoy supone un auténtico freno a la normalización de las relaciones, por lo que quiero pedir, una vez más, que sea derogada. Tanto mi Grupo como yo esperamos que esto salga adelante.

Nos gustaría, además, que el papel que tenga que jugar la Unión Europea en relación con Cuba no se ciña exclusivamente a supuestas oportunidades de multinacionales y empresas ante el nuevo escenario que se pueda abrir, sino que seamos capaces de construir una asociación equilibrada, de igual a igual, en la que podamos normalizar una situación con un pueblo que es hermano. Y espero también, por otra parte, que la Unión Europea pueda jugar un papel muy positivo para que, de una vez por todas, cese ese embargo por parte de los estadounidenses, que ha ahogado de una manera muy, muy importante a la economía cubana y que le ha impedido desarrollarse.

Así que, en nombre de mi Grupo, simplemente decir que es muy importante que estas negociaciones salgan adelante, y así lo esperamos.

Fabio Massimo Castaldo, *a nome del gruppo EFDD*. — Signor Presidente, onorevoli colleghi, siamo di fronte a un'occasione storica. Finalmente, dopo decenni, vi è la possibilità di far venir meno l'embargo nei confronti di Cuba, un embargo che ha costretto negli anni il popolo cubano a industriarsi: ad esempio, nel settore medicinale, sviluppando un settore fitoterapico molto forte e florido. Cuba è un paese in cui, nonostante la carestia, la mortalità infantile è contenuta, tutto sommato, a livelli continentali.

Non dobbiamo però commettere un grande errore: pensare che Cuba diventi la terra di conquista nostra o degli americani. Dobbiamo assolutamente evitare che il passaggio graduale all'economia capitalista sia invece un passaggio shock, un passaggio a un capitalismo selvaggio che oggi, in assenza di una classe imprenditoriale o di persone in grado di gestirla, sfoci in ancora maggiori disuguaglianze e in una maggiore povertà rispetto alla crisi già in atto.

Il nostro dovere quindi è quello di assistere gli amici del popolo cubano e non ripetere l'errore che venne compiuto nei confronti della Russia: l'accordo deve essere non solo commerciale ma anche politico e orientato sui diritti umani, soprattutto a beneficio del popolo cubano e non volto a sfruttarne le risorse, né tantomeno i famosi idrocarburi di cui tanto si parla nel Golfo.

Marie-Christine Arnautu, *au nom du groupe ENF*. – Monsieur le Président, mes chers collègues, je ne peux que me réjouir du rapprochement diplomatique récent entre l'Union européenne et Cuba.

Les politiques d'embargo et d'isolement des pays considérés comme des adversaires ou des ennemis ont toujours montré leur inefficacité, voire leur nocivité. Cependant, je déplore qu'il ait fallu attendre que les États-Unis entament un changement d'attitude envers Cuba, après des décennies d'un embargo sévère aux conséquences dramatiques pour l'économie et la population cubaines, pour que l'Union européenne se décide à faire de même. Comment ensuite prétendre que l'Union a une politique extérieure indépendante, alors qu'elle ne se comporte, encore une fois, que comme le vassal des États-Unis? Enfin, je souhaite que ce réchauffement diplomatique ne se fasse pas au détriment de l'honnêteté et de la vérité.

sreda, 8. julij 2015

Depuis son arrivée au pouvoir, en 2008, Raul Castro a légèrement assoupli le joug du régime communiste sur la population. Mais cela ne doit pas faire oublier la terrible répression politique subie par les Cubains depuis plus de 50 ans, ni les dizaines de millions de morts, près de 100 millions causés dans le monde par le communisme.

Ce monde meilleur, dont parlait tout à l'heure un de mes collègues du PPE, je crois, nous l'espérons tous. Pour autant, cet espoir ne doit pas obérer le devoir de mémoire obligatoire envers des générations entières qui ont été sacrifiées sur l'autel de cette idéologie mortifère et dictatoriale qu'a été le communisme.

Cristian Dan Preda (PPE). – Monsieur le Président, je souhaiterais tout d'abord saluer la volonté d'ouverture dont fait preuve l'Union européenne dans ses relations avec Cuba et sa tentative de mettre en œuvre une nouvelle approche dans le but d'amorcer un changement politique.

Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est qu'il s'agit ici, tout de même, d'un régime totalitaire et il faut donc que nous fassions preuve d'une grande prudence lorsque nous envisageons la normalisation des relations avec Cuba.

Pour le régime de Raul Castro, le dégel ne semble pas être synonyme de la moindre réforme politique.

(Le Président interrompt l'orateur)

La caste des Castro n'a aucune intention de relâcher la pression sur les opposants politiques ou les défenseurs des droits de l'homme. Le gouvernement cubain continue de violemment réprimer la dissidence et de décourager toute forme de critique. Les manifestations pacifiques font paniquer le régime, qui n'a pas hésité récemment à interpellier les épouses des prisonniers politiques. Car, oui, il y a encore des dizaines de prisonniers politiques à Cuba et des milliers d'innocents sont encore détenus arbitrairement et condamnés, car ils sont considérés comme une menace pour le système. Il n'y a aucune amélioration concernant la liberté d'expression. Je vous rappelle que Guillermo Fariñas a dû attendre trois ans avant de recevoir son prix Sakharov, ici même, car les autorités cubaines ne lui avaient pas permis de se déplacer.

Cuba se trouve dans une situation identique aujourd'hui: quiconque se permet de critiquer le gouvernement ou de mettre à jour les flagrantes violations des droits est sévèrement puni. Il est encore formellement interdit de s'éloigner de la ligne officielle du gouvernement, car tel est le mode de fonctionnement d'un projet totalitaire avec une idéologie unique et obligatoire.

Miser sur l'idée que les changements économiques entraîneront des évolutions politiques me semble être un pari risqué. Nous devons être très attentifs à l'évolution de la situation cubaine, afin que le castrisme ne se perpétue pas sous une nouvelle forme d'autoritarisme, à l'instar de certains pays communistes.

Ramón Jáuregui Atondo (S&D). – Señor Presidente, yo quería empezar por trasladar al señor Comisario y al equipo de la señora Mogherini mi felicitación, porque creo que es importante que esta Cámara dedique una felicitación a una decisión política importante de la Alta Representante, que fue ir a Cuba.

La Unión Europea empezó varios meses antes que los Estados Unidos un marco de relaciones con Cuba, y esto ya es importante. ¿Por qué? Porque Cuba es importante. Porque Cuba es un país con una enorme influencia geopolítica en la región. Basta mirar el proceso de paz en Colombia para descubrir lo importante que es Cuba. Basta mirar la influencia ideológica que ejerce Cuba en toda América Latina para descubrir que Cuba es importante.

No por casualidad los Estados Unidos han decidido retomar estas relaciones, porque quieren resituarse en América Latina. Está bien lo que se ha hecho y yo les felicito. Segunda cosa: es muy importante que no mantengamos posiciones antiguas sobre Cuba. Antiguo es el embargo, antigua es la Posición Común. Hay que adaptar la posición europea a estos nuevos tiempos, que van muy acelerados, que corren a gran velocidad.

sreda, 8. julij 2015

Y tampoco es bueno que el Parlamento Europeo mire a Cuba de manera simplificada: unos, pro Cuba; otros, anti Cuba. Así no acabaremos de resolver un problema importante para Europa, que es resituarse en América Latina y recuperar un espacio geopolítico fundamental allí. Hay que superar el simplismo y hay que ayudar a Cuba a que pueda encontrar una transición democrática, sí, democrática. Pero no será a base de exigirle una serie de principios que no va a aceptar. Tenemos que ser inteligentes. El cambio va a llegar a Cuba, va a llegar con los intercambios comerciales, con los intercambios personales, con la apertura electrónica.

Lo que hace falta es que Europa ayude a una transición que, ciertamente, tiene que ir en esa dirección.

(El orador acepta responder a una pregunta formulada con arreglo al procedimiento de la «tarjeta azul» (artículo 162, apartado 8, del Reglamento))

Michael Gahler (PPE), *Frage nach dem Verfahren der „blauen Karte“*. – Vielen Dank, Herr Kollege! Sie haben gesagt, wir müssen über den Handel den Wandel auch befördern. Da bin ich vom Grundsatz her nicht dagegen. Aber haben Sie nicht den Eindruck, dass die gegenwärtigen Machthaber die Liberalisierung im Handelsbereich in erster Linie dafür benutzen, sich selber in die Pole-Position zu bringen, damit sie dann anschließend nach einer Demokratisierung dann auch wirtschaftlich wieder ganz oben sitzen? Müssen wir da nicht erst auch eine politische Agenda einfordern?

Ramón Jáuregui Atondo (S&D), *respuesta de «tarjeta azul»*. – Señoría, nadie lo sabe realmente, nadie sabe cómo van a producirse los cambios. Nadie sabe qué sistema político se va a acabar creando en Cuba, pero, probablemente, el intercambio comercial, el intercambio humano influya. Ya se ha doblado el número de estadounidenses que han llegado a la isla en los últimos seis meses. Se ha doblado. ¿Usted cree que, con el intercambio humano, con la apertura electrónica a Internet y a los medios de comunicación no va a llegar a la libertad? Llegará. Por eso, es inteligente trabajar en esta dirección, Señoría. Aunque ellos se aprovechen del intercambio comercial, ese camino es el bueno.

Hans-Olaf Henkel (ECR). – Herr Präsident! Als Vertreter der deutschen Industrie und als langjähriges Mitglied von Amnesty International habe ich mich viermal mit Fidel Castro getroffen und stundenlang mit ihm über die Menschenrechte, insbesondere damals über die Abschaffung der Todesstrafe, gesprochen.

Die ist seit 2003 — wie man weiß — ausgesetzt, leider nicht abgeschafft. Aber ich habe mich auch mit ihm über die katastrophale Wirtschaftssituation gestritten, über die schlechte Versorgung der Bevölkerung und über die verfallenen Häuser in Havanna. Jedes Mal hatte er als Ausrede: Das liegt am amerikanischen Embargo. Nun habe ich ja schon darauf hingewiesen, dass andere Länder mit Kuba Handel treiben konnten und es daran nicht liegen konnte. Aber das amerikanische Embargo war seine Standardausrede, um sich an der Macht zu halten.

Wäre das Embargo damals nicht ausgesprochen worden, wären die Castro-Brüder schon längst weg vom Fenster, und wir hätten keine politischen Häftlinge in den Gefängnissen. Deshalb sollte die Europäische Union auf Amerika Druck machen, um dieses Embargo endgültig aufheben zu lassen.

Pavel Telička (ALDE). – Mr President, I would probably be the last person to defend the policy towards Cuba of the last decades, and I would be the last person to say that it has been successful. But I would be the first person to say that racing with the Americans – who will go more in the direction of being forthcoming, and who will be more rapid, more intensive and more forthcoming at a time when there are very few changes in Cuba – is not an equally sizable mistake.

I am looking at a paper which has been signed by thousands of Cubans, called the Agreement for Democracy in Cuba. If you read from point 1 to point 9, and further to point 10, not one of these points has been implemented. This is what the Cubans think is absolutely necessary to be done. I am in favour of a rapprochement, and I am sure that there is a certain benefit that we – and the Cubans too – can get from it, but there has to be conditionality. This means that if the Cuban regime will do A, we will adjust and we will do 1. If the Cuban regime does B, then we will react. It cannot go in the direction of the Cubans expecting concessions while basically refusing to discuss human rights.

sreda, 8. julij 2015

So firstly, there certainly needs to be conditionality. Secondly, we need to see the unconditional release of political prisoners; democratic reforms and, indeed, changes to the legal order. Do not expect any significant changes with Cuba if the legal order is not changed. We still have political prisoners. This has to change, and then I am sure that we will be on the right path. So I am sure that the Commission and the High Representative will take care of the conditionality. We will want to see results.

PRESIDENZA DELL'ON. DAVID-MARIA SASSOLI

Vicepresidente

Javier Couso Permuy (GUE/NGL). – Señor Presidente, celebramos la cuarta ronda y sobre todo los avances en cualquier materia. Hay avances cuando se habla de igual a igual, cuando se respeta la libre determinación de los pueblos, el Derecho internacional y la Carta de las Naciones Unidas. Lo malo es que, de cara a la quinta ronda que se celebrará en septiembre, entendemos que, para que siga siendo así, debe revocarse inmediatamente la Posición Común de 1996. Es única en la Unión Europea y es un obstáculo total a la normalización, porque viola el principio de no injerencia en los asuntos internos de los Estados y además es irrelevante cuando los Estados ya tienen relaciones bilaterales.

Quiero pedir a la Alta Representante que utilice sus buenos oficios para que los Estados Unidos acaben de levantar el bloqueo extraterritorial y devuelvan la base ilegal de Guantánamo, y proponer una reflexión a esta Cámara sobre la inutilidad de tantos años de injerencia y desestabilización. Pensemos si tenemos que seguir así con otros países de América Latina.

Ignazio Corrao (EFDD). – Signor Presidente, onorevoli colleghi, a me sembra che quando si parla delle relazioni con Cuba, vedo un gran fervore nel cercare velocemente un accordo con quest'isola, che l'unica con cui non abbiamo un accordo, come se tutti i paesi con cui abbiamo accordi fossero dei paesi in cui si vive benissimo e abbiamo creato delle condizioni delle condizioni di crescita e di benessere fantastiche.

Io nutro molti dubbi su ciò e sono molto preoccupato per il fatto che l'apertura da parte degli americani possa significare, in realtà, una grande aggressione dal punto di vista capitalista di quello che è stato un posto che si è distinto sicuramente per un sistema sanitario eccellente, per un sistema d'istruzione eccellente e, se è vero che ci sono state delle violazioni dei diritti umani, è anche vero che le più grosse violazioni dei diritti umani sull'isola di Cuba sono state commesse dagli americani nella base Guantánamo, anche se questo non sembra preoccuparci più di tanto.

Quindi io mi rallegro dei progressi in corso nelle relazioni con Cuba, però occorre prestare molta attenzione a stabilire delle priorità in queste relazioni.

Franz Obermayr (ENF). – Herr Präsident! Die EU ist aktuell der bedeutendste Handelspartner Kubas mit einem Handelsvolumen von rund zwei Milliarden Euro im vergangenen Jahr. Nun wittern auch die Vereinigten Staaten ihre Chance und nehmen wieder diplomatische Beziehungen mit Kuba auf. Wenn es um den Eintritt in neue Märkte geht, legen die USA dabei nicht unsere europäische Behäbigkeit an den Tag, sondern gehen sehr rasch und unbürokratisch vor.

Es ist gut, wenn Kuba weiter geöffnet wird. Allerdings hat die Union sechs Jahre gebraucht, bis vom Verhandlungsbeginn 2008 überhaupt – erst 2014 — ein Mandat erteilt wurde.

Doch haben wir Europäer eine ganz wichtige Aufgabe, darauf zu schauen, dass neben der Achtung der Menschenrechte in Kuba auch die positiven Errungenschaften Kubas wie Schulbildung und Gesundheitssystem angesichts einer bevorstehenden Marköffnung in Richtung Vereinigter Staaten auch Bestand haben werden. Daher braucht Kuba eine starke europäische Komponente, eine starke europäische Unterstützung beim Aufbau einer freiheitlichen Gesellschaft mit einer sozialen Marktwirtschaft. Ich hoffe auf ein freies, demokratisches Kuba, verbunden mit europäischen Werten.

sreda, 8. julij 2015

Confío en Cuba y en los cubanos, en un país libre y social, que comparte los valores democráticos de Europa.

Jarosław Wałęsa (PPE). – Mr President, we have opened a new chapter in our relations with Cuba, and the Americans have done the same. However, human rights violations remain a constant. In 2015, short-term and arbitrary detentions are on the rise. The Ladies in White are still being detained in large numbers. Detainees are held in isolation for days and are beaten. Detentions are abundant. The state controls most of the media outlets and restricts access to the internet. The Cuban authorities still refuse to recognise human rights monitoring as a legitimate activity while assaulting human rights defenders locally.

On the other hand, on 25 June 2015, the EU held its first high-level dialogue on human rights in Cuba. The topics discussed at this meeting offer hope that a constructive dialogue can be established. As we look to the future, we cannot afford for our stance on human rights to be violated. We must uphold a common position towards Cuba, stipulating full economic and political cooperation in the continuous process towards a pluralist and free democracy.

Neena Gill (S&D). – Mr President, as Cuba is opening up to the world, it is crucial that we take a strategic approach to relations that encompass all EU interests. So I welcome Mrs Mogherini's visit to Cuba in March to spur on negotiations on the FTA. I hope that she and the Commission have the support of all Member States to push through a deal.

Commissioner, I was pleased to hear from you about the human rights dialogue. It is quite clear that embargoes did not really work to improve the human rights situation. I believe that perhaps the dialogue and the FDA could be a tool for incremental change, given that it can be an incentive to encourage change and will require Cuba to gradually liberalise fields like communications.

I believe we also need to look at geopolitics, and I am sure that our strategy takes into account Cuba's relations with major players like Russia and China. Cuba signed an agreement with Moscow last year, allowing it to re-open intelligence facilities on its territory, while Beijing is one of its major trade and investment partners. Given that many EU interests in this context overlap with those of the USA, is the High Representative or the Commissioner exploring where there is scope for collaboration with the US?

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL). – Senhor Presidente, são de facto positivas as negociações entre a União Europeia e Cuba para a celebração de um acordo de diálogo.

No entanto, consideramos que esse acordo só pode ser bem sucedido se houver, de facto, o fim da política europeia de ingerência nos assuntos internos de Cuba. Não vemos, por exemplo, neste acordo de diálogo o Governo cubano a exigir à União Europeia que todas as pessoas tenham direito ao emprego, à saúde e à educação de qualidade e gratuita para todos, como, por exemplo, acontece em Cuba e não na União Europeia. Assim, esperamos que o diálogo se desenrole numa base de reciprocidade e de cooperação e patenteie um carácter não discriminatório. Esta devia ser, de facto, a posição da União Europeia: o respeito pela autodeterminação dos povos e pela Carta das Nações Unidas.

Em relação à posição comum da União Europeia sobre Cuba, que tem estado a pairar sobre as negociações, quero perguntar à Comissão Europeia se não considera que uma política baseada na igualdade não pressupõe, de facto, no processo negocial, a revogação imediata desta posição comum sobre Cuba.

Davor Ivo Stier (PPE). – Gospodine predsjedniče, današnja debata se odvija u kontekstu procesa normalizacije odnosa između Kube i SAD-a koji ima šire regionalne implikacije. I ako se dobro usmjeri proces približavanja Havane i Washingtona možda može suziti prostor populistima diljem zapadne hemisfere, a posebno autoritarnoj ljevici poput one koju Nicolás Maduro promiče u Venezueli.

Naime, Madurove antikapitalističke i antiameričke tirade bile su uvijek besmislene, ali one zvuče još apsurdnije u trenutku kada se njegovi ideološki idoli s Kube sastaju s američkim predsjednikom i obnavljaju odnose s SAD-om.

Sada, važno je da mi također u Europskoj uniji shvatimo prirodu ovog procesa normalizacije odnosa između Kube i SAD-a, ali kao i poticaj za demokratizaciju i poštivanje ljudskih prava u Kubi i cijeloj regiji. I u tom kontekstu se protivim tvrdnjama iz europske ljevice da EU mora ući u neku vrstu utrke s SAD-om oko politike prema Kubi.

sreda, 8. julij 2015

Europska unija je davno uspostavila diplomatske odnose s Kubom, mi smo već davno prošli točku do koje tek sada dolaze američko-kubanski odnosi. Dakle, umjesto utrke s SAD-om zbog nekog straha oko gubitka pozicije u odnosu na Kubu, treba nam strateška suradnja s demokratskim partnerima u Sjevernoj i Latinskoj Americi oko promicanja zajedničkih vrijednosti.

I u tom pogledu smatram da moramo biti ambiciozni u pregovorima o mogućem sporazumu o političkom dijalogu koji mora otvoriti perspektivu demokratizacije Kube. Mora otvoriti perspektivu nove Kube u kojoj više neće biti političkih zatvorenika, gdje će se omogućiti sloboda govora, sloboda vjeroispovijesti i, naravno, sloboda i pravo građana Kube da izaberu vlast na slobodnim i višestranačkim izborima.

To se neće dogoditi preko noći, ali Europa ne smije nikada odustati od tih demokratskih ciljeva. Inače bi izdali kubanski narod i one Kubance koje smo u ovom Parlamentu nagradili Saharovom nagradom, upravo zbog njihove borbe za slobodu.

Elena Valenciano (S&D). – Señor Presidente, la verdad es que, escuchando algunos discursos en esta Cámara, parece que no ha sucedido nada en los últimos quince o veinte años. Hay personas que mantienen exactamente las mismas posiciones, aunque la evolución, en este caso de Cuba, es más que evidente. Han cambiado las cosas y, como han cambiado las cosas, nosotros tenemos la obligación también de ponernos al día. Ojalá no estuviéramos tan retrasados como estamos en nuestra situación con respecto a las relaciones con Cuba.

Hay que acabar ya con la Posición Común. Lo hemos reclamado en esta Cámara cientos de veces. Y hay que acabar con el embargo. Y hay que, desde luego, arrancar con un diálogo de derechos humanos, cosa que ya se ha hecho: el señor Lambrinidis ha iniciado un diálogo sobre los derechos humanos con Cuba. Pero, si en algún asunto se ve el doble rasero de la Unión Europea, es precisamente en las relaciones con Cuba. Es, efectivamente, como ha dicho algún diputado, una anomalía, una anomalía histórica, una anomalía política, y empieza a ser una patología de esta Cámara.

Hay que ponerse al día, hay que ser inteligentes, hay que tener altura de miras, hay que firmar un acuerdo con Cuba y hay que exigir a los cubanos, como a todos los pueblos del mundo, el respeto de los derechos humanos.

David McAllister (PPE). – Mr President, the United States and Cuba have decided that it is time for a change. I believe we Europeans should not only watch this process unfolding, but engage. Despite some criticism, this new diplomatic approach has the support of the American people and will be carried out by many people other than President Obama and his administration.

The renewal of diplomatic relations is the result of collective leadership, as well as of widespread bipartisan efforts in the US Congress, the Cuban-American community, civil society, faith-based organisations and the private sector. In addition, there has been a determined willingness to change a policy described by those on both sides of the aisle – including Republican Senator Bob Corker from Tennessee – as being associated with five decades of failure.

I am of the opinion that the European Union should welcome this decision and, through diplomatic channels, encourage this transition that is beneficial to the global and regional order and, most importantly, to the Cuban people. Our support should be directed to encourage democracy in Cuba and not in any way to legitimise the authoritarian regime currently in power. The transition in Cuba is about – to quote US Secretary of State John Kerry – ‘unleashing the potential of an Americas where countries combine their strengths to advance common interests and values’. I believe Europe should not and cannot be indifferent to this.

Francisco José Millán Mon (PPE). – Señor Presidente, señor Comisario, gracias por la información facilitada sobre las negociaciones del acuerdo con Cuba. Compruebo que van avanzando y espero que la Unión Europea y sus Estados miembros puedan conseguir, por medio del acuerdo, una presencia más importante, más influyente en la isla, en la etapa crucial que atraviesa.

No sé si va a ser fácil la negociación pendiente. Falta la parte más política del acuerdo y es posible que las autoridades cubanas ahora se sientan menos necesitadas de concluir rápidamente un acuerdo con la Unión Europea tras normalizar sus relaciones diplomáticas con los Estados Unidos, después de cincuenta años de ruptura. Por otra parte, no olvidemos que, pese a algunas modestas reformas y aperturas, la naturaleza de fondo del régimen cubano no ha cambiado.

sreda, 8. julij 2015

Celebro que el 25 de junio haya tenido lugar un primer encuentro sobre derechos humanos entre el señor Lambrinidis, el Representante Especial de la Unión Europea, y los responsables cubanos. Hemos de seguir insistiendo en estos temas, trasladar a Cuba nuestro deseo de cambio, por ejemplo, en su legislación penal, y pedirle que ratifique las convenciones de las Naciones Unidas en materia de derechos civiles y políticos, y también de derechos sociales, que solamente ha firmado. Como es sabido, desgraciadamente, continúan las detenciones arbitrarias y los actos de acoso e intimidación a representantes de la oposición política y defensores de los derechos humanos. En este punto, me remito al informe aprobado recientemente por el Consejo —el informe anual— y también a las palabras que hoy nos dirige el Comisario Hahn, informándonos de lo sucedido este fin de semana.

En fin, Señorías, yo creo que la Unión Europea y América Latina están unidas por muchos principios y valores, entre ellos, la dignidad del ser humano, el Estado de Derecho y la democracia. Cuba no debiera ser una excepción y yo, por todo ello, espero que prosigan los encuentros iniciados el pasado día 25 y que los derechos humanos ocupen un lugar relevante en las negociaciones del acuerdo.

Michael Gahler (PPE). – Herr Präsident! Auch ich bin der Auffassung, dass wir Europäer eine konstruktive Politik gegenüber Kuba betreiben müssen.

Wir sollten dabei das Interesse der Menschen in Kuba in den Fokus nehmen. Wir haben viel Erfahrung bei der Transition von kommunistischen Diktaturen zu demokratischen Gesellschaften. Ich denke, die Kubaner wollen eine Demokratisierung. Es geht nicht einerseits um die Fortsetzung der kommunistischen Diktatur und die andere Alternative einer Reconquista aus Miami.

Dazwischen liegt der Ansatz, den die Menschen wollen. Dabei können wir sehr behilflich sein: bei der Entwicklung einer demokratischen Gesellschaft, die genuin kubanisch ist, die ihre Kultur und ihre Traditionen berücksichtigt. Kuba hat nicht eine kommunistische Ein-Parteien-Tradition, die man fortsetzen sollte, und auch nicht das Batista-Regime, das wieder aufleben sollte – eine Demokratie, wie sie in Europa auch in vielen Transitionsgesellschaften vergleichbar entstanden ist.

Da bin ich auch der Auffassung wie der Kollege Henkel: Hätten die USA schon vor Jahrzehnten – etwa mit dem Fall der Mauer – ihre Sanktionen aufgehoben, dann wäre das Regime sicherlich nicht mehr dort, wo es heute ist, und das Land hätte sich früher demokratisiert.

Ich hoffe also, dass wir mit den Angeboten, die wir machen, auch eine Agenda, einen Zeitplan zu einem runden Tisch mit einem unmittelbaren Ziel konditionieren, was da heißt, dass die demokratische Opposition in Kuba eine Perspektive bekommt, mit dem Regime auszuhandeln, wann die ersten demokratischen Wahlen in Kuba – wie in vielen anderen Teilen der Welt – dann auch stattfinden werden.

Procedura catch-the-eye

Stanislav Polčák (PPE). – Pane předsedající, já bych chtěl nejprve říct, že samozřejmě to, čím prošla Kuba v uplynulých desetiletích, to je těžké břemeno, které uvolnit by bylo velmi vhodné. Nicméně ten dialog, který chce navázat Evropská unie a která má otevřené diplomatické vztahy s Kubou, tak si myslím, že nelze otvírat bez jakýchkoliv podmínek. Myslím si, že ty limity by měly být jasné a měly by spočívat v obraně alespoň základních principů lidských práv.

Já se zde chci přihlásit k ochraně lidských práv a k určité doktríně, kterou formuloval v České republice i náš bývalý prezident Václav Havel, kdy lidská práva považujeme za skutečně zásadní hodnotu, za kterou které nelze vyměňovat nerealizovatelné nebo možná i bezcenné závazky Kubu. Měli bychom podpořit ta vyjednávání v zájmu občanů Kubu, to je nepochybné. Ale myslím si, že i tato vyjednávání musí mít limity, které Evropská unie chce sdílet a za které už nemůže jít.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D). – Mr President, it is about time we ushered in a new period in EU-Cuba relations, based on the necessity of advancement of democracy in this country and the encouragement of economic exchange.

sreda, 8. julij 2015

We should accompany Cuba in the ongoing process of change and modernisation and strongly promote bilateral cooperation and political dialogue on important matters such as the promotion of human and citizens' rights and freedom of expression in this important process of transition. Cuba has the potential to become a member of the ACP, and we should keep pushing and developing relations with this country by supporting this request, as it represents an important step towards a strengthened relationship between the European Union and Cuba by showing mutual respect through a proper committed relationship. Looking at advancements that Cuba could achieve in the future, I believe that the EU and Cuba have a great deal to gain in the future.

Νότης Μαρτιάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, η εμβάθυνση των σχέσεων της Ευρωπαϊκής Ένωσης με τη Λατινική Αμερική πρέπει να αποτελέσει στρατηγική επιλογή για την Ένωση στο σύγχρονο πολυπολικό κόσμο που ζούμε. Στο πλαίσιο αυτό η αποκατάσταση των σχέσεων Ευρωπαϊκής Ένωσης-Κούβας αποτελεί σημαντική εξέλιξη, καθώς η Ένωση μέσω της εξωτερικής της πολιτικής θα μπορούσε να αποκτήσει μια ανεξάρτητη θέση έναντι των Ηνωμένων Πολιτειών της Αμερικής. Βεβαίως η αποκατάσταση των σχέσεων ΗΠΑ-Κούβας οπωσδήποτε θα συμβάλει στην ενίσχυση των σχέσεων της Κούβας με τον δυτικό κόσμο.

Θεωρούμε σημαντικό τον διάλογο Ευρωπαϊκής Ένωσης-Κούβας στο πεδίο των ανθρωπίνων δικαιωμάτων, όμως αυτό δεν θα πρέπει να αποτελέσει πρόσχημα για έμμεση επέμβαση της Ευρωπαϊκής Ένωσης στα εσωτερικά της Κούβας. Θεωρούμε σημαντική τη βελτίωση των οικονομικών σχέσεων Ευρωπαϊκής Ένωσης-Κούβας, προσέγγιση όμως που θα πρέπει να γίνει στη βάση της αρχής του αμοιβαίου οφέλους και του σεβασμού της κυριαρχίας των κρατών. Τέλος, η Ευρωπαϊκή Ένωση θα πρέπει να πάψει να εμποδιστεί την εκμετάλλευση των πλουτοπαραγωγικών πηγών της Κούβας αντί πινακίου φακής.

Ivan Jakovčić (ALDE). – Gospodine predsjedniče, imao sam priliku prije više godina razgovarati s ljudima koji su bili u kubanskim zatvorima, bili lažno procesuirani, imali montirane lažne procese. Imao sam priliku razgovarati s ljudima u Barceloni i ono što sam osjetio bila je velika nada, veliko očekivanje upravo od Europske unije i europskih zemalja.

Zato te ljude i sve druge ljude koji su patili u Kubi i koji žele demokraciju u Kubi trebamo podržati. Ja, naravno, podržavam i jako pozdravljam normalizaciju odnosa i sa sadašnjim režimom. I jako je dobro što vidimo korake prema naprijed, k demokratizaciji stanja u Kubi. Naravno da gospodarski odnosi na jedan način mogu pomoći i u tom smislu. Ali siguran sam da nikada ne smijemo zaboraviti patnju kubanskog naroda i činjenicu da trebamo poštivati sva moguća ljudska i druga prava na tom predivnom otoku.

Kateřina Konečná (GUE/NGL). – Pane předsedající, děkuji zástupcům Komise i za tu debatu, kterou tady dneska vedeme, protože jsem moc ráda, že většina z vás zcela oprávněně konstatovala, že blokáda nikdy nic neulehčila. Mlčení, ani nesmyslné dohody jako ta, kterou jsme podepsali v roce 1996, také nikomu nepomohly. Tohle je prostě přežitek a měli bychom si všichni uvědomit, že jestliže chceme nastavovat naše vztahy jako partnerské vztahy, tak všechny tyto věci, které jsme dříve ve své zahraniční politice dělali, byly chybné. Přiznejme si to a začněme realizovat ty kroky správně.

Často mluvíte o lidských právech. Právo na důstojný život, na práci, na bydlení, na bezplatné vzdělání, bezplatné školení, to jsou lidská práva, která jsou na Kubě zcela normální. Zeptejme se sami, jestli jsou zcela normální i v celé Evropské unii. Než začneme někoho školit, prosím, uvědomme si, v jakých podmínkách žili a žijí lidé na Kubě a v jakých podmínkách žili a žijí, bohužel, občané Evropské unie, kterým nejsme tyto práva schopni zajistit. Jsem moc vděčná paní komisařce za její kroky a prosím, poslední věta: Evropská unie je schopná nezávislé zahraniční politiky, proto ji dělejme a nebojme se toho.

Igor Šoltes (Verts/ALE). – Kuba je bila vrsto let tabu tema v mnogih pogledih, bila je vrsto let država, izolirana od gospodarskega sodelovanja tako z Evropo kot z Združenimi državami Amerike in vse to je seveda pustilo posledice na eni in na drugi strani.

Zato seveda pozdravljam te napredke oziroma prizadevanja za odnose in sklenitve sporazuma s Kubo, pri čemer pa seveda moramo biti zelo previdni. Gre za državo, ki si seveda ne bo pustila vsiljevanja, ne bo pustila tako imenovane vsiljene demokracije. In mislim, da tudi Evropska unija mora spoštovati različnost, drugačnost in pravzaprav dati kubanskemu narodu možnost, da se sam odloči o svoji prihodnosti.

sreda, 8. julij 2015

In ko govorimo o kršenju človekovih pravic, si seveda lahko preberemo mnoge odločitve Sodišča za človekove pravice tu, v Strasbourgu, in boste videli, da tudi v drugih državah kršijo človekove pravice.

(Fine della procedura «catch-the-eye»)

Johannes Hahn, Member of the Commission, on behalf of the Vice-President of the Commission/High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy. – Mr President, let me start by thanking you again for this debate and for this very frank exchange of views that we have had on EU-Cuba relations. But may I also say in that context that I take note that, for instance, Mr Maura Barandiarán regretted the absence of Mrs Mogherini today. May I remind you all of the reason for her absence: it is simply that she is taking part in the Viennese Iran talks. I hope this is more than a justification and hopefully they can strike a deal as soon as possible.

Coming back to our debate, I think that, as is usual in this case and for such a subject, the discussions have reflected a very broad range of positions which are not always easy to reconcile. Having listened to all the speeches very carefully, I feel that the European Union is on the right track with the course adopted in 2014: more and closer engagement with Cuba in order to develop our relationship and find peaceful ways of fostering basic EU interests.

The conclusion of the political dialogue and cooperation agreement would be a significant step towards this. It would provide an enabling platform for constructive dialogue and for enhancing cooperation. Consolidation of our engagement and the relationship of mutual trust are essential to ensure that our relationship evolves in line with our values and interests. The EU's experience could be greatly relevant for the country in its quest for economic and social modernisation. The EU can demonstrate how to combine a regulated market-based economy with the demands, social protection and participation of citizens.

Many of you have expressed concerns regarding human rights. We are particularly attentive to this matter and fully share those concerns, as I have already expressed in my introduction. This is why the matter has been raised consistently with our Cuban partners, and we have agreed to start discussions on human rights even before the conclusion of the political dialogue and cooperation agreement, to ensure that we have an operational platform for constructive and result-oriented discussions as soon as possible.

If Europe wants to be part of the historic process that is taking place in Cuba, and if we aim at driving this process – if we want to encourage reforms, if we want to have a say on human rights – there is only one thing to do: engage with Cuba. That is what we are doing and what we will keep doing in the months and years to come.

Presidente. – La discussione è chiusa.

Dichiarazioni scritte (articolo 162)

José Blanco López (S&D), *por escrito.* – Las iniciativas de la UE en relación con Cuba van en la buena dirección: se ha logrado avanzar en todos los capítulos de cara a la firma de un acuerdo de diálogo político y cooperación y, recientemente, se ha abierto un diálogo específico sobre derechos humanos. La implicación directa de la Alta Representante ha aumentado el ritmo de negociación y evitado que la UE quede relegada tras la reanudación de las relaciones diplomáticas entre la isla y EE. UU. en diciembre de 2014. El Grupo S&D apoya el desarrollo de estos diálogos y apuesta por la superación de la Posición Común, que guía formalmente las relaciones de la UE con Cuba desde 1996. Se trata de una posición anacrónica y equivocada que, en el nuevo marco geoestratégico, entorpece las relaciones de la UE con Cuba. Apostamos por estrechar el diálogo con las autoridades cubanas y con la sociedad civil, desde la convicción de que, si Cuba estrecha los contactos de todo tipo con el resto de la comunidad internacional, mejorarán las condiciones de vida de los cubanos.

Eider Gardiazabal Rubial (S&D), *por escrito.* – Las iniciativas de la UE en relación con Cuba van en la buena dirección: se ha logrado avanzar en todos los capítulos de cara a la firma de un acuerdo de diálogo político y de cooperación, y recientemente se ha abierto un diálogo específico sobre derechos humanos. La implicación directa de la Alta Representante ha aumentado el ritmo de negociación y evitado que la UE quede relegada tras la reanudación de las relaciones diplomáticas entre la isla y EE. UU. en diciembre de 2014. El Grupo S&D apoya el desarrollo de estos diálogos y apuesta por la superación de la Posición Común, que guía formalmente las relaciones de la UE con Cuba desde 1996. Se trata de una posición anacrónica y equivocada que, en el nuevo marco geoestratégico, entorpece las relaciones de la UE con Cuba. Apostamos por estrechar el diálogo con las autoridades cubanas y con la sociedad civil, desde la convicción de que estrechar los contactos de todo tipo con el resto de la comunidad internacional empujará al

sreda, 8. julij 2015

régimen castrista a la apertura, y mejorará las condiciones de vida de los cubanos.

Inmaculada Rodríguez-Piñero Fernández (S&D), *por escrito*. – Las iniciativas de la UE en relación con Cuba van en la buena dirección: se ha logrado avanzar en todos los capítulos de cara a la firma de un acuerdo de diálogo político y de cooperación, y recientemente se ha abierto un diálogo específico sobre derechos humanos. La implicación directa de la Alta Representante ha aumentado el ritmo de negociación y evitado que la UE quede relegada tras la reanudación de las relaciones diplomáticas entre la isla y EE. UU. en diciembre de 2014. El Grupo S&D apoya el desarrollo de estos diálogos y apuesta por la superación de la Posición Común, que guía formalmente las relaciones de la UE con Cuba desde 1996. Se trata de una posición anacrónica y equivocada que, en el nuevo marco geoestratégico, entorpece las relaciones de la UE con Cuba. Apostamos por estrechar el diálogo con las autoridades cubanas y con la sociedad civil, desde la convicción de que estrechar los contactos de todo tipo con el resto de la comunidad internacional empujará al régimen castrista a la apertura, y mejorará las condiciones de vida de los cubanos.

Tomáš Zdechovský (PPE), *písemně*. – Kubánci byli dlouho izolováni a v několika posledních desetiletích stáli spíše na okraji světového dění. Kubánská společnost trpěla touto izolovaností, ale EU má nyní příležitost učinit proaktivní kroky ke zlepšení vztahů a může ukázat, že jsme na Kubánci, kteří dlouhá léta strádali pod autoritativním režimem, nezapomněli, ale naopak že jsme připraveni podat jim pomocnou ruku při transformaci tohoto režimu. Izolovanost Kuby je, jak správně poukázala vysoká představitelka Mogheriniová, reliktem studené války, který nemá v jednadvacátém století místo. Mnoho členských států EU, jako například Česká republika, má podobnou historickou zkušenost jako Kuba a právě tyto státy mohou kvalitně napomoci úspěšné demokratizaci kubánské společnosti. Kubánský lid nám projevil svou naději na zlepšení životních podmínek a je tedy třeba, aby Evropská unie úspěšně dokončila započatá jednání a aktivně se zapojila do sociální, ekonomické a politické transformace na Kubě a podpořila otázku zlepšení ochrany lidských práv.

12. Razmere v Jemnu (razprava)

Presidente. – L'ordine del giorno reca in discussione comune la dichiarazione del Vicepresidente della Commissione/Alto rappresentante dell'Unione per gli affari esteri e la politica di sicurezza sulla situazione nello Yemen (2015/2760(RSP)).

Johannes Hahn, *Member of the Commission, on behalf of the Vice-President of the Commission/High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy*. – Mr President, I am grateful for the opportunity to discuss, on behalf of Federica Mogherini, the situation in Yemen with you today. Amidst the turmoil affecting the Middle East, the crisis in Yemen calls for more attention from the international community.

Yemen occupies a strategic position along the Gulf of Aden and the Red Sea, at the crossroads of the Horn of Africa and the Middle East, on the route connecting the Mediterranean to the Indian Ocean. There is a real and immediate risk of spillover of this crisis in an already troubled region. Furthermore, the latest developments in Hadhramaut show that terrorist organisations like al-Qaeda in the Arabian Peninsula, already rooted in Somalia, and more recently also Daesh, are benefiting from the vacuum of state authority in the country to regroup and regain strength. This is a threat for all countries in the region. The regional powers need to choose cooperation and common security issues. The only alternative to a more cooperative regional order is chaos.

sreda, 8. julij 2015

Saturday, 4 July marked the 100th day since the exile of President Hadi and the launch of the Saudi-led coalition airstrikes against the continuing advance of Houthi and pro-Saleh forces in Yemen. The country is facing a humanitarian catastrophe, with more than 3 000 Yemenis killed, over 14 000 injured, and 21 million people, or 80% of the total population, in need of humanitarian assistance, and a major food crisis about to unfold. Just to give you a comparison: there are now more people in need in Yemen than in the entire Sahel region. The EU's position is clear, as portrayed in the Foreign Affairs Council conclusions of April 2015. We have also repeatedly – most recently in a joint statement by the High Representative/Vice-President and Commissioner Stylianides last Friday – made the case that there is no other way out of the current crisis than through an inclusive political process under UN stewardship favouring a genuine and constructive dialogue among the different parties. The continuing advance of the Houthis and forces loyal to ex-President Saleh, in contravention of UN Security Council resolutions, is clearly unacceptable.

But only a broad political consensus based on the parameters set by UN Security Council Resolution 2216 can provide a sustainable solution to the crisis, tackle the threat of terrorist groups and prevent further regional instability. Any long-term solution should address the underlying causes of instability, which are deeply rooted in local historical and socio-economic power structures. The EU fully supports the efforts of the UN Special Envoy, Ismail Ould Cheikh Ahmed, to recreate trust amongst the parties for a meaningful political deal. The consultations held in Geneva from 15 to 20 June could be a first step towards a return to an inclusive political process. We see a strong case for the gradual approach followed by the Special Envoy, first setting the conditions for a long pause in hostilities, leading to a sustainable ceasefire, coupled with a monitored withdrawal from key cities by the warring forces.

The EU has been reaching out to all the parties in Yemen, including the Houthis. We believe it is critical for all the actors in the conflict to set a realistic path to peace in line with the parameters set by UN Security Council Resolution 2216. Our message to all parties is clear: engage in the UN-led dialogue process, with no preconditions, in good faith. All their legitimate concerns will be duly taken into consideration in a broad political settlement.

The humanitarian impact of the ongoing fighting, bombardments and disruption of essential services on the civilian population, in particular on children, is reaching alarming proportions and exacerbating an already dire humanitarian situation. The targeting of civilian populations and infrastructures, including UN warehouses or hospitals, is also clearly unacceptable. In this volatile environment it is all the more crucial that humanitarian assistance reaches the people of Yemen. The European Union has been steadfast in its support of the UN efforts towards a lasting, predictable and sustainable humanitarian ceasefire. Such a pause should allow the urgent delivery of humanitarian assistance and essential supplies, including fuel, food and basic commodities, according to the principles of impartiality, neutrality and independence. It is essential, to this end, that access to Yemen for commercial shipping be further eased and that measures taken to implement UN Security Council Resolution 2216 be proportional and predictable. A UN-led inspection mechanism should be urgently rolled out to enable faster and more streamlined clearance procedures for ships bound for Yemen. In parallel we are calling on all parties to ensure respect for international humanitarian law and international human rights law, in particular by protecting civilians. Everyone should refrain from direct targeting of civilian infrastructure, notably medical facilities and water systems, and from using civilian buildings for military purposes. It is also of the utmost importance that all parties ensure the safety and security of medical personnel and relief workers and facilitate the passage of aid convoys and ambulances to the most affected populations without discrimination.

The EU Humanitarian Aid Office – Echo – has already mobilised EUR 25 million in humanitarian assistance for Yemen to respond to the most urgent needs. We are also engaged in diplomatic efforts to ensure unrestricted access to humanitarian workers and aid relief so that vital assistance can be immediately delivered. More needs to be done, but international assistance will remain a drop in the ocean if commercial shipping cannot resume and bring the 80% of goods that Yemen imported before the conflicts and if Yemeni warring factions continue to hamper the delivery of aid. Ultimately, the solution to this crisis has to be a political one, and every day that passes further entrenches polarisations and sees the risk of a protracted conflict with sectarian undertones grow. The EU will remain committed to playing its full role in supporting the UN and in reaching out to the parties and to regional players to set a swift path for peace.

Thank you for your attention and I look forward to hearing your views on that.

sreda, 8. julij 2015

Presidente. – Iniziamo la discussione, un po' intima, ma molto importante e colgo l'occasione per salutare i visitatori del Parlamento europeo.

Michèle Alliot-Marie, au nom du groupe PPE. – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, le Yémen cristallise effectivement aujourd'hui la plupart des tensions et des rivalités qui existent au Moyen-Orient. Le Golfe Persique pourrait y perdre son équilibre géostratégique, comme vous l'avez souligné. Les déséquilibres dans le Golfe pourraient eux aussi avoir des répercussions sur l'ensemble du Moyen-Orient et dans les pays proches du Golfe d'Aden. Qui peut penser que cette déstabilisation n'aurait pas d'effet sur notre propre situation, sur le plan économique, sécuritaire ou culturelle?

L'Union européenne ne peut donc se désintéresser de ce qui se passe dans ce pays, certes lointain, très mal connu – je l'ai constaté à de nombreuses reprises –, parce que cela peut aussi avoir des répercussions sur nous. Aujourd'hui, l'Arabie Saoudite, ainsi que huit pays arabes, Bahreïn, l'Égypte, la Jordanie, le Koweït, le Maroc, le Qatar, le Soudan et les Émirats, soutenus par la communauté occidentale, mènent, pour la première fois, une opération militaire conjointe pour s'opposer aux rebelles houthis et au groupe «État islamique». Il faut souligner que c'est la première fois que ces pays qui connaissent souvent des rivalités entre eux se trouvent aujourd'hui coalisés dans la même action.

Pour autant, nous avons bien conscience, comme vous, que l'action militaire ne peut suffire au rétablissement d'un équilibre national, politique et sécuritaire à long terme, tellement essentiel à la stabilité régionale. Il ne faut pas oublier en effet que les pays du Golfe sont nos premiers alliés dans la lutte contre le groupe «État islamique» et contre le terrorisme.

Je vous pose donc la question suivante, que fait l'Union européenne, par elle-même, pour participer à la restauration de la stabilité au Yémen? Il ne s'agit pas simplement d'appuyer telle ou telle initiative. Parce que nous ne sommes pas soupçonnables d'avoir des intérêts financiers ou autres dans la région, nous avons une possibilité d'agir auprès des parties.

Que fait également l'Union européenne pour soutenir efficacement les populations civiles qui sont les premières victimes de tout conflit armé? Avez-vous aussi l'intention de prendre des initiatives afin d'améliorer la situation des femmes dans ce pays, dont on parle peu et qui ont pourtant le statut probablement le plus rétrograde au monde.

Richard Howitt, on behalf of the S&D Group. – Mr President, it is right that in this debate we put first and foremost our concern for the devastating humanitarian catastrophe occurring today in Yemen. The United Nations declared its highest level of humanitarian emergency, with over 80% of the country's population in need of assistance. Prior to the conflict, more than one-third of the population – some 11.5 million people – suffered from food insecurity. Today, two million more have joined the starving. The UN envoy said the country is now just one step away from famine.

It is a crisis for children, in which 1.8 million have lost access to education and one in three fighters are children. So our resolution makes the case for a humanitarian pause, backing the UN Secretary-General and marking the observance of Ramadan. My group stands with all who condemn violence on all sides – from the Houthis, al-Qaida and Daesh/ISIS. For us, however, this includes concerns about the humanitarian consequences of the bombing and of the blockade by the Saudi-led coalition.

Regarding the request for military intervention from former President Hadi – someone whose term-of-office has expired and who had explicitly resigned – was that request more legitimate than the request of former President Yanukovych in a different sphere? In any case, that request to the Security Council was based on UN Charter Article 51, which concerns the defence of the country under external attack, and that cannot make it legal in this case.

Our resolution calls on all regional actors to contribute to a return to stability. We call for an inclusive political process, which ends the polarisation of peoples based on religious sectarianism. Our resolution also understands that development must play an important role in what is the Arab world's most impoverished country, if conflict resolution is to succeed in the long term. But this resolution is very much about the short term: to stop the targeting of civilians, to halt and then end the violence, to support all efforts towards a negotiated political solution, and to bring humanitarian relief in order to end the hunger and the suffering.

sreda, 8. julij 2015

Charles Tannock, *on behalf of the ECR Group*. – Mr President, Yemen is an example of the Arab Spring gone badly wrong after the 2011 uprisings against the then President, Ali Abdullah Saleh, and of a poor country caught up in a proxy war between Iran militarily supporting fellow Shia Houthis and Sunni Saudi Arabia supporting the ousted government of President Hadi, now exiled to Riyadh. Saudi Arabia has intervened militarily with air power against the Houthi advances on Aden, and they in turn are supported by the previously ousted strong man, President Saleh. The country has become a humanitarian disaster zone, with more than 3 000 people killed, more than half of them civilians, including women and children, as a result of the Saudi bombing campaign aimed at driving back the insurgents and restoring the elected, legitimate Hadi government.

There have been allegations of gross violations of international humanitarian laws by all sides. Matters are further complicated by piracy in the Gulf of Aden, and al-Qaeda in the Arabian Peninsula, active in many parts of the country. The EU has little role beyond supporting humanitarian aid; and of course I call, on behalf of my group, on all sides to return to the negotiating table and desist from further hostilities.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

James Carver (EFDD), *blue-card question*. – Mr Tannock, thank you for accepting my blue card. Despite our obvious political differences, will you join me in supporting a cause that I know we are both very keen on? That is re-recognition for Somaliland – a stable country across the other side of the Gulf of Aden. Will you also join me in paying tribute to the great work that the Somalilanders are doing – specifically in the Port of Berbera – in helping refugees who have fled from southern Yemen?

Charles Tannock (ECR), *blue-card answer*. – Thank you very much, Mr Carver, because yes indeed, I think that Somaliland does deserve re-recognition. It has been democratic, it has upheld the rule of law and it is a stable polity which has fought piracy and combated Islamist terrorism. So for all those reasons, and the historical fact that it was once a British protectorate called British Somaliland and is entitled under the UN Charter and traditions to be an independent state, there is a very strong case to be made.

But of course the debate today is not about Somaliland per se, although that is dear to my heart. The debate today is about what is happening in Yemen, and there has been, of course, a humanitarian crisis and disaster, as I have said in my speech, and many of the refugees have fled across the Gulf of Aden to Somaliland, to the port of Berbera, where I know the government in Hargeisa are doing their utmost possible to rehouse and accommodate this influx of refugees. But yes, thank you to the Government of Somaliland for doing that.

Marietje Schaake, *on behalf of the ALDE Group*. – Mr President, Commissioner, colleagues. The poor people of Yemen have suffered structurally from a lack of inclusive democratic governments, and the tensions and violence that that have resulted, for the past decades. Thousands have been killed and many more injured in the latest eruption of violence alone that started in the spring of this year. A report that the Saudi-led coalition is using cluster bombs should be investigated thoroughly by the United Nations and must have serious consequences, if confirmed. Independently-led investigations should also look at other crimes committed to assess whether these amount to crimes against humanity.

The people of Yemen deserve justice, and a de-escalation of violence is needed to restabilise the country. There should be more respect for human life, and the human suffering must end. We therefore call on all parties engaged in this conflict to stop the use of violence, because while people suffer, al-Qaeda, so-called Islamic State, and other terrorist organisations benefit and grow amidst the chaos in Yemen.

sreda, 8. julij 2015

Ongoing insecurity is further stifling humanitarian efforts, leading to historic and tremendous chaos and crisis. As we can see, a toxic downward spiral is unfolding. The terrorists are going as far as recruiting children for their activities and using them as soldiers, and I think that that is disgraceful. We must work through and ensure that there is dialogue and de-escalation. But there is a political solution, including a more constructive role by regional actors, which – as many colleagues have pointed out – are very much involved in the situation in Yemen, leading to more and more violence. The EU should also reconsider its partnerships with some countries in the Middle East in this context.

Foreign actors should stop the interventions, as I mentioned. They should stop adding fuel to the fire. We, as Europe, must support any UN efforts to lead in a dialogue that can lead to a peaceful and political solution to this terrible conflict. But the EU itself should do more and take a leadership position in ensuring that these UN efforts succeed.

Javier Couso Permyu, *en nombre del Grupo GUE/NGL*. – Señor Presidente, nos encontramos ante un conflicto que está causando un sufrimiento terrible pero que, además, nos ejemplifica el caos de la zona, ese caos que llegó con la guerra de delegación y con las intervenciones unilaterales. Y es un sufrimiento que estamos viendo, sin que pase prácticamente nada.

Observamos cómo una coalición liderada por Arabia Saudí —curiosamente, Arabia Saudí, una dictadura teocrática que es nuestra amiga porque nos interesa— está bombardeando con armas prohibidas y está desarrollando un bloqueo naval que afecta a los civiles.

No se puede salir de esta situación por la vía militar. Por eso reivindicamos una solución política inclusiva, el levantamiento del bloqueo naval, el alto el fuego, el cese de los bombardeos, el cese del suministro de armas y la investigación del Reino Unido, Francia, Alemania y España, por si han incumplido el Código de Conducta de la Unión Europea en materia de exportación de armas.

Alyn Smith, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Mr President, I very much appreciated the Commissioner's comments about the long-term political solution being the only way that we can resolve the situation in Yemen. We cannot allow it to become a forgotten conflict because the turmoil, as colleagues have said, only helps Daesh and extremists and creates the perfect breeding ground for them.

This motion focused on what must be done in the short-term to ensure that humanitarian efforts are able to proceed, and I very much endorse comments about a pause being necessary in the fighting to allow humanitarian efforts to go forward. But we must also scrutinise the Saudi-led coalition, and we must scrutinise the actions of it, not least because many of our Member State governments – not least the United Kingdom – are assisting in every way possible, short of actual military intervention. The tactics are questionable; the legality of the action is also debatable; and we must ensure that this remains scrutinised by us, because we cannot allow this to simply play out while we watch from the sidelines and the people of Yemen continue to suffer.

James Carver, *on behalf of the EFDD Group*. – Mr President, two weeks ago I hosted an event in Brussels with a delegation from the Southern Movement, an umbrella group bringing together the different political parties seeking an effective split, returning to the post Yemeni unification borders before 1990. The main speaker was Mr al-Jifri, a former South Yemeni Vice-President, who gave a detailed update of the tragic situation on the ground. He spoke passionately about the increasing humanitarian crisis, the fact that the international aid reaching Yemen is being distributed through Hodeidah port in the north, whilst Aden port in the south literally misses the boat. He also spoke of the increasing casualties and underlined how Yemen's infrastructure has been completely obliterated.

The pressing issue that must be addressed across the globe is the need for a correct diplomatic approach towards achieving a credible ceasefire so that the tragic humanitarian crisis that my colleagues across the House spoke about can be addressed as a matter of priority. I was astounded to learn of another issue that needs addressing urgently, and that is how someone who is taking part in the official dialogue might not actually be representing the very organisations that they claim to speak on behalf of. Certainly the Southern Movement delegates who attended my event left me with the distinct impression that they were currently unrepresented and that incorrect actors are currently at the table, incorrectly claiming to act for them.

sreda, 8. julij 2015

Now more than ever, the world has regrettably to accept the increasing divide across the Middle East between Sunni and Shia Islam. Yemen today is a tragic example of this. Accordingly, should not the international community honestly consider whether a unified Yemen is a viable long-term solution? I genuinely believe that the possibility of eventually – and I say eventually – dividing Yemen through its pre-unification borders is an option worth proper consideration. Have we learned nothing from the mistakes made a century ago by the Sykes-Picot Agreement?

Jiří Pospíšil (PPE). – Pane předsedající, já jsem tu debatu velmi pozorně poslouchal, poslouchal jsem komentář a vystoupení pana komisaře. Děkuji mu za to, že téma uvádí tady dnes na plénu. My zde debatujeme o situaci v Sýrii, situaci kolem Islámského státu, situaci v Iráku a na Jemen se trochu zapomíná. Přitom ta situace tam, z pohledu občanské války, velmi připomíná situaci právě například v Sýrii.

To, co tady bylo řečeno, já podtrhuji, je to mimořádně strategické území. Území, kde pokud bude občanská válka pokračovat, tak může dokonce přerůst v další mezinárodní konfrontaci mezi šíity a sunity a to bych považoval za mimořádně nebezpečné. Je proto třeba vyvinout maximální úsilí, aby se občanská válka zklidnila.

Já sám osobně jsem trochu skeptický k tomu, že se podaří konflikt v nějakém bližším horizontu uklidnit, respektive vyřešit. Ale alespoň utlumení toho konfliktu by bylo podle mého názoru velmi prospěšné. I z toho důvodu, že narůstající občanská válka vede k tomu, že posilují teroristické organizace působící na území Jemenu. A to je mimořádně znepokojivé. Je třeba si uvědomit, že oslabení či likvidace centrální vlády v Jemenu, boje, které tam probíhají, posilují al-Káidu, posilují Islámský stát a je to scénář pro nás mimořádně nebezpečný.

Apeluji tedy na Evropskou unii, aby posilovala politický dialog, ale hlavně aby řešila humanitární krizi, která je podle mého názoru mimořádně závažná, trpí statisíce lidí.

Afzal Khan (S&D). – Mr President, a hundred days into the conflict, the security and humanitarian situation in Yemen is further deteriorating. I regret all loss of life in this conflict. I am concerned that violence has the potential to turn into a regional, sectarian conflict. Should this happen, it will further destabilise the Middle East and threaten Europe's own security and economic interests. The EU, a champion of democracy and human rights, has the moral responsibility to help Yemen and its people.

First, we need to end the violence, a humanitarian ceasefire to deliver aid to 80% of Yemen's population; but the EU can only do so much. I therefore call on the regional powers, Saudi Arabia and Iran in particular, to show true leadership by assuming responsibility for the well-being of all Yemeni citizens. Weak governance, corruption, unemployment and unlimited social services have all been underlying causes of conflict in Yemen. The EU should use its international experience in institution-building and democratisation to train a new Yemeni government that would fairly represent and effectively govern all its citizens.

Anna Elżbieta Fotyga (ECR). – Panie Przewodniczący! Panie Komisarzu! Pogłębia się chaos w Jemenie i kraj ten zaczyna coraz bardziej przypominać Libię i wcześniejsze przykłady państw, o których zdarzało się mówić, że są państwami upadłymi. Kierowana przez Arabię Saudyjską interwencja arabskiej koalicji nie odnosi swoich skutków. Spowolnieniu uległ ostatnio, podobno na prośbę prezydenta Hadji, proces negocjacyjny pod kierunkiem szejka Ahmeda, przedstawiciela Narodów Zjednoczonych ds. Jemenu. Dochodzą do nas informacje medialne o toczących się rozmowach w Omanie. Miejmy nadzieję, że wszystkie te wysiłki przyniosą skutek, ponieważ Jemen to państwo, w którym cierpią bardzo biedni ludzie. Jest tam prawdziwy kryzys humanitarny i w najbliższym czasie rolę Unii Europejskiej, wysokiej przedstawiciel, wszystkich instytucji Unii będzie zorganizowanie wielkiego planu pomocy humanitarnej dla ludności Jemenu.

Ana Gomes (S&D). – O Iémen está muito perto do conflito sectário incontrolável e a comunidade internacional, em particular a União Europeia, tem de intensificar esforços diplomáticos no sentido de conseguir o cessar das hostilidades. O preço a pagar, se não agirmos, é o caos, insuportável sofrimento humano, a destruição de Património da Humanidade e o contágio da violência a países vizinhos, em toda a região do Médio Oriente.

sreda, 8. julij 2015

Não podemos ficar de braços cruzados e calados quando vemos o conflito no Iémen possibilitar o avanço de grupos terroristas na região, como o Estado Islâmico ou a Al—Qaeda na Península Arábica, avanço facilitado pela ofensiva saudita que, além de indiscriminadamente penalizar a população civil no Iémen, está a bloquear o acesso humanitário ao país, votando milhares à fome e ao desespero.

É por isso que a União Europeia tem que exigir o levantamento do embargo naval imposto pela Arábia Saudita e apoiar os esforços diplomáticos da ONU e do Omã na procura de uma trégua conducente a um acordo de paz.

Ao mesmo tempo, é preciso que a Sra. Alta Representante Mogherini exija aos Estados—Membros que cumpram as suas obrigações, à luz do Direito Internacional e das próprias regras europeias, no que respeita à exportação de armas e material militar para países que as usam na repressão e na violência contra civis, como é o caso, infelizmente, da Arábia Saudita.

Procedura «catch-the-eye».

Stanislav Polčák (PPE). – Pane předsedající, já bych chtěl za prvé ocenit sousedské státy Jemenu, které přijaly uprchlíky, jimž se podařilo překročit Adenskou úžinu. Myslím si, že tento jejich postup je nutno ocenit a že kontrastuje s některými názory, které zazněly v případě uprchlíků právě na půdě tohoto parlamentu anebo od některých členských států Evropské unie včetně mého.

Za druhé bych chtěl říci, že ta humanitární krize, která nastala v Jemenu, by měla být řešena samozřejmě nejlépe diplomaticky, ale především prvotním požadavkem na vyvolání humanitárního příměří, to znamená, aby přestaly boje vedené jak ze strany povstalců al-Káidy a ostatních skupin, tak i ze strany koalice vedené Saúdskou Arábií. Myslím si, že to, co by bylo nejpodstatnější, je vyvinout diplomatické úsilí k ustavení nové jemenské vlády, jež bude ustavena na základě průniku všech sociálních skupin v rámci Jemenu.

Doru-Claudian Frunzulică (S&D). — Mr President, Yemen is in the grip of its most severe crisis in years, caused by conflicts and underlying problems of – please note – unequal access to power and resources mainly. It is not a conflict between the two wings of the Islamic faith.

The recent developments carry grave risks for the stability of the Horn of Africa, the Red Sea and the wider Middle-East region. I am seriously concerned by the rapidly deteriorating political, security and humanitarian situation in Yemen. This could greatly exacerbate regional tensions and increase the possibility of a large-scale war in the area. According to the WHO's latest figures, we are more than entitled to worry about the situation in Yemen. The unnecessary loss of lives cannot go on. I back the EU's position and its commitment to support Yemen and the Yemeni people, and I encourage and support, by all means possible, the negotiating process taking place.

We need to engage constructively with the Yemeni parties in order to enable the de—escalation of the crisis. I am working on the efforts made by the United Nations, and I would highlight the need for a coordinated humanitarian action to contribute to the UN's revised humanitarian appeal. I strongly believe that only a broad political consensus among the parties, attained through inclusive negotiations, can provide a sustainable solution, restore peace and preserve the unity, sovereignty, independence and territorial integrity of Yemen.

Νότης Μαριάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, η κατάσταση στην Υεμένη παραμένει έκρυθμη και επικίνδυνη, με τη χώρα να βυθίζεται στο χάος. Κύριε Επίτροπε, παρακολουθώντας και διαβάζοντας τον Τύπο το τελευταίο εξάμηνο, ο απολογισμός στην Υεμένη είναι ο εξής: ένοπλες συγκρούσεις, αιματοχυσία, στρατιωτική επέμβαση εκ μέρους της Σαουδικής Αραβίας, ναυτικός αποκλεισμός, απομάκρυνση του προσωπικού του ΟΗΕ και των ξένων διπλωματών για λόγους ασφαλείας, διώξεις λόγω θρησκευτικών πεποιθήσεων, μια τεράστια ανθρωπιστική κρίση, πείνα, αστία, χιλιάδες πρόσφυγες, οι οποίοι φεύγουν για να γλιτώσουν και πηγαίνουν στις γειτονικές περιοχές. Ταυτόχρονα συγκεντρώνονται γιατί θέλουν να φτάσουν στην Ευρώπη. Ακόμη και στην Ελλάδα πλέον έχουμε προσφυγές από την Υεμένη. Ταυτόχρονα επωφελούνται από αυτή την κατάσταση οι τζιχαντιστές. Επομένως το ερώτημα, κύριε Επίτροπε, είναι τι κάνει η Ευρωπαϊκή Ένωση. Όπως ανέφερα και χθες σε άλλη ομιλία μου, η στενότερη συνεργασία με διεθνείς οργανισμούς όπως ο ΟΑΣΕ και ο ΟΗΕ θα μπορούσαν να βοηθήσουν να επέλθει η ομαλότητα στην Υεμένη. Χρειάζεται πολιτική λύση για την Υεμένη.

sreda, 8. julij 2015

Ivan Jakovčić (ALDE). – Signor Presidente, se mi permette vorrei dire che non sono qui in Aula per intervenire ma se il gruppo ALDE dispone solo di un minuto, io la pregherei di dare la parola all'onorevole Izaskun Bilbao Barandica. Mi scuso ma mi pare di capire che siano previsti quattro oratori... Se fossero cinque va bene altrimenti la pregherei di dare la parola alla collega Izaskun Bilbao, perché ha chiesto la parola prima di me.

Presidente. – A noi non risulta che l'onorevole abbia chiesto la parola. Se vuole, io le do la parola. Ma la posso dare anche a lei.

Ivan Jakovčić (ALDE). – Gospodine predsjedniče, ono što je sasvim sigurno – stojimo pred još jednom nevjerojatnom humanitarnom krizom. I toga moramo biti potpuno svjesni. Jer ova situacija koja se danas dešava u Jemenu neće završiti preko noći.

Vidimo da postoje razne vojne intervencije, razne milicije, paramilitarne skupine koje djeluju u Jemenu. Kaos je potpun. Europa stoji pred još jednim velikim izazovom velike potrebe za humanitarnom pomoći.

Milijuni će ljudi biti gladni, puno će djece biti u prilici da neće znati kako preživjeti sutrašnji dan. Zato pozivam Europsku komisiju da uloži maksimalne napore kako bismo uspjeli doći do toga da pozovemo sve sukobljene strane za stol. To je jedina garancija da će sukobi možda malo jenjavati i da ćemo izbjeći humanitarnu katastrofu pred kojom, sada, nažalost definitivno stojimo.

Izaskun Bilbao Barandica (ALDE). – Señor Presidente, Yemen vuelve a ser noticia por ese largo conflicto que desangra una de las naciones más pobres del mundo y porque, el pasado mes de marzo, comenzaron los bombardeos y crece, hasta límites insoportables, el sufrimiento de la población. En el escenario están todos los horrores inimaginables: los niños soldado, el tráfico de seres humanos, el ataque a escuelas y hospitales y la especulación con los bienes de primera necesidad. Por eso, apoyamos una inmediata pausa humanitaria para resolver esta situación de emergencia que dé paso a un diálogo, sin condiciones previas, bajo el paraguas de las Naciones Unidas y ponga fin definitivo a un conflicto que dura ya demasiado tiempo.

Reclamamos ayuda humanitaria inmediata para los miles de afectados y una investigación internacional de las vulneraciones de los derechos humanos. Hay que promover una cooperación activa para reconstruir el país y el recuerdo de todas las víctimas. Y permítanme aquí una mención especial de los siete turistas vascos y catalanes que hace justo ahora ocho años murieron en un ataque de Al Qaeda en Marib y que testifican la longevidad de este conflicto.

(Fine della procedura catch-the-eye)

Johannes Hahn, Member of the Commission, on behalf of the Vice-President of the Commission/High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy. – Mr President, as I said earlier, we all share the same goal: a durable cessation of hostilities and the resumption of UN-facilitated inclusive negotiations between the parties. In times of regional turmoil and ongoing sectarianism, this conflict can only increase instability and chaos. A negotiated ceasefire in Yemen, on the other hand, could help to build confidence that can contribute to the resolution of other issues in the Middle East. Only a broad Yemeni-led political consensus, responding to the legitimate grievances of all segments of Yemeni society, will provide a sustainable solution to the crisis.

I remain convinced that confidence-building steps should be urgently agreed, including an immediate humanitarian pause with commensurate disengagement of armed forces in all areas including Aden, Taiz and Marib. This would allow international aid organisations to deliver urgently-needed food, medicine and fuel to citizens throughout Yemen.

The lack of progress towards the resumption of an inclusive political track and the absence of steps towards de-escalating the conflict carry the risk of a greater regional conflagration, with serious consequences for the Gulf region, the Horn of Africa and, ultimately, Europe. Therefore, the time has come for all sides to restart the process of negotiations without preconditions, in order to restore legitimate state authority over the country for the benefit of its people. It is the joint responsibility of all Yemeni parties and regional players, with the help of the international community, to work towards this goal. Once again, the European Union remains committed to playing its full part in this process.

sreda, 8. julij 2015

Presidente. – Comunico di aver ricevuto sette proposte di risoluzione a conclusione di questa discussione.

La discussione è chiusa.

Dichiarazioni scritte (articolo 162)

Alessia Maria Mosca (S&D), per iscritto. – La grave crisi politica nello Yemen va avanti da molti mesi e ha finito presto per trasformarsi in una crisi anche sociale ed economica e l'Unione europea non può limitarsi al ruolo di osservatore: bisogna agire sul piano politico ma anche su quello concreto dell'aiuto umanitario. Ricordiamoci che lo Yemen ci è molto più vicino di quanto siamo portati a pensare: i rifugiati yemeniti – ma anche tutte le persone che dal Corno d'Africa sono emigrate in Yemen negli scorsi anni – si rivolgeranno ora all'Europa per avere protezione e asilo, andando ad aggravare un fenomeno che già allo stato attuale non riusciamo ancora a gestire in maniera soddisfacente.

Non solo: lo Yemen è terra d'addestramento dei *foreign fighters*, come testimoniano le indagini su uno dei due autori della strage di Charlie Hebdo a Parigi. Due motivi per i quali, non dovesse bastare l'imperativo morale di aiutare una popolazione allo stremo, dovremmo muoverci al più presto.

Infine, sul piano pratico, l'Unione europea deve chiedere un impegno pubblico, da parte di tutti i soggetti coinvolti, perché vengano garantiti dei corridoi di passaggio degli aiuti umanitari in tutte le regioni del Paese. Ancora oggi, infatti, intere regioni risultano impossibili da raggiungere.

13. Letno poročilo o človekovih pravaiah v svetu za 2014 (razprava)

Presidente. – L'ordine del giorno reca in discussione congiunta la dichiarazione del Vicepresidente della Commissione/Alto rappresentante dell'Unione per gli affari esteri e la politica di sicurezza sulla relazione annuale sui diritti umani nel mondo nel 2014 (2015/2761(RSP)).

Johannes Hahn, Member of the Commission, on behalf of the Vice-President of the Commission/High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy. — Mr President, it is a pleasure to present to this House today, on behalf of Vice-President/High Representative Mogherini, our Annual Report on Human Rights and Democracy in the World 2014. The annual report tells the story of the work the EU has done on human rights and democracy during the past year, both bilaterally with our partners worldwide and multilaterally.

The year 2014 has been a year of unprecedented challenges to human rights. The world has not seen so many people fleeing conflict since the Second World War. Almost 60 million people are displaced worldwide. These millions of people fleeing their homes to find refuge from violence and economic hardship are an easy prey to violations of human rights. Finding an appropriate response to the manifold issues arising from these dire circumstances is often not easy.

To ensure that the human rights of migrants are duly respected, we need to address all parts of the chain, providing immediate measures to save lives and fight traffickers while at the same time working on long-term strategies to tackle the root causes. The threat of terrorism poses an ever-growing challenge to our free and open societies, but we need to ensure that counter-terrorism activities are guided by the same principles that formed the foundation of our democratic societies. Respect for human rights is central in this regard.

In the end, our ability to achieve sustainable improvements on human rights worldwide will also depend on our own ability to live by, and adhere to, these standards. Cooperation with this Parliament is one of the guardians of democratic principles and values and is therefore of utmost importance to us.

In our concerted efforts to find solutions to the most pressing human rights concerns, the EU has taken action in multiple ways, and our report bears witness to that. It underscores the extensive work done by the network of EU delegations worldwide in following cases of human rights violations, meeting the lawyers of jailed human rights defenders, attending trials as observers and leading local, political and human rights dialogues with the authorities. In short, by being on the front line in defending people whose human rights are violated.

sreda, 8. julij 2015

In 2014 we held human rights dialogues and consultations with nearly 40 partner countries. In addition, many of the 79 African, Caribbean and Pacific countries that are part of the Cotonou Agreement conducted a dialogue with the EU, during which human rights issues in cases were raised. At the same time, the implementation of the 132 human rights country strategies has resulted in more intense collaboration between the EU delegations and Member States embassies on the ground and has led to more coherent human rights dialogues.

Our main financial instrument in the area of human rights – the European Instrument for Democracy and Human Rights – has continued to support civil society organisations and human rights defenders worldwide. We have also strengthened our capacity to act in a coherent and effective manner by adopting guidelines on freedom of opinion and expression online and offline, and on freedom of religion and belief.

The EU has reiterated its strong commitment to preventing and eradicating torture worldwide and has systematically raised individual cases during human rights dialogues, besides calling for the introduction of specific national prevention mechanisms. During the last year, we remained strongly committed to protecting children from violence, exploitation, abuse and neglect. The EU pledged more than EUR 100 million for the next seven years to gender equality and children's wellbeing, including concrete projects on ending female genital mutilation and child, early and forced marriage.

The crucial role of our Special Representative for Human Rights – and I am happy that Stavros Lamprinidis is with us today – in increasing the overall coherence, effectiveness and visibility of human rights in EU foreign policy cannot be highlighted enough.

The year 2014 also marked the end of our first long-term policy on human rights, the Action Plan on Human Rights and Democracy for 2012 to 2014, which has allowed the overall coherence and coordination of EU activities in the field of human rights to be improved. Progress could also be achieved in mainstreaming human rights across all EU policies and promoting greater coherence in our action towards third countries.

Not least thanks to your valuable proposals, we managed to make remarkable progress in defining a new, ambitious, long-term policy document for promoting and protecting human rights worldwide in the next five years. I am happy to announce to the House today that, together with Member States, we are finalising the new action plan on human rights and democracy for the years 2015-2019. It will aim at substantive further progress in implementing the EU strategy adopted in 2012. It includes multiple dedicated actions focusing on those areas that require renewed political commitment and additional efforts.

We intend in particular to concentrate on, firstly, empowering local actors and encouraging indigenous forces in a spirit of partnership, and secondly on addressing human rights challenges in key areas. These include freedom of expression, freedom of religion, anti-discrimination, gender equality, children's rights, combating torture and promoting economic, social and cultural rights.

Certainly we want to tackle and redress human rights violations in conflicts and crises. Further, we want to foster the coherence of the EU response in strategic policy areas such as migration, trade and counterterrorism. Finally, we want to deepen our effectiveness and improve the results of our tools.

I am aware that this is a rather ambitious agenda. It will be the agenda for human rights in the coming years. Looking back on our activities, we have already come a long way. Despite the severe challenges that still remain, we should not underestimate the progress already achieved, hence our increased and concerted commitment for sustainable long-term solutions to the current complex and diverse challenges. We will continue to speak out on injustice and human rights violations all around the world. We will continue to challenge others as much as we challenge ourselves, and we will continue to critically assess our own approach and actions and, where necessary, adjust them. Your scrutiny is central and indispensable in this regard.

Cristian Dan Preda, *au nom du groupe PPE*. – Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à saluer l'adoption par le Conseil du rapport annuel sur l'état des droits de l'homme et de la démocratie dans le monde en 2014, ainsi que la déclaration que le commissaire Hahn vient de faire.

sreda, 8. julij 2015

Je me réjouis de voir que la Commission européenne poursuit la tradition de venir présenter ce texte devant le Parlement européen et j'espère que la haute représentante, M^{me} Mogherini, sera présente au mois de décembre, quand le Parlement débattrà et adoptera son propre rapport sur ce sujet.

J'espère que la cohérence et la force de notre politique en matière de droits de l'homme et de la démocratie sortiront gagnantes de ce dialogue interinstitutionnel.

Ces dernières années, le rapport annuel sur l'état des droits de l'homme et de la démocratie dans le monde s'est véritablement transformé en un rapport de mise en œuvre du cadre stratégique et du plan d'action de l'Union européenne sur cette même question. Bien évidemment, il s'agit d'une évolution tout à fait positive, car nous devons prendre le temps de réfléchir à ce que nous faisons, au jour le jour, pour promouvoir les droits de l'homme et la démocratie.

Le rapport annuel pour 2014 m'amène à me demander si l'interprétation qui est donnée aux termes «mise en œuvre» n'est pas trop restreinte. Le rapport de cette année, qui compte presque 400 pages, est en fait un long catalogue qui décrit de manière détaillée les actions de l'Union. On y trouve ainsi le nombre de dialogues et de consultations avec les pays tiers, le nombre de rencontres avec la société civile, les détails des conférences organisées sur les droits de l'homme, etc.

Je considère que le rapport devrait aller plus loin dans la compréhension des termes «mise en œuvre» et qu'on devrait y aborder également les difficultés et, bien sûr, les succès rencontrés dans la mise en œuvre de notre politique en matière de droits de l'homme et de démocratie. Il pourrait ainsi alimenter la réflexion sur notre politique avec des exemples concrets.

De même, toujours à propos du contenu du rapport annuel, j'estime qu'il serait important d'insister davantage sur notre politique de soutien à la démocratie, car celle-ci apparaît en quelque sorte comme secondaire à celle en matière de droits de l'homme.

En réalité, démocratie et droits de l'homme sont étroitement liés. Les droits les plus fondamentaux de tout individu ont nettement plus de chances d'être respectés dans un régime démocratique que dans tout autre régime.

Elena Valenciano, *en nombre del Grupo S&D*. – Señor Presidente, yo agradezco mucho la intervención del Comisario y sé, además, que hay una razón muy poderosa para que la señora Mogherini no esté aquí hoy. Todos sabemos por qué no está aquí la señora Mogherini. Y es por una muy buena razón, por una muy importante razón. Sí está aquí el señor Lambrinidis, está aquí el Comisario, y yo les agradezco a ambos su presencia.

El análisis del Informe anual no puede ser un mero trámite, ni una mera etiqueta. Estamos hablando, desde mi punto de vista, de uno de los elementos que deben inspirar el corazón de nuestra acción exterior. Estamos hablando de una aproximación estratégica al papel que la Unión Europea tiene que jugar fuera de nuestras fronteras. Es clave, es central, es estratégico y es muy importante, no solo porque el número de emergencias humanitarias que en este momento se dan en el mundo es enorme: muertes prematuras, muertes evitables, hambre, desesperación; no solo por el número de enfermedades, que también podríamos evitar, sino también por el inmenso número de personas desplazadas, refugiadas, asiladas, que buscan desesperadamente una vida mejor.

Porque hay algo que se produce en todas las civilizaciones, en todos los continentes y a todas las edades, y es que los seres humanos quieren ser libres y vivir bien. Todos tienen derecho a lo mismo. Y creo que el momento es especialmente crítico, porque habíamos pensado, creo yo, hace unos años, que los derechos humanos eran una lucha, un camino que tenía solo una dirección hacia adelante, y sabemos que no, que es un camino de doble dirección, que podemos avanzar y podemos retroceder, y mi impresión es que hay muchos seres humanos que están retrocediendo en el camino hacia su dignidad, hacia el verdadero respeto de sus derechos humanos.

¿Por qué? Pues porque está puesto en cuestión, en muchas partes del mundo, que los derechos humanos sean universales, que sean indivisibles, que los derechos humanos sean la bandera que todos los seres humanos necesitan levantar. Porque hay relativismos culturales, de civilización, políticos que están poniendo en cuestión ese principio que para nosotros era casi sagrado. Y son regiones del mundo que tienen mucho peso y tienen mucho poder, y por eso la Unión Europea tiene que ser mucho más firme todavía de lo que lo viene siendo, porque tenemos el mandato, casi moral, de ser quienes sigamos defendiendo la indivisibilidad y la universalidad de los derechos humanos; quienes sigamos diciendo que todas las mujeres del mundo quieren ser libres, más allá de donde vivan, porque individualmente lo quieren ser.

sreda, 8. julij 2015

Esa es la tarea política que la Unión Europea tiene que afrontar, sabiendo que tenemos muchísimos adversarios en esta tarea.

Mark Demesmaeker, *namens de ECR-Fractie*. — Ja, dit parlement heeft de afgelopen jaren al de handen vol gehad aan landen die journalisten, bloggers en mensenrechtenactivisten het zwijgen opleggen. In heel wat landen is het voor de civiele maatschappij aanzienlijk moeilijker geworden om een rol te spelen. Mensenrechten bevinden zich in heel veel landen in een grijze schemerzone.

Voor de EU situeren mensenrechten zich in het centrum, als een belangrijke pijler van ons verhaal. Ik wens de Commissie te feliciteren met het Europees mensenrechtenbeleid. De mensenrechtendialoog werd uitgebreid naar 37 landen. Dat is goed. Dankzij het instrument voor democratie en mensenrechten kregen de EU-ambassades ook een grotere rol.

Maar het werk is natuurlijk niet af. We moeten ook stilstaan bij de tekortkomingen van ons beleid. Er moet meer opvolging komen van de mensenrechtendialogen via controleerbare en duidelijke indicatoren. Landen die meer inspanningen doen om te hervormen, moeten beter beloond worden. De Europese mensenrechtenprogramma's moeten zichtbaarder worden en diepgaander besproken worden. Dat is van belang om in de toekomst nog meer succes te boeken.

Ivo Vajgl, *on behalf of the ALDE Group*. — Mr President, unfortunately I have to deplore from the outset the fact that the European Union report on human rights does not follow a stated principle that we in our relations with the third countries attach priority to respect for human rights and international law.

There are countries like Morocco, Armenia, Israel, Turkey and others which enjoy a permanent discount on their systemic violations of human rights and occupation of foreign territories. Let me give you two examples. Some days ago, The Guardian reported on how Morocco manipulated confidential reports of the United Nations concerning human rights violations and the situation in Western Sahara. Today – this is the second example – this House has ignored my call to commemorate the 1 500 civilian Palestinian victims, among them 500 children, who were killed in the attack on Gaza exactly one year ago on 8 July. It was too difficult for this Parliament to commemorate this event. Can we do better in the future? Certainly not with the new organisational chart of the EEAS presented recently by its Secretary-General. According to the proposed draft paper, the current directorate for human rights and democracy is being downgraded to an ordinary unit. This change of status is unacceptable and will certainly damage our overall effort to protect human rights.

Marie-Christine Vergiat, *au nom du groupe GUE/NGL*. — Monsieur le Président, je ne saurais brûler la politesse à M. Vajgl. Les égoïsmes nationaux sont de plus en plus exacerbés. Les hiatus entre beaux discours et mauvaises pratiques vont croissant, sans parler du deux poids, deux mesures en fonction des alliances politiques et des intérêts géostratégiques.

Combien, en effet, l'Union européenne a-t-elle accueilli de ces 60 millions de réfugiés que vous évoquiez tout à l'heure, Monsieur le Commissaire? À quoi sert ce rapport si les États membres, voire l'Union elle-même, négocient des accords, font du commerce, vendent des armes au mépris des clauses «démocratie» et «droits de l'homme» et ce, y compris avec les pires dictatures du monde. Je pense, notamment, aux pays de la Corne de l'Afrique, à l'Érythrée et au Soudan, mais aussi aux pays du Golfe ou à l'Égypte. C'est l'inverse de la nécessité d'agir contre les racines du mal dont vous parliez.

Comment ce rapport peut-il faire en outre l'impasse sur les droits économiques et sociaux, alors que les inégalités s'aggravent partout dans le monde? Cet exercice annuel est de plus en plus déconnecté des politiques réelles et leur sert de justificatif. Plutôt que de porter l'universalisme des droits de l'homme, nous faisons de plus en plus le jeu du choc des civilisations. C'est dramatique pour le «vivre ensemble», ici et ailleurs, et pour les droits de l'homme, partout.

Barbara Lochbihler, *im Namen der Verts/ALE-Fraktion*. — Herr Präsident! Der Jahresbericht ist ein sehr umfangreiches Dokument und listet die geleistete Arbeit der EU im Bereich der Menschenrechte in der Außenpolitik auf. Ich denke, an dieser Stelle möchte ich ein ganz herzliches Dankeschön aussprechen an alle Mitarbeiter im EAD, weil sehr viel gearbeitet worden ist.

sreda, 8. julij 2015

Verglichen mit anderen Regionen der Welt können wir schon sagen, dass die EU ein sehr aktiver Akteur ist und auch ein Akteur – verglichen mit den anderen Regionen –, der sehr konsequent an der Weiterentwicklung von Menschenrechtsnormen arbeitet und der auch – und das ist gerade wichtig geworden – in den letzten Jahren menschenrechtliche Errungenschaften verteidigt wie zum Beispiel die absolute Gültigkeit der Universalität der Menschenrechte.

Ich würde mir aber wünschen, dass die EU noch entschiedener gegen jedweden Menschenrechtsrelativismus auftritt und durchaus – zum Beispiel im UN-Menschenrechtsrat mit Regierungen des globalen Südens zusammen – mehr Initiativen ergreift, um hier Angriffen auf die Universalität entgegenzutreten.

Der vorliegende Bericht ist eine Auflistung der geleisteten Arbeit. Ich würde Sie bitten, sich zu überlegen, ob ein solcher Jahresbericht nicht teilweise auch anders aussehen könnte. So wäre es doch interessant, wenn Bewertungen vorgenommen werden würden, inwieweit bestimmte Maßnahmen auch erfolgreich oder eben nicht erfolgreich waren. Es wäre interessant zu wissen, wie zum Beispiel die Menschenrechtsleitlinien von den EU-Delegationen vor Ort angewandt werden und zu welchen Ergebnissen sie geführt haben.

So eine Bewertung wäre sicher nicht nur wichtig für den Bericht, sondern auch für die Weiterführung und Korrektur der eigenen Arbeit. Ich sagte eingangs: Die EU ist ein starker menschenrechtlicher Akteur in der Außenpolitik. Stärke und Einfluss gewinnt die EU besonders auch durch Glaubwürdigkeit im eigenen Handeln. Diese Glaubwürdigkeit nimmt jedoch gehörig Schaden, wenn wir es an Konsequenz fehlen lassen, eine menschenrechtskonforme Politik in allen Bereichen einzuhalten, zum Beispiel in unserer EU-Grenz- und -Flüchtlingspolitik, zum Beispiel in unserer Politik im Kampf gegen den Terrorismus.

Nicht zuletzt zeigt sich Glaubwürdigkeit auch in einer Stärkung der Menschenrechtsarbeit in der eigenen Institution, im EAD selbst. Hier darf es nicht zu einer Herabstufung oder gar Schwächung der Arbeitsstrukturen kommen. Ja, Mainstreaming ist wichtig, aber Mainstreaming von Menschenrechten kann nur gelingen, wenn es gleichzeitig ein starkes Menschenrechtsdirektorat gibt, das auch fachlich nachhalten kann.

VORSITZ: ULRIKE LUNACEK

Vizepräsidentin

Soraya Post (S&D). – Fru talman! Jag skulle vilja börja med att säga att jag välkomnar det här betänkandet. Den påminner oss om att grunden för demokrati och grunden för vårt EU-samarbete är just efterlevnaden av mänskliga rättigheter.

Jämställdhet och kvinnors deltagande i konfliktlösning och byggande av demokrati är centralt för säkerheten, både inom och utanför EU.

Våld och övergrepp mot kvinnor och flickor används systematiskt som vapen i krig. Det är en avskyvärd företeelse. Därför måste det finnas ett genusperspektiv i alla de insatser som görs på det här området. Bland annat måste kvinnor tillsättas som fredsmäklare i konflikter.

Enligt betänkandet görs viktigt arbete inom detta område, men det verkar vara i en begränsad omfattning. Jag undrar vad som görs för att bredda arbetet och för att skapa kontinuitet. En nyckel till framgång för vårt arbete med mänskliga rättigheter externt är också att vi är trovärdiga och håller en hög standard på hemmaplan.

Jag undrar därför hur rådet och kommissionen avser att stärka koherensen mellan våra interna och externa policyer för mänskliga rättigheter. Finns det särskilda planer eller särskilt identifierade områden för denna kommande period?

sreda, 8. julij 2015

Anna Elżbieta Fotyga (ECR). – Pani Przewodnicząca! W czasie sowieckiej interwencji w Afganistanie w latach osiemdziesiątych znane było określenie „ładunek 200”, oznaczające przesyłaną do kraju trumnę z ciałem żołnierza. Żony, matki, córki mogły przynajmniej pogrzebać swoich najbliższych. W czasie wytoczonej Ukrainie wojny reżim kremowski nie przyznał kobietom rosyjskim nawet tego luksusu. Występujący kilka miesięcy temu w czasie posiedzenia SEDE ambasador Ukrainy Konstantin Jelisiejew poinformował o tym, że na teren Ukrainy zostały przewiezione polowe krematoria. W taki sposób również zacierane są wszelkie ślady obecności regularnych wojsk rosyjskich na terenie sąsiedniego państwa. Władimir Putin zadaje niebywałe cierpienia i łamie prawa człowieka swojego własnego narodu.

Илхан Кючюк (ALDE). – Г-жо Председател, уважаеми г-н Комисар, уважаеми колеги, годишният доклад за 2014 година ясно очертава множеството нарушения на правата на човека. До голяма степен това бе следствие на конфликтите, пред които сме изправени.

Въпреки огромните трудности Европейският съюз продължава ангажимента си към насърчаване на зачитането на правата на човека и спазването на международното хуманитарно право.

Призовавам да продължим да бъдем важен актьор в насърчаването на свободата на изразяване и да се противопоставим твърдо на смъртното наказание. Необходимо е да използваме наличните дипломатически инструменти и международни партньори, за да подобрим състоянието на човешките права в много от държавите, с които Европейският съюз сътрудничи.

Трябва да продължим да подкрепяме гражданските активисти, които през изминалата година се сблъскаха с нарастващ натиск от страна на властите в много от техните страни. Тези защитници на човешки права играят важна роля в насърчаването на демокрацията.

Josef Weidenholzer (S&D). – Frau Präsidentin! Der Menschenrechtsbericht sollte mehr als eine jährliche Pflichtübung sein, und er ist es auch, weil die Europäische Union einer der wenigen globalen Player ist, für die die Menschenrechte im Mittelpunkt stehen – durch den Sonderbeauftragten Stavros Lambrinidis, durch den Rahmen der Menschenrechtsdialoge, die sehr erfolgreich sind, die wir ausweiten konnten – Myanmar beispielsweise, ich hoffe auch, dass der Iran demnächst dabei sein wird –, durch die Arbeit unserer Delegationen, wo die Menschenrechte im Fokus der Arbeit stehen.

Mitunter würde ich mir wünschen, dass diese Betonung der Menschenrechte nicht nur zögerlich, sondern intensiver ist – wie etwa im Falle Aserbaidschans.

Ich glaube, dass es sehr wichtig ist, dass wir uns vor allem auch darauf konzentrieren, die Arbeit der NGOs zu stärken, und den immer mehr schwindenden Raum, den NGOs global heute haben, wieder ausweiten. NGOs sind unsere natürlichen Verbündeten.

Beatrix von Storch (ECR). – Frau Präsidentin, liebe Kollegen! Wir reden heute über die Menschenrechte. Der Kern der Menschenrechte ist die Würde des Menschen. Die Würde des Menschen ist universell, sie ist unantastbar, sie ist unteilbar, und sie ist auf die Person bezogen.

Die EU will die Menschenrechte sichern, und das ist gut so. Allerdings entfernt sie sich immer mehr von diesen Menschenrechten. Die Menschenwürde und damit auch die Menschenrechte sind nicht politisch, und sie sind nicht ideologisch. Sie kommen nicht aus der Politik, sie waren schon vor der Politik da. Und deswegen kann die Politik die Menschenrechte auch nicht verändern.

Aber genau das glaubt die EU, tun zu können – hier im Parlament, im Rat und auch in der Kommission. Frau Post hat gerade im Zusammenhang mit den Menschenrechten von Gender-Mainstreaming gesprochen. Wir bedienen Sonderinteressen und machen Politik im Namen der Menschenrechte.

Kehren wir zu den Wurzeln der Menschenrechte zurück, bewahren wir die Würde der Menschen! In vielen Teilen der Welt wäre damit viel gewonnen.

Catch-the-eye-Verfahren

Stanislav Polčák (PPE). – Paní předsedající, já chci přivítat úsilí Komise na poli ochrany lidských práv. Je nepochybné, že Evropská unie je aktivní, že prosazuje, dokonce bych řekl tu univerzalitu lidských práv na mezinárodní úrovni, která není zcela běžná a zřejmá. Za toto chci samozřejmě Komisi poděkovat. Nicméně, chtěl bych rovněž upozornit na jistý rozpor.

sreda, 8. julij 2015

My zde neustále v řadě případů tzv. urgenci hovoříme o zásadním porušování lidských práv v konkrétních kauzách. Potom podobným státům nebo stejným státům, které tady kritizujeme, poskytujeme pomoc. Já si myslím, že do toho našeho hlediska poskytování pomoci by měla být zařazena i jistá podmíněnost právě dobrým postupem na poli ochrany lidských práv, zlepšováním vlastní situace v tom daném státě, který chceme podpořit. Myslím si, že tato podmíněnost by budoucímu postupu Evropské unie slušela.

Ivan Jakovčić (ALDE). – Gospođa predsjednice, nema nikakve dvojbe da imamo porast kršenja ljudskih prava svugdje u svijetu i činjenica da imamo 60 milijuna izbjeglica i raseljenih osoba stravična je brojka.

Imamo mnoga kršenja ljudskih prava, nažalost i u državama članicama, u našim zemljama kandidatkinjama koje su blizu nas – ali ono na što bih htio staviti naglasak je kršenje ljudskih prava djece.

To je noviji fenomen i to na najgori mogući način jer se djeca i mladići novače za nove ratove. Jer se djevojčice guraju u neželjene brakove. Jer se djevojčice oskvrnjuju. Čine se velika zlodjela prema njima i mislim da je to nešto na što moramo posebno obratiti pažnju u ovom izvješću te govoriti i djelovati o toj temi svugdje gdje možemo u svijetu.

Νότης Μαρτιάς (ECR). – Κυρία Πρόεδρε, οι σοβαρές παραβιάσεις των ανθρωπίνων δικαιωμάτων περιλαμβάνονται πλέον μεταξύ των εν δυνάμει απειλών για τη διεθνή νομιμότητα την ειρήνη και την ασφάλεια. Στο πλαίσιο αυτό ορισμένα κράτη κάνουν εξαγωγή πολιτικής, αξιοποιώντας τις παραβιάσεις ανθρωπίνων δικαιωμάτων σε τρίτες χώρες. Επεμβαίνουν στα εσωτερικά των χωρών αυτών. Άλλες χώρες αναγορεύονται σε αυτόκλητους υπερασπιστές των ανθρωπίνων δικαιωμάτων, για να φτιάξουν τη δικιά τους εικόνα. Οι σύγχρονες προκλήσεις στον τομέα των ανθρωπίνων δικαιωμάτων περιλαμβάνουν δράσεις για την προστασία ευπαθών ομάδων πληθυσμού όπως τα παιδιά, οι γυναίκες, οι ανάπηροι, οι πρόσφυγες και οι μειονότητες.

Η Ευρωπαϊκή Ένωση οφείλει να έχει σοβαρή παρουσία στον τομέα των ανθρωπίνων δικαιωμάτων. Επιπλέον, στις εξωτερικές της σχέσεις δεν θα πρέπει να ακολουθεί μια πολιτική αλά καρτ, κλείνοντας τα μάτια σε κραυγαλέες περιπτώσεις παραβιάσεων ανθρωπίνων δικαιωμάτων, όπως συμβαίνει στην Τουρκία. Από την άλλη πλευρά θα πρέπει να αξιοποιεί τις παραβιάσεις ανθρωπίνων δικαιωμάτων προκειμένου να εξηγήσει ότι αυτές πρέπει να σταματήσουν. Επίσης οφείλει η Ευρωπαϊκή Ένωση η ίδια να σέβεται κατά την εξωτερική της δράση τα ανθρώπινα δικαιώματα.

Jonathan Arnott (EFDD). – Madam President, when we look back at 2014, we see a year of increasing instability across the world. We see human rights abuses by ISIS. We see actions by the North Korean government with a level of nastiness and a lack of respect for humanity which is frankly terrifying. We see cases like that of Raif Badawi, which is still going on today.

Let us not impose a Western mindset upon other the countries, though, and go too far in looking at issues which go beyond human rights, but to our own personal views; and perhaps that is part of the failures that we have seen in terms of interventions in Iraq. I wonder whether, when we in the European Union seek to politicise trade as a matter of course, we are guilty of doing exactly that.

I may be a UKIP MEP; I may not believe that these institutions and structures here are the right ones. But in a world which seems increasingly unstable, I can at least say that I agree that countries must work together in a spirit of cooperation, even though I do not believe these institutions are fit for purpose.

Csaba Sógor (PPE). – Amikor az emberi jogok helyzetéről beszélünk a világban, akkor nagyon sokszor látjuk el tanácsokkal, bírálatokkal, éles kritikával a világ különböző országait. Mégis feltehetjük a kérdést, teszünk-e eleget annak érdekében, hogy érdemben javuljon az emberi jogi helyzet a világban? Ma is előfordul, hogy olyan államok kapnak jelentős fejlesztési forrásokat európai adófizetőkől, amelyekben nem működik megfelelően a jogállam, sőt, meghurcolhatnak akár európai uniós állampolgárokat is. Természetesen az ilyen államokkal nem kell, hogy az EU megszüntesse az együttműködést, ellenkezőleg, szorosabb figyelemmel kell kísérnünk az eseményeket, és erősebb nyomást kell gyakorolnunk a partnereinkre. Ha nem állunk ki keményen a saját állampolgárainkért, akkor hogyan kérhetjük számon harmadik országokon, hogy saját állampolgárai számára biztosítsa magas szinten az emberi jogokat? Meggyőződésem, hogy az Európai Uniónak következetesebbnek kell lennie ezen a téren, hiszen vannak olyan elveink és értékeink, amelyekben nincs vita a tagállamok között.

(Ende des Catch-the-eye-Verfahrens)

sreda, 8. julij 2015

Johannes Hahn, *Member of the Commission, on behalf of the Vice-President of the Commission/High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy*. – Madam President, I would like to thank the honourable Members for this very fruitful debate. I cannot agree more that maximising our internal-external coherence is of pivotal importance if we want our policies to be credible and to have real impact.

In this process the role of this Parliament is vital. Mainstreaming human rights into all our external policies is an ongoing process, and despite much progress made so far we must continue our efforts. In that respect I fully agree that support and cooperation with NGOs is indispensable. If I take, for instance, only the neighbourhood area, there we have increased our budget for the support of NGOs by another 20% compared to the previous period.

Finally, let me express my deep appreciation for the very constructive and enhanced cooperation with this House to ensure that we all speak with one voice in upholding the universality of human rights and supporting the democratic aspirations of our partners.

Die Präsidentin. – Die Aussprache ist geschlossen.

Schriftliche Erklärungen (Artikel 162 GO)

Andi Cristea (S&D), *în scris*. – Consiliul a adoptat Raportul anual privind drepturile omului în lume în 2014, un raport extrem de important care face referire la numeroase încălcări ale drepturilor omului din întreaga lume, apărarea și promovarea drepturilor omului reprezentând singura modalitate de a garanta securitatea și stabilitatea în lume. Este de apreciat faptul că UE a purtat dialoguri și consultări oficiale privind drepturile omului cu numeroase țări și grupări regionale partenere. Totuși, s-a constatat reducerea spațiului de acțiune pentru societatea civilă în multe țări și creșterea numărului de restricții impuse ONG-urilor.

Uniunea a condamnat atacurile împotriva jurnaliștilor și a bloggerilor prin declarații publice și în cadrul relațiilor sale bilaterale și trebuie să sprijine în continuare apărătorii drepturilor omului. De asemenea, trebuie continuate eforturile de prevenire și eradicare a torturii și a tratamentelor abuzive și de protejare a drepturilor persoanelor care aparțin minorităților.

Totodată, trebuie depuse eforturi susținute și luate măsuri de sprijinire a femeilor care apără drepturile omului și a celor din grupurile vulnerabile și marginalizate, de protejare a copiilor de violență, exploatare, abuzuri și neglijare. Trebuie continuate alocările de fonduri pentru proiecte concrete referitoare la încetarea mutilării genitale feminine, precum și la căsătoriile copiilor, la căsătoriile premature și la căsătoriile forțate.

14. Vloga EU v bližnjevzhodnem mirovnem procesu (razprava)

President. – The next point on the agenda is the Statement by the Vice-President of the Commission/High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy on the EU's role in the Middle East peace process (2015/2685(RSP)).

I have switched to English because we are going to have a vote. The S&D Group has informed me of its intention to request adjournment of this debate pursuant to Rule 190(1) of the Rules of Procedure. I give the floor to Mr Boștinaru, on behalf of the S&D Group, to move the request.

Victor Boștinaru (S&D). – Madam President, you just said what I wanted to say. I just want to reiterate that, bearing in mind the importance of this debate and the fact that this debate is meaningful when the key player – the Vice-President of the European Commission – is there, the S&D Group, which practically initiated this process, repeated the call to adjourn the debate and to consider that debate possible with the High Representative in the Chamber. I would also like to inform them that we are coordinating with other political groups, and I hope that we shall agree that this debate will take place when all conditions are met.

Cristian Dan Preda (PPE). – Madame la Présidente, le groupe PPE appuie cette demande du groupe des socialistes et démocrates, mais je dois ajouter que nous regrettons que l'annonce soit si tardive.

sreda, 8. julij 2015

Je crois que l'on savait déjà, il y a quelques jours, quel serait le programme de M^{me} Mogherini et les dispositions nécessaires auraient pu être prises avant. Mais c'est bien d'avoir M^{me} la haute représentante ici, avec nous, et nous appuyons cette demande.

Martina Anderson (GUE/NGL). – Madam President, the situation in the Middle East is untenable, and exactly one year ago today we witnessed, every minute of every hour of every day therein, for a few weeks, an onslaught on Gaza. 1 500 people were killed, including 500 little boys and little girls – exactly one year ago today.

And okay, Mogherini is not here, and it would be better if she was, but we knew days ago that that was going to be the case. Surely as MEPs we have a job to do. Commissioner Hahn is quite capable and quite competent of doing what needs to be done, and as MEPs, we get paid well enough to do our job. Therefore we should be having this debate tonight, and I would ask MEPs to do the right thing – the decent thing – on this terrible anniversary that we are all reflecting on and to have the debate today, because unfortunately, in September I believe we will be back, because Israel, for instance, will violate international law and in September we will be back, having another debate.

(Parliament approved the request to postpone the debate)

Victor Boştinaru (S&D). – Madam President, because our colleague made a statement which is completely untrue, I want to rectify that. Yesterday evening, just at the end of the day, we were formally and officially informed that the High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy is still in Vienna for the negotiations on the Iran nuclear talks. It is completely unfair to blame the High Representative, knowing that she is working for peace in Europe.

President. – Mr Boştinaru, I think it was clear why Ms Mogherini was not with us. The point was just whether the debate should be held with or without her, so that was the point. You made your point clearly. The debate is postponed to some time in the autumn.

15. Varnostni izzivi v regiji Bližnjega vzhoda in severne Afrike ter obeti za politično stabilnost (razprava)

Die Präsidentin. – Als nächster Punkt der Tagesordnung folgt die Aussprache über den Bericht von Vincent Peillon im Namen des Ausschusses für auswärtige Angelegenheiten über die sicherheitspolitischen Herausforderungen im Nahen Osten und Nordafrika und die Perspektiven für politische Stabilität (2014/2229(INI)) (A8-0193/2015).

Vincent Peillon, rapporteur. – Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, nous avons parlé tout l'après-midi de sujets comme le Yémen ou les droits de l'homme, et nous aurions aussi pu parler du conflit israélo-palestinien, autant de sujets qui sont au cœur du rapport sur la stabilité dans la zone du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MOAN). Ce rapport est certes un peu dense, mais il accompagne la volonté de la Commission de donner une ligne stratégique à l'action de l'Europe dans cette région.

Nous avons été obligés, dans ce rapport, de passer en revue tous les différents sujets: la Syrie, la Libye, l'Iraq, le Yémen, la Tunisie, la lutte contre le groupe «État islamique». En même temps, ce n'est pas dans l'accumulation de cas particuliers que nous avons cherché à dégager une ligne stratégique précise et à long terme. Les principes que nous avons adoptés dans ce rapport sont d'abord des principes de responsabilité. Il n'y aurait rien eu de pire, pour nous, Parlement européen, que de nous diviser en relevant ce défi, alors que notre Sud est déjà dans l'état que nous voyons et notre impéritie avérée. Nous avons donc recherché en permanence à nous écouter les uns les autres et à trouver un consensus.

De ce point de vue-là, je tiens vraiment à remercier très chaleureusement l'ensemble des rapporteurs fictifs, M^{me} Mănescu pour le PPE, M. Nart pour les libéraux, M. Belder, M. Smith pour les Verts, M. Iglesias, M. Permuy, M. Castaldo, M^{me} Vergiat.

Quelles que soient les orientations politiques, à part ceux qui sont franchement anti-européens, nous avons cherché à construire une position commune, responsable et qui puisse être entendue.

sreda, 8. julij 2015

Les principes qui nous ont guidés sont les suivants, et sachez qu'il n'a pas été simple de les définir. Premièrement, ne pas considérer que le défi de la sécurité doit se résumer à la sécurité elle-même. Bien entendu, nous devons relever ce défi, et il n'y a aucune excuse au terrorisme, ni économique ni sociale. Il a des fondements idéologiques. De ce point de vue d'ailleurs, nous assumons nos responsabilités en demandant un renforcement et une meilleure coordination de l'action sécuritaire de l'Europe. Mais en même temps – c'est la ligne stratégique que nous voulons adopter – nous savons que la paix et la stabilité ne pourront revenir que si nous traitons les causes à long terme: la question démocratique et celle des droits de l'homme, que nous venons d'aborder, la question économique et la question sociale.

Sur les trois parties du rapport, deux sont consacrées à la question économique et sociale, à la question démocratique et à celle des droits de l'homme. C'est ce qui nous a permis de trouver un consensus, dans un équilibre où il n'y aurait pas une seule cause, mais des actions multifactorielles. Oui, nous devons intervenir sur la question sécuritaire, nous devons renforcer l'action de l'Europe, nous devons prêter assistance aux États, nous devons mieux aider à surveiller les frontières, nous devons bien entendu faire tout ce que nous pouvons pour former ceux qui doivent assurer la sécurité sur notre flanc sud et en même temps, nous devons déployer des actions économiques et sociales.

La deuxième ligne fondamentale de ce rapport est assez nouvelle et structure l'ensemble de la démarche. C'est d'admettre que l'Europe ne peut pas – comme elle a un peu tendance à le faire, on l'a entendu dans les débats précédents – espérer résoudre à elle seule tous les problèmes, en Syrie, en Iraq, au Yémen, par un certain nombre d'invocations ou d'ingérences.

Ce rapport repose sur un équilibre entre la volonté d'avoir une action concertée, à long terme, cohérente et, en même temps, de nous appuyer, d'une part, sur les États, mais aussi sur tous les instruments multilatéraux qui existent, en particulier dans le Sud.

Pour conclure, Madame la Présidente, je crois que sur ces deux aspects, nous avons trouvé une stratégie et nous avons réussi à nous rassembler autour de l'idée que l'Europe doit être davantage présente pour mener une action plus résolue.

Johannes Hahn, Member of the Commission. – Madam President, I appreciate the opportunity to speak to you today upon the presentation of your excellent report on 'The security challenges in the MENA region and the prospects for political stability'. You have very accurately described the main political developments in the region over the last four years and well highlighted the areas in which the EU could play an important role.

As you know, the geopolitical landscape of the MENA region has been utterly transformed during this period. Today, the EU is facing an arc of conflicts and crises – from Iraq, Syria and an unresolved Middle East conflict, to Libya and the Sahel, with spillover effects throughout the region. At the same time, the talks with Iran give us hope that a more cooperative order in the region is indeed possible, and therefore once again I think it is justified that our High Representative is there and participating very actively in these discussions.

Let me briefly mention the state of play and how the EU sees the situation in some of these countries. In Tunisia, following the attacks in Sousse, we are more united than ever to ensure success of the transition with the Tunisian people. I have instructed my services to use accelerated procedures to deliver our support, including measures directed at the tourism sector, which is demoralised as a result of this attack, and may I recall that we were able to discuss this issue *in extenso* earlier today.

In Libya, the EU – together with the international community – has deeply engaged with the country, but I cannot emphasise enough my plea to Libyan participants to accept the UN proposals in good faith in the interests of the Libyan people.

On the unresolved Middle East conflict, the EU stands ready to work with both Israel and Palestine, and all other major stakeholders, to return to negotiations with the aim of achieving a comprehensive peace agreement based on a viable two-state solution.

sreda, 8. julij 2015

The situation in Syria and its neighbourhood is a strong reminder of the urgency to reignite an inclusive Syrian-led political process on the basis of the Geneva Communiqué. We fully support the UN Special Envoy Staffan de Mistura, and along with the UN we have launched an urgent humanitarian appeal for the region.

As underlined in 'The EU regional strategy for Syria and Iraq as well as the Da'esh threat', we are determined to support the efforts of those countries hosting a huge number of refugees. In this context I must mention the efforts of Lebanon, Jordan and Turkey: the burden they are carrying is enormous. We are also ready to cooperate with Iraq and other neighbouring countries on security and counter-terrorism issues and to move towards implementation of much-needed political and socio-economic reforms.

Against this background, we welcome your excellent report on 'The security challenges in the MENA region and the prospects for political stability'. We thank in particular Vincent Peillon for his work as rapporteur, the Committee on Foreign Affairs (AFET) and all MEPs for their constructive approach to the challenges faced in the Mediterranean region. I would also include in my thanks, of course, the shadow rapporteurs.

I fully agree with your conclusion that the conflicts in Syria, Iraq, Yemen and Libya and the increase in tensions in the MENA region are major sources of destabilisation, that the risks these developments entail for European security are serious, and that it is a huge challenge to effectively enunciate and implement a coherent conflict resolution strategy.

I also agree with your conclusion: to effectively deal with this challenge, the European Union and its Member States must think strategically in the medium and long term. We must look at all issues from a broad, global perspective; we need to develop all-round policies, responding to the emergencies but also dealing with their deep causes; and we need to keep strengthening our cooperation with all relevant regional actors, for complex threats require coordinated responses.

Crisis management is important, but it is not enough. Think of terrorism: in the long term, I believe that functioning and inclusive democracies, human rights, education and good jobs are the best antidote to radicalisation.

As stated in your report, fighting terrorism must go together with supporting genuine democratic reform in the region. Some believe that countering terror requires repression. In fact it is the exact opposite: in the long run, a democratic environment is the only cure for radicalisation. Mostly this is about providing opportunities to the youngest members of society. Young people must be inspired by values that reject violence, create peace and build inclusive, open societies. This is why supporting education is so important. But education is of little use if we cannot also create jobs, and good jobs. This is vital to ensure that everyone finds a positive role to play in society.

All communities must be given a chance to contribute to the social, economic and political life of their own countries. Entire religious and ethnic groups – Christians and others – are being forced to flee from lands they have inhabited for centuries. This has little to do with a 'clash of civilisations': the terrorists often know very little about the Qur'an. It is not a war of religion but a struggle for power and regional hegemony. The EU is doing all it can to halt and prevent this violence. We will not let sectarianism prevail.

Moreover, I fully agree that the engagement and empowerment of women in the public, political, economic and cultural spheres is key to fostering stability, peace and economic prosperity in the long run. Women's rights and gender equality must be basic components of the political and human rights dialogue between the EU and the MENA countries.

The EU is committed to ensuring that human rights are mainstreamed in all its activities. Since 2012, the EU has engaged regularly with the League of Arab States, including the Arab Human Rights Charter Committee and the Arab National Human Rights Institutions.

As you rightly point out, in the past the European Neighbourhood Policy sometimes failed to adequately take into account the specificities of each of our partners, including with regard to identifying civil society partners needing support and capacity-building assistance. The review of the Neighbourhood Policy that is on the way is an opportunity to introduce changes that will help the EU to be a stronger player. We intend to propose ways and means to further the European Neighbourhood Policy, to allow more tailor-made offers and solutions specially designed for each partner. I would also like to thank the European Parliament for the constructive input you have given and will, no doubt, continue to give.

sreda, 8. julij 2015

A comprehensive approach needs strong and reliable partners in order to be effective. Both Europe and the Arab world are targets for the terrorists. We need a truly global alliance to fight our common battles. As the report states, regional challenges call for regional solutions. In this sense, the report is very much in line with our commitment for closer co-operation with the League of Arab States and the Union for the Mediterranean. As agreed in the EU-League of Arab States Athens Declaration, we are working closely on counter-terrorism in the MENA region, on capacity-building measures and to address the 'foreign fighters' phenomenon.

Before I leave you the floor, let me add something on the naval operation in the Mediterranean. After the mid-April tragedy, Member States asked the European Union to act against the human traffickers' networks, to save more lives. In the space of two months, we set up and launched the operation. Countries from all sides of Europe are contributing.

Things did not move on so smoothly on the domestic side of the debate. This tells us something. Our problem, most of the time, is a lack of political will. It is not our strength that is being tested, but our resolve. I look forward to hearing your views on this strategic debate.

Cristian Dan Preda, în numele grupului PPE. – Doamnă președintă, vorbesc în numele Grupului PPE. Raportarea noastră din umbră, dna Mănescu, nu e disponibilă aici.

Vreau să spun în primul rând că nu mai e un secret faptul că Orientul Apropiat și Africa de Nord traversează o perioadă foarte turbulentă. După optimismul pe care l-au generat revoltele arabe, azi suntem foarte preocupați de evoluțiile din regiune. Avem state în prag de colaps, rețele teroriste redutabile, milioane de refugiați și o violență masivă. Ori securitatea Europei este indisolubil legată de stabilitatea și securitatea acestei regiuni. De aceea, aș vrea să îl felicit pe colegul Peillon pentru raport. Ne propune acest raport o analiză aprofundată a evoluțiilor recente și mai multe piste pentru a răspunde provocărilor de securitate.

Mă bucur, totodată, că Înalțul Reprezentant, în documentul de reflecție privind revizuirea Strategiei europene de securitate, recunoștea necesitatea redefinirii abordării Uniunii privind Orientul Apropiat și Africa de Nord. Avem, cred, nevoie de o abordare comprehensivă și ambițioasă, care să ia în seamă cauzele deteriorării rapide a situației din regiune. Amenințarea terorismului ne obligă să utilizăm în mod coerent politicile noastre interne și externe de securitate. Asistența umanitară și cooperarea pentru dezvoltare trebuie, și ele, combinate în mod armonios.

Și, pentru că am vorbit adineauri despre drepturile omului, aș vrea să subliniez un punct foarte important pentru Grupul PPE, și anume încălcarea continuă a libertății religioase în această regiune și, în primul rând, a libertății creștinilor. Săptămâna trecută, Grupul nostru a organizat o conferință pe această temă și am putut auzi mărturii cutremurătoare. De aceea, considerăm că Uniunea trebuie să aibă o strategie foarte clară în privința protecției creștinilor din această regiune.

Richard Howitt, on behalf of the S&D Group. – Madam President, firstly, we regret the absence tonight of the Vice-President of the Commission/High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy, Ms Mogherini – though for the very best of reasons, because we can remain hopeful that a comprehensive nuclear deal may be struck with Iran this week, something which could help the country start to re-engage with us in Europe and others in the international community, and which can play an important role in advancing security for the region as a whole.

Of course any deal must be fair, credible and fully verifiable. But this is a week where we also hope there may be genuine progress in another set of long-standing negotiations which at times had seemed intractable: the reconciliation talks in Libya. What marks both sets of negotiations is the real human suffering caused by lack of agreement, and the huge political obstacles existing which obstruct agreements from being achieved. If they are – and tonight's debate must encourage that – it will be a victory for patient diplomacy, where I am proud that the European Union is playing the leading role in both cases.

In a third conflict in the region between Israel and Palestine – seemingly the most intractable of all – this Parliament should welcome and encourage the more active role in political diplomacy which the High Representative is prepared to play there. I look forward to the debate with her in September.

sreda, 8. julij 2015

Vincent Peillon's excellent report recognises that there are issues of mistrust and resentment about Europe in the region, based on history and on sometimes justified criticism of double standards against European countries ourselves. We have to impress on the countries of the Middle East and North Africa, and their populations, that Europe does not want to return to colonialism. We have to learn lessons by being consistent in our support of respect for democracy and for human rights amongst the countries, despite any considerations of alliance. When I sit in this Chamber and listen to statements about migration and terrorism, these are proper concerns. But we need to articulate them in a way which shows the countries of the region that we want to support peace, prosperity and development for them and their peoples, in their own interest first and not just through the prism of managing issues which are problems to us. Our response to the Mediterranean refugee crisis is a true test of our good intent in that respect.

The new phenomenon of ISIS-Daesh is a huge and terrible concern. I add my own personal condolences for the deaths of tourists in Tunisia who came from my own country, Great Britain, but also from fellow European nations Belgium, Germany, and Ireland too.

We need a better security response. Territorial advances against ISIS in Syria and Iraq are important if they are to be denied the claim of statehood which their name of so-called 'Islamic State' implies. We have to be careful in our own words and actions not to add to the narrative of extremism – which is ultimately self-defeating – by generating radicalisation rather than diminishing it. For example, at Parliament's Middle East and North African working group, which I am proud to chair, the European External Action Service recently told us that reports that terrorists were entering Europe under the cover of being refugees are not supported by one shred of evidence. Let us learn by what I started with – the value of patient diplomacy – rather than ramping up the rhetoric as we deal with the countries of this region.

Finally, whether in Yemen, which we were discussing earlier, or in Libya, which I have already referred to, and in several other countries, we have to recognise that religious sectarianism is a huge cause of conflict and instability. One thing we must do, as Europe, is to engage with political Islam – not to agree with them, but to talk with those who represent political Islam – if we are truly to have a dialogue to pursue the common interests of our continent and theirs.

Bas Belder, *namens de ECR-Fractie*. — Precies een week geleden was ik met enkele collega's op de Golanhoogte. Wat zich daar, op enkele kilometers afstand, voor onze ogen afspeelde, was werkelijk gruwelijk. Syrische dorpelingen worden er onophoudelijk gebombardeerd door Jabhat al-Nusra, Hezbollah en vervolgens Islamitische Staat. Gruwelijk!

Ik moet u eerlijk zeggen dat je een gevoel van schaamte bekruipt als je ziet hoe het moorden gewoon maar doorgaat terwijl de wereldgemeenschap passief is. De VN is weliswaar aanwezig in Zuid-Libanon en op de Golanhoogte maar staat er machteloos. Daar staat alleen Israël.

Ik wil op deze plaats hulde brengen aan de medische dienst van het Israëlische leger. 's Nachts, om niet het gevaar te lopen door sluipschutters te worden neergeschoten, evacueert die gewonden uit Syrische dorpen – inmiddels bijna tweeduizend – en biedt ze onder levensgevaar medische verzorging aan. De Israëlische militairen verrichten daar vaak heldendaden. Dat wil ik gezegd hebben.

Vanmorgen vroeg las ik in de *Frankfurter Allgemeine Zeitung* een indrukwekkend indringend vraaggesprek met de verdreven bisschop van Mossoel. Die had het ook over ons. Er werd hem namelijk gevraagd hoe hij tegen ons aankeek. Ik citeer: "De mensen in het Westen strijden voor het behoud van diersoorten die met uitsterven worden bedreigd. Hoe kunnen ze dan passief toekijken hoe een heel volk wordt verdreven en uitgemoord? Hoe kunnen ze toekijken hoe langzaam maar zeker een volk uit de geschiedenis van de mensheid verdwijnt? Als een derde deel van de Syrisch-katholieke Kerk over de hele wereld wordt verstrooid, betekent dit eigenlijk de ondergang van deze Kerk. Ik verzoek, ik bid het Westen en de wereldmachten om hulp. Span u in om IS uit ons land te verdrijven. Vandaag zijn deze strijders bij ons. Morgen zullen ze bij u zijn." (Einde citaat.)

Ik voeg hieraan toe: ze zijn er al, de Syriëgangers! Wanneer worden we wakker?

Javier Couso Permuy, *en nombre del Grupo GUE/NGL*. – Señora Presidenta, nosotros tenemos muchas cosas que señalar en cuanto a este informe, porque entendemos que la seguridad en la zona tiene mucho que ver con las intervenciones que se han desarrollado anteriormente.

sreda, 8. julij 2015

También tiene mucho que ver el tratamiento represivo de todas las personas que quieren huir de ese caos que precisamente nuestras intervenciones unilaterales —o incluso, utilizando esos eufemismos, de «responsabilidad de proteger»— han provocado. Por tanto, no entendemos cómo esta cuestión se puede enfocar solo a través de la represión, de Frontex, y no a través de la inversión, de un cambio en la asimetría entre unas relaciones desiguales entre el centro de la Unión Europea y nuestros países de la vecindad.

Solo así podremos tener verdadera seguridad: no injiriendo, no desestabilizando y, sobre todo, no teniendo una economía y un intercambio comercial desiguales.

Alyn Smith, on behalf of the Verts/ALE Group. – Madam President, there is much to admire in this report, and I would add my own congratulations to Mr Peillon and his team for some genuinely good cross-party work on this. Our group is broadly supportive and, as rapporteur for my group, I am very pleased to see that our wording on social injustice and inequality, and on how that is a breeding ground for radicalisation, is included, as are security, instability and corruption and how they interplay. The wording on the Israeli settlements and their malign influence within the wider region is also included.

The all-out oppression of the Assad regime within Syria, the use of drones, the strategic importance of the Nile and the need to accelerate human rights in the EU – League of Arab States dialogue, is, we think, all very positive wording. That is not to say that we are entirely satisfied. This is a report about the security challenges in the wider region, yet it does focus very much on Daesh – mentioning Daesh 21 times. Daesh is, of course, a dreadful organisation, but it is one organisation amongst many in a very complex picture. Often it is as much a symptom as a cause.

I would personally like to see much more vocal criticism of Israel's actions in the region, given that it is a recruiting sergeant for radicalisation. There are forces of progress within Israel, and we must reach out to them and assist them in their efforts to have a constructive debate within Israel and with Palestine. The EU could play a leading role in that, but we are not. We also call, in the report, on some states to refrain from exporting terrorism. I am not sure that is helpful language; I am not sure it adds much value either. We also call for the EU to provide a safe haven for Christians, in particular from the Middle East, in the EU. If we are trying to criticise sectarianism, we should refrain from it ourselves. The plight of any refugee, regardless of their ethnicity or their religion, is equally dreadful. But all in all, we are satisfied with this report. I think it is a good contribution to a very complex situation, and I congratulate the rapporteur for his work.

Fabio Massimo Castaldo, a nome del gruppo EFDD. – Signora Presidente, onorevoli colleghi, desidero esprimere i miei ringraziamenti al collega Vincent Peillon per il suo lavoro, che è stato molto inclusivo. Mi ha fatto piacere constatare l'attenzione nei confronti di molte delle istanze che abbiamo avanzato.

Giudico questa relazione un passo avanti abbastanza consistente nella giusta direzione. Si parla giustamente, come sottolineava il collega Smith prima, di alcune delle vere e più fondamentali cause di instabilità, che sono la povertà, l'emarginazione e la discriminazione. Si cerca quindi un approccio che sia politico, economico, sociale e culturale e che non si limiti esclusivamente a guardare all'aspetto di sicurezza.

Chiaramente mi rendo conto che il teatro è preda di una grandissima instabilità e che fornire un'analisi dettagliata di ogni singolo contesto è in questa sede impossibile. Però, ci tenevo a sottolineare l'importanza di aver messo nero su bianco il conflitto latente tra Arabia Saudita e Iran e la necessità di una *confidence building* che si deve appunto rafforzare nel tempo e, soprattutto, il richiamo forte alla Turchia ad assumere un ruolo meno ambiguo rispetto a quello che abbiamo visto nel corso degli ultimi anni.

Esprimo anche, ovviamente, la preoccupazione per la politica israeliana d'insediamento nella Cisgiordania palestinese ed esprimo la speranza che questa relazione possa spingere anche le parti a riavviare seriamente un processo di pace credibile, visto che è uno dei focolai storicamente, ma anche attualmente, più difficili e pericolosi da affrontare.

Mi preme sottolineare due concetti fondamentali che dobbiamo sempre tenere a mente se vogliamo una soluzione durevole. In primis, l'islam politico deve essere necessariamente un interlocutore e deve essere quell'interlocutore che ci consente di isolare decisamente l'estremismo. Il secondo è che dobbiamo, secondo me, concentrarci molto lavorando con i paesi modello – penso appunto alla Tunisia ma anche al Libano, nonché alla Giordania – focalizzando la nostra attenzione su di loro e premendo per una sana cooperazione con le organizzazioni di cooperazione internazionale, come quella del Golfo, possiamo ottenere risultati importanti.

sreda, 8. julij 2015

Aymeric Chauprade, *au nom du groupe ENF*. – Madame la Présidente, chers collègues, d'abord je voudrais remercier M. Peillon pour son rapport et ajouter quelques éléments d'ordre géopolitique que je n'ai pas lus dans ce document.

Tout d'abord, la tragédie du Moyen-Orient est le bilan de la politique euro-américaine qui a détruit les projets de modernisation du monde arabe et qui a renforcé, de fait, l'islam dans les sociétés de culture musulmane. Ensuite, cette politique a réveillé la fracture chiite-sunnite, qui s'est transformée en une guerre exacerbée par la concurrence stratégique entre l'Iran et l'Arabie saoudite.

Et puis, il y a aussi cet «État islamique», qui a permis aux États-Unis de mettre en œuvre leur stratégie pétrolière. Dès l'été 2014, le prix du baril, je vous le rappelle, chers collègues, s'est effondré brutalement, passant de 105 à 55 dollars, au moment précisément où l'«État islamique» mettait sur le marché mondial du pétrole vendu à bas prix. Cette stratégie d'effondrement du prix du baril a directement frappé les États dont les budgets dépendaient fortement du prix élevé du pétrole, comme l'Iran, le Venezuela et la Russie. L'Iran a été poussé à négocier sur le nucléaire et, comme pendant les années 1980 avec Reagan et l'URSS, la Russie, qui était déjà visée par les sanctions économiques de l'Union européenne, a subi de plein fouet la chute du baril.

Voilà quelques réalités géopolitiques auxquelles je vous invite à réfléchir et qui dépassent je crois, les vœux pieux que nous partageons tous pour l'avenir du Moyen-Orient. La réalité est que la destruction du Moyen-Orient a servi largement la politique américaine pour bloquer l'émergence d'un monde multipolaire.

Tunne Kelam (PPE). – Madam President, we face a negative and destructive synergy in the Middle East and North Africa. What have been, for a long time, internal conflicts have spilled over to the whole region now. The most dangerous thing is the melting down of borders between states in conflicts. These conflicts have become now international and vacuums are being filled by Islamic State and other extremist groups. Lawlessness, extreme violence and terrorism have become a new normality in large areas of Syria, Iraq, Libya and elsewhere.

By the way, Middle East countries represent only 5% of the world population but provide one third of world refugees. Eighty per cent of civilians are unable to meet their basic needs now. Eleven million children lack possibilities for education. They form the ever widening basis of a new generation of terrorists.

There are two points I would like to make. Among the different minorities, Christians have suffered most widely. Violence against them presents existential danger for the future. As a result, this ancient community will disappear from the region where Christianity was born, mainly as a result of the determined efforts of Muslim extremists to cleanse this area of all other religions. This is something the EU should address with the utmost seriousness, providing them with active protection and probably safe havens.

Secondly, the situation in Iran, which has been for years a source of the exporting of terrorism and instability. To hope that cooperating with the Tehran regime and its Revolutionary Guards would help the fight against ISIS is, I would say, naive and would be like attempting to oust the devil with the help of Beelzebub. Why has Mosul stayed for more than one year under ISIS? Because local Sunni minorities are equally afraid of Shia militias, who do not make any difference between them and ISIS terrorists. So, Iran has first to demonstrate credible political will that it is really interested in restoring stability, especially in Yemen and Iraq.

(The speaker agreed to take a blue-card question under Rule 162(8))

Tibor Szanyi (S&D), *Kékkártyás kérdés*. – Képviselő úr! Ön végigvette tulajdonképpen elég szépen azt a problematikát – mert ez egy nagyon súlyos probléma – ami a különböző vallások között feszül, ugyanakkor én úgy látom, hogy az eddigi európai külpolitikában ennek az elemnek azért nem volt olyan nagy jelentősége. Ön mennyire vinné bele a konfliktusrendezésbe a vallási kérdéseknek a rendezését?

Tunne Kelam (PPE). – Could you ask the question once again, please?

sreda, 8. julij 2015

Tibor Szanyi (S&D), *blue-card question*. – I will just repeat this, but shift into English as well. My question was that your point of view, and then your panorama of the religious conflicts, was a mainly new element in the interpretation here in this room, and I was just wondering whether you feel a need for a further development of this argument. That was all my question was about.

Tunne Kelam (PPE), *blue-card answer*. – As far as I can understand this question, of course, we need to generate a more intense and widespread approach to religious conflicts and, as I confirmed, our special care should be Christian minorities, which have suffered most as a result of fighting between Sunnis and Shias.

Javi López (S&D). – Señora Presidenta, en primer lugar, lo que quiero es agradecer al ponente, Vincent Peillon, su trabajo como ponente de un informe muy relevante para nosotros.

El resultado del informe es muy positivo porque mantiene un buen equilibrio entre lo que es general y lo que es específico, entre lo que es regional y lo que es nacional, frente a uno de los desafíos más importantes que tiene hoy Europa, que es hacer frente a las crisis que padecemos en Oriente Próximo: desde el EIL hasta la crisis migratoria, pasando por el caos libio, cosas muy diferentes, interrelacionadas, que interpelan directamente a la Unión Europea.

El informe cubre todos los grandes desafíos que tiene Europa y es muy positivo que dé un enfoque multidimensional, que no solo hable de seguridad, que no se limite solo a eso, sino que también hable de cuestiones culturales, de diálogo intercultural, de pobreza y de desigualdad, algo que es obvio: muchas veces detrás de estos grandes problemas existe este tipo de soluciones, por lo que hay que ir más allá o intentar ir más allá de la superficie.

En cuanto a la crisis siria, en primer lugar, hace bien en apoyar las acciones tomadas por los Estados miembros en la coalición internacional, pero hay que ser muy consciente de que la acción militar no será suficiente, no es suficiente, para acabar con el EIL. Por supuesto que no lo será. La Unión Europea ha asignado 400 millones de euros en ayuda humanitaria a Siria y a sus vecinos, algo que tampoco es suficiente. Hay que recordar que algunos países como Jordania o el Líbano siguen acogiendo a millones de refugiados, mientras nosotros somos incapaces, desgraciadamente, de acordar con los Estados un sistema de cuotas mínimamente solidario.

Sobre Egipto, el informe pide al Gobierno que respete los derechos humanos y las libertades políticas. Apreciamos los esfuerzos que está haciendo en la lucha contra el terrorismo el Gobierno egipcio, pero lo que no puede pasar, como está pasando, es que el Presidente Al Sisi se escude en la lucha contra el terrorismo para, sistemáticamente, violar los derechos humanos y, en algunos casos, cometer crímenes, encarcelando a manifestantes pacíficos o condenando a muerte a opositores políticos.

En cuanto a las negociaciones con Irán, sobre su programa nuclear, la Alta Representante, Federica Mogherini, necesita ahora más que nunca nuestro apoyo —ya sabemos que hoy no está aquí porque está trabajando en esta cuestión—, un apoyo cerrado, claro y rotundo del Parlamento Europeo, a fin de que lleguen a buen puerto las negociaciones para poner fin a al sistema de sanciones actual. Cabe recordar que este nuevo puente que abrimos reubica todas las relaciones geopolíticas que tiene Europa con Oriente Próximo y dentro del propio Oriente Próximo.

Quiero hablar, para ir acabando, sobre la situación del conflicto de Israel y Palestina. Sabemos que el *statu quo* es absolutamente insoportable, insostenible, que necesitamos reiniciar el proceso de paz, que la composición del actual Gobierno tampoco nos deja mucho espacio para el optimismo, y que la Unión Europea debería plantearse medidas adicionales. El sistema de etiquetaje de productos procedentes de asentamientos israelíes es un mínimo, como lo es también utilizar algunas de las herramientas que tenemos, como la Unión para el Mediterráneo, algo que debemos aprovechar y que está en una fantástica ciudad que se llama Barcelona.

(El orador acepta responder a una pregunta formulada con arreglo al procedimiento de la «tarjeta azul» (artículo 162, apartado 8, del Reglamento))

Jonathan Arnott (EFDD), *blue-card question*. – Mr Lopez, you have done a good job of summing up the problems that we face with ISIS, as many have already done in this Chamber this evening.

sreda, 8. julij 2015

It is a question where we hear a lot about the problems, but very little in terms of specific solutions. You said yourself that what we are doing now is not enough. So what do we do? Do we have more military intervention, given the problems that were caused in Iraq and in Afghanistan previously? We cannot apply sanctions to these countries. What is your proposal for action here?

Javi López (S&D), *respuesta de «tarjeta azul»*. – Señor Arnott, en primer lugar, ¿por qué aparece el Estado Islámico? Por la situación que hay hoy en la zona, por el vacío de poder producido; si resolvemos la situación en Siria y resolvemos la situación que vive hoy Irak tendremos la mejor fórmula para ayudar a acabar con el Estado Islámico. Pero no es solo eso: lo segundo que tenemos que hacer es el diálogo con el mundo árabe, con los socios en la zona, que ellos se vean involucrados en la lucha que, por supuesto, hay que llevar a cabo frente al EIL. Y, en tercer lugar, debemos pensar en las razones culturales y económicas que hay detrás de esta cuestión. Esto no es fácil, no tiene una respuesta simple, pero, por eso, hay que ponerse manos a la obra.

Geoffrey Van Orden (ECR). – Madam President, I have no doubt that Mr Peillon has put a lot of effort into this report, but it seems to be a 'catch-all' for every possible difficulty, tension and crisis across a vast region. Many of these countries are unrelated in the nature of the problems that they face. The main answer for him seems to be the European Union, as well as large helpings of motherhood, apple pie and blinding statements of the obvious.

I seriously question the point of this sort of unfocused report and the associated hand-wringing. In any case, given the difficulties the EU is having in sorting out its own internal problems, I think a little more modesty would be useful. The EU's main resource is money – it has been endowed by our taxpayers with over-generous financial resources. However, at the moment we are clearly not getting a good return for our money. We should try and use our resources on a more targeted and wiser basis. There I specifically pick up what was said about the Middle East peace process. We have leverage on the Palestinians and we should use that leverage to bring them to the negotiating table.

Bodil Valero (Verts/ALE). – Fru talman! Jag vill också börja med att säga att jag tycker att det finns väldigt mycket som är bra i det här betänkandet och att det är mycket brett och omfattande. Men jag vill också ta upp några frågor som jag tycker fattas. Det är två frågor i synnerhet som jag tycker fattas.

Det första är att man inte någonstans nämner Västsahara, och det trots att det är 40 år i år som landet har varit ockuperat. I det betänkande som vi ska diskutera efter det här, det betänkande som handlar om grannskapspolitiken, där talas det om att det inte är acceptabelt att ett land ockuperar ett annat lands territorium. Men det gäller ju av någon anledning inte i fallet med Västsahara, för där låter vi ständigt ett partnerland hindra den utlovade folkomröstningen. Man låter dem lägga beslag på naturresurser och man låter dem förändra befolkningsstrukturen utan att det får några som helst konsekvenser.

Västsaharierna har valt ickevåld. Jag tror på ickevåld, men man måste också ge dem ett erkännande för det ickevåldsbete de gör. Vi kan inte glömma bort dem bara därför att de inte använder sig av våld.

Den andra frågan som också fattas här är vapenexporten till regionen. Det talas i betänkandet om att det är en ny situation i hela Mena-regionen och att vi måste anpassa våra åtgärder till den nya situationen, men vi talar inte om det som vi själva bidrar med till den här regionen. Mellan 2010 och 2014 stod vi för 32 procent av all vapenexport. År 2013 sålde vi vapen för ett totalt värde av 9,6 miljarder euro och år 2012 10,7 miljarder euro. Vi måste nu på allvar börja fundera över om vi verkligen ska försätta att sälja vapen till en region där de kanske väldigt snart börjas användas emot oss.

David Coburn (EFDD). – Madam President, I find myself agreeing with my colleague and esteemed opponent, Geoffrey van Orden. This report seems to be extremely windy and very worthy, but I am afraid that it does not have any practical or sensible solutions to the Middle East.

Quite frankly, I think the European Union should not be involving itself in this matter. It should be left very much to the great powers and to NATO, who can better deal with it. One of the things I find interesting about North Africa is that the countries we have not interfered with, such as Morocco, have a stable government and an emerging democracy. The more we keep out of interfering in those affairs, the better.

sreda, 8. julij 2015

But what we should be concentrating on is the threat from ISIS coming across the Mediterranean from North Africa. We should not be encouraging people to come across. We should try to stop that. There are far too many woolly words about people and refugees. This must be stopped for the good and safety of Europe, or we will have even more problems being imported into Europe itself.

We should also stop arguing with Russia. With Russia we have a common enemy in a medieval, religious conflict which, quite frankly, we do not want to be part of. Russia has a similar problem in its southern republics to the one that we have. I think we were better off cooperating with Russia rather than fighting with Russia. At the moment, all the European Union seems to do is squabble with Russia over Crimea, which is not at all sensible. Let us leave that out. Let us be friendly with Russia. Let us try to make sure we do something sensible in the Middle East and not carry on the sort of nonsense we have been doing up until now.

Michael Gahler (PPE). – Frau Präsidentin! Die letzte Wortmeldung vor mir in Bezug auf die Russlandpolitik teile ich dezidiert nicht, und ich glaube, die Mehrheit des Hauses auch nicht. Aber da das nicht das Thema dieses Berichts ist, will ich darauf auch nicht weiter eingehen.

Ich glaube, man kann natürlich in kurzer Zeit nicht alle Aspekte berühren. Deswegen will ich mich konzentrieren zum einen nochmal auf das Stichwort Tunesien, was wir vorhin bereits diskutiert haben.

Ich hatte angeregt, dass wir überlegen, ob wir unsere suspendierte *EU Border Assistance Mission Tunisia-Libya* vielleicht umwandeln in eine Grenzschutz-Unterstützungsmission direkt für die tunesische Seite, um auf diese Art das Einsickern von Terroristen vor allen Dingen aus Libyen zu stoppen.

Libyen ist mein anderes Stichwort. Ich denke, wir wissen alle, wie die Situation in der Phase des Sturzes von Gaddafi gewesen ist. Es war richtig aus meiner Sicht, dass wir dort nicht als EU, aber als einige Mitgliedstaaten interveniert haben. Ich glaube nach wie vor, dass wir in Bengasi ein wirkliches Massaker verhindert haben. Aber – und das ist das große Aber – danach war es nicht gewünscht, dass wir mit unseren bewährten Programmen – zum Beispiel Reform des Sicherheitssektors – vor Ort aktiv geworden sind. Ich glaube, wir hätten das gut leisten können, auch deswegen, weil die Libyer wenigstens Geld hatten, und da hätten wir dann als Gegenleistung unter anderem eine Sicherheitssektorreform durchführen können.

Das ist dann nicht passiert. Wir wissen, wie die Lage dort jetzt ist, und deswegen halte ich es für richtig, dass wir die Anstrengungen der Vereinten Nationen, aber auch den Einsatz Algeriens und Marokkos zur Stärkung des innerlibyschen Dialogs unterstützen. Das ist ja ausdrücklich in diesem Bericht drin.

Und danach, wenn es tatsächlich zu einem Erfolg führt, wenn wir hoffentlich bald eine Einheitsregierung in Libyen haben, dann sollten wir mit den Angeboten wieder auftreten und den Libyern unter anderem eine Reform des Sicherheitssektors anbieten, aber auch andere Dinge, um einen Staatsaufbau möglich zu machen. Das ist der Schlüssel dazu, dass wir auch ein Ende des Flüchtlingsstroms über Libyen erreichen können.

Francisco Assis (S&D). – Senhora Presidente, eu queria começar por saudar o autor do relatório pela qualidade do mesmo e sobretudo pela visão lúcida sobre a questão do Médio Oriente e do Norte de África que é possível produzir a partir da Europa.

Em primeiro lugar, há uma recusa clara da teoria do choque das civilizações, do confronto entre uma suposta essência ocidental por oposição a uma essência do mundo islâmico, que seriam homogêneas e estariam condenadas a defrontar-se. Pelo contrário, há uma compreensão muito clara da complexidade da situação no Norte de África e no Médio Oriente. É uma realidade histórica de uma extrema complexidade e marcada por profundas clivagens – clivagens de ordem política, clivagens de ordem religiosa, clivagens de ordem cultural, clivagens de ordem social e económica e que, de facto, hoje conduzem a uma situação algo caótica em toda aquela região.

E qual deve ser a reação da Europa para com esta região vizinha? A reação tem que ser sempre colocada no plano político e no plano diplomático. E creio que aqui é que tem que estar o segredo da nossa intervenção, e está bem colocado no relatório. Transformar tudo isto numa questão essencialmente no plano político.

sreda, 8. julij 2015

O relatório trata de algumas questões da maior importância: o conflito entre Israel e a Palestina, a questão das negociações em curso para resolver a questão nuclear iraniana, o apelo a que a própria União Europeia dê um contributo político para melhorar as relações entre o Irão e a Arábia Saudita, para superação de um conflito que é hoje um conflito estruturante de toda aquela região. Faz uma abordagem muito séria e realista daquilo que é hoje um dos maiores desafios com que estamos confrontados naquela zona, que é o desafio do terrorismo, e faz uma avaliação sem qualquer tipo de contemplações. Há várias respostas a serem dadas e nenhuma delas pode ser excluída, porque elas devem, aliás, ser articuladas umas com as outras.

E queria, por fim, centrar-me numa questão em que o orador que me antecedeu se centrou, que é a questão da Tunísia. A Tunísia hoje é um país especial naquela região. Foi na Tunísia, como sabemos, que se iniciou a Primavera Árabe. É hoje muito fácil contestar a Primavera Árabe e até lançar a ideia de que, verdadeiramente, aqueles países não estão preparados para a construção de um Estado de direito e de um verdadeiro regime democrático e que a Primavera Árabe acabou por aumentar a conflitualidade e para aumentar o caos na região. Mas a verdade é que nós não podemos, enquanto europeus fiéis a um determinado conjunto de valores, permanecer insensíveis àqueles que nesses países lutam justamente pela construção de um Estado de direito, pela separação entre a esfera pública e a esfera privada em matéria religiosa, pela consagração das liberdades, pela edificação de uma verdadeira democracia. Foi na Tunísia que se iniciou a Primavera Árabe, e a Tunísia é o exemplo, até agora o único exemplo bem-sucedido, dessa mesma Primavera Árabe. E, infelizmente, tem sido atacada por isso mesmo. O recente atentado que ali se verificou é um atentado não apenas contra o povo tunisino, mas é um atentado contra uma reivindicação de construção de um Estado de direito democrático em toda aquela região. E a União Europeia tem um dever de solidariedade adicional para com a Tunísia. A Tunísia tem manifestado essa vontade, tem feito apelos no sentido do reforço da cooperação, e nós temos que estar à altura das nossas responsabilidades. É um vizinho, e é um vizinho que, neste momento, significa muito mais do que a sua própria dimensão histórico-geográfica e merece por isso uma atenção especial por parte da União Europeia.

Marek Jurek (ECR). – Opisujemy zagrożenia i wyzwania na Bliskim Wschodzie i w Afryce Północnej, przed jakimi stoimy, ale właściwie jakie na to mamy odpowiedzi. Przed chwilą mój przedmówca wspominał arabską wiosnę. To arabska wiosna miała być tą odpowiedzią, tylko co ona przyniosła? Wojnę, wzrost zagrożenia chrześcijan, zagrożenie dla bezpieczeństwa w regionie. I to – nową falę imigracji, z którą nie możemy sobie poradzić. Te decyzje finansowe, które wczoraj podejmowaliśmy, to jest też następstwo arabskiej wiosny.

Zastanówmy się może, co możemy zrobić konkretnego. Widzimy, że to wszystko trwa, widzimy, co się dzieje na Synaju: ataki na siły rządowe, ataki na Izrael. Pomyślmy może o rzeczach konkretnych, takich na przykład jak zrealizowanie zapowiedzi walki z infrastrukturą przemytników, którzy zorganizowali ogromny przemysł przemycania ludzi do Europy i którym się mieliśmy przeciwstawić. Do tej pory nie wystąpiliśmy o zgodę Narodów Zjednoczonych na działania przeciwko ich infrastrukturze tam, gdzie powstaje: w portach. I pomóżmy naprawę tym, którzy potrzebują pomocy. Syriaccy chrześcijanie czekają na pomoc w sprzecz: kto ma im pomóc? To my, to państwa Zachodu powinniśmy im pomóc. I to są konkretne rzeczy, które możemy zrobić dla bezpieczeństwa tego regionu.

Francisco José Millán Mon (PPE). – Señora Presidenta, en primer lugar, quiero felicitar al señor Peillon por su informe. Abarca, desde luego, una temática muy amplia, muy compleja, también de especial actualidad y, desde luego, ha sido mucho el esfuerzo que ha tenido que hacer para poder comprimir esta realidad tan amplia en su texto.

Digo de especial amplitud y actualidad porque desde Túnez hasta Irak y Yemen se abre un largo arco de inestabilidad, de crisis, de conflicto desde hace años, que incluye los enfrentamientos en Libia y la guerra en Siria. Desgraciadamente no está cerca su final —me estoy refiriendo, por ejemplo, al conflicto en Siria o al largo conflicto israelo-palestino— porque, pese a los esfuerzos realizados por la comunidad internacional en estos años, no parece que vaya a solucionarse pronto.

sreda, 8. julij 2015

Digo también que es una realidad compleja porque engloba situaciones muy diversas, muchas de ellas vinculadas, como aquí que se ha dicho, a los levantamientos conocidos como «primavera árabe», pero también están presentes, en algunos de estos países, graves diferencias de carácter religioso; me refiero, por ejemplo, a la oposición entre suníes y chiíes. Y se trata de un informe, por ende, muy importante para la Unión Europea, porque se refiere en buena parte a la vecindad, a esa vecindad, a esos países tan cercanos con los que nos unen numerosos vínculos humanos, económicos, incluidos también, entre estos vínculos, los energéticos.

Lo que allí sucede tiene impacto en Europa y lo estamos viendo; lo estamos viendo en los flujos de inmigración y también en la trágica amenaza del terrorismo, que golpea no solo en los países árabes, sino que también lo sigue haciendo en Europa, y señaladamente en Francia.

Por todo ello, creo que es conveniente una mayor implicación europea, una mayor atención a esa zona. Pensemos en la gravísima amenaza que representa el llamado Estado Islámico o Daesh, que además tiene recursos petroleros y que encima tiene una implantación territorial impresionante, aprovechando las estructuras estatales tan débiles de las zonas donde se encuentra.

Por consiguiente, una involucración europea es necesaria, con las dificultades que tiene eso para Europa y sin olvidar tampoco el respeto de los derechos humanos y nuestros principios. Comprendo que es un problema difícil. Necesitamos un diálogo intenso, no solo con los países árabes, sino también con sus organizaciones. Estoy pensando en la Liga Árabe y en el Consejo de Cooperación del Golfo.

Y una última palabra para resaltar, Presidenta, la preocupación por la situación de los cristianos en la zona, en varios de estos países, que siguen siendo perseguidos

Andrej Plenković (PPE). – Gospodo potpredsjednice, najprije zahvaljujem povjereniku Hahnu na njegovim uvodnim riječima na ovu važnu temu Bliskog istoka i sjeverne Afrike, a posebno zahvaljujem kolegi Vincentu Peillonu na njegovom dokumentu koji je dobio veliku potporu i u Odboru za vanjske poslove, a koji zaista dotiče niz tema, u smislu funkcionalnih tema, ali isto tako bitnu geografsku cjelinu na rubu Europske unije koja danas predstavlja jednu od glavnih globalnih kriza i praktički nema zemlje koju ste spomenuli u svome izvješću, a da ona nije na određen način ili u ratnom stanju ili u stanju terorizma, kao što smo nažalost nedavno vidjeli u Tunisu, ili predstavlja prijetnju migracijskih rizika prema obalama Europske unije i zahtijeva našu snažnu reakciju.

Htio bih ovdje istaknuti da smo kao zastupnici, dio izaslanstva Odbora za vanjske poslove, nedavno bili u Teheranu i nastojali dati doprinos naporima koje Visoka predstavnica Mogherini zajedno s ostalima u šestorci nastoji napraviti kao politički dogovor, kao provedbu dogovora u Lausanni, ovih dana u Beču.

Smatram da je to izuzetno bitno i za stabilnost same regije jer je to na neki način prepoznavanje uloge Irana, koji praktički kroz sukobe sa Saudijskom Arabijom, tzv. proxy ratove dovodi širu nestabilnost u regiju.

U tom pogledu moramo učiniti maksimum napora za borbu protiv Daeša, protiv Islamske države koja je zaista svojevrsna tvorevina koju nitko nije anticipirao, a koja na teroristički način pokazuje kakva je sve zvjerstva moguće raditi na početku 21. stoljeća.

U tom smislu također želim reći da je progon kršćana kojem smo svjedoci proteklih nekoliko mjeseci, pa možda i zadnje dvije godine, nedopustiv i da moramo učiniti sve kao Europska unija, bilo političkim djelovanjem, bilo prisutnošću naših misija da se to spriječi.

Ryszard Czarnecki (ECR). — Pani Przewodnicząca! Panie Komisarzu! Inaczej niż mój przyjaciel Andrej Plenković, ja nie będę deklarował wsparcia dla pani komisarz Mogherini. Ja deklaruję wsparcie dla naszych braci chrześcijan w tych regionach – to znacznie ważniejsze. Chciałbym powiedzieć, że mam duży szacunek dla pracy, którą wykonuje pan komisarz, natomiast myślę, że byłoby lepiej, gdyby pani komisarz czasem milczała, a nie mówiła. Jej wypowiedzi ostatnio były bardzo kontrowersyjne. Ważniejsze jednak jest to, co powinniśmy my robić dla tego regionu. Politycy muszą oceniać sytuację po faktach, a nie po ideach. Jeżeli arabska wiosna zakończyła się katastrofą, to trzeba powiedzieć to otwarcie – tak, to była katastrofa i niestety nie możemy w tej kwestii być ludźmi ślepymi na rzeczywistość.

sreda, 8. julij 2015

Die Präsidentin. – Danke, Herr Czarnecki! Darf ich es Ihnen sagen und Frau Mogherini kurz verteidigen? Es ist sehr wohl ihre Aufgabe, sich zu diversen Punkten zu äußern. Denn Sie meinten, sie solle den Mund halten. Es ist ihre Aufgabe, ihre Arbeit zu machen und auch öffentlich dazu Stellung zu nehmen.

Андрей Ковачев (PPE). – Г-жо Председател, г-н Комисар, миграционната вълна към Европа е по-сериозно предизвикателство пред нас дори и от сегашната нестабилност в Гърция. В нашето близко съседство има милиони хора, които виждат спасение от насилието и мизерията, шурмувайки границата на Европейския съюз.

Най-важният въпрос, на който трябва да си отговорим, е как ние можем да отвърнем на това предизвикателство и да допринесем за политическа стабилност в страните от Близкия изток и Северна Африка. Такъв отговор не е лесен, но е от огромен интерес за нас. За съжаление смятам, че въздушни и евентуални сухопътни операции срещу екстремистката групировка „Ислямска държава“ трябва да бъдат направени. Но промяната трябва да дойде и отвътре. Разбира се, съгласен съм с колегите, които казаха: Решение трябва да се намери на палестинския въпрос.

Европейските държави следва да подобрят сътрудничеството и със събирането и обмен на информация както помежду си, така и с някои от правителствата от този регион. Религиозните общности трябва да бъдат насърчени да сътрудничат помежду си. Добър пример е тези 800 християнски доброволци, които преди два дни се включиха в шиитското опълчение, за да участват в действията по освобождаването на иракския град Мосул от „Ислямска държава“.

Основната отговорност в борбата срещу фундаментализма би трябвало да бъде на мюсюлманските общности и особено тяхното разграничаване от злоупотребата с религията от терористите. Една подобрена координация между службите за сигурност на страните членки и тези от региона, примерно Турция, Ирак, Ливан, би трябвало да прекрати притока на средства към „Ислямска държава“ от продажба на незаконни енергийни източници; както и доставчиците на интернет услуги и социални платформи трябва да разкриват тези, които искат да се присъединят към „Ислямска държава“ и екстремистката пропаганда.

Ангел Джамбазки (ECR). – Г-жо Председател, уважаеми колеги, уважаеми г-н Комисар, ситуацията в Близкия изток и Северна Африка безспорно е най-сериозното предизвикателство пред сигурността на европейските нации. Разпадът на редица държави в този регион под напора на организираните арабски пролети поражда поне две съдбоносни заплахи пред нас.

От една страна, това е огромната мигрантска вълна, която залива европейския континент, заплашва да срине икономиките на европейските държави и да промени завинаги демографски и културно, религиозно и всякак континента ни и то в посока, с която аз не съм съгласен. От друга страна, бездържавието в региона стана благодатна почва за развитието и възхода на крайни екстремистки салафистки ислямистки организации, като Ал Шабаб, Боко Харам, Ал Кайда, „Ислямска държава“ и прочие.

Те всички воюват срещу нас, срещу нашите традиции, обичаи, култура и ценности. Искат да ги заменят с халифат. Днес режат глави вече не само в Ирак и Сирия, а в Лион, Франция. Крайно време е да погледнем на тази заплаха отговорно. На тази заплаха има един-единствен адекватен отговор. Той не е декларация и изявления. Той е военен такъв.

Arnaud Danjean (PPE). – Madame la présidente, l'instabilité dans la zone couverte par l'excellent rapport de M. Peillon n'est malheureusement pas une nouveauté. Mais jamais, sans doute, son ampleur n'a été aussi grande, jamais, sans doute, elle n'avait été porteuse de menaces aussi directes pour notre propre sécurité et jamais, sans doute, un paramètre dans un des coins de cette région n'avait eu autant d'influence sur l'ensemble de la région, de sorte qu'il est extrêmement complexe, aujourd'hui, diplomatiquement, d'isoler une des crises de la région d'une autre. Cela, c'est un défi tout à fait inédit.

À partir de ce constat très général, je voudrais insister sur trois points. Le premier, c'est de bien rappeler à tous nos collègues que nous ne sommes pas face à une crise ponctuelle. Nous sommes face à une crise structurelle, je dirais même tectonique, qui affecte au plus profond toutes ces sociétés du Proche et du Moyen-Orient. La dimension sécuritaire n'est que la partie la plus spectaculaire de ces mutations sociologiques, économiques et institutionnelles. Ce phénomène va durer des années, peut-être même des décennies, et nous devons agir et nous préparer à agir en conséquence.

sreda, 8. julij 2015

Deuxième point, dans ce type de mouvement, il est illusoire, malheureusement, d'espérer des développements qui soient spontanément vertueux. C'est un peu le défaut qu'on a eu dans la lecture des Printemps arabes, qui n'étaient qu'un épisode de ces mutations profondes. L'Égypte ne deviendra pas du jour au lendemain la Suède. Par conséquent, nous devons également, là aussi, non pas abdiquer nos valeurs, absolument pas, ni nos normes, mais nous devons hiérarchiser nos priorités, ainsi que la façon dont nous apprécions les interlocuteurs locaux avec lesquels nous avons à traiter.

Troisième point, il faut aussi reconnaître que nos moyens d'action sont relativement limités, d'autant plus si nous agissons en ordre dispersé. Aucun de nos États, seul, n'est en mesure d'avoir un impact déterminant sur les mutations de cette région. Nous devons donc agir collectivement, parce que cela incitera les pays de la région à agir collectivement, eux aussi.

Voilà les principaux points, à mon avis, que nous devons inclure dans notre action, qui doit, je le répète, s'inscrire dans la durée.

PRESIDENZA DELL'ON. ANTONIO TAJANI

Vicepresidente

Procedura „catch-the-eye“

Jaromír Štětina (PPE). – Pane předsedající, minulý týden pořádal v Bruselu Kurdský národní kongres konferenci o Kobani, městě, které bylo ze sedmdesáti procent zničeno v bojích mezi jeho kurdskými obyvateli a extrémisty ISIS. Na konferenci zazněl apel k mobilizaci mezinárodního společenství k obnově Kobani. Kobani potřebuje humanitární pomoc. Zástupce starosty Kobani Enver Muslim upozornil na to, že zima je v Kobani krutá a času je málo. Statečnost Kurdů bojujících s islamistickým terorem je obdivuhodná, ať už jsou to Kurdové syrští či iráčtí. Skláním se před statečností Kurdů. Tím, že dobyli zpět Kobani a vytlačili ISIS, dali světu výzvu – potřebujeme pomoc, a to nejen humanitární.

Celá řada zemí Kurdy vyslyšela. Například moje země, Česká republika, věnovala vloni na podzim iráckým Kurdům pět set tun munice. Spojenci pomohli syrským Kurdům otevřít ofenzívu bombardováním pozic ISIS. Účastníci bruselského Kurdského národního kongresu takovou pomoc samozřejmě uvítali, ale uslyšel jsem i naléhavé výzvy ke spojenému vojenskému zásahu proti ISIS. Proto si dovoluji apelovat na našeho silného spojence v NATO, na Turecko. Turecko je dnes hegemonem v oblasti a očekával bych, že dokáže povýšit svůj vztah ke Kurdům nad jakýkoliv nacionalistický postoj a odmítne hlasy vyzývající k zásahu turecké armády proti syrským Kurdům.

Νότης Μαριάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, οι τελευταίες προκλήσεις στη Μέση Ανατολή και στη Βόρεια Αφρική έχουν δημιουργήσει μεγάλες ανησυχίες στον δυτικό κόσμο. Η αύξηση των εντάσεων στην περιοχή καθυστερεί την οικονομική και κοινωνική ανάπτυξη των λαών της περιοχής και δημιουργεί μαζικά κύματα προσφύγων, που κατακλύζουν πλέον την Ελλάδα και την Ιταλία.

Μετά τις τρομοκρατικές επιθέσεις τον Ιανουάριο του 2015 στο Παρίσι, η καταπολέμηση των τζιχαντιστών πρέπει να είναι αποτελεσματική και να βασίζεται μακροπρόθεσμα στη στήριξη της δημοκρατίας και της οικονομικής ανάπτυξης των χωρών. Ταυτόχρονα όμως η Ευρωπαϊκή Ένωση πρέπει να απομονώσει εκείνες τις χώρες που στηρίζουν τους τζιχαντιστές στη Συρία, στην Αίγυπτο και στη Λιβύη. Κατά τη διάρκεια της πρόσφατης προεκλογικής περιόδου στην Τουρκία, η αντιπολίτευση αποκάλυψε τη συνεργασία της Τουρκίας με τους τζιχαντιστές στη Συρία. Επίσης, πρόσφατα η Χουριέτ αποκάλυψε ότι οι τουρκικές αρχές υποθάλπουν τους διάφορους δουλεμπόρους που μεταφέρουν αντί αδράς αμοιβής στην Ελλάδα χιλιάδες πρόσφυγες από τη Συρία.

Τι μέτρα λοιπόν προτίθεται να λάβει εν προκειμένω η Επιτροπή, κύριε Hahn;

Ivan Jakovčič (ALDE). – Gospodine predsjedniče, iznimno sam se radovao kad je pokrenuta inicijativa Unije za Mediteran i kada je Unija za Mediteran osnovana. Imao sam čak priliku raditi u jednom dijelu te Unije.

sreda, 8. julij 2015

Nažalost, danas možemo reći da Unija za Mediteran, nakon svega što se događalo zadnjih godina, praktički više ne postoji. Zato mislim da moramo naći odgovor, sveobuhvatan odgovor za Mediteran, Bliski istok, zemlje sjeverne Afrike, i mislim da Europska unija danas može iskoristiti svoj kredibilitet i možda lansirati novu sveobuhvatnu inicijativu jer, bojim se, bez obzira na naše prioritete (odnosi s Turskom, odnosi s Izraelom i Palestinom, odnosi sa zemljama koji su dobri primjeri: Tunis, Libanon ili Jordan, odnosi s Egiptom), da će nam ipak biti bitne pojedinačne stvari, ali možda nećemo moći riješiti cijeli problem. Dakle, predlažem da ozbiljno razmislimo o novoj sveobuhvatnoj inicijativi.

Γεώργιος Επιτήδειος (NI). – Κύριε Πρόεδρε, λόγω της μεγάλης γεωπολιτικής και γεωστρατηγικής τους σπουδαιότητας, τα όσα συμβαίνουν στη Μέση Ανατολή και στη Βόρεια Αφρική επηρεάζουν άμεσα την παγκόσμια ειρήνη και την πολιτική σταθερότητα και φυσικά επηρεάζουν και την Ευρωπαϊκή Ένωση.

Αυτά τα οποία συμβαίνουν στις περιοχές αυτές τώρα είναι: εμφύλιες συρράξεις, έλλειψη δημοκρατικότητας, πολιτική αστάθεια, οικονομική και ανθρωπιστική κρίση, αυξημένη δράση τρομοκρατών και μεγάλη κίνηση παράνομων μεταναστών προς την Ελλάδα και την Ιταλία. Όλα αυτά έχουν συμβεί διότι μέχρι τώρα η Ευρωπαϊκή Ένωση ακολουθούσε μία πολιτική που δεν εξυπηρετούσε τα συμφέροντά της αλλά είχε ταυτιστεί με την πολιτική των Ηνωμένων Πολιτειών. Πρέπει λοιπόν να αλλάξουμε πολιτική. Οφείλουμε να απαιτούμε από τις κυβερνήσεις των χωρών να διοικούν με τρόπο δημοκρατικό· οφείλουμε να υποστηρίξουμε όλες εκείνες τις χώρες οι οποίες μάχονται κατά της τρομοκρατίας (την Τυνησία, την Αίγυπτο) αλλά να συνδιαλλαγούμε και με τη Συρία, διότι και αυτή μάχεται το ISIS. Επίσης πρέπει να εμποδίσουμε την ελευθερία κινήσεων των τρομοκρατών και των Ευρωπαίων πολιτών που μάχονται στο πλευρό τους, και, τέλος, θα πρέπει να ανακόψουμε το ρεύμα των παράνομων μεταναστών.

Εδώ πρέπει να επιδείξει Ευρωπαϊκή Ένωση αποφασιστικότητα και όχι να υψώνει τη φωνή και να κινεί το χέρι προς την Ελλάδα και τους Έλληνες, διότι για μια ακόμη φορά απέδειξαν την πατροπαράδοτη αξιοπρέπεια και υπερηφάνεια τους.

Marijana Petir (PPE). – Gospodine predsjedniče, ISIS djeluje tako da vlada ukidanjem granica, stvarajući tzv. Islamsku državu ubijajući sve koji im se nađu na putu. Islamska država ekstremni je oblik prijetnje kršćanskim zajednicama koje žive na područjima koje smatraju kolijevkom naše vjere, a danas se nalaze pred potpunim nestajanjem.

Međunarodna zajednica je, nažalost, pasivna i samo promatra iz prikrajka kako se ubija ljude i kako se cijeli kršćanski narod briše. Europska unija treba imati jasnu strategiju kako zaštititi kršćane, ali i kako pomoći Izraelu koji se nalazi u okruženju devet terorističkih organizacija i čija sigurnost je također ugrožena. Javna je tajna da se dijelom novca koji Europska unija šalje kao humanitarnu pomoć Palestinskoj upravi financiraju plaće terorista te se tim novcem nabavlja oružje kojim se napada izraelski narod.

Tražim istragu o trošenju novca Europske unije na Bliskom istoku kao što tražim i odbacivanje amandmana kojim izvijestitelj poziva na plaćanje pobačaja silovanim ženama iz proračuna EU-a. To je nehumano jer ženama trebamo dati sigurnost tako da suzbijemo terorizam i spriječimo silovanja, a ne da na nasilje nad ženama odgovaramo novim nasiljem, što pobačaj svakako jest.

Arne Gericke (ECR). – Herr Präsident, sehr geehrter Herr Kommissar Hahn! Enge Zusammenarbeit mit den arabischen Staaten – mit wem? Ägypten vielleicht, Jordanien könnte sein. Aber sonst?

Religion spielt sehr wohl eine Rolle. Der Islam spaltet sich in Sunna, Schia und viele Sekten. Eine Terrorgefahr, aber kein wirklicher Gesprächspartner. Israel, der einzige demokratische Rechtsstaat im Nahen Osten, einziger glaubwürdiger Partner. Europa hat aber ein schwerwiegendes Imageproblem in Israel, denn wir konfrontieren dieses zuverlässige Land nur mit Sanktionen.

Iran dagegen exportiert Terrorstrukturen nach Lateinamerika, Afrika, Nahost natürlich, Asien. Und Iran wird jetzt sehr reich, wenn die Sanktionen aufgehoben werden. Hier gibt es Wissenschaftler. Ist der Iran ein zuverlässiger Partner im Rahmen der Kernenergie?

Keine Unterstützung irgendeines Partners, der nicht absolut zuverlässig und glaubwürdig ist! Das müsste unsere Maßgabe sein. Iran möchte die Atombombe. Wer will das bestreiten? Da sollten wir die Iraner ernst nehmen. Sie sind zu allem in der Lage. Sie wollen den Staat Israel vernichten und mit ihm das jüdische Volk. Das ist nicht verhandelbar. Das ist in keiner Weise verhandelbar, egal, welcher Staat im Nahen Osten dies als Grundforderung gegen Israel stellt.

sreda, 8. julij 2015

Ivo Vajgl (ALDE). – Predgovornik, gospod Danjean, je zelo lucidno analiziral tektonsko krizo, ki jo doživljamo na Bližnjem vzhodu in v Afriki, ampak mislim, da tudi današnja analiza in razgovor o poročilu ne bi bila popolna, če ne bi vendarle priznali, da je ta tektonska kriza posledica verige naših napak in napačnih ocen situacije na tem področju.

Naše iluzije, da bomo na Bližnji vzhod izvozili evropski model demokracije, naše zmote, da smo podpirali vse, ki so nam pripovedovali, da so borci za demokracijo, naše pasivnosti, ko je diktator Bašir brutalno kršil človekove pravice in izvajal genocid v Darfurju, naša lahkomišelnost pri nastajanju države Južni Sudan, naša neučinkovitost pri dialogu o miru med Palestinci in Izraelom, naša napačna ocena arabske pomladi.

Imamo dovolj znanja v Evropi, moramo ga znati izkoristiti za učinkovito politiko.

(Fine della procedura «catch-the-eye»)

Johannes Hahn, Member of the Commission. – Mr President, first of all thank you for your generosity in giving me ten minutes to recover later on. Secondly, I would also like to ask you to pass on my gratitude to the previous Chair, Mrs Lunacek, as she has rightly clarified that the duties and responsibilities of our High Representative include raising her voice if it is necessary. One can disagree about the content, but the fact that she has to raise her voice is, I think, clear and should not be challenged in any way.

Coming back to the debate, I would like warmly to thank you for an extremely constructive debate on the Middle East and North African region (MENA), a region that is most urgently crying out for the attention of the European Union and the whole international community. Despite accelerated transformations after the Arab upheavals in 2011, political, economic and social dynamics in the region prove that democratic transformation can only come after the consolidation of stability, a genuine *conditio sine qua non* for democratisation.

As has been stated, instability has, sadly, become a common feature of the MENA region. Therefore the EU needs to work side by side with our partners to help in this process of change. We must therefore jointly address such a security challenge. By the way, I see Mr Gahler is no longer here but, as he has raised this issue twice today, I would like to clarify – concerning the idea of having a kind of border assistance management on the Tunisian side of the Libyan border – that this is something we will take into account and reflect on. But it also depends, of course, on the agreement of the host country.

But quite honestly, I do not believe we have any choice, as friends, partners and neighbours. With a series of common threats ahead of us, we need to seek overlapping areas of consensus, forging an ever stronger link between the EU and the Arab and Muslim worlds, as well as others in the region. We can say without contradiction that we face regional challenges and that such challenges call for regional solutions and these solutions need to be carried out by, and with, regional actors.

Bilaterally we have, of course, to express respect for diversity. Diversity is the core feature of our European history and it is our strength, but we should also show respect for diversity when we look outside our borders. We need to understand diversity and complexity. All this should be done in a comprehensive manner and not just with a focus on the hard security issue. Together with our partners in the region, we must jointly address the links between security and development, involving civil society in our cultural dialogue and fully respecting human rights standards with a view to widely tackling all horizontal issues, from migration to economic integration. We need to work in both bilateral and regional frameworks across the region. Everyone has a responsibility to contribute and everyone should be given a chance – Muslim, Christian, Jew or non-believer, Sunni or Shia, Arab or Kurd. Only inclusive democracies can navigate such tough times.

Finally, let me reiterate that it is the common understanding of the High Representative, myself and all the other members of the Commission that, when it comes to our neighbourhood – in particular in the Mediterranean – we should be in the driving seat to resolve the problems; we should be there and take care of the situation. Of course we need some allies there, but it should be clear that it is our immediate interest and we should, once again, be the ones who are pushing hopefully sustainable resolutions.

sreda, 8. julij 2015

Vincent Peillon, rapporteur. – Monsieur le Président, tous ceux qui pourraient penser qu'on peut se désintéresser de notre Sud se trompent. Le problème de la stabilité au Sud, c'est aussi le problème de la stabilité chez nous, et tel que nous l'avons abordé, le problème du développement économique, social, humain et démocratique du Sud aura évidemment des retentissements en Europe.

Ceux qui rêvent de faire de l'Union européenne une forteresse seront démentis par l'histoire. Cela n'a pas été comme cela dans le passé, ce n'est pas comme cela dans le présent, ce ne sera pas comme cela dans l'avenir. Nous avons donc, dans notre intérêt propre à nous soucier du Sud.

En ces temps de crise en Europe avec la question grecque, avec le Conseil sur les migrants, il y a quand même un élément d'optimisme dans le travail que nous avons fait, car nous avons évité un certain nombre de banalités ou de répétitions. Nous avons essayé de construire ensemble, et j'en remercie encore les différents rapporteurs fictifs, une vision stratégique commune.

Bien sûr, l'Europe peut se reprocher des choses, mais l'instabilité de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord n'est quand même pas l'unique responsabilité de l'Europe. Et l'Europe est attendue.

J'ai entendu certains dire que l'Union européenne doit avoir sa propre politique, mais ce sont les mêmes qui s'opposent à une politique étrangère et de sécurité commune. La solution, c'est qu'il y ait davantage d'Europe et qu'on accepte une politique étrangère commune. Ce n'est pas encore tout à fait le cas et on voit bien que dans cette zone aussi, un certain nombre d'États européens jouent leur propre partition. Il n'y a pas de politique étrangère commune sans politique de sécurité commune.

Nous avons élaboré ce rapport dans le respect de nos principes et en tenant compte de la multiplicité des facteurs que nous avons évoqués. C'est pour cela que nous devons soutenir les initiatives de la haute représentante et de la Commission. D'abord, plus de générosité envers les migrants. Ce qui a été fait est insuffisant. Le président Juncker l'a rappelé ce matin. Il a raison: nous ne nous en sortons pas comme cela.

Deuxièmement, il faut évidemment davantage d'initiatives politiques et donc de cohérence entre nous. Ce rapport est une modeste contribution, mais nous avons relevé le défi de trouver une pensée commune. Si nous voulons agir ensemble, nous devons d'abord penser ensemble, être intelligents collectivement et définir une stratégie ensemble. Je crois que le résultat est plutôt positif. J'en suis très reconnaissant à tous ceux qui ont collaboré à ce travail, quelle que soit leur place sur l'échiquier politique.

Presidente. – La discussione è chiusa.

La votazione si svolgerà domani, giovedì 9 luglio 2015.

(La seduta, sospesa per qualche istante, è ripresa alle 21.35)

Dichiarazioni scritte (articolo 162)

Miriam Dalli (S&D), in writing. – As I have stated before and will state again, there is no security in Europe without security in the Mediterranean. This is why the EU must contribute all its efforts to help decrease the tension in the Middle East and North Africa by ensuring that its internal and external policies reflect today's realities. We must review our policy action relating to the region to ensure that they reflect the post-Arab Spring environment and concerns of growing terrorism in the area. Terrorism in the MENA area is not simply a regional problem – we have seen that if we continue to ignore the situation in the area this could have dire consequence on the entire world. We have already seen the dangerous consequences of the destabilisation of certain regions due to serious security and humanitarian crisis. That of the horn of Africa region resulted in millions of internally and externally displaced persons and led to a situation where refugees have found themselves living in protracted situations for over three decades. We must not make the mistakes of the past, and we cannot allow the same thing to happen in the MENA region.

György Hölvényi (PPE), írásban. - Továbbra is egységesen kell kiállnunk a közel-keleti térségben növekvő mértékű erőszakkal és a gyilkosságokkal szemben, amelyeket a Dáís hajt végre vallási kisebbségek, így a keresztények ellen is. Az Európai Unió vezető szerepet tölt be a menekültek segélyezésében. Erkölcsi kötelességünk Európában mindemellett, hogy tovább növeljük az üldözöttek védelmére irányuló erőfeszítéseket. A segítségnyújtás hatékonyságát jelentősen növeli, hogy a Dáís által elűldözött keresztény és más őshonos kisebbségek érdekében kritikus fontosságú erőfeszítéseket tesznek a helyi egyházak. Nélkülük már régen az eddigieknél is súlyosabb katasztrófába torkolt volna a szélsőséges iszlám előretörése a Közel-Keleten. Konkrét példákra hivatkozom: több százezer menekült napi gondozásáért vállal felelősséget jelenleg Észak-Irakban a káld katolikus egyház, vagy Szíriában a Jesuit Refugee Service. Mindezt leginkább

sreda, 8. julij 2015

saját forrásokból és nemzetközi egyházi adományokból valósítják meg.

Az egyházak bevált projekteket működtetnek, és közvetlenül érik el a legnagyobb szükséget elszenvedőket. A jelenlegi uniós segélyezési eljárás azonban nem tekinti partnernek a helyi egyházakat, és akadályozza közvetlen részvételüket az európai segélyprojekteken. Elengedhetetlen, hogy az Unió segélyezésért és fejlesztésért felelős intézményei partnerként tekintsenek a professzionális egyházi segélyszervezetekre a humanitárius akciókban. Nem tehetjük meg, hogy a helyzet megoldásából kihagyjuk a leginkább érintetteket. Az uniós döntéshozók sürgős együttgondolkodására van szükség, hogy a helyi partnerekkel közösen kerekedjünk felül a humanitárius válságon.

Ioan Mircea Pașcu (S&D), in writing. – For decades, the Middle East has been dominated by the Arab-Israeli conflict. The Muslim communities in the major EU countries have naturally been affected by these ups and downs, in turn, influencing the diplomatic position of those countries – consequently, of the EU – on the conflict itself and the attempts to find a durable solution to it.

Coupled with the radicalization generated by the current world economic and financial crisis, the number of anti-Semitic manifestations in Western Europe has increased and the official EU positions on the Arab-Israeli conflict got tougher in consequence.

The reality is much more complex: the Middle East and North Africa have become the object of a border-breaking process: Libya, Syria, Iraq and Yemen have now, for all practical reasons, fluctuating borders, nobody knowing how they will look in the future.

The attempts of ISIL – a product of an intra-Muslim bitter conflict – of filling the vacuum thus created is already contributing to the radicalisation of the EU Muslim communities, displacing the old Arab-Israeli conflict as the number one cause of it. Consequently, the EU should revise its traditional perception centred around the latter, refocusing instead on the redrawing of borders in the Arab world.

Janusz Zemke (S&D), na piśmie. – Uważnie przeczytałem sprawozdanie nt. wyzwań w zakresie bezpieczeństwa na Bliskim Wschodzie i w Afryce Północnej, a także perspektyw na stabilność polityczną w tym regionie. Ten liczący 27 stron dokument jest – moim zdaniem – pełen ogólników i sformułowań, z których niestety niewiele wynika.

Słusznie w sprawozdaniu tym stwierdza się, że narasta napięcie w regionie Bliskiego Wschodu i Afryki Północnej, wysoce niepokojące są utrzymujące się konflikty w Syrii, Iraku, Jemenie i Libii. Sytuacja nie poprawiła się także po arabskiej wiosnie, a efekty walki z Państwem Islamskim są słabe. To wszystko jednak wiemy.

Problem polega na tym, że europejska odpowiedź na te zagrożenia jest ciągle niewystarczająca. Zajmujemy się głównie ograniczaniem skutków tego globalnego kryzysu, pomocą dla migrantów, a nie likwidacją źródeł tego rozległego kryzysu. Ponieważ sprawozdanie nie przedstawia precyzyjnych rozwiązań, które poprawiłyby bezpieczeństwo w regionie Bliskiego Wschodu i Afryki Północnej, uważam, że jest to materiał rozczarowujący.

16. Pregled evropske sosedске politike (razprava)

Presidente. – La seduta è ripresa. Ringrazio ancora il Commissario Hahn per il gran lavoro svolto in questa giornata. È presente in Aula da oltre cinque ore, per cui veramente grazie.

L'ordine del giorno reca la relazione di Eduard Kukan, a nome della commissione per gli affari esteri, sulla revisione della politica europea di vicinato ((2015/2002(INI)) (A8-0194/2015).

Eduard Kukan, rapporteur. – Mr President, the European Union needs a more strategic, ambitious and forward-looking neighbourhood policy. Setting this policy right is currently one of the greatest challenges in the EU's external relations. It is in our interest to have a stable, secure, prosperous and democratic neighbourhood. I call therefore in my report for us to go back to basics, to reinforce the creation of an area of prosperity, stability and good neighbourliness.

sreda, 8. julij 2015

We are facing new challenges in our neighbourhood: the crisis in Ukraine, developments in the southern and eastern neighbourhood, migration, terrorism, energy security. In a situation like that, the EU needs to be able to react promptly to changing realities. More than ever, we need a politically- driven neighbourhood policy. The EU needs to show leadership and vision. We need to be aware of the diversity of our neighbourhood but, at the same time, keep the single policy framework.

It is understandable that countries in our neighbourhood have different ambitions and expectations. We need to be ready to differentiate between the partners but expect results in the shape of reforms from those who show a clear interest in closer relations with the EU.

Faced with numerous crises, we need to use our foreign policy instruments in a more flexible way. We should be able to mobilise sufficient resources through our financing instruments. I call, therefore, for this policy review to be reflected in the mid-term review of the external financing instruments. More importantly, our know-how may often be more important than money. We need to look at the possibility of using it more efficiently in processes of state-building, transformation, democratisation or conflict resolution.

Support for democracy, human rights and the rule of law needs to stay at the heart of the reviewed policy. We need to strengthen partnership with the societies in neighbourhood countries and promote the values which are at the core of the Union. The reviewed policy needs to include numerous aspects of security. Therefore, I propose including support for capacity-building and state structures able to deal with the security threats in countries affected.

We also need to strengthen our partners economically. The EU is the model for economic development but also provides the opportunities for neighbouring countries to broaden their markets. Therefore, we have to be open to closer economic integration with our neighbourhood partners.

The EU is a successful project of regional integration and as such should be at the forefront of supporting regional cooperation. We have a great deal of experience which can help our neighbours to work and come closer together. I support strengthening the platforms for such cooperation like the Eastern Partnership and the Union for the Mediterranean, but also cooperation at the lower level of local and regional authorities. As the saying goes, we do not choose our neighbours but we can choose the relations we build with them, so let us do just that.

Johannes Hahn, Member of the Commission. – Mr President, thank you once again for giving me a break; this is old collegiality between Commissioners. I would also like to thank all of you for the opportunity to come and discuss with you the review of the European Neighbourhood Policy (ENP) and I am particularly grateful to Eduard Kukan and also to the shadow rapporteurs for their hard work in bringing together the views of the Committee on Foreign Affairs on such an important issue.

We have just come to the end of our public consultation on the ENP review based on the joint communication we published in March. The Vice-President/High Representative, myself and our teams have held consultations with Member States, national parliaments, partner countries, civil society, social partners, local and regional government, businesses, think tanks and academia. It is not often that Europe's foreign policy is opened up to such a widespread debate. Of course, consultation, views and advice from Parliament have been a key part of this process, and I have greatly appreciated the opportunity for me and also my officials to meet you on several occasions to share information and ideas.

In the consultation there has been a great consensus that events in the eastern neighbourhood and in the southern Mediterranean demand a new approach to the ENP. We need to rethink our approach and put our partnership on a new footing. Your own reflections have underlined the need for greater differentiation in the way we work with partners. This is a principle that has found a positive echo among our partners and with Member States. We need to find the right formula for each of our partners in a way that serves our own interests and theirs. It is clearer now even than it was at the start of the review that we need to work closely with our neighbours on common challenges such as migration, terrorism, extremism and energy security.

This year, 2015, has given us ample proof that this partnership cannot be a one-way street but must be one based on mutual interests and need. Some of these partners are seeking a close integration with us and some do not currently have this aspiration. This is the reality to which we must adapt our policy. We need to identify how we can show our relevance to this diverse range of partners while at the same time remaining true to our fundamentals. Our aim is a prosperous stable neighbourhood. We will continue to support democracy, the rule of law, human rights, and efficient and accountable public institutions as essential ingredients for the neighbourhood we want to see.

sreda, 8. julij 2015

When I visit our partner countries I make a point of ensuring that I visit civil society organisations. I believe that they play an essential role both in ensuring accountability and the fair development of their societies and in providing vital advice to the European Union. Where we have successful cooperation in place we should pursue it, but we will aim to be more responsive and more flexible in how we can support those wrestling with painful reforms. We will work harder to make sure that our support is coordinated so that each country can draw maximum benefit from the help on offer from the EU and its Member States.

Where partner countries want a more focused agenda of cooperation, we should be ready to offer this. I believe there are some key areas that are emerging as the natural focus for some of our partners: economic growth and decent job opportunities, particularly for the young; promoting business links in targeted sectors; circular migration that offers opportunity without draining talent permanently away from home, alongside the continuing efforts to tackle the challenges of irregular migration. We must do all we can to make sure that all our foreign policy and security tools are brought together to help resolve conflict and develop the resilience of our partners. Where we can, we must reach out for partners beyond the neighbourhood who share the EU's interest in stability and development. So I am looking forward to hearing your views on these and other key elements of the review.

Cristian Dan Preda, în numele grupului PPE. – Domnule președinte, aș vrea să încep prin a-l felicita pe colegul meu, Eduard Kukan, pentru un raport excelent! E un raport care analizează limitele politicii europene de vecinătate, cea pe care o avem azi la dispoziție, și propune, de asemenea, o viziune despre ceea ce politica europeană de vecinătate ar trebui să fie. Și cred că aici e principala noastră problemă - avem nevoie de o viziune strategică asupra relației Uniunii cu vecinătatea atât sudică, cât și estică. Ambele se confruntă cu provocări excepționale în termeni economici, politici, de securitate și, pentru a putea răspunde acestor provocări, politica de vecinătate trebuie să fie strategică, focalizată, flexibilă, coerentă și să aibă o clară direcție politică.

În particular, cred că trebuie să avem o coordonare foarte bună între politica noastră externă și de securitate și, respectiv, politica de vecinătate. Avem nevoie, altfel spus, de un calibraj fin al principiilor diferențierii și, respectiv, *more for more*. Partenerii noștri care își doresc un nivel avansat de angajare cu Uniunea și care fac eforturi pe calea reformelor – asemenea Moldovei – trebuie să fie răsplătiți. Perspectiva de a deveni membru al Uniunii e cel mai important catalizator al reformelor. Nu trebuie să uităm acest lucru.

Pe de altă parte, susținerea democrației, a statului de drept, a bunei guvernări trebuie să fie nucleul de forță al politicii europene revizuite. A avea o viziune despre politica europeană de vecinătate nu e suficient. E nevoie de resurse care să corespundă ambițiilor noastre pentru a ne angaja cu adevărat mai mult în politica de vecinătate. Numai în acest fel vom avea o politică efecace – în fond, un lucru indispensabil pentru politica externă credibilă pe care ne-o dorim.

Andi Cristea, on behalf of the S&D Group. – Mr President, our neighbourhood is less stable than ever before, and the divergence of aspirations of our partners has never been greater. It is clear that we need to rethink our policy. Looking at the security dimension today, conflicts are a reality to both the east and the south. So far we have decoupled the security issue from everything else, but security – even if outside the remit of the ENP – has an impact on the building of a well-functioning state and associated reforms. We need closer coordination between the ENP, the CFCP, the CSDP and development policy. The EU needs an approach which mobilises all available instruments and resources in a coherent way.

On the issue of ambitions and membership perspectives, countries to the east have made radically different choices on their relations with the EU. We have to acknowledge this important change, and this can only mean one thing: we need to do more for those which have real and tangible European ambitions and have decided on the European path.

This report also establishes a strong position on the false dilemma between values and interests. Democracy, the rule of law and human rights are in the interest of neighbouring societies as much as our own in terms of stability, security and prosperity. The social, labour and gender dimensions of the ENP have a crucial role to play in this regard.

sreda, 8. julij 2015

Let me conclude by thanking the rapporteur and colleagues. We were able to build convergence on the way ahead, and I am confident that, with tomorrow's vote, we will be sending to the Commission a strong and ambitious text.

Marek Jurek, w imieniu grupy ECR. – Panie Przewodniczący! Wielki polski pisarz polityczny i premier naszego rządu Stanisław Mackiewicz mówił, że polityka to jest sztuka odróżniania rzeczy ważnych od nieważnych. Zasadniczym priorytetem naszej polityki sąsiedztwa musi być umacnianie niepodległości i narodowego charakteru państw, które powstały na wschodzie Europy po rozpadzie Związku Sowieckiego. Oczywiście ktoś powie, że to jest jeden z dwóch głównych, a nie jedyny kierunek polityki sąsiedztwa, ale polityka, która nie potrafi wybrać i wskazać priorytetu, w ogóle polityką nie jest.

Mamy wiele do zrobienia nie tylko w sferze politycznej; umocnienie niepodległości Ukrainy to również problem odrodzenia jej kultury, umocnienie niepodległości Gruzji to problem rządów prawa, nie mówiąc o Białorusi, gdzie w ogóle toczy się walka o język narodowy. Jeżeli nie będziemy potrafili podjąć się tych zadań, tak naprawdę nie wypełnimy celów, które stawiamy przed sobą, mówiąc o polityce sąsiedztwa.

Petras Auštrevičius, on behalf of the ALDE Group. – Mr President, first of all I would like to congratulate our colleague, Eduard Kukan, on his report and thank him for his work. I really enjoyed working as co-shadow from the ALDE Group. As a result, we now have serious input from Parliament into the review process to be finalised by the Commission and the External Action Service.

The European Union's neighbourhood today is more complex, challenging and fragmented than ever. It would not be fair to blame the Neighbourhood Policy for all this. The European Neighbourhood Policy (ENP) was the right and timely response after the EU enlargement and accomplished a lot, in Eastern Europe in particular. Equally, we need a right and solid response at this stage.

With all the positive things that I have to say regarding our joint work on the report, I must say, however, that I had wished for a more clear conceptual split into two dimensions of the European Neighbourhood Policy – the Eastern Partnership and the Southern Neighbourhood. I remain convinced that these two dimensions should be separated and allowed to develop in their own distinct direction and with no rivalry whatsoever. This split is dictated by reality on the ground and the processes that take place.

Nevertheless, when it comes to the main principles of our new neighbourhood policy and our report, I believe that the ENP has to be ambitious, proactive and policy-driven in the first place. Anything else would be seen as the EU's withdrawal, and this area would be used as a playing field for third countries, the neighbours of our neighbours right on our doorstep – the doorstep where our security, as well as insecurity, is placed. As we all agree, the differentiation principle is becoming key in the ENP.

For countries in conflict, the EU should focus on conflict resolution, humanitarian work, migration and refugee challenges.

The second group of our neighbours is those which currently have less interest in closer relations or in making long-term reforms. Here I believe the EU should place greater emphasis on better governance and building sustainable, democratic and stable countries.

The third group of our partners are those seeking an advanced level of engagement with the EU. These are Georgia, Moldova and Ukraine, our associated members. It is clear that they are far from ready for membership today and that they need to focus very seriously on implementation of the Association Agreements. We cannot deny their membership perspective in the long term. The Association Agreements are clearly not the final step in relations between the EU and these advanced neighbours. This is certainly in the EU's interest.

Helmut Scholz, im Namen der GUE/NGL-Fraktion. – Herr Präsident, Herr Kommissar, liebe Kolleginnen und Kollegen! Mit ihrem Diskussionspapier zur Neuausrichtung der Nachbarschaftspolitik hat die Kommission richtige Fragen aufgeworfen, zum Beispiel die nach der Berücksichtigung der gesellschaftlichen Bedingungen und Interessen der Partnerländer oder die nach der Einbindung der Nachbarn der Nachbarn. Sie konstatiert mit ihrem Papier auch indirekt das Scheitern des bisherigen Konzepts der EU-Politik in der unmittelbaren Nachbarschaft – in beide Richtungen, nach Süden wie nach Osten. Zweifellos ein Stück Realpolitik in der Fragestellung, vor deren schlüssiger Beantwortung sich allerdings der AFET-Ausschuss entgegen dem Ausgangspunkt des Berichtstatters im Arbeitsdokument des Herrn Kollegen Kukan weggeduckt hat, als sähe die Mehrheit des Ausschusses das bisherige Scheitern der Nachbarschaftspolitik nicht oder unzureichend und wolle in der geliebten Routine von Standardberichten und —debatten verharren.

sreda, 8. julij 2015

Ich bin für ein Anknüpfen an die konkreten gesellschaftlichen Bedingungen der Partner an die dortigen Entwicklungen, die begleitet sind von enormen gesellschaftlichen und kulturellen Herausforderungen. Begleitet von nationalen, ethnischen, religiösen und ideologischen Widersprüchen, von gravierenden sozialen Problemen, Arbeitslosigkeit und Armut, von erheblicher Abwanderung qualifizierter Menschen aus den Nachbarländern.

Die unverändert weitverbreitete Korruption, die das Wirtschafts- und gesellschaftliche Zusammenleben der Staaten zerfrisst und das letzte Vertrauen der Menschen in staatliche Strukturen nur weiter aushöhlt, sowie die anderen Menschenrechtsverletzungen erfordern den grundlegenden Strategiewechsel der europäischen Nachbarschaftspolitik.

Als Beispiel sei genannt im Osten die Situation in der und um die Ukraine, die eingefrorenen Konflikte zum Beispiel in Transnistrien, Abchasien und Bergkarabach. Damit erübrigen sich aber genau die Politikstandards und ihre Konditionalisierung, wie sie im Bericht mantrahaft fortgedacht sind.

Ich bin auch für den Ansatz eines Interessenausgleichs mit den Ländern der Nachbarschaft als Grundlage der ENP sowie für die Einbeziehung von deren Nachbarn. Das wiederum würde uns zurückführen zu den in der Schlussakte von Helsinki verabredeten Völkerrechtsnormen der Zusammenarbeit, und zwar in ihrer Komplexität der politischen, wirtschaftlichen, kulturellen und menschenrechtlichen Dimension.

Als Antwort auf Ihre Fragen in der Konsultation, Herr Kommissar, meine ich, sollten wir auch im Rahmen der ENP entschlossen den Weg in Richtung einer KSZE beziehungsweise OSZE 2.0 einschlagen und dafür konstruktive und gegenseitig annehmbare Vorschläge unterbreiten. Warum nicht endlich konsequent einen Neuanfang wagen?

Die Politik gegenüber der Nachbarschaft muss Teil des auswärtigen Wirkens der EU sein, das sich an dem Erfordernis einer Zusammenarbeit zum gegenseitigen Vorteil ausrichtet und nicht nach der Logik allein eines Binnenmarkts abgewickelt wird.

Tamás Meszerics, *on behalf of the Verts/ALE Group*. – Mr President, first of all I would like to thank Mr Kukan for the exemplary collegial and cooperative attitude with which he steered through a difficult and wide-ranging report. I personally enjoyed our work immensely and I thank you for that, Mr Kukan, together with the shadow rapporteurs.

I rarely enjoy the luxury of two-and-a-half minutes' leisurely time, but nevertheless I want to concentrate on one aspect which unfortunately was left out of the report. I would like to try to convince those who are still with me on the merits of it. We are all supportive of differentiation, flexibility, efficacy and coherence in our policies towards our neighbours. This is natural for us as well. We offer our full support for all measures that could strengthen our common policies. However, the valued principle of 'more for more' squares badly with conditionality and coherence once we observe that some of our neighbours happen to backtrack on development towards democracy.

What are the options that we are left with if one of the neighbouring countries happens to imprison some political opponents or threaten them with the death penalty? As much as we like soft power – and its best expression is 'more for more', and we agree on that – unless we are able to say that we are going to offer less for less if backtracking takes place, then our policies are not going to be highly coherent. This is very important because our neighbourhood policies, as the report itself shows, have produced mixed results at best in the last couple of years. The failed state of Libya and the less-than-half success of the Eastern Partnership show that the new challenges in our immediate environment need new responses. These new responses are enumerated in the report and we offer support for all those measures. I would like to end by asking colleagues to support this report with their votes.

James Carver, *on behalf of the EFDD Group*. – Mr President, the European Neighbourhood Policy (ENP), on the surface, claims to have aims of fostering peace, democracy and human rights in the European Union's neighbouring countries. Whilst this is a noble aim, western intervention, as we already know, has hardly worked wonders in either the Middle East, Ukraine or North Africa. The ENP essentially amounts to the European Union using hard-pressed taxpayers' money to foster – or, as some might even say, buy – influence to move countries closer to European Union membership.

sreda, 8. julij 2015

With a cost of EUR 15.4 billion, might I respectfully suggest that, rather than looking outwards – and bearing in mind the current situation in Greece, which we have all heard about with vested interest today in Parliament – instead, the European Union would do better to put its own house in order first before seeking to expand its tentacles further.

Andrej Plenković (PPE). – Gospodine predsjedniče, gospodine povjereniče Johannes, prije svega hvala vam na uvodnom izlaganju i na predavljanju politike susjedstva, reforme koju radite, rekao bih, cijelu ovu godinu. Ali za cijeli vaš mandat i za naslijeđe vašeg mandata na dužnosti povjerenika za proširenje i susjedstvo još jednom ću ponoviti: vjerodostojnost vanjske politike Europske unije kao globalnog aktera doslovno se lomi na našoj učinkovitosti u našem najbližem susjedstvu, bilo da je riječ o istočnom susjedstvu ili Sredozemlju pa evo i Bliskom istoku, kao što smo malo prije govorili na točki ranije.

Zahvaljujem mom prijatelju i kolegi Eduardu Kukanu na predanom radu u izradi ovoga izvješća, koje je glavni dokument kojim mi, Parlament, dajemo doprinos vašem procesu konzultacije i reviziji politike susjedstva koju radite i koja će, nadam se, biti završena ove jeseni.

Ono što mi se čini ključnim i za što možemo reći da smo naučili svojevrstne lekcije u proteklih 10-15 godina, individualni je pristup svakoj od zemalja koje su uključene u susjedsku politiku Europske unije. Vrlo su specifične krize koje danas pogađaju i istok i Mediteran. Glede Istočnog partnerstva čini mi se da je diferencijacija vrlo jasna. Moramo podržati ambiciju onih zemalja koje žele prema Europskoj uniji i razumjeti da druge zemlje u ovom trenutku taj izbor nisu napravile. Ali to ne znači da ne trebamo staviti na raspolaganje naše instrumente, ugovorne ili financijske, da se ti odnosi i povjerenje poboljšaju.

Kada je riječ o južnom susjedstvu vrlo sam sklon tome da pokušamo, unatoč teškim okolnostima, reaktivirati na određeni način Uniju za Mediteran, koja je bila jedna kvalitetna i dobra ideja, ali u smislu zastoja bliskoistočnog mirovnog procesa ili nove krize, nije joj omogućeno da se razvije. U tom pogledu, povjereniče Hahn, uz ovo izvješće kolege Kukana, imat ćete našu potporu da ova politika postane snažan alat vanjske politike Europske unije.

Richard Howitt (S&D). – Mr President, announcing the review of neighbourhood policy, High Representative/Vice-President Mogherini said 'our region is in flames'. In this debate, we are saying that we must not only continue trying to extinguish the flames, but we must also be better at stopping the fire from starting in the first place.

It is true to say that, in the past, Europe has too often made the assumption that there would be steady, if sometimes slow, trends towards modernisation, reform and democratic development in our neighbourhood. But what we have seen, whether in Ukraine or in the stalled Arab uprisings, are sudden shocks and reverses which require Europe's neighbourhood policy to have a much greater emphasis on and capacity for fast-moving political intervention and diplomacy. We also recognise that five of the six eastern partners are now confronted with unresolved or frozen conflicts, which require such intervention too.

I support some of the principles emerging from the review. For countries which themselves choose to come closer to the EU – Georgia, Moldova, Ukraine, Tunisia and Morocco – yes, let us intensify our relations in a more differentiated approach, recognising the challenges that they still face. We say we want more people-to-people contact, more public diplomacy and more civil society dialogue. Frankly, we also need a sea change to massively increase this element of the policy compared to the past.

'More for more' is a good policy which should be maintained, but let us recognise that the incentives which we offered were insufficient. And, as we have just heard, the revised policy must also address the challenge of 'less for less'. We need to be self-aware when we say at the same time that we want more partnership and local ownership but also that we want a better, more focused, defence of European interests and values.

But I do have some fears that the journey from Vilnius to Riga means that this review is actually cover for reducing the ambition behind our European Neighbourhood Policy, and that so-called enlargement fatigue means there is a retrenchment of membership prospects for the countries in our neighbourhood. Both of these dangers must be resisted.

sreda, 8. julij 2015

So often I hear colleagues in this Chamber advocate a strong European common foreign and security policy, with Europe as a global player. The truth is that there can never be true respect for Europe's global role if we cannot play a more dynamic and effective role in dealing with the problems of our very own neighbourhood. That is an argument for a more ambitious neighbourhood policy. Commissioner, you will have our support if this is the choice you make.

Finally, we have let down those brave protesters on the Maidan. There are people in that country, and across the neighbourhood, who look to us in Europe. We should have the same high expectations of ourselves as those people have of us.

Tomasz Piotr Poręba (ECR). – Panie Przewodniczący! Panie Komisarzu! Kiedy tworzona była europejska polityka sąsiedztwa, sytuacja na wschodzie czy południu Europy była zupełnie inna niż dzisiaj. Na Wschodzie mamy do czynienia z wojną hybrydową prowadzoną przez Rosję przeciwko Ukrainie oraz byliśmy świadkami aneksji Krymu. Rosjanie również aktywnie grają na konflikty w przypadku Gruzji i Mołdawii, gdzie są albo czynną stroną, albo prowadzą taką politykę, którą wykorzystują do własnych politycznych celów. A na Południu mamy do czynienia z konfliktem w Syrii oraz ofensywą ISIS – barbarzyńskiej organizacji opanowującej coraz większe terytoria.

Dlatego dzisiaj, kiedy debatujemy o reformie polityki sąsiedztwa, powinniśmy robić wszystko, aby utrzymać po pierwsze zdecydowane spójne i asertywne stanowisko Unii Europejskiej wobec Moskwy i bronić naszych interesów, zarówno na Wschodzie, jak i na Południu, ale aby tak się stało potrzebna jest znacznie bardziej aktywna i skuteczniejsza unijna dyplomacja, działalność unijnej dyplomacji, o co z tego miejsca apeluję i o co z tego miejsca proszę.

Javier Couso Permuy (GUE/NGL). – Señor Presidente, era necesaria una revisión de la política de vecindad. Su fracaso es evidente. Hubo momentos en los cuales pensábamos que iba en una gran dirección, pero creemos que, al final, no ha sido así. Seguimos con una visión eurocéntrica y asimétrica. Nuestro modelo de democracia es el mejor y el que hay que imponer, y seguimos manteniendo ausencia de autocritica sobre el papel de la Unión Europea. Por no hablar del enfoque de los incentivos, la recompensa a nuestros socios eficaces o a aquellos que hagan las reformas que nosotros queremos. Tiene un tufillo neocolonial.

La Unión Europea sigue buscando una estabilidad basada en las relaciones con las élites políticas, a las que perdonamos cualquier cosa con tal de mantener esa estabilidad. Muchas veces esa estabilidad es la *pax romana*, la paz de los cementerios. Tenemos una política europea de seguridad común subordinada a las políticas de los Estados Unidos y de la OTAN, y sí, se habla de desestabilización en nuestra vecindad, pero no llegamos a referirnos a nuestra responsabilidad. Y la tenemos, por desgracia: las intervenciones o la venta de armas a determinados regímenes. Podemos hablar de Libia: acción unilateral, improvisada y que ha contribuido a crear un caos total en la región. ¿Qué tenemos ahora mismo? Tenemos un Estado fallido, dos Gobiernos. Y queremos tirar por los atajos, los atajos bélicos, los atajos represivos. Y nosotros pensamos que se debe seguir con los esfuerzos regionales. Hay que contar con los vecinos, con Argelia y con Túnez, para apoyar un diálogo nacional y seguir apoyando también al Enviado Especial de las Naciones Unidas.

Siria: jugamos a ser dioses, otra vez. Desestabilizamos el país y contribuimos al surgimiento del mayor grupo terrorista que amenaza no solo a toda la región, sino también a nosotros: el Daesh, que ocupa partes de Siria y partes de Irak. Ya es hora de trabajar con el Gobierno sirio y en clave regional. Hay que hacer caso al señor de Mistura y presionar a nuestros aliados, esos de los que hablábamos antes, Arabia Saudí o Turquía, por desgracia, demasiado laxos con estos terroristas. No se puede acabar con ningún grupo terrorista solo con bombardeos.

Y, por último lugar, para ir acabando, nos da mucha pena que haya desaparecido el Sáhara Occidental y, por contra, se hable de Marruecos en estos términos. Porque Marruecos es el principal receptor de fondos de la política europea de vecindad de la Unión Europea, pero, en cambio, no se habla de la ocupación del Sáhara Occidental. Ningún Estado del mundo reconoce la soberanía de Marruecos sobre el Sáhara Occidental y la Unión Europea, por desgracia, sigue siendo *de facto* cómplice y colaboradora de la ocupación marroquí.

sreda, 8. julij 2015

Ernest Urtasun (Verts/ALE). – Señor Presidente, yo creo que es muy evidente que los instrumentos de vecindad de los cuales se había dotado la Unión Europea no eran suficientes y no funcionaban bien, y no fuimos capaces de reaccionar cuando en el sur se produjeron las revoluciones árabes. Yo creo que eso es muy evidente.

También debemos hacer una reflexión acerca de cómo han ido a lo largo de todos estos años nuestras relaciones, y yo creo que hay un pilar que debemos abordar de forma absolutamente crucial, que es el hecho de que tenemos unos acuerdos comerciales con estos países que han dañado el desarrollo económico de todo el sur del Mediterráneo. Yo creo que eso es una cosa sobre la que como europeos debemos hacer absolutamente autocrítica.

La revisión de la política europea de vecindad yo creo que es crucial. Debemos ver todas estas cosas. A nosotros, evidentemente, nos preocupa, por ejemplo, que no dejemos abandonados a todos aquellos jóvenes que durante tantos meses y durante incluso años han estado en la calle. A mí me preocupa particularmente que en Egipto haya una regresión de lo que había sido una aspiración democrática, una cierta vuelta de un régimen totalitario, y que no seamos capaces de reaccionar ante eso, que nos acomodemos y que no lo afrontemos.

Y también quiero decir que me preocupa la situación en Túnez. Yo creo que debemos ser capaces de hacer una política en estos momentos que permita que la transición democrática y que la consolidación democrática de Túnez funcione.

Y, finalmente, termino diciendo que debemos ver un poco también cómo funcionan nuestros instrumentos, ser capaces de mejorar esos instrumentos, y, desde este punto de vista, quiero remarcar el papel que debe jugar, sin duda, la Secretaría de la UPM —en Barcelona— y que examinemos todos los proyectos que está desarrollando, ya sea en materia de energía o en materia de apoyo a la sociedad civil, y cómo pueden encajar con la dimensión regional de la política de vecindad. Porque tenemos en estos momentos demasiada duplicación de instrumentos y este es uno muy central, por el cual yo creo que debemos apostar y trabajar. Con esta última reflexión desearía terminar mi intervención.

Francisco José Millán Mon (PPE). – Señor Presidente, yo quiero destacar la importancia de la política de vecindad y lo oportuno de este informe del señor Kukan, a quien quiero felicitar. Porque en él podrá encontrar, señor Comisario —como la señora Mogherini también—, respuestas a los interrogantes que plantearon en la comunicación o cuestionario que lanzaron hace unos meses con vistas a la actualización de la política de vecindad.

Creo que es necesaria una política de vecindad ambiciosa, entendida como un compromiso estratégico a largo y medio plazo, no una mera gestión de crisis; una política de vecindad realista, diferenciada según los países, en diálogo con ellos, no impuesta. En este sentido, por ejemplo, celebro la reciente reunión en Barcelona —si recuerdo bien, fue en abril— de los Ministros de Exteriores de los países de la vecindad sur con los países de la Unión Europea. Lo lamentable es que haya tardado siete años. Necesitamos también una política de vecindad que tenga en cuenta los intereses de las partes implicadas, sus necesidades, sin olvidar, desde luego, ni nuestros valores ni, lógicamente, nuestros intereses.

Estamos en un momento crucial de nuestra vecindad. Ya se ha dicho: tanto en el este como en el sur tenemos escenarios muy complejos. Tenemos que ser activos, disponer de instrumentos y medios suficientes, dialogar —insisto— con los países vecinos y ayudarles, a menudo, en el plano institucional, pues sus estructuras, generalmente, sus estructuras institucionales o políticas, son débiles o insuficientes.

Yo creo que tenemos que tener una visión no puramente defensiva de la vecindad. Somos interdependientes, su seguridad y su prosperidad también es la nuestra. Muchos de estos países disponen de una población joven y abundan en recursos, también energéticos. Los necesitamos. Y, por ende, soy partidario de una visión también positiva de la vecindad. No nos podemos dejar llevar ni por el pesimismo ni por los graves problemas que afectan ahora a estas regiones vecinas.

Finalmente, debemos fortalecer las instituciones de las que nos hemos dotado. Me estoy refiriendo a la Unión para el Mediterráneo, a la Asociación Oriental y a otras estructuras regionales y subregionales. Afortunadamente, muchas de estas ideas están en el informe, en el buen informe de mi buen amigo y compañero, el señor Kukan, y, por eso, quiero felicitarlo de nuevo.

sreda, 8. julij 2015

Kati Piri (S&D). — Graag wil ik eerst de rapporteur, de heer Kukan, bedanken voor een resolutie die veel terechte punten bevat, waaronder de hard nodige differentiatie, de noodzaak van een meer politieke en minder technocratische visie op het Europees nabuurschapsbeleid en het centraal stellen van de Europese waarden van democratie, rechtsstaatelijkheid en mensenrechten, zonder dubbele standaarden.

Het belangrijkste is dat deze resolutie bekrachtigt dat het EU-beleid ten goede moet komen aan de bevolkingen van onze buurlanden en niet aan de politieke elite aldaar. Het mag evenmin alleen maar ingegeven zijn door eigenbelang, zoals het tegenhouden van vluchtelingen. We eisen hervormingen van de rechtsstaat en garanties voor mensenrechten om de simpele reden dat de bevolking beter af is in een rechtvaardig en goed bestuurd land. Voor de landen Oekraïne, Georgië en Moldavië, waarmee we associatieovereenkomsten hebben getekend, is dit zelfs een plicht. Deze akkoorden gaan verder dan alleen handel drijven. Ze hebben ook een belangrijke politieke component.

Sommige politici pleiten ervoor om het nabuurschapsbeleid alleen als een geopolitiek instrument in te zetten. Zij willen foute regimes een hand boven het hoofd houden en wegkijken als fundamentele rechten geschonden worden. Zij zijn niet zo streng met het eisen van afgesproken hervormingen. Het geopolitieke doel van stabiliteit in een onrustige regio, het bestrijden van terrorisme of het terugdringen van Russische invloed heiligt in deze visie het middel, namelijk een oogje dichtknijpen voor misstanden zoals selectieve rechtspraak, nepotisme of mensenrechtenschendingen. Voor een geloofwaardig nabuurschapsbeleid is een politieke visie nodig die niet louter door geopolitiek wordt ingegeven en niet louter van invloedssferen uitgaat.

Neem Oekraïne, een land dat onze steun volop verdient en waar ook de bevolking te kennen gegeven heeft zich naar EU-maatstaven te willen hervormen. In deze moeilijke tijden voor het land is het belangrijk dat de Europese Unie klaar staat om te helpen. Ik ben ervan overtuigd dat dit niet per se het best gebeurt met enorme sommen geld, met spierballentaal jegens Rusland of met onrealistische beloften over toetreding tot de EU of de NAVO. Het beste wat Europa kan doen, is de regering in Kiev bij de les houden, ervoor zorgen dat gemaakte afspraken worden nagekomen, en eindelijk die hervormingen erdoor krijgen die het land zo hard nodig heeft en waar ook de Oekraïense bevolking naar verlangt. Het nieuwe beleid moet dus ambitieus zijn.

Wat ik commissaris Hahn vanavond wil meegeven, is dit: de gemeenschappelijke waarden waar het Europees nabuurschapsbeleid op gebouwd is, namelijk respect voor mensenrechten en de rechtsstaat, mogen niet ondersneeuwen onder druk van geopolitieke belangen.

Ангел Джамбазки (ECR). — Г-н Председател, уважаеми г-н Комисар, уважаеми колеги, както е известно, създадената през 2004 година Европейска политика за съседство има за цел да предотврати появата на нови разделителни линии между разширения Европейски съюз и съседните му държави. Тук е редът и мястото да поздравя и докладчика Кукан за начинанието и за положения труд по този доклад.

За съжаление обаче можем да кажем, че не това се случва в момента. На изток и на юг от Европа има пълен разпад на държавите, като типични примери за това са Либия, Египет, Сирия, Ирак. Там се създават нови разделителни линии, при които става въпрос за ценности. На християнските ценности на европейските нации, или да речем европейските ценности, се противопоставя все по-агресивният и набиращ сила радикален салафистки ислямизъм.

Не може да бъде пропусната и огромната мигрантска вълна, която залива Гърция, Испания, Италия и България. Тази вълна от нелегални имигранти ще възпрепятства икономическия просперитет и заплашва стабилността и сигурността на държавите членки.

На североизток наблюдаваме същия процес: държавата Украйна е в тежка политическа, икономическа и хуманитарна криза. На нейната територия се изгражда нова разделителна линия, която отново ни връща в годините на студената война. По този начин стои въпросът и с държавите Грузия, Армения, Молдова, изобщо Черноморския басейн.

В тази ситуация смятам, че Европейският съюз трябва да преосмисли своята политика на съседство. Важното е Съюзът да вземе активно участие и активна роля в разпадналите се държави от арабската пролет и по този начин ще осигури и мира, и благоденствието на държавите членки в Европейския съюз и съседните държави.

sreda, 8. julij 2015

Inês Cristina Zuber (GUE/NGL). – Senhor Presidente, há um provérbio português no meu país que diz o seguinte: a quem quer mal ao vizinho o seu vem pelo caminho. Ou seja, quando fazemos mal aos nossos vizinhos, sofremos consequências com isso. E, de facto, a União Europeia não pode ser considerada uma vizinha desejável para ninguém. Porque um vizinho que olha para o outro apenas na perspetiva do próprio interesse não pode ser um bom vizinho.

Como seria de esperar, este relatório defende o reforço da associação entre a política de vizinhança da União Europeia e a política externa e de segurança comum e a política de segurança e defesa comum. A perspetiva desta política é cada vez mais a intervenção militarista. Curiosamente, e cito: «em nome de um papel mais ativo na resolução pacífica dos conflitos em curso». O que não pode deixar de ter a sua piada, não fosse a própria intervenção militar da União Europeia, e as intervenções ingerencistas da União Europeia, a própria causa de tantos conflitos em curso. Ou não foram os países da União Europeia que forneceram material de guerra e apoios e financiamento ao denominado Exército Livre Sírio, quando neste Parlamento nos lembramos se dizia em histeria que tudo se deveria fazer, tudo, para acabar com Assad? Exato, foi com esse apoio que se criou um monstro hoje conhecido por Estado Islâmico, uma ameaça terrorista para esses países, mas também para os países da União Europeia. Ou não foi também a preciosa ajuda da União Europeia ao povo líbio para acabar com o regime, através de uma intervenção armada externa, que acabou não só com a vida de muitos líbios, mas também com a estabilidade do país, que criou um não-Estado dominado por mercenários sem leis, no caos e na violência mais atroz? Ou não foi a mais recente ajuda da União Europeia ao povo ucraniano através do instigamento do conflito que provocou a divisão de um país?

Uma política de vizinhança que tivesse um real interesse no outro criava condições para que esse outro se desenvolvesse. Nestes países certamente se pensará que, com vizinhos destes, mais vale estarmos sozinhos.

Bronis Ropė (Verts/ALE). – Europos kaimynystės politika buvo sukurta tikslu, įvardintu dar 2002 m. kaip saugumo ir stabilumo zonos aplink Europos Sąjungą sukūrimas. Pranešime pažymėta, kad kaimynystės politikai skiriame labai mažai lėšų palyginus su pinigais, leidžiamais trečiosiose šalyse. Ar mes jau sukūrėme saugumo, stabilumo ir gero valdymo zoną aplink Europos Sąjungą? Peržiūrėtoji kaimynystės politika turi pasiūlyti plačias bendradarbiavimo galimybes visoms kaimynėms. Tai turi būti ir finansinė parama, ir galimybės naudotis Europos Sąjungos mokslinių tyrimų, pramonės pasiekimais, ir atvirumas žmogiškiems ryšiams. Na, svarbiausia, žinoma, palengvintas vizų režimas, ypatingai jaunimui, menininkams, mokslininkams. Siūlau greičiau spręsti bevizį režimą Ukrainos ir Gruzijos žmonėms. Žinoma, Europos Sąjungos atvirumas turi priklausyti nuo politinio sąlygiškumo – kuo labiau kaimyninė valstybė bus demokratinė, laisva, kuo labiau joje veikia rinkos ekonomika, tuo didesnes galimybes mes jai turime atverti. Tačiau svarbiausia nepamirškime, kad kaimynystės politika yra sukurta mūsų kaimynėms. Yra posakis, kad geras kaimynas svarbiau už gimines. Todėl kaimynystės politika turi būti deramai finansuojama, priešingu atveju mes rizikuojame ir toliau sukli galvas, kaip spręsti konfliktus kaimyninėse šalyse ar kur dėti vis didėjančius pabėgėlių srautus.

David McAllister (PPE). – Herr Präsident! Herr Tajani, meine sehr verehrten Damen, meine sehr geehrten Herren! Ich möchte zunächst auch meinem Fraktionskollegen und Freund Eduard Kukan sehr herzlich für diesen herausragenden Bericht danken.

Wie viele meiner Vorredner bin auch ich der Meinung, dass die Nachbarschaftspolitik der Europäischen Union dem ehrgeizigen Anspruch des Artikels 8 des Vertrages noch nicht gerecht wird. Gleichzeitig zeigen die Probleme an den Grenzen der Europäischen Union, wie richtig und zugleich wichtig es hier bleibt, weiterhin auf eine gute und vor allem friedliche Nachbarschaft hinarbeiten. Um die ehrgeizigen Ziele des Artikels 8 zu erreichen, sind nach meiner Auffassung drei Punkte von besonderer Bedeutung, und darauf geht der Bericht ja auch ausdrücklich ein.

Erstens: Die unmittelbare Nachbarschaft der Europäischen Union muss in unserem ureigenen Interesse ein strategischer Schwerpunkt der auswärtigen Politik der Europäischen Union bleiben.

Zweitens: Die Zusammenarbeit mit der Zivilgesellschaft in den Partnerländern der Nachbarschaftspolitik hat einen ganz zentralen Stellenwert, denn ihre Vertreter und Organisationen sind mitentscheidend für den Aufbau demokratischer und rechtsstaatlicher Strukturen.

sreda, 8. julij 2015

Drittens: Jedes Land erfordert ein maßgeschneidertes Konzept. Nicht alle Partnerstaaten der ENP wollen oder können sich in der gleichen Geschwindigkeit und in den gleichen Politikfeldern an die Europäische Union annähern.

Dieser Bericht des Kollegen Kukan leistet einen wertvollen Beitrag, dass die europäische Nachbarschaftspolitik Demokratie und Rechtsstaatlichkeit in unseren Partnerländern weiterhin unterstützen kann.

Andrejs Mamikins (S&D). – Priekšsēdētāja kungs, godātais komisār, kolēģi! Pirmkārt, es arī gribu pateikties kolēģim Kukan kungam par sagatavoto ziņojumu, bet arī gribu vērst jūsu uzmanību uz to, ka pēdējā laikā ir kļuvis acīmredzams, ka esošā Eiropas kaimiņattiecību politika nespēj adekvāti un ātri reaģēt uz strauji mainīgajiem apstākļiem. Tieši tāpēc ir nepieciešama diferencēta pieeja un katras valsts vajadzībām pielāgota politika. Es uzskatu, ka jāmaina arī attieksme. Mēs sadarbojamies ar līdzvērtīgiem partneriem, un dažreiz tonis un attieksme aizvairo mūsu partnerus. Dažreiz rodas tāds priekšstats, ka šī programma ir vajadzīga tikai mūsu partneriem, bet Eiropa Savienība nodarbojas ar labdarību. Tā tas nav. Piemēram, kas visvairāk ieinteresēts, lai būtu sadarbība robežu jautājumā — lai ES teritorijā neiebrauktu nelegālie migranti un neievestu kontrabandu, — mēs vai viņi? Sadarbība ekoloģijas jautājumā — vai tiešām varam uzskatīt, ka mūsu stiprās robežas pasargās mūs no ekoloģiskas katastrofas, kas varētu notikt kaimiņu valstī? Tāpēc es uzskatu, kolēģi, ka vajadzētu Eiropas kaimiņattiecību politikas ietvaros sadarboties ar visiem kaimiņiem, diferencējot šīs attiecības gan resursu, gan citu paredzētu stimulu veidā. Paldies!

László Tőkés (PPE). – Elnök Úr, ifjúkori, politikai természetű emlékeim közé tartozik az 1975-ös helsinki konferencia, mely útjára indította az európai enyhülés folyamatát, és szinte forradalminak nevezhető változások elindítója lett az emberi és kisebbségi jogok területén. A 40 éve kezdődött helsinki folyamat egyenes úton vezetett a szovjet kommunizmus bukásához, ennek nyomán pedig a vasfüggöny lebontásához és a demokratikus Európa mai egységének a kialakulásához. Furcsa fintora a sorsnak, hogy a korszakos helsinki záróokmány mostani évfordulóján az EBESZ-alapítók közé tartozó Oroszország nem ünnepelhet együtt a többi alapítóval. A béke, a biztonság, a párbeszéd és az együttműködés terén súlyos visszaesést tapasztalunk, mint ahogyan időközben az európai szomszédság politika kezdeti, biztató eredményei is visszajukra fordultak. A visszahúzó szovjet birodalmi örökség következtében főképpen a keleti partnerség uniós politikája került tartós válságba. A kialakult helyzet teljes mértékben indokoltá teszi európai szomszédság politikánk stratégiai igényű felülvizsgálatát. Az Európai Unió és az európai partnerség országainak érdekei egyaránt megkövetelik az alapvető emberi jogok, a jogállamiság, a demokrácia, a szabadság és az emberi méltóság európai értékein alapuló szomszédsági politikánk megújítását. Engedjék meg végül, hogy gratuláljak Kukan előadó úrnak nagyszerű munkájáért.

Tibor Szanyi (S&D). – Elnök Úr, az időben picit visszatekintve 2012 jut eszembe, amikor az Európai Unió béke Nobel-díjat kapott. És aztán eltelt három év, és a békés Európa, a béke Nobel-díjas Európa szomszédságában lángokat látunk. Ezek közül talán a ma legtöbbet említett ukrán válság érdemli a legtöbb szót, bár azért azt hozzá kell tenni, hogy ezek a válságok szomszédságunk bármely pontján nem csak úgy önmagukban vannak, nem azért vannak, mert egy-egy országban megborult volna valami, hanem, én azt hiszem, hogy bővebb kontextusaik vannak, úgyhogy nagyon itt az ideje, hogy átfogó és koncepcionális felülvizsgálat alá vegyük a szomszédságpolitikát. Én azt hiszem, Elnök Úr, hogy ez a szomszédságpolitika nem lehet sikeres akkor, ha Európa nincs egységben.

Én kicsit rossz szemmel nézem, hogy van két nagyon-nagyon felkészült biztosunk, Hahn úr és Mogherini asszony, akik ezekkel a kérdésekkel foglalkoznak, és helyettük más európai vezetők tárgyalnak a legtöbb esetben, bár nyilván nem haszontalan az sem, amit ők tesznek. De egység kell ide, és ebbe beleértendő az is, hogy ne barátkozzanak az ellenfeleinkkel bizonyos európai uniós tagországok – itt akár az Orbán–Putyin barátságra is gondolhatok. Úgyhogy én azt hiszem, hogy a szomszédságpolitikának az igazi téje az, hogy Európa miként tudja kezelni, és tartok tőle, hogy másodszor is meg kell dolgoznunk azért a béke Nobel-díjért, ezúttal itt a szomszédságban.

Alojz Peterle (PPE). – Jaz zelo cenim prizadevanja gospoda komisarja, njegove ekipe in cele Komisije, da v spremenjenih okoliščinah uveljavimo naše vrednote, naša načela in naše interese v širšem sosedstvu, zavedajoč se, da je treba preseči nekdanji strateški pristop, ki je baziral na enotnem gledanju na naše sosedstvo.

sreda, 8. julij 2015

V spremenjenih okoliščinah moramo biti veliko bolj pozorni na pragmatični vidik, storiti moramo vse, da pridemo do napredka, kjerkoli je mogoče, in pri upoštevanju realnih okvirov ne smo pozabiti na naša načela.

Jaz sem vesel, ko gledam komisarja na delu, ki razume naše sosodstvo in to razumevanje tudi praktično uporablja.

Mislim, da bomo še dolgo priče zelo zahtevnim izzivom, ki bodo zahtevali še marsikatero prilagoditev na nove razmere, vem pa, da bomo skupaj delali na tak način, da bomo krepili mir, krepili območje, ki deli skupne vrednote, skupna načela, pa tudi v perspektivi skupna pravila.

Michał Boni (PPE). – Mr President, this report is very important for the consultation on the new European neighbourhood policy as a strategic tool. It is not possible to develop Europe without active policies oriented towards our neighbours – eastern and southern partners. They have different capacities. We must distinguish between European neighbours and the neighbours of Europe: countries which may one day join the EU and those which cannot for geographical reasons. We should divide the processes of enlargement and of building neighbourhood relations. They require different activities.

Neighbourhood policy tools should develop connections in some key areas, such as energy security, trade development, the common digital revolution, transportation solutions and fighting terrorism. All of those fields are crucial for growth. European neighbourhood instruments will have an impact on economic changes and also on improvements in the states' functioning based on democratic rules, the rule of law, capacities for transparent administration and the development of civic society. All those measures and cooperation should change the quality of life of many people.

These activities should be understood as an investment, not only in the future of the neighbouring countries but also as an investment in our European future, with a clear rate of return when peaceful development will change the life of societies and, in addition, reduce the waves of immigration.

Андрей Ковачев (PPE). – Г-н Председател, г-н Комисар, искам първо да поздравя колегата Куан за добрия резултат от работата му по доклада. Огромните предизвикателства и на изток, и на юг ни задължават да преосмислим политиката по съседство. Една нова политика трябва да отчита промените-заплахи в региона. За съжаление не само че не се намира решение на замразени конфликти, като Карабах и Абхазия, но се създават нови и то горещи, като Крим и източна Украйна.

Наред с конвенционалните военни конфликти и тероризма, наблюдаваме и хибридни, информационни и пропагандни войни, външно финансирани на антиевропейски екстремни политически партии. Такива фактори експлоатират нашите вътрешни слабости. Европейският съюз се състои от демократични държави, които не инвестират в пропаганда, но които имат право да отговорят с истината.

Страни като Русия използват икономиката и енергетиката като инструмент за натиск и създаване на зависимости, а не за взаимноизгодно сътрудничество, каквото би трябвало да бъде. Например предложението за разширяване на Северен поток и обсъжданите Турски и Гръцки поток създават политическо разединение вътре в Европейския съюз. Целта е да се създаде противоречие между Брюксел и страните членки, както и между самите страни членки и между компаниите и правителствата.

Съединението прави силата, а не разединението и „Разделяй и владей“ трябва да бъде нашата основна цел. Ние трябва твърдо да защитим правата на съседните държави за независим избор на регионални и международни партньорства, да засилим сътрудничеството с държавните организации, с неправителствения сектор от този регион.

Трябва да използваме всички възможни инструменти за подпомагане на гражданското общество, като например новия Европейски фонд за демокрация. Подкрепям идеята за неформалните срещи на министрите на външните работи от региона и от Европейския съюз, но също така смятам, че е добре да има срещи и на министрите на вътрешните работи, както и на службите за сигурност.

(Ораторът прие да отговори на въпрос, зададен чрез вдигане на синя карта (член 162, параграф 8 от Правилника за дейността)).

sreda, 8. julij 2015

Andrejs Mamikins (S&D), *zilās kartītes jautājums*. – Liels paldies, Kovatchev kungs, par to, ka Jūs pieņēmt manu zilo kartīti! Jūs teicāt par iesaldētiem konfliktiem, bet saki, lūdzu, tikai godīgi, vai jums ir tā gatavā recepte, kā mēs vienā brīdī varam šos iesaldētos konfliktus, tai skaitā Gruzijā, Piedņestras republikā un citās vietās, momentā atrisināt? Paldies!

Андрей Ковачев (PPE), *отговор на въпрос, зададен чрез вдигане на синя карта*. – Ако имам рецептата, уважаеми господин колега, шях да я кажа. Знаете, това са конфликти, някои от тях са с десетилетия на сцената, както например в Нагорни Карабах. Минската група работи незадоволително, няма резултат и ние се опитваме по някакъв начин да дадем нашите предложения за решаване на тези проблеми. Но те не само че не се решават, а и се увеличават. Това казах, че освен тези конфликти имаме и нови, като например в Крим и източна Украйна. Няма рецепта. Това, което се опитваме, е да помогнем, но явно засега не можем да намерим правилния път.

Procedura «catch-the-eye».

Ruža Tomašić (ECR). – Gospodine predsjedniče, europsko susjedstvo danas je vrlo nestabilno pa je brzo i učinkovito gašenje tih kriznih žarišta u našem najvećem interesu.

Vjerujem stoga da je svaka pomoć s naše strane zemljama u susjedstvu prijeko potrebna i dobrodošla. No, ona ne smije biti bezuvjetna i to izvjestitelj dobro prepoznaje te predlaže model nagrađivanja napretka tih država koji nazivamo „više za više”.

Slažem se da pomoć onima koji odvažnije i brže provode reforme treba biti izdašnija i konkretnija, ali isto tako smatram da bismo morali biti puno kritičniji prema pogrešnim politikama i propustima naših partnera te za manje davati manje.

Događalo se u prošlosti da se novcem europskih poreznih obveznika kupovala naklonost neodgovornih, pa i autokratskih vlasti u trećim zemljama zbog nečijih geopolitičkih interesa. Nadam se da su ta vremena iza nas jer nijedan političar nema mandat za tako neodgovorno trošenje novca poreznih obveznika na politike koje se naposljetku upravo njima najviše obiju o glavu.

Ivan Jakovčić (ALDE). – Gospodine predsjedniče, čestitajući g. Kukanu na njegovom izvješću, želim reći nekoliko rečenica o Istočnom partnerstvu.

Mi zemljama istočne Europe moramo osigurati europsku perspektivu. To je najbolji način da u tim zemljama, pa čak i onima koje danas ne žele biti dio Europske unije, kao npr. Bjelorusija, ipak stvaramo snage koje će biti za Europsku uniju. Moj je osobni primjer, moja zemlja Hrvatska – 1990-ih sam bio jedan od rijetkih koji je uopće govorio o Europskoj uniji i potrebi da Hrvatska uđe u EU. Danas sam ovdje u Europskom parlamentu i velika mi je čast što sam zajedno s vama.

Dakle, stvarajmo europsku perspektivu za one vlade koje žele ući u Europsku uniju. Stvarajmo i otvarajmo te mogućnosti, ali stvarajmo i za one koji danas to možda ne žele, jer u svakoj zemlji ima ljudi koji svoju zemlju žele vidjeti u Europskoj uniji. Režimi prolaze, države ostaju.

Europska unija, uvjeren sam, neće propasti. Dapače, ostat će i širit će se.

Νότης Μαριάς (ECR). – Κύριε Πρόεδρε, η Ευρωπαϊκή Πολιτική Γειτονίας αποτελεί μέρος της εξωτερικής πολιτικής της Ευρωπαϊκής Ένωσης, ως εκ τούτου πρέπει να είναι συνεκτική. Αυτό αφορά και την ανατολική Ευρωπαϊκή Πολιτική Γειτονίας και τη νότια. Ταυτόχρονα θα πρέπει να στηρίζεται σε συγκεκριμένες αρχές όπως είναι ο σεβασμός της δημοκρατίας, του κράτους δικαίου και των ανθρωπίνων δικαιωμάτων.

Θέλω να επικεντρωθώ λίγο στην Ένωση για τη Μεσόγειο, διότι αυτή τη στιγμή, όπως είπαμε και σε προηγούμενη συζήτηση, επικρατεί τεράστια αστάθεια. Τεράστια κύματα προσφύγων, χιλιάδων προσφύγων, έρχονται πλέον στην Ελλάδα και στην Ιταλία. Θα πρέπει να υπάρξει μια πολύ συγκεκριμένη πολιτική για την αντιμετώπιση αυτού του φαινομένου. Κυρίως πρέπει να υπάρξει σταθερότητα και ειρήνη στην περιοχή. Δεύτερον, πρέπει να δημιουργηθεί ένας χώρος οικονομικής ανάπτυξης, να γίνουν επενδύσεις, να δημιουργηθούν θέσεις εργασίας, ιδίως για τη νέα γενιά αυτών των περιοχών· να υπάρξει πολιτιστική συνεργασία, να υπάρξει διάλογος των θρησκειών. Με αυτές τις προϋποθέσεις μπορούμε να έχουμε μια σοβαρή πολιτική γειτονίας και στον Νότο.

(Fine della procedura «catch-the-eye»)

sreda, 8. julij 2015

Johannes Hahn, *Mitglied der Kommission*. – Herr Präsident! Ich möchte umgekehrt all jenen danken, die bis jetzt ausgeharrt und damit zum Ausdruck gebracht haben, dass es sich in der Tat um eine wichtige Politik handelt. Ich kann Ihnen auch berichten: Wir haben bis zum Ende der öffentlichen Begutachtung ungefähr 250 schriftliche Stellungnahmen aus ganz Europa und aus der Nachbarschaft bekommen. Das zeigt also das große Interesse, das dieser Politik gegeben ist.

Ich teile vollkommen die Auffassung all jener, die sagen: Die Nachbarschaftspolitik ist Teil der Außenpolitik. Außenpolitik heißt auch immer, die Interessen des Landes wahrzunehmen, für das man Außenpolitik macht. Und wir machen hier Außenpolitik für die Europäische Union. Da gilt es, unsere Interessen ganz klar zum Ausdruck zu bringen. Wenn Sie sich die gegenwärtige Situation anschauen – und das wurde ja auch hinreichend angesprochen –, dann haben wir in der Tat eine Situation in unserer Nachbarschaft, die von uns verlangt, dass wir die Interessen wahrnehmen, dass wir uns vor allen Dingen auch federführend auf die Lösung bzw. – und darauf würde ich Wert legen – auf die Stabilisierung der Situation konzentrieren. Denn wir haben in unserer Nachbarschaft eine Situation, dass in 11 unserer 16 Nachbarländer ein territorialer Konflikt gegeben ist, dass in unserer Nachbarschaft insgesamt rund 20 Millionen Flüchtlinge leben und dass es eben hier eine auch in wirtschaftlicher Hinsicht sehr schwach entwickelte Struktur gibt, also alles Dinge, die dazu geeignet sind, dass eben Europa ein Adressat sein kann und tatsächlich auch ist – wie wir wissen –, dass Menschen versuchen, aus dieser Nachbarschaft nach Europa zu kommen, oder dass es hier zumindest ganz intensive Aspirationen einer verstärkten Zusammenarbeit mit Europa gibt. Das ist auch okay, das wird von uns auch akzeptiert, und das wird sogar willkommen geheißen. Daher ist es wichtig, dass wir die Fähigkeit und die Fertigkeit entwickeln, auf unsere Nachbarn individuell zu reagieren, dass wir den gemeinsamen Nenner der Interessen identifizieren und auf Basis dessen dann schlussendlich auch zu maßgeschneiderten Lösungen kommen.

Ich denke aber auch, dass wir zum Beispiel im Zuge unserer Revision der Nachbarschaftspolitik etwas vielleicht noch viel stärker herausarbeiten müssen, was jetzt schon im Entwurf steht und was auch reflektiert wurde in dem Bericht des Herrn Abgeordneten Kukan. Es geht um die regionale Dimension, um die subregionale Dimension. Auch das ist etwas, was wir ansprechen müssen, dass wir hier eine stärkere Zusammenarbeit einzelner Länder in unserer Nachbarschaft untereinander forcieren. Denn die Gründungsidee der Europäischen Union war, durch eine verstärkte wirtschaftliche Zusammenarbeit sicherzustellen, dass es zu keinen weiteren bewaffneten und militärischen Auseinandersetzungen kommt. Dieses Friedenskonzept der Europäischen Union hat sich bewährt, und es ist wert, das auch auf unsere Nachbarn zu übertragen.

Insgesamt, glaube ich, müssen wir einem pragmatischen Ansatz folgen. Das heißt aber nicht, dass wir unsere Grundwerte, unsere *fundamentals*, aufgeben beziehungsweise außer Acht lassen. Hier denke ich, dass in vielen Ländern die Zivilgesellschaft unser natürlicher Partner ist. Das ist auch der Grund, weshalb wir die entsprechenden Budgets erhöht haben, weil wir glauben, dass das eigentlich der Weg ist, wo unsere *fundamentals* fundiert werden können, speziell in jenen Ländern, wo vonseiten der Regierenden das möglicherweise nicht jenes Augenmerk hat, das wir uns wünschen.

Abschließend möchte ich nochmals den Gedanken der Stabilisierung in den Vordergrund stellen. Angesichts dessen, was ich beschrieben habe, muss die Stabilisierung der Situation unsere vordringliche Aufgabe sein. Um das zu erreichen, brauchen wir eine maximale Flexibilität in unseren institutionellen, in unseren regulativen und schlussendlich auch in unseren finanziellen Möglichkeiten, um hier entsprechend reagieren zu können. Ich erwähne das deshalb, weil ich nicht ausschließe, dass ich in dieser Hinsicht gemeinsam mit der Hohen Vertreterin und Vizepräsidentin gelegentlich auf Sie zukommen werde. Denn, wie gesagt, Flexibilität heißt eben, auf neue Herausforderungen zu reagieren und hier vielleicht schon Beschlossenes zu revidieren, um auf neue Notwendigkeiten besser reagieren zu können und auch entsprechend zu agieren.

Nochmals vielen Dank für Ihre bisherige Unterstützung, auch für die freundlichen Worte, die Sie heute für unsere Arbeit gefunden haben. Ich bin sicher, es ist das sozusagen nur ein Zwischenschritt für eine weitere intensive Beschäftigung mit dem Thema. Selbst wenn wir schlussendlich eine *communication* haben werden, ist das nichts anderes als ein Festschreiben des Status. Aber die Arbeit wird dadurch nicht beendet, sondern im Gegenteil, sie hat fortgesetzt zu werden.

Eduard Kukan, *rapporteur*. – Mr President, first of all, I would like to thank all of the nine colleagues who stayed this long and contributed to the discussion. I did not mention it in the beginning, but I would also like to say that it was a very nice project to be rapporteur for this report, and to work with the shadow rapporteurs who came from different political groups but were a team guided by the principle that everybody wanted to contribute positively in order to achieve results in the future, because everybody agrees that the European Neighbourhood Policy is a very important part of EU external policy. It was really a very interesting cooperation.

sreda, 8. julij 2015

I would like to offer my thanks and appreciation to Commissioner Hahn for the many discussions which we had with the representatives of the Commission and for his consultation paper, which really focused on the most important issues of the European Neighbourhood Policy. I think this was a very interesting and good debate; there were many views expressed in it. Thank you for your appreciation of my work. Some of the criticism was levelled especially at the fact that there are not many results which the ENP has achieved since its inception in 2004. I can agree with that, but we learned our lessons, and that is why this report is very timely. It contains many issues and principles which could be used in order not to repeat the mistakes which we committed and to be more prepared for the fast-developing situation in the neighbourhood countries.

There was only one statement from which I have to distance myself fully. It was the one which portrayed the EU as the military threat to its neighbours and the institution which causes all bad things in the neighbourhood. Nothing is more divorced from life, and I think this I have to reject very adamantly.

I think this debate also showed that we are all interested in having an efficient, pragmatic European neighbourhood policy which would serve all the EU countries' interests and also the interests of our neighbours. So let us hope that this will be the final achievement of this report and of the directive which is being prepared by Commissioner Hahn for this autumn.

Presidente. – La discussione è chiusa.

La votazione si svolgerà domani, giovedì 9 luglio 2015.

Dichiarazioni scritte (articolo 162)

Andrea Bocskor (PPE), in writing. – Recent events call for immediate solutions, and intensive communications are needed between EU and neighbourhood countries. The EU has to implement appropriate treatment of the neighbourhood countries' claims, take common responsibility, inspire the judicial, economic, social reforms, the fight against corruption, and pay attention to the rights of the national minorities in the partner countries.

For example, as a first step of the administration reform in Ukraine, the law 'on voluntary association of local authorities/communities' was adopted in which point 4, article 4 states that during the administrative reforms the historical, linguistic and ethnic characteristics have to be taken into account.

The related article of the regulation provides an opportunity for the national minorities to organise at the municipal level. However the 11th article of the Government's resolution containing the implementation of the law does not include directives considering the ethnic aspects as it is in the law, which can affect detrimentally the national minorities. It is very important to modify the Government's resolution as soon as possible according to the law and considering the rights of the national minorities living in Ukraine. I therefore call on the EU to pay necessary attention to the necessary reforms in Ukraine and other neighbourhood countries.

Fernando Maura Barandiarán (ALDE), por escrito. – Creo que la seguridad, la estabilidad y la prosperidad no deberían constituir en exclusiva la aproximación a esta nueva política de vecindad de la Unión Europea; esta, necesariamente, tendrá que ir de la mano de los valores de la democracia y el respeto a los derechos humanos, consustanciales al proyecto europeo. En este contexto, la cultura puede tener un papel fundamental y dinámico como *soft power* del que la UE y sus Estados miembros pueden beneficiarse en sus relaciones con los países fronterizos. En esta casa se suele decir que la cultura fomenta la democratización, la consolidación de la paz y el respeto de los derechos humanos. Ha llegado el momento de poner en práctica estas palabras tan acertadas. La política de vecindad tendría que abrir un diálogo cultural y político para ofrecer incentivos y proveer de instrumentos adecuados que faciliten las reformas internas en esos países, apoyando a la sociedad civil y a los grupos y partidos democráticos para favorecer el diálogo y el pluralismo.

Remo Sernagiotto (ECR), per iscritto. – È giunto il momento che la politica europea di vicinato (PEV) si riallinei agli attuali scenari geopolitici. La revisione in corso da parte della Commissione pone le basi appropriate per riesaminare i principi, la portata e gli strumenti della PEV, rilevandone al contempo le nuove sfide dettate dai recenti sviluppi della situazione politica nei paesi del Partenariato orientale e della sponda sud del Mediterraneo. Dobbiamo mettere a frutto gli insegnamenti tratti dall'esperienza maturata negli ultimi dieci anni al fine di rafforzare le politiche di partenariato e cooperazione con i paesi vicini e promuovere così la stabilità, lo sviluppo economico e la sicurezza ai confini dell'Europa.

sreda, 8. julij 2015

Ritengo però che il riesame della PEV debba essere accompagnato da una discussione a più ampio raggio sulla politica estera generale dell'UE. Le pressioni economiche, i rischi della tenuta geopolitica in ampie aree a noi vicine, i flussi migratori così come le minacce rappresentate dal terrorismo internazionale necessitano di una risposta forte e di una strategia condivisa a livello europeo. Mi auguro quindi che si possa avviare una discussione approfondita per assicurare che in futuro le relazioni dell'UE con i paesi del vicinato siano più fruttuose e veicolo di sviluppo e stabilità a livello globale.

Jarosław Wałęsa (PPE), *in writing*. – As the political situations along our borders continue to become more volatile, the coherence and strength of the European Neighbourhood remains one of the most important priorities for the security of this Union. Relations between the EU and ENP partners continue to help promote prosperity, stability, security, and good neighbourliness, based on the values of democracy, rule of law and respect for human rights.

The ENP has achieved success; with the one-year anniversary this past June of the signing of the EU Association Agreements with ENP partners Georgia, the Republic of Moldova and Ukraine, citizens from these states are noticing already the opportunities presented by further integration into the European Neighbourhood. Nonetheless, the reforms proposed in the Report on the Review of the ENP, especially with regard to increasing security cooperation between the EU and ENP partners, should be regarded with utmost importance.

As the neighbours of our neighbours continue to exert unwonted pressure on the partnership, the EU must ensure the rights of our neighbours to make independent and sovereign choices on foreign and security policy and economy, free from external pressure and coercion. I look forward to a strengthened ENP that will be mutually beneficial to all parties involved.

17. Prerazporeditev sredstev: glej zapisnik

18. Dnevni red naslednje seje: gl. zapisnik

19. Zaključek seje

(La seduta è tolta alle 22.55)